

L'ACTION DIRECTE DE LA VICTIME D'UN DOMMAGE CONTRE L'ASSUREUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 7 mars 1934 à 14 heures

PAR

PIERRE BINEY

Président : M. MAURICE PICARD, *professeur.*

Suffragants { MM. ROUAST, *professeur.*
LEPARGNEUR, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^e)

1934

L'ACTION DIRECTE
DE LA VICTIME D'UN DOMMAGE
CONTRE L'ASSUREUR

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

L'ACTION DIRECTE DE LA VICTIME D'UN DOMMAGE CONTRE L'ASSUREUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 7 mars 1934 à 14 heures

PAR

PIERRE BINEY

Président : M. MAURICE PICARD, *professeur.*

Suffragants { MM. ROUAST, *professeur.*
LEPARGNEUR, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR¹)

1934



INTRODUCTION

1. — L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur de responsabilité, aujourd'hui généralement reconnue, a donné lieu à une jurisprudence imposante et à une littérature considérable, mais les auteurs comme les décisions judiciaires sont tellement divisés que, malgré les progrès récents vers une unité de conception marqués par quelques arrêts de la Cour de cassation, d'ailleurs tout à la fois approuvés et critiqués par les commentateurs, il apparaît nécessaire de classer les difficultés soulevées pour tâcher d'éclaircir cette question si touffue.

Pour apporter notre modeste contribution à ce point de droit, d'un intérêt si pratique à notre époque où l'assurance a pris une place considérable dans tous les domaines de l'activité humaine, nous nous proposons tout d'abord, et avant tout, « de faire le point ». C'est pourquoi nous ne ferons qu'indiquer les solutions qui semblent rallier la généralité des suffrages à moins qu'elles nous paraissent par trop contraires à la théorie de l'action directe telle que nous la concevons, pour nous attarder aux faces du problème les plus controversées. Puis, tendant toujours vers le but que nous nous sommes fixé, nous essayerons de présenter une théorie homogène de cette action directe, que nous déduirons des solutions que nous aurons données à chaque point particulier.

2. — Ainsi délimité, notre travail reste considérable, et nous nous excusons par avance des lacunes qu'il peut présenter ; l'indulgence nous sera d'ailleurs certainement acquise si l'on veut bien considérer que nous abordons un sujet particulièrement épineux qui a donné lieu à d'ardentes polémiques, qui semblent loin d'être épuisées. Nous nous estimerions satisfait si, par notre rapport — qu'on nous pardonne cet espoir dont la présomption ne nous échappe pas — nous réussissions à mettre un peu d'ordre dans ce domaine et participions ainsi au progrès d'une institution dont la création récente a permis des interprétations contradictoires et des conséquences parfois insolites.

3. — Nous avons cru devoir faire de fréquentes allusions aux difficultés de fait soulevées par les différents problèmes que nous avons examinés, en délaissant parfois le côté purement juridique de la question ; c'est qu'en effet notre action directe se propose avant tout un but pratique, et il nous a semblé que le meilleur procédé pour démontrer la nécessité de telle formalité ou l'inutilité de telle autre consistait à montrer la vie même de l'institution telle qu'elle est révélée par la pratique journalière. A ce sujet la jurisprudence nous a fourni de nombreux éléments, et nous nous sommes attachés à citer le plus grand nombre de décisions possible de façon à constituer, en quelque sorte, une véritable revue de cette jurisprudence spéciale ; c'est ainsi que nous avons cité dans les notes qui accompagnent le texte tous les jugements et arrêts que nous avons pu relever, en les faisant suivre des références complètes que nos recherches nous ont permis de découvrir ; enfin, pour obvier aux erreurs qui auraient pu se glisser dans nos citations, nous avons établi une table chronologique des décisions commentées, de façon à permettre au lecteur un contrôle rapide.

4. — Avant de résumer le plan auquel nous nous sommes rallié, il nous faut nous expliquer sur la division que nous

avons adoptée. Deux méthodes étaient possibles : ou bien, présenter d'abord la théorie de l'action directe pour ensuite l'appliquer à chaque difficulté particulière qu'elle soulève — ou bien, examiner les différents problèmes pour en déduire ensuite une théorie générale. La première méthode nous obligeait à préjuger la solution à donner à chaque question spéciale, la seconde à supposer connue la nature juridique de l'action directe. Nous avons préféré adopter la seconde méthode qui montre d'abord l'importance pratique de la question et qui nous a permis de réunir, à la fin de notre travail, les données acquises au cours de la première partie de notre étude ; il s'ensuit que notre première partie est plus importante que la seconde, celle-ci constituant le groupement des principes dégagés à l'occasion de chaque examen particulier.

5. — Pour terminer, nous rendons hommage aux auteurs qui nous ont précédé et qui nous ont permis, grâce au recul dont nous bénéficions pour juger une institution douée aujourd'hui d'une vitalité exceptionnelle, d'englober le problème dans son ensemble, et de faire allusion aux différents angles sous lequel il a été envisagé.

PLAN

PREMIÈRE PARTIE. — Etude des difficultés auxquelles a donné naissance l'action directe.

Chapitre premier. — Mise en cause de l'assuré (Nous avons consacré un chapitre entier à cet examen, en raison de la fréquence avec laquelle les tribunaux ont à statuer sur ce point).

Chapitre II. — Procédure : Pluralité de dommages et de victimes. — Compétence. — Condamnation *in solidum*. — Voies de recours. (Nous avons ici réuni les diverses questions de procédure, à l'exclusion de la mise en cause de l'assuré).

Chapitre III. — Opposabilité ou inopposabilité des exceptions.

Chapitre IV. — Assureur étranger.

DEUXIÈME PARTIE, consacrée à la théorie de l'action directe.

Chapitre premier. — Fondement de l'action directe (Législation et jurisprudence).

Chapitre II. — Nature juridique de l'action directe. Examen des diverses théories préconisées. Caractères de l'action directe et essai de définition.

Conclusion.

Table chronologique de jurisprudence.

Bibliographie.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

MISE EN CAUSE DE L'ASSURÉ AUTEUR DU DOMMAGE

6. — Une des principales difficultés {que soulève l'exercice de l'action directe réside dans le point de savoir si la victime du dommage peut agir contre l'assureur seul ou si elle doit nécessairement actionner en même temps et l'assureur et l'assuré, auteur du dommage.

7. — La pratique révèle que cette difficulté est soumise très fréquemment aux Tribunaux, lesquels, suivant en celà les diverses théories préconisées par la doctrine, rendent des décisions contradictoires ; la Cour de Paris présente, à elle seule, de telles divergences d'opinion que ses différentes chambres ne sont pas d'accord et que la même Chambre, à quelques mois d'intervalle, n'hésite pas à rendre des arrêts opposés. Comment s'étonner, dans ces conditions, que la jurisprudence soit incertaine ? Mais comment ne pas s'étonner que la Cour de cassation n'ait pas encore été saisie de cette question d'un intérêt aussi évident et d'une actualité si brûlante ? Il existe bien quatre arrêts récents, rendus par la Chambre civile le 11 juillet 1932 (1), qui

(1) Cassation (civile), 11 juillet 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1, 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *D. H.*, 1932, 425.

semblent préjuger la question ; mais la Cour Suprême n'a pas eu à se prononcer catégoriquement, de telle sorte que l'hésitation reste permise, malgré le grand poids qui s'attache à tout ce qui émane de la Chambre civile (1). Nous ne manquerons pas de commenter ces arrêts pour dégager, à défaut du guide précieux que constituerait une décision rédigée en termes formels sur cette question si délicate, la théorie qui s'adapte le mieux aux textes et aux principes de notre droit, ainsi qu'aux nécessités de fait, et qui, par suite, est susceptible de sauvegarder en même temps les intérêts respectifs de toutes les parties appelées à s'affronter sur le terrain judiciaire à l'occasion de la réalisation d'un dommage causé par un individu assuré.

Nous aurons à examiner successivement deux hypothèses différentes qui feront l'objet de deux sections distinctes :

1^o L'action directe est exercée avant toute action contre l'assuré.

2^o L'action directe est exercée postérieurement à une action dirigée contre l'assuré.

3^o Enfin, dans une troisième section, nous étudierons le cas le plus fréquent dans lequel l'assureur et l'assuré sont assignés simultanément, hypothèse qui ne donne lieu, actuellement, à aucune difficulté, mais dont l'examen permettra peut-être de découvrir l'argument décisif qui fera pencher la décision en faveur de la solution exacte, et contribuera, éventuellement, à la détermination de la nature juridique de notre action directe lorsque nous aborderons dans la suite de ce travail (2) l'examen spécial de cette question.

(1) Il a déjà été rendu, quelques mois après les quatre décisions précitées, un arrêt qui décide que l'assureur peut être assigné seul, avant toute action de la victime contre l'assuré : Orléans (1^{re} Ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 565, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30.

(2) V. *infra*, 2^e partie.

SECTION I

**L'action directe exercée avant toute action
contre l'assuré.**

8. — L'étude de la jurisprudence va de suite nous montrer que les deux solutions extrêmes triomphent tour à tour dans les prétoires ; cette discordance existe au surplus, si l'on se reporte aux dates des jugements et arrêts et aux juridictions qui les ont rendus, aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Tant sur l'application de la loi du 19 février 1889 que sur celles du 28 mai 1913 et du 13 juillet 1930, de nombreuses décisions ont affirmé, les unes de la façon la plus nette, les autres implicitement, que l'action directe était irrecevable, à défaut de la mise en cause de l'assuré par le tiers lésé, demandeur (1).

Cette solution rencontre l'approbation de nombreux auteurs,

(1) Cassation (Ch. civ.), 17 juillet 1911 (sur l'application de la loi du 19 février 1889), *D. P.*, 1912. 1. 81 et note de M. Planiol, *S.*, 1913. 4. 145 et note de M. Naquet, *Rec. pér. ass.*, 1911, 360 ; Trib. civ. de Caen, 29 janvier 1923, *Rec. pér. ass.*, 1923, 455 ; Dijon (1^{re} ch.), 12 juin 1928 (sol. impl.), *Rec. pér. ass.*, 1928, 452, *Gaz. Pal.*, 1928. 2. 671 ; Trib. civ. de la Seine, 4 novembre 1929 (sol. impl.), *Rec. pér. ass.*, 1929, 416 ; Trib. de paix de Nogent-sur-Seine, 28 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 800 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863, *Journ. des ass.*, 1931, 246 ; Trib. civ. de Cusset, 14 juin 1931, *Rec. Jur. autom.*, 1932, 57 ; Paris (11^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 797 et note de M. Maurice Picard, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2. 213, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér. ass.*, 1931, 428 et la note ; Paris (7^e ch.), 17 novembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 68 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 41 ; Trib. de comm. de Marseille, 8 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 824 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 328 ; Paris (1^{re} ch.), 27 mai 1932 (motifs), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 819 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 359, *D. H.*, 1933, somm. p. 43, *Rec. pér. ass.*, 1932, 308 ; Paris (11^e ch.), 28 octobre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 132 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 578, *Rec. pér. ass.*, 1932, 421 ; Paris (5^e ch.), 28 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 356 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 308, *Rec. Gaz. Trib.*, 1933, 1^{er} sem., 2, 5.

parmi lesquels se remarquent les noms de plusieurs de nos plus éminents civilistes (1).

9. — Mais cette première théorie, loin de rallier l'unanimité des suffrages, est au contraire sévèrement critiquée par des adversaires irréductibles qui comptent parmi eux des noms également célèbres de spécialistes de notre droit civil (2).

Aussi, un nombre imposant de jugements et arrêts consacrent ce deuxième point de vue et concluent à la recevabilité de l'action directe, hors la présence de l'assuré (3).

(1) J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, Chronique p. 109 et s. ; R. Debray, Privilèges sur les créances et actions directes, *thèse Paris*, 1928, p. 90 et s. ; R. Demogue, *Traité des Obligations en général*, t. IV, n° 545, p. 248 et s. ; P. Esmein, note au *S.*, 1927. 4. 25 ; L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance, *La Semaine juridique*, 1932, p. 844 et s. ; Substitut du Procureur Général Lamothe, conclusions à Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 458 ; Maurice Picard, notes à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 336, 1097 ; 1931, p. 54, 342, 797 ; 1932, p. 68, 788, 806, 825, 1011 ; 1933, p. 433, 442, 358 ; L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 735 et s. ; Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. XI, Contrats civils, 2^e partie par J. Lepargneur, n° 4364 ; J. Perroud, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 565.

(2) A. Blaisot, L'action directe de la victime contre l'assurance, *Journal des assurances*, 1930, p. 5 et s. ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de législ. et de jurisprudence*, 1931, p. 488 et s., n° 9 ; P. Guyot, note au *Rec. Sirey*, 1930, 2, p. 424 ; L. Josserand, notes au *D. P.*, 1930. 2. 4 et 1933. 1. 5 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. 2, p. 934 et s., nos 2714 à 2718 ; L. Mazeaud, La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932, chronique, p. 417 et s.

(3) Toulouse, 8 octobre 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528, *D. P.*, 1930. 2. 4 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1928. 2. 780 ; Trib. de comm. de la Seine, 23 janvier 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 48, *D. P.*, 1930. 2. 4 et note de M. L. Josserand, confirmé par : Paris (4^e ch.), 24 janvier 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 23, *D. P.*, 1930. 2. 4 et note de M. L. Josserand ; Paris (4^e ch.), 26 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 336 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 4 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1929,

Nous allons dans un premier paragraphe passer en revue les arguments que l'on fait valoir de part et d'autre, et les examinerons en détail dans un paragraphe deuxième, pour en tirer la conclusion qui paraîtra s'imposer.

§ 1^{er}. — *Arguments en présence.*

10. — On fait valoir, en faveur de la recevabilité, les arguments ci-après.

C'est la loi qui a donné à la victime le droit de se faire payer directement par l'assureur, et, ce faisant, elle n'a subordonné l'exercice de ce droit à aucune formalité préalable ; aucun texte n'indique que l'action de la victime contre l'assureur soit subsidiaire à celle de cette même victime contre l'assuré ; l'action directe peut donc être exercée à tout moment, et notamment avant l'action contre l'assuré (1).

412, *Journ. des Assur.*, 1930, 37, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} sem., 2. 164, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 140 ; Paris (5^e ch.), 6 mars 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 138, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 515 (sous note *b*) ; Trib. de comm. de la Seine, 6 juin 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 217, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 517 (sous-note *d*) ; Trib. de comm. de la Seine, 28 octobre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 79, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 929, *Rec. pér. ass.*, 1931, 39 ; Paris (5^e ch.), 14 novembre 1930 (motifs), *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 72 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1930, 469, *D. H.*, 1930, 609, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 832, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 1^{er} sem., 2. 57 ; Trib. de comm. de la Seine, 30 décembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 340 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 354 ; Trib. civ. de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 795 et note de M. Maurice Picard, *Rev. de dr. intern. priv.*, 1931, 668 et note de M. Niboyet, *Rec. pér. ass.*, 1931, 445, *Sem. Jurid.*, 1931, 892, confirmé par : Orléans, 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 565, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30 ; Paris (5^e ch.), 25 juin 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1009 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 305, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 533, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 2. 204.

(1) L. Mazeaud, *D. H.*, 1932, Chronique précitée, p. 117 et s., La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? ; L. Jossierand, notes précitées, *D. P.*, 1930. 2. 1 et 1933. 1. 5 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle, op. cit.*, n° 2718.

L'action directe et l'action de la victime contre l'auteur du dommage sont distinctes par leurs sources, leur nature, leur objet, leurs résultats ; elles sont distinctes aussi par la personnalité du défendeur ; comment concevoir qu'elles soient liées indissolublement sous le rapport de la procédure (1) ?

L'assureur est tenu, non quand la responsabilité de l'assuré est établie, mais dès qu'elle est engagée, et cette responsabilité est engagée dès la réalisation du dommage, puisque c'est dès ce moment que le privilège d'où découle l'action directe existe ; donc, dès ce moment, la victime peut actionner directement l'assureur sans attirer l'assuré dans le débat (2).

La preuve de la responsabilité de l'assuré, nécessaire au succès de l'action directe, peut être administrée dans l'instance qui s'engage sur l'action directe, contradictoirement avec l'assureur, et point n'est besoin que l'assuré soit lui-même partie au procès (3).

D'ailleurs, en admettant que la responsabilité de l'assuré ait été préalablement établie dans un procès antérieur, la décision ainsi rendue n'emporterait pas autorité de chose jugée sur le procès engagé par l'action directe ; on ne voit donc pas l'utilité de ces deux procès successifs, et seul le second, qui réalise le but poursuivi par la victime, présente une utilité certaine (4).

Des tempéraments de fait et de droit viennent d'ailleurs contrebalancer les inconvénients qu'on pourrait relever à l'encontre de cette manière d'agir :

Par suite des obligations résultant pour l'assuré des clauses de sa police, l'assureur est tenu au courant des circonstances

(1) L. Josserand, notes précitées.

(2) L. Mazeaud, chronique précitée ; H. et L. Mazeaud, *op. et loc. cit.*

(3) P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de Lég. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n° 9 ; L. Mazeaud, *op. cit.* ; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, nos 2712 et 2718.

(4) P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *op. cit.*, *Rev. crit. de lég. et de jurispr.*, 1931, p. 488 et s., n° 9.

de l'acte dommageable (déclaration d'accident, indication de l'identité de la victime, des témoins, etc...); les intérêts de l'assureur ne sont donc pas sacrifiés; et si celui-ci trouve avantage à ce que son assuré soit présent à l'instance, il peut l'appeler en garantie (1).

En pratique l'assureur est exactement dans la même situation que si le procès était dirigé contre son assuré, puisque, par les termes de la police, il se réserve la direction du procès; il a donc voulu être au premier plan, et, par là même, il a renoncé à s'abriter derrière l'assuré auquel il a ainsi prétendu se substituer (2).

Enfin, la preuve de la responsabilité de l'assuré, ou de sa non-responsabilité, peut être établie au cours d'une enquête, à laquelle il sera cité comme témoin, soit à la requête de la victime, soit à la requête de l'assureur (3).

D'ailleurs, une hypothèse toute voisine fournit l'exemple d'un litige dans lequel une personne autre que l'auteur du dommage voit sa responsabilité civile engagée en l'absence de celui-ci : c'est le cas du civilement responsable contre lequel une victime démontre la faute de la personne dont il répond (4).

En définitive, principale et indépendante, l'action directe, de par sa nature même, peut être exercée seule, sans qu'il soit besoin d'une action simultanée à l'encontre de l'auteur du dommage; semblable solution ne présente aucun inconvénient ni pour la victime, qui administre sa preuve dans les mêmes conditions que si elle agissait contre l'assuré lui-même, ni pour l'assuré, qui ne peut que souhaiter n'être pas en cause, ni même pour l'assureur qui a à sa disposition toutes les mesures de sauvegarde et de défense désirables.

(1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 2718; L. Josserand, note au *D. P.*, 1930. 2. 1; P. Hébraud, *op. et loc. cit.*

(2) L. Josserand, note précitée au *D. P.*, 1930. 2. 1.

(3) L. Mazeaud, chronique précitée; H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 2712; L. Josserand, note précitée.

(4) L. Mazeaud, chronique précitée; L. Josserand, note au *D. P.*, 1933.1.5.

Telle est, dans ses grandes lignes, la thèse qui affirme le bien fondé de l'exercice de l'action directe avant toute action contre l'auteur du dommage, qui s'avère ainsi, dans tous les cas, inutile.

11. — Les arguments que l'on fait valoir en faveur de l'opinion contraire se trouvent résumés dans une décision rendue le 25 juillet 1931 par la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris (1).

Les partisans de ce système estiment que, si la victime d'un dommage peut poursuivre directement l'assureur de celui qui en est responsable, c'est à la condition expresse qu'elle justifie de sa créance et de son montant; et, pour fixer l'existence et le montant de cette créance, la présence de l'assuré dans l'instance est indispensable, le principe même de la responsabilité ne pouvant être régulièrement et définitivement apprécié sans le concours de l'auteur de l'accident; l'assuré doit, par suite, nécessairement être mis en cause.

Il ne faut, en effet, pas perdre de vue que l'assureur n'est tenu qu'à titre éventuel, et dans une mesure limitée, s'il est jugé au préalable que la responsabilité de l'accident incombe à son assuré. En agissant contre l'assureur seul et en premier, on renverse l'ordre logique des poursuites que l'arrêt du 14 juin 1926 (2) qui, nous le verrons, a reconnu le principe même de notre action directe dans son application la plus fréquente, c'est-à-dire en matière d'accidents (3), et, à sa suite, les arrêts du 11 juillet 1932 ont posé comme condition à l'exercice de l'action directe (4).

(1) Paris (11^e Ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 797 et note approbative de M. Maurice Picard, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2. 213, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér. ass.*, 1931, 428.

(2) Cassation (Ch. civ.), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57, avec rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161.

(3) V. *infra*, 2^e partie, chap. 1^{er}, nos 200 et 201.

(4) Cassation (ch. civ.), 4 arrêts du 11 juillet 1932. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1. 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *D. H.*, 1932, 425.

§ 2. — *Examen critique.*

12. — Ce qui frappe immédiatement dans l'examen de ces deux théories contraires, c'est, d'un côté, l'abondance d'arguments que l'on invoque en faveur de la thèse de la recevabilité de l'action engagée contre le seul assureur, et, de l'autre côté, la simplicité de la justification de la théorie opposée. Il est, par suite, nécessaire d'examiner chacun des arguments présentés en faveur de la thèse de la recevabilité, d'ailleurs d'inégale valeur, pour rechercher si la critique qu'on peut en présenter ne conduit pas nécessairement à conclure en faveur de la thèse contraire.

13. — La loi, dit-on, a donné à la victime le droit de se faire payer directement par l'assureur, sans l'assortir d'aucune formalité préalable; on chercherait en vain un texte indiquant que l'action de la victime contre l'assureur est subsidiaire à celle de cette même victime contre l'assuré.

Mais c'est non moins en vain que l'on chercherait dans la loi la justification du caractère principal de notre action directe pour cette raison bien simple que la loi n'en parle pas. Lorsque nous rechercherons les sources de l'action directe, nous aurons à étudier l'origine de cette théorie toute récente (1); qu'il nous suffise, quant à présent, de dire que c'est une création jurisprudentielle et qu'avant sa consécration par la Cour de cassation, elle était combattue par des auteurs qualifiés (2);

(1) V. *infra*, 2^e partie, chapitre 1^{er}, nos 491 et s.

(2) Saintelette, De l'action directe du propriétaire ou de l'assureur subrogé à ses droits contre l'assureur des risques locatifs, *Rec. pér. ass.*, 1911, p. 426 et s.; Pannier, *l'Attribution des indemnités d'assurance et de quelques autres indemnités*; Lecouturier, De l'action directe du propriétaire contre l'assureur du locataire, *Rec. pér. ass.*, 1895, p. 560 et s.; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Traité théorique et pratique de droit civil*, du nantissement, des privilèges et hypothèques, t. I, n° 295; J. Escorbiac, commentaire de la loi du 19 février 1889, *Lois nouvelles*, 1889,

cette remarque réduit l'argument présenté à une simple affirmation et lui enlève toute autorité.

Ce n'est donc pas dans la loi qu'il faut chercher une indication mais dans la nature même de l'institution que nous étudions; quand nous préciserons les caractères de la créance que possède la victime contre l'assureur (1), nous verrons que l'exercice de l'action qui la sanctionne comporte d'inévitables formalités qui exigent la présence de l'assuré. Qu'elle soit principale ou subsidiaire, l'action directe ne peut réussir que si elle réunit un certain nombre de conditions; ces conditions, pour ne pas dériver d'un texte exprès, sont commandées par la nature même du droit que l'action a pour but de faire valoir et vouloir les ignorer en invoquant l'absence de texte ne saurait être une raison suffisante.

On verra d'ailleurs que l'action directe dérive du contrat d'assurances; or le contrat d'assurances est aujourd'hui réglé par la loi du 13 juillet 1930. Et cette loi fournit, sinon une solution précise puisqu'elle n'a pas parlé de l'action directe, du moins des indications précieuses qui permettent d'invoquer un argument de texte contraire à celui que nous combattons.

L'article 50 de ladite loi décide : « Dans les assurances de responsabilité l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé ». Pour que naisse l'obligation de l'assureur, il faut donc une réclamation présentée par la victime de l'assuré.

Mais cette obligation de l'assureur ne concerne nullement ses rapports avec la victime; elle n'a trait qu'à ses rapports

1^{re} partie, p. 416 et s.; P. Dupuich, note sous Cass. civ., 30 octobre 1906, *D. P.*, 1908. 4. 265; M. Planiol, note sous Paris, 25 mai 1895, *D. P.*, 1896. 2. 241; E. Schaffhauser, Création d'un privilège sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur de l'accident, loi du 28 mai 1913, *Lois nouvelles* 1913, 1^{re} partie, p. 221 et s.

(1) V. *infra*, nos 47 et s.

avec l'assuré. En effet, la garantie de l'assureur, dont le but est de protéger l'assuré des pertes qu'il pourrait subir du fait de l'exercice d'actions en responsabilité déterminées au contrat, s'applique à deux objets bien distincts : d'une part, les sommes dont l'assuré peut être reconnu débiteur envers des tiers, d'autre part les frais résultant de toute poursuite en responsabilité. L'assurance de responsabilité ne vise donc qu'à protéger l'assuré contre une mise en demeure du tiers lésé d'avoir à réparer le dommage qu'il a causé.

Or le sinistre existe dès que l'assuré est mis en demeure de réparer le dommage ; et l'assureur est obligé dès ce moment ; mais si, à la suite d'une action judiciaire de la victime, la responsabilité de l'assuré est rejetée, le coût du sinistre ne comprendra que les frais de défense à cette action ; l'assuré sera garanti mais le droit du tiers sera rejeté (1).

Voilà ce que signifie le texte précité. L'assureur est tenu envers l'assuré en tout état de cause, mais, vis-à-vis de la victime, il n'est pas, à ce moment, débiteur ; l'article 50 se borne à dire que, si le tiers victime ne réclame rien, l'obligation de l'assureur ne peut prendre naissance (2). Il est bien évident qu'il ne suffit pas à la victime de formuler une réclamation, pour que l'assureur soit tenu de la désintéresser ; le droit de la victime existe peut-être depuis la réalisation du dommage, mais il n'est qu'éventuel, et il ne deviendra certain que le jour où cette victime aura fait jouer la condition nécessaire à la création de la dette de l'assureur : la fixation de la réparation qui lui est due. L'article 53 de la même loi pose cette nécessité de la démonstration de la responsabilité de l'assuré, en ces ter-

(1) Cf. J. Hémar, *Théorie et pratique des assurances terrestres*, t. II, p. 196 et s., nos 536 et s. ; Ancey et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance (loi du 13 juillet 1930)*, 2^e édit., p. 183 ; V. dans le même sens : Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 737 et s.

(2) Cf. Capitant, La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 739 et s., n^o 56.

mes : (l'assureur doit payer au tiers lésé) « tant que ce tiers n'a pas été désintéressé... des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la *responsabilité* de l'assuré ». C'est donc bien la responsabilité de l'assuré qui détermine la dette éventuelle de l'assureur à l'égard du lésé; en dehors de la responsabilité établie de l'assuré, l'assureur n'a aucune obligation vis-à-vis de la victime.

L'article 50 n'a trait qu'aux rapports de l'assureur et de l'assuré, et vise une hypothèse qui n'est qu'accessoire à l'assurance de responsabilité : le cas où il y a sinistre sans responsabilité, entraînant l'obligation de l'assureur aux frais judiciaires, en dehors de tout droit reconnu au profit du tiers lésé. C'est le seul art. 53 qui règle la situation de la victime dont le droit ne peut être sanctionné que si la responsabilité de l'auteur du dommage est établie.

La loi donc pose une condition à l'obligation de l'assureur, dont l'action directe recherche l'exécution et il ne reste plus qu'à démontrer que cette condition nécessite la présence de l'assuré dans l'instance engagée contre l'assureur (1).

14. — On prétend, en second lieu, que les deux actions, action directe et action de la victime contre l'auteur du dommage, ne sauraient être liées indissolublement sous le rapport de la procédure, alors qu'elles sont distinctes tant par leurs sources, leur nature, leur objet et leurs résultats que par la personnalité du défendeur.

Il est exact que les deux actions sont distinctes par leurs sources, l'action directe dérivant du contrat d'assurances, l'action contre l'auteur du dommage dérivant d'un délit, d'un quasi-délit ou d'un autre contrat. Il est nécessaire ici de justifier cette proposition qui, si elle rencontre des partisans convaincus,

(1) Voir *infra*, n° 24.

trouve des détracteurs obstinés qui ont réussi à convaincre certains juges (1).

15. — Pour certains, l'action directe dérive de la loi qui a créé une obligation de rétention à la charge de l'assureur, et par suite le contrat d'assurances n'est pas la source de l'action; il n'en est que la base et la condition nécessaire; c'est donc la loi et non le contrat qui donne naissance à l'action directe (2).

Pour d'autres (3) l'action directe a sa source dans la loi, mais dérive cependant du contrat d'assurances.

Signalons dès maintenant que ces opinions semblent avoir été dictées par les solutions qu'elles se proposaient de justifier. Pour la première, il s'agissait de justifier la possibilité de l'exercice de l'action directe contre un assureur étranger (4). Quant à la seconde, elle semble manquer de précision si l'on considère que ses partisans admettent que la loi est la source de l'action directe, lorsqu'il s'agit de justifier certains effets de l'action directe, par exemple la prétendue règle de l'inopposabilité à la victime des exceptions opposables à l'assuré (5), pour ensuite reconnaître que cette même action directe dérive du contrat, quand on recherche le délai de prescription applicable (6).

Selon une autre théorie, le droit de la victime, s'il suppose un contrat valable lorsqu'il prend naissance, devient à partir

(1) V. notamment : Trib. civ. de Lille, 6 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 186 (en sous note, sous Trib. civ. du Havre, 28 avril 1933), *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 844.

(2) V. en ce sens le jugement cité à la note précédente.

(3) V. H. et L. Mazeaud, *La responsabilité civile*, nos 2697, 2730.

(4) Sur l'action directe exercée contre un assureur étranger, voir le chapitre IV qui est spécialement consacré à cette étude.

(5) V. *infra*, chapitre 3, nos 130 et s.

(6) MM. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 2730, s'expriment ainsi : « l'action directe, si elle n'a pas, à proprement parler, sa source dans le contrat d'assurances, en dérive cependant, puisqu'elle tend à l'exécution par l'assureur de l'obligation née du contrat ».

de ce moment indépendant du contrat; la créance existant au jour de la réalisation du dommage se détache du contrat (1).

C'est la même opinion que celle rapportée auparavant, mais formulée par ses auteurs en termes catégoriques.

Enfin, d'après une dernière doctrine, l'action directe trouve sa source dans le contrat lui-même (2).

16. — Dire que l'action directe trouve sa source dans la loi ne saurait être un argument; l'action est une voie de droit par laquelle une personne fait valoir son droit devant les Tribunaux; la première des conditions de recevabilité de l'action est que le droit invoqué soit reconnu par la loi et muni d'action; donc tous les droits et toutes les actions ne peuvent naître que de la loi.

En réalité, ce qu'il faut rechercher ici, c'est sur quoi porte le droit de la victime, ce sans quoi ce droit n'existerait pas; on trouve dans la loi la base qui permet de reconnaître au profit de la victime une action contre l'assureur, mais s'il n'y a pas assurance, il n'y a ni droit ni action; c'est donc bien le contrat qui donne naissance au droit de la victime sur l'indemnité d'assurance. Dire que le contrat d'assurance est la base et non la source de l'action directe n'explique rien, puisque, en restant sur ce terrain, l'action directe existerait toujours, car elle a sa source dans la loi, mais faute de base la soutenant, c'est-à-dire faute de contrat d'assurance, elle deviendrait inexistante, comme dépourvue d'objet.

Il faut donc s'en tenir à cette constatation que le contrat

(1) V. en ce sens Demogue, *Rev. tr. de Dr. civ.*, 1924, 997; P. Guyot, note au *S.*, 1930. 2. 421.

(2) Cf. L. Jossierand, notes précitées, *D. P.*, 1930. 2. 4 et 1933. 4. 5; J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 109 et s.; P. Esmein, note au *S.*, 1927. 4. 25; Ch. Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe, *thèse Alger*, 1929, p. 14 et 126; Maurice Picard, L'autonomie de l'Action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 729.

d'assurance peut seul donner naissance au droit de la victime contre l'assureur, et, sans vouloir faire une distinction entre « la base » et la « source » de l'action directe, se contenter de reconnaître que celle-ci ne peut se concevoir en l'absence d'un contrat, et que, par conséquent, tout l'édifice repose sur le contrat d'assurances, ce qui est, certes, l'énoncé d'une vérité première, mais qu'il est bon néanmoins de proclamer pour renfermer notre matière dans ses limites normales et rationnelles (1).

17. — L'action directe dérive donc du contrat; le défendeur à l'action directe est évidemment distinct du défendeur à l'action en réparation qui appartient à la victime contre l'auteur du dommage. Mais doit-on en déduire, pour conclure à une indépendance absolue des deux actions, qu'elles sont distinctes quant à l'objet et aux résultats?

Nous pensons au contraire que l'objet des deux actions est le même et que les résultats recherchés sont identiques. Toute la confusion que l'on relève dans la doctrine et la jurisprudence à l'occasion de la difficulté que nous étudions provient d'une analyse insuffisamment précise de la notion d'assurance de responsabilité. C'est donc là qu'il faut remonter pour déduire les conséquences simples et logiques qui s'imposent et qui doivent donner la solution du problème.

L'assurance de responsabilité — si l'on fait abstraction de l'obligation de l'assureur envers l'assuré de payer les frais nécessités par une action en responsabilité jugée mal fondée (2), et si, par conséquent, l'on se place uniquement au point de vue indemnité proprement dite — a pour but et pour résultat de garantir l'assuré des conséquences pécuniaires qu'il peut

(1) Nous aurons d'ailleurs à revenir longuement sur cette question capitale lorsque nous étudierons dans le chapitre III, la prétendue règle de l'impoposabilité des exceptions. V. *infra*, nos 130 et s.

(2) V. *suprà*, n° 13.

encourir lorsque sa responsabilité se trouve engagée dans les conditions prévues au contrat d'assurance souscrit par lui (1). L'assureur ne promet rien d'autre et rien de plus que de payer à la place de l'assuré ; si l'assuré ne doit rien, l'assureur ne payera rien ; en d'autres termes, l'assurance de responsabilité a pour but et pour résultat, non de changer la nature de la créance que la victime peut avoir contre le responsable, titulaire d'un contrat d'assurance, mais de faire que cette créance puisse être libérée par l'assureur au lieu de l'être par l'auteur du dommage ; il suffit pour s'en convaincre de lire les formules de quittance que les assureurs utilisent ; ceux-ci précisent invariablement qu'ils payent « au nom et en l'acquit de leur assuré ». La restriction qui s'impose quant au chiffre maximum de la somme que peut avoir à décaisser l'assureur ne change rien à ce principe ; en cas de créance de réparation supérieure à la créance d'indemnité due par l'assureur, il suffit de considérer qu'il n'y a assurance que jusqu'à une certaine somme, et action directe en paiement de ladite somme, et non assurance pour le surplus, et pas d'action directe. L'action en dommages-intérêts de la victime est d'ailleurs parfaitement divisible, et peut faire l'objet d'instances distinctes, l'une visant, par exemple, la réparation d'un dommage corporel, l'autre la réparation d'un dommage matériel.

La reconnaissance du droit propre de la victime a permis de constater que, lorsque la dette de l'assuré est fixée, et que l'assureur paye la victime, ce que paye l'assureur, c'est ce que doit l'assuré. L'assureur a promis à l'assuré de lui rembourser certaines sommes ; si, au lieu d'opérer ce remboursement à l'assuré qui a décaissé personnellement l'indemnité due à la

(1) Comp. Définition de MM. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, 7^e édit., t. II, n^o 878, p. 736 : « Les assurances de responsabilité ont pour objet de garantir à l'assuré le remboursement des indemnités auxquelles il peut être condamné envers des tiers à raison des faits qui engagent sa responsabilité civile ».

victime, il règle lui-même cette victime, non désintéressée, à l'égard de l'assuré, il paye l'indemnité d'assurance, mais, à l'égard de la victime, cette indemnité d'assurance s'est confondue avec l'indemnité de réparation. Du point de vue de la victime, il y a identité entre sa créance contre l'assuré et sa créance contre l'assureur ; lorsque le contrat d'assurance est valable, et ses clauses respectées, la dette de l'assuré devient la dette de l'assureur ; cela serait vrai en cas d'assurance sans limitation du chiffre de l'indemnité stipulée, cela l'est encore en cas de garantie limitée, la dette de l'assureur étant alors une portion de la dette de l'assuré. Si l'assuré a payé, la victime ne peut rien réclamer à l'assureur ; si l'assureur a payé, elle ne peut rien réclamer à l'assuré (1). Si l'assureur a payé en partie, elle ne peut réclamer à l'assuré que la différence entre sa créance totale et le montant de ce qu'elle a touché de l'assureur. Lorsque le tiers lésé assigne à la fois l'assureur et l'assuré, ses deux demandes ainsi jointes tendent à un même objet (2), à un même résultat : le règlement des dommages-intérêts qui lui sont dus à la suite du fait dommageable dont il a eu à souffrir.

Ainsi donc, distinctes par leurs sources et leur nature, les deux actions ont un même objet et tendent à un même résultat. Nous verrons un peu plus loin si cette unité partielle n'exige pas la jonction des deux actions (3).

18. — D'une part les deux actions, action directe et action contre l'assuré, tendent au même résultat, d'autre part, la condition nécessaire à l'exercice de la première est la démonstration de la responsabilité de l'assuré ; nous avons vu, en effet, que c'était cette responsabilité qui faisait naître la dette de l'assureur. Il s'agit maintenant de rechercher si ce fait générateur

(1) Cf. H. et L. Mazeaud, *La responsabilité civile*, op. cit., n° 2702.

(2) Cf. H. et L. Mazeaud, op. cit., n° 2715.

(3) V. *infra*, n° 51.

de l'obligation de paiement à la charge de l'assureur peut être prouvé en l'absence de l'assuré dans l'instance qui s'est engagée entre la victime et l'assureur actionné par voie d'action directe.

Des auteurs ont voulu démontrer que cette preuve était facile à administrer, plus facile même lorsque l'assureur se trouve seul en face de la victime que lorsque l'auteur du dommage est également assigné (1). Ils invoquent à cet effet la possibilité pour l'assureur ou pour la victime, s'ils le jugent utile, de faire citer, lors d'une enquête, l'assuré en qualité de témoin.

Mais est-il besoin de faire remarquer que c'est là une possibilité toute théorique qui ne pourra jamais aboutir au résultat recherché ; ou bien l'assuré, sciemment ou non, favorisera son assureur (2) ; la victime s'empressera alors de le reprocher comme ayant fourni un certificat sur les faits relatifs au procès à l'une des parties (art. 283, C. proc. civ.), en l'espèce la déclaration de sinistre à son assureur, ou encore en raison de l'intérêt que l'assuré peut avoir à témoigner en faveur de l'assureur, ce qui le rend éminemment suspect et comme tel également reprochable (3). Ou bien l'assuré cherchera à favoriser

(1) V. en ce sens : L. Mazeaud, La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932, Chronique, p. 447 et s. ; L. Josserand, note au *D. P.*, 1930. 2. 1.

(2) Pour éviter, par exemple, une résiliation en cas de condamnation, l'assureur se réservant de résilier la police à la suite d'un règlement de sinistre, ou pour échapper à une augmentation de prime que l'assureur exigera après paiement du sinistre, sous menace de résiliation, dans le cas où l'assuré bénéficie d'un tarif ancien avantageux. Pour cette raison psychologique aussi qu'un chauffeur d'automobile, par exemple, se refusera presque toujours à reconnaître son manque de sang-froid ou ses talents modestes.

(3) La jurisprudence a, en effet, toujours admis que les Tribunaux peuvent trouver d'autres causes de reproche en dehors de celles prévues par la loi, si ces causes leur paraissent suffisantes pour entacher de suspicion la déposition d'un témoin, ce qui est bien le cas ici.

l'indemnisation de la victime par l'assureur (1); ce sera dans cette hypothèse l'assureur qui invoquera les motifs de reproche qui viennent d'être indiqués.

On peut, il est vrai, objecter que lorsque l'assuré est lui-même actionné, une comparution personnelle des parties peut être demandée, et accordée par le juge (art. 324, C. pr. civ.), que l'assuré peut donc, en semblable éventualité, dénaturer les faits soit en sa faveur, soit en faveur de la victime; mais dans cette hypothèse, le Tribunal saisi peut rétablir les faits en tenant compte de la qualité de la personne entendue. Enfin, il est pour le moins imprévu de faire déposer, sous la foi du serment, un témoin qui a précisément à s'expliquer sur des faits qui lui sont personnels (2).

D'ailleurs MM. H. et L. Mazeaud eux-mêmes, pourtant partisans convaincus de la recevabilité de l'action directe exercée seule, mettent en garde contre cette comparution, dans les termes suivants : « Les juges ne devront retenir qu'avec prudence contre l'assureur les aveux de l'assuré, partie au procès en même temps que l'assureur, ceux-ci pouvant être le résultat d'une complaisance coupable; et une décision (3) a même repoussé la possibilité pour la victime de faire ordonner la comparution personnelle de l'assuré dans le procès qu'elle intente à l'assureur et l'assuré » (4).

Mais alors, comment ne pas voir le danger beaucoup plus grand que présente l'audition de l'assuré, non en qualité de partie cette fois, mais en qualité de témoin? Dans tous les cas, ce témoignage peut être récusé, ainsi qu'on vient de le voir; mais que reste-t-il pour établir la responsabilité de l'assuré?

(1) Dans le cas, par exemple, où la victime est un tiers transporté à titre bénévole dans un véhicule, en qualité d'ami du conducteur de ce véhicule.

(2) V. les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lamothe à Paris (3^e ch.), 30 mai 1932, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 158, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789.

(3) Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 8 mai 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 265.

(4) H. et L. Mazeaud, *La responsabilité civile, op. cit.*, n° 2711.

Les auteurs que nous venons de citer font l'aveu de la difficulté, difficulté que nous prétendons être une impossibilité, quand ils reconnaissent que, « lorsque la victime poursuit l'assureur seul avant d'avoir actionné l'assuré, la preuve peut présenter des difficultés du fait de l'absence du responsable » et proposent ce remède : « mais la victime peut toujours les surmonter en demandant une enquête où l'assuré sera entendu comme témoin (le même droit appartenant à l'assureur) ; la situation est alors pratiquement équivalente à celle où l'assuré est partie au procès » (1).

Or, pratiquement, nous avons vu qu'on aboutit à l'absence complète de l'assuré. Et nous verrons que, juridiquement, on aboutit à l'établissement d'une responsabilité en l'absence de l'intéressé, dans un cas non prévu par la loi (2). L'assuré, au surplus, serait-il entendu comme témoin que sa responsabilité ne saurait être fixée d'une façon définitive, puisque non contradictoire, de telle sorte que le jugement condamnant l'assureur, sur le fondement de la responsabilité de l'assuré, resterait susceptible de tierce opposition à la requête de ce dernier, pendant 30 ans ! (3).

Le palliatif proposé s'avère donc inefficace et ne peut étayer la thèse qui le préconise.

19. — Quelques décisions judiciaires ont voulu proposer un autre remède : si l'assureur veut que son assuré soit en nom dans l'instance, il peut l'appeler en garantie (4). Mais cette

(1) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, n° 2712.

(2) V. *infra*, n° 20.

(3) V. *infra*, n° 24.

(4) V. notamment : Paris (4^e ch.), 26 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 336 et note de M. Maurice Picard ; *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1929, 412, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} sem., 2, 164, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 140, *Journ. des Ass.*, 1930, 37 ; Paris (5^e ch.), 6 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 515 (sous-note b), *Rec. pér. ass.*, 1930, 138 ; Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789 et note de

solution n'a guère eu les faveurs de la doctrine ; en effet, l'invitation ainsi faite à l'assureur ne peut être que platonique, car celui-ci n'a aucun droit à faire valoir à l'encontre de l'assuré (1) ; l'assureur n'a donc aucun intérêt à demander cette mise en cause. Cet intérêt pourrait cependant exister si l'assureur avait un droit à faire valoir contre l'assuré, à raison d'une déchéance encourue par celui-ci, que la jurisprudence déclare inopposable à la victime ; mais ce n'est pas là l'hypothèse sur laquelle nous raisonnons (2).

D'ailleurs ce serait, en tout état de cause, imposer une formalité de procédure arbitraire à l'assureur qui devrait devenir demandeur par voie d'assignation (3).

La jurisprudence que nous venons de citer n'est d'ailleurs pas constante, mais l'exposé de la solution qu'elle préconise montre une des conséquences extrêmes et inadmissibles qu'on a voulu déduire de l'action directe, et dont nous aurons l'occasion d'examiner au cours de notre étude de nombreux exemples.

20. — On invoque encore en faveur de la recevabilité de l'action dirigée contre le seul assureur un argument d'analogie que l'on tire de la possibilité pour une victime d'obtenir condamnation de la personne civilement responsable, en l'absence du personnellement responsable. Et on en tire cette conclusion que l'assureur serait mal fondé à se plaindre d'une situation dont s'accommodent fort bien d'autres justiciables placés dans les mêmes conditions (4).

M. Maurice Picard, et conclusions de M. le substitut du Procureur Général Lamothe, *Gaz. Pal.*, 1932, 2, 158 et mêmes conclusions, *Rec. Gaz. Trib.* 1932, 2^e sem., 2, 202, *Journ. des Assur.*, 1932, 414, *Rec. pér. ass.*, 1932, 419.

(1) V. notamment Maurice Picard : note sous l'arrêt du 26 déc. 1929 précité, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 336.

(2) V. l'examen de cette question spéciale, ch. III, *infra*, nos 430 et s.

(3) V. Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 736.

(4) Cf. L. Mazeaud, La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932, chronique, p. 417 et s.

Mais ici encore, cet argument soi-disant d'analogie ne peut résister à une étude attentive; il suffit pour se convaincre de sa faiblesse de rechercher les raisons qui imposent une telle solution lorsqu'un civilement responsable est actionné, et de comparer les deux situations (1). Toutes les personnes déclarées par la loi civilement responsables d'autres personnes sont, avec ces dernières, en rapport particulièrement étroit et leur sont unies par un lien solide qui font des secondes les subordonnées des premières : ainsi les enfants mineurs, élèves et apprentis par rapport aux père et mère, instituteurs et artisans, les préposés par rapport aux maîtres et commettants. Il s'ensuit que le civilement responsable peut toujours obtenir de la personne dont il répond, en raison de la communauté de vie, tous les renseignements et indications utiles sur le fait dommageable dont il peut avoir à répondre; il a ainsi à sa disposition tous les moyens de contrôle désirables et peut procéder à toutes les mesures de sauvegarde nécessaires. Ce lien, particulièrement étroit pour les père et mère, est encore suffisamment sérieux entre préposés et commettants pour permettre à ceux-ci d'être parfaitement au courant des faits à l'occasion desquels ils peuvent être recherchés.

Il est au contraire tout à fait lâche entre assureur et assuré; ce dernier a bien des obligations à remplir vis-à-vis de l'assureur; il doit déclarer le fait qui peut engager sa responsabilité et faire jouer la garantie du contrat qu'il a souscrit, il doit donner toutes indications qu'il a pu recueillir mais l'assureur ne peut exiger que le respect des clauses de la police, et l'assuré peut se refuser à subir l'autorité de l'assureur qui apparaîtrait insupportable.

C'est qu'en effet la loi qui a dressé la liste des civilement

(1) Nous verrons un peu plus loin que l'assureur, n'étant pas un civilement responsable, aux termes de la loi, ne peut être attiré devant la juridiction répressive devant laquelle comparait son assuré, recherché comme prévenu. V. *infra*, chap. II, nos 100 et 101.

responsables et a décidé de leur responsabilité du fait d'autrui a donné cette solution sur le fondement de principes qui sont étrangers à notre matière : pour les père et mère, instituteurs et artisans, en raison de l'obligation de surveillance et d'éducation ; pour les maîtres et commettants, du droit d'autorité et de direction, pour tous de la notion de représentation du civilement responsable par le personnellement responsable, toutes conditions qu'on rechercherait en vain dans les rapports de l'assureur et de l'assuré. Les raisons qui permettent de donner une réponse affirmative lorsqu'on se demande si le civilement responsable peut être actionné en l'absence de l'auteur du dommage dont il répond ne sont donc pas valables pour l'action directe.

21. — Nous délaissions, quant à présent, l'argument de l'inutilité d'un premier procès contre l'assuré, motivé par la nécessité pour la victime de démontrer à nouveau la responsabilité de l'assuré lors de l'exercice de l'action directe, en raison de l'absence d'autorité de chose jugée de la première décision sur la solution du second procès. Nous dirons ce qu'il faut en penser lorsque nous examinerons cette hypothèse précise de l'action directe postérieure à un jugement intervenu entre l'assuré et la victime (1).

22. — La théorie qui préconise l'exercice de l'action directe avant toute action contre l'assuré et en l'absence de celui-ci à l'instance, et qui vient d'être examinée, ne peut donc se targuer d'aucun argument qui résiste à la critique. Il faut donc se rallier à la thèse contraire : la victime ne peut actionner l'assureur qu'à la condition d'actionner en même temps l'auteur du dommage, l'assuré.

Si la doctrine et la jurisprudence des Cours d'Appel et Tribunaux se contrebalancent à peu près exactement, chaque théorie

(1) V. *infra*, n° 39.

contraire pouvant invoquer autant de décisions marquantes et de voix autorisées, la solution que nous admettons peut seule se prévaloir de décisions de la Cour de cassation ; les derniers arrêts émanant de la Chambre civile apportent un appui nouveau à cette opinion et permettent de joindre l'élément d'autorité qui émane des arrêts de la Cour Suprême au caractère d'actualité qui devrait enfin donner le ton en la matière pour aboutir à une unité particulièrement souhaitable.

23. — Alors que le principe même de l'action directe était vigoureusement contesté, à l'occasion de l'interprétation de la loi du 19 février 1889 accordant un privilège au bailleur d'un immeuble à l'encontre de l'assureur du locataire responsable de l'incendie, la Cour de cassation, par un arrêt du 17 juillet 1911 (1), reconnaissait que ladite loi avait créé une action directe au profit du bailleur contre l'assureur, mais en en précisant les conditions d'exercice par l'attendu suivant : « Attendu que le bailleur avait contre la Compagnie d'assurances, en vertu du droit propre ci-dessus spécifié, une action directe dont l'exercice *exigeait*, toutefois, la *présence du locataire* aux débats ; qu'il était nécessaire, en effet, de fixer *contradictoirement* entre les parties, d'une part le chiffre de la créance du propriétaire contre le locataire, et d'autre part le montant des indemnités dues par l'assureur à ce dernier ».

Lorsque la Cour de cassation reconnut sur le fondement de la loi du 28 mai 1913 (art. 2102-8° C. civ.) une action directe au profit de la victime d'un accident contre l'assureur de l'auteur de l'accident, elle y mit la même condition, quoiqu'en termes peut-être moins énergiques (2) : « Attendu que la victime

(1) Cassation (Ch. civ.), 17 juillet 1911, *S.*, 1915. 1. 145 et note de M. Naquet, *D. P.*, 1912. 1. 81 et note de M. Planiol, *Rec. pér. ass.*, 1911, 360.

(2) Cassation (Ch. civ.), 14 juin 1926, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *D. P.*, 1927. 1. 57 avec le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin et la note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161.

de l'accident trouve dans le droit propre qui lui est ainsi conféré par la loi la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur *en même temps* que l'assuré à l'effet de fixer *contradictoirement* entre les parties d'abord l'existence de la créance de réparation et son montant, et, en second lieu, l'indemnité due par l'assureur ».

Enfin, par quatre arrêts en date du 11 juillet 1932 (1) la Chambre civile, sans se prononcer expressément sur ce point, y fait allusion d'une manière claire et précise dans les motifs de ses décisions, en supposant que le juge doit *commencer* par fixer l'existence et le montant de la créance de réparation pour s'occuper seulement *ensuite* des indemnités dues par l'assureur, et en complétant sa pensée par cette indication que le recours de la victime contre l'assureur « est subordonné à la fixation *préalable* des responsabilités et obligations sus-énoncées ».

Toutes ces décisions sont formelles : l'assureur ne peut être actionné qu'après que la responsabilité de l'assuré et l'indemnité par lui due à la victime aient été établies et fixées ; le recours contre l'assureur ne peut être exercé tant que cette condition n'est pas remplie ; jusque-là l'action directe est irrecevable.

24. — C'est la logique même. En exerçant l'action directe, la victime du dommage réclame à l'assureur, ainsi que nous l'avons vu (2), le montant de la créance qu'elle possède contre l'assuré ; pour que l'assureur soit tenu de payer la victime, il faut que celle-ci justifie de l'existence de sa créance et de son montant ; jusqu'ici nous sommes d'accord avec les partisans de

(1) Cassation (Ch. civ.), 11 juillet 1932 (4 arrêts en date du même jour), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note approbative de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note critique de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1. 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 425.

(2) V. *suprà*, n^o 17.

la recevabilité de l'action dirigée contre le seul assureur ; mais nous nous séparons d'eux lorsqu'ils prétendent que la victime peut établir l'existence de la créance de réparation et son montant sans que l'assuré soit également actionné.

Si l'on peut concevoir qu'il soit possible d'établir la responsabilité d'une personne non partie à un procès, on ne peut tirer de cette façon d'agir aucun résultat pratique dans le domaine que nous étudions.

En effet, ou bien l'assureur devra discuter la responsabilité de son assuré en plaçant, lui assureur, sous son propre nom, et pour son assuré ; il y aura là une impossibilité tenant à l'existence de la règle « nul en France ne plaide par procureur » (1) ; l'assureur devra donc plaider pour lui-même.

Ou bien la victime démontrera, dans le procès contre l'assureur, la responsabilité de l'assuré, puis se basant sur celle-ci demandera la condamnation de l'assureur. Mais l'assureur pourra continuer à contester cette responsabilité en opposant qu'elle n'est pas établie définitivement et que sa dette éventuelle n'a pu prendre naissance. L'assuré est en effet un tiers non partie au procès ; le jugement qui met la responsabilité à sa charge ne peut lui être opposé ; l'assuré peut, s'il estime que ce jugement lui porte préjudice, y faire tierce opposition pendant trente ans, délai de cette voie de recours (2). Puisque cette responsabilité peut toujours être mise en question, l'assureur peut continuer à prétendre que les conditions pour qu'il devienne débiteur ne sont pas remplies ; et il oppose ce moyen de défense lorsqu'il conclut à l'irrecevabilité de l'action directe

(1) Cf. Paris (11^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 797 et note de M. Maurice Picard, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2. 213, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér. ass.*, 1931, 428.

(2) Le préjudice de l'assuré peut consister dans la fixation de dommages-intérêts supérieurs au chiffre de l'indemnité prévue au contrat ; il existe même dans le cas contraire, l'assuré ayant un intérêt tout au moins moral à ne pas accepter que sa responsabilité soit démontrée en son absence.

hors la présence de son assuré. Tant que la responsabilité de l'assuré n'est pas établie par une décision définitive passée en force de chose jugée, l'assureur peut soutenir que les conditions pour que sa dette éventuelle devienne certaine ne sont pas remplies. Il faut donc que la victime assigne également l'assuré, auteur du dommage.

25. — CONCLUSION. — Ainsi donc, l'action directe ne peut être engagée avant l'action contre l'assuré ; son succès exige la présence de l'assuré à l'instance engagée par la victime contre l'assureur ; seule la victime peut et doit recourir à cette mise en cause ; tant que cette mise en cause n'est pas régularisée, son action directe est irrecevable.

Nous verrons (1) d'ailleurs, au cours de notre travail, qu'il n'existe non plus aucune raison pratique valable pour permettre à la victime de poursuivre le seul assureur, bien au contraire. Les principes de notre droit et la nature des obligations de l'assureur de responsabilité s'opposant à pareille manière d'agir, et la victime ne pouvant en retirer aucun avantage, il est difficile de comprendre les efforts qui ont été faits pour échafauder cette théorie et essayer de lui donner une base dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle prête le flanc à de graves critiques.

SECTION II

L'action directe exercée postérieurement à un jugement intervenu à l'encontre de l'auteur du dommage.

26. — On a vu dans la section précédente que la victime ne peut assigner l'assureur seul et en premier. Mais ne peut-elle agir contre l'assureur seul lorsque l'assuré a été précédemment

(1) V. *infra*, nos 52 et s., et chapitre II, section 2, nos 95 et suivants.

actionné ? Et, dans l'affirmative, dans quelle mesure peut-elle opposer à l'assureur une décision judiciaire rendue contre l'assuré ou intervenue entre elle et l'assuré ? Il faut en effet faire ici une sous-distinction : la décision antérieurement rendue contre l'auteur du dommage peut n'avoir tranché que la question de responsabilité de celui-ci, ou bien avoir, de plus, fixé le montant de la créance de la victime. La première hypothèse se rencontre en cas de condamnation pénale de l'auteur du dommage sans que le lésé se soit constitué partie civile ; la seconde, en cas de condamnation par un Tribunal répressif qui a eu à statuer également sur les intérêts civils, la victime étant intervenue comme partie civile, ou en cas de décision sanctionnant un procès civil entre le lésé et l'auteur du dommage.

De nombreuses décisions ont admis que l'assureur pouvait être assigné seul lorsque la victime avait déjà obtenu une condamnation à des dommages-intérêts contre l'assuré, et qu'il n'avait pas la possibilité de discuter le montant des dommages-intérêts alloués au tiers lésé ; le Tribunal saisi de l'action directe ne pouvait donc que condamner l'assureur à payer les sommes dues par l'assuré à la victime dans les limites de l'indemnité prévue au contrat d'assurance (1).

(1) Paris (7^e ch.), 26 février 1918, *D. P.*, 1919. 2. 18 et la note, *S.*, 1918-1919. 2. 48, *Rec. pér. ass.*, 1919, 401 ; Tr. de commerce de Marseille, 14 décembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528, *Rec. de Mars.*, 1927. 1. 267 ; Trib. civil de l'Hérault, 17 février 1928, *D. H.*, 1928, 314, *Rec. pér. ass.*, 1928, 456 ; Paris (4^e ch.), 5 juin 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510 ; Riom, 29 octobre 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 477 ; Lyon (3^e ch.), 4 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 305 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, Sommaires, p. 25, *Gaz. Jud. et comm. de Lyon*, 1932, 42, *S.*, 1932. 2. 162 ; Paris (4^e ch.), 10 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 512 et les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lepelley-Fonteny, et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 791, *Rec. pér. ass.*, 1932, 310, *D. H.*, 1933, Sommaires, p. 5 ; Paris (1^{re} ch.), 27 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 819 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 308, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 359, *D. H.*, 1933, Sommaires, p. 13 ; Trib. civ. du Havre (2^e ch.), 28 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 184.

D'autres décisions judiciaires ont même admis que, du moment que la responsabilité de l'assuré était établie, l'assureur pouvait être assigné seul par le lésé à l'effet de faire fixer le montant de l'indemnité à payer par l'assureur (1).

Il convient de reprendre ces deux points particuliers, en commençant par le second qui constitue la transition naturelle entre l'examen de l'hypothèse où l'assureur est assigné seul, avant toute action contre l'assuré, et de celle où il existe une décision rendue contradictoirement entre la victime et l'assuré.

§ 1^{er}. — ***La responsabilité de l'assuré est établie, mais non le montant de la créance de réparation.***

27. — On a dit ci-dessus dans quelles circonstances cette hypothèse peut se rencontrer et on a cité les décisions qui ont admis dans ce cas la possibilité de l'action directe contre l'assureur seul, à l'encontre duquel la décision antérieure est déclarée opposable.

On fait valoir ici deux ordres d'arguments en faveur de la recevabilité de l'action directe.

1° L'assureur grâce aux clauses de sa police se réserve un droit de direction sur tous procès, en cas de contestation avec la victime, ou de poursuites du Ministère Public, l'assuré s'obligeant à lui remettre toutes convocations, réclamations ou citations et à lui laisser le soin de le faire représenter ou défendre par ses avocats ou avoués; l'assureur a donc discuté le principe de la responsabilité de son assuré devant la juridiction

(1) Trib. de Commerce de la Seine (5^e ch.), 28 octobre 1930 (sol. implicite), *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 53 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 967; Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789 avec les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lamothe et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 458 et les mêmes conclusions, *Jour. des ass.*, 1932, 414, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 2, 202, *Rec. pér. ass.*, 1932, 419.

répressive et il serait mal fondé à vouloir reporter à nouveau la discussion sur ce terrain.

On part ici de cette constatation que l'assureur a été avisé des poursuites correctionnelles et a dirigé, s'il l'a jugé utile, la défense de son assuré. Pour la jurisprudence la solution serait d'ailleurs la même en cas de non transmission de l'assignation, puisqu'elle estime unanimement et de façon constante que pareille cause de déchéance n'est pas opposable à la victime, comme postérieure à la naissance du droit de ladite victime, lequel date du moment de la survenance du fait dommageable.

2° Le principe de la dette de l'assureur étant fixé, celui-ci ne saurait exiger la présence de son assuré lors de la simple discussion du chiffre de l'indemnité qu'il peut avoir à verser à la victime ; il aurait d'autant moins de raisons à émettre semblable prétention que, par les termes de son contrat, il a interdit à son co-contractant toute transaction avec la victime ; il entend seul discuter le chiffre de l'indemnité ; il agit d'ailleurs de même, en pratique, lorsque l'assuré est assigné seul, en dirigeant lui-même le procès ; il se trouve donc exactement dans la situation qu'il a voulue et il ne peut faire valoir aucune raison admissible pour refuser la discussion telle qu'elle lui est ainsi proposée.

28. — Ainsi formulée, l'argumentation se présente avec une solide façade sérieusement assise et semble difficile à réfuter ; aussi n'avons-nous trouvé aucune observation dans les ouvrages consacrés à l'étude de l'action directe. Cela tient, pensons-nous, à la rareté de la difficulté. Il est en effet évident que, dans le cas normal où l'assureur a dirigé le procès au cours duquel la responsabilité de son assuré a été définitivement établie, il ne mettra plus en question le principe de cette responsabilité ; d'autre part, s'il n'a aucun intérêt à la présence de son assuré, il acceptera vraisemblablement de discuter seul avec la victime.

Si, dans l'hypothèse envisagée, l'assureur conclut à l'irrece-

vabilité de l'action directe, en l'absence d'assignation délivrée à son assuré, c'est qu'il a un motif pour agir ainsi. Si, en l'état actuel de la jurisprudence, on conçoit fort bien que le Tribunal saisi puisse déclarer cette exception mal fondée, il n'en reste pas moins que l'assureur peut faire valoir, dans des cas très nombreux, de sérieux arguments pour démontrer la nécessité de la présence de son assuré. Il convient donc de citer ces cas, et les raisons qui militent en faveur de la présence de l'assuré dans chaque hypothèse particulière, pour en tirer la conclusion du problème qui vient d'être posé.

En réalité la seule décision (1), à notre connaissance du moins, qui se soit prononcée catégoriquement pour la recevabilité, émane d'une juridiction qui, à l'époque, admettait la même solution lorsque l'action directe était engagée seule et en premier ; partant de cette théorie, la décision rendue s'imposait, mais il n'est pas certain que la même solution serait donnée aujourd'hui par cette même juridiction qui a, à la suite des quatre arrêts de cassation du 11 juillet 1932, modifié sa doctrine pour admettre la théorie que nous avons précédemment soutenue (2).

29. — En premier lieu, la question de responsabilité peut être, bien souvent, remise en question. Si, en effet, la décision émanant d'une juridiction répressive qui a condamné l'assuré

(1) Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789 avec les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lamothe et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 458 et les mêmes conclusions, *Journ. des Ass.*, 1932, 414, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 2. 202, *Rec. pér. ass.*, 1932, 419.

(2) V. *suprà*, n^o 23, et pour les arrêts auxquels nous faisons allusion : Paris (5^e ch.), 6 mars 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 138, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 515 (sous-note b) ; 14 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 72 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1930, 469, *D. H.*, 1930, 609, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 832, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 1^{er} sem., 2. 57, d'une part, et 28 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 356 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 308, d'autre part.

est opposable *erga omnes*, cela n'est vrai que dans certains cas et dans une certaine mesure. Cela est vrai de façon absolue si les juges répressifs, dans les motifs de leur jugement, soutien nécessaire du dispositif, ont déclaré que la responsabilité du prévenu était intégrale. Mais il est unanimement admis qu'un individu, auteur d'un accident, convaincu du délit qui lui est reproché et condamné par une décision répressive peut parfaitement discuter sa responsabilité à l'occasion d'un procès civil ultérieur ; évidemment, il ne pourra la dégager complètement, le juge civil ne pouvant méconnaître ce qui a été décidé par le juge répressif ; mais il pourra démontrer qu'elle n'est engagée que pour partie, l'autre partie devant être mise à la charge de la victime ou d'un tiers. Le juge civil, en partageant les responsabilités dans une proportion dont il est libre de déterminer les modalités, du moment que ce partage n'est pas inconciliable avec ce qui a été décidé par le juge répressif, respecte parfaitement le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, ainsi qu'il résulte d'une jurisprudence constante (1).

Voici donc la responsabilité, du moins la responsabilité intégrale de l'assuré remise en question ; on retombe dans le cas où la responsabilité de l'assuré n'est pas définitivement établie ; la présence de l'assuré est nécessaire pour la fixation de la mesure de cette responsabilité (2).

30. — En second lieu, en admettant la responsabilité de l'assuré définitivement consacrée et admise par un jugement définitif passé en force de chose jugée — tant que le jugement n'est pas définitif, la responsabilité de l'assuré n'est pas établie, et l'assureur peut coter l'irrecevabilité de l'action directe, ainsi

(1) V. notamment : Cassation (ch. des Req.), 2 février 1932, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 696 ; Cassation (Ch. civ.), 26 janvier 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 344 ; Cassation (Ch. civ.), 6 février 1928, *Gaz. Pal.*, 1928. 1. 673, *S.*, 1928. 1. 183 ; Cassation (Ch. civ.), 22 octobre 1923, *Gaz. Pal.*, 1923. 2. 693.

(2) V. *suprà*, nos 11, 24 et 25.

que nous venons de le voir — se pose la question de garantie : l'assureur est-il tenu à l'indemnité qui sera allouée à la victime ?

Nous verrons (1) que la jurisprudence distingue les exceptions que l'assureur peut opposer à l'assuré antérieures à la réalisation du fait dommageable et celles qui lui sont postérieures, pour déclarer les premières opposables à la victime, les secondes inopposables.

Supposons, tout d'abord, que l'assureur ait à faire valoir une exception née antérieurement à la date du sinistre.

L'assureur prétend que les conditions dans lesquelles la responsabilité de son assuré s'est trouvée engagée ne correspondent pas au risque qu'il a consenti à couvrir ; cette hypothèse pourra se présenter si le véhicule, en cas d'assurance automobile, n'est pas celui prévu à la police, si le conducteur n'était pas muni d'un permis de conduire régulier, si, lors de la souscription du contrat, la déclaration du risque a été entachée de réticence ou d'inexactitude, ou encore si, au jour du sinistre, le contrat d'assurance était suspendu pour non-paiement des primes, ou entaché de nullité.

Dans tous les cas énumérés, l'assureur pourra évidemment discuter de cette question avec la victime ; celle-ci a en effet un moyen énergique à sa disposition, elle peut obliger l'assureur à produire le contrat d'assurance, les Tribunaux n'hésitant jamais à ordonner cette communication (2). Mais dans la grande

(1) V. *infra*, chapitre III.

(2) V. Paris (4^e ch.), 26 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 336 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. gaz. Tribun.*, 1930, 1^{er} sem., 2, 164, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 140, *Rec. pér. ass.*, 1929, 412, *Journ. des ass.*, 1930, 37 ; Paris (5^e ch.), 6 mars 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 138, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 515 (sous-note b) ; Trib. de Com. de la Seine, 6 juin 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 217, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 517 (sous-note d) ; Trib. de comm. de la Seine (4^e ch.), 30 décembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 340 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 354. V. également : E. H. Perreau, questions d'assurances, *Rev. crit. de législ. et de jurisprudence*, 1931, p. 245 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2710.

majorité des cas envisagés, la raison invoquée par l'assureur ne pourra être établie de façon certaine qu'en la présence de l'assuré ; s'agit-il par exemple du défaut de permis de conduire du conducteur du véhicule qui a causé l'accident, l'assureur se contentera d'invoquer ce défaut, sans qu'on puisse exiger de lui la preuve de ce qu'il avance, une preuve négative indéfinie ne pouvant s'administrer et la victime demanderesse ayant la charge de la preuve (1) ; le seul moyen d'administrer cette preuve, à la disposition de la victime, est de mettre en cause l'assuré pour exiger de lui la production des documents qui doivent entraîner l'obligation de l'assureur.

En l'absence de l'assuré, la fin de non-recevoir qu'opposera l'assureur, du fait même que le demandeur doit supporter le fardeau de la preuve et qu'il lui est impossible, dans la pluralité des hypothèses qui peuvent se présenter, d'administrer, sera admise par le Tribunal saisi. La victime n'aura alors que la ressource d'actionner l'assuré pour faire fixer contradictoirement avec lui le montant de l'indemnité lui revenant. L'assuré à son tour pourra se retourner contre son assureur, en prétendant que la cause de non-garantie admise par le Tribunal saisi de l'action directe ne lui est pas opposable, le jugement précédemment rendu n'emportant pas à son égard autorité de chose jugée, puisqu'il n'était pas partie au procès ; il pourra parfaitement réussir dans sa prétention en faisant valoir des arguments que la victime, étrangère au contrat, ignorait ou ne pouvait soupçonner ; le Tribunal saisi du recours de l'assuré pourra ainsi rendre une décision contraire à celle précédemment intervenue ; ce Tribunal pourra d'ailleurs être le même que celui qui a eu à connaître de l'action directe.

(1) V. notamment : Trib. civ. de la Seine (4^e ch.), 17 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 157 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, 12, *Gaz. Pal.*, 1933, 1, 124 ; Paris (11^e ch.), 11 janvier 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 164, *Gaz. Pal.*, 1933, 2, sommaires, p. 4 ; Douai (1^{re} ch.), 18 janvier 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 161 et note de M. Maurice Picard ; Paris (5^e ch.), 21 février 1933, *D. H.*, 1933, 242.

On aboutira ainsi à des jugements contradictoires, résultat particulièrement regrettable, et dont nous rechercherons un peu plus loin si les principes de notre droit n'interdisent pas la possibilité (1).

S'agit-il, au contraire, d'une déchéance postérieure à la réalisation du dommage ? La jurisprudence la déclare inopposable à la victime ; en admettant exacte cette interprétation, les observations présentées sont sans objet ; mais un autre obstacle se présente immédiatement qu'il convient maintenant d'aborder. Il va de soi que si les exceptions postérieures au sinistre sont opposables à la victime, au même titre que les exceptions antérieures, les objections précitées conservent toute leur valeur. Il suffira, en se référant à la conclusion à laquelle nous aboutissons dans notre étude consacrée à cette difficulté (2), d'assimiler toutes les exceptions que l'assureur peut invoquer, quelle que soit la date de leur naissance.

31. — Si l'assureur n'a à faire valoir aucune raison plausible lui permettant d'invoquer la non-applicabilité du contrat souscrit par son assuré, il devra aborder, seul avec la victime, par hypothèse, la discussion de l'indemnité qu'il peut avoir à lui verser.

Nous avons déjà vu (3) que l'assureur acceptera généralement cette discussion, telle qu'elle se présente à lui, si aucun inconvénient sérieux ne peut en résulter, mais cet inconvénient se présente dans des hypothèses si nombreuses qu'on peut se demander si ce n'est pas un obstacle d'une importance telle qu'il doit interdire le recours de la victime dirigé contre le seul assureur.

Le contrat d'assurance peut prévoir une franchise, c'est-à-dire une clause aux termes de laquelle l'assuré doit supporter

(1) V. *infra*, n° 47.

(2) V. *infra*, chap. III.

(3) *Suprà*, n° 28.

personnellement la portion d'indemnité allouée à une victime comprise entre zéro et le chiffre stipulé à la police. En présence de semblable stipulation, l'assureur pourra se refuser catégoriquement à discuter avec la victime une question devant mettre en jeu les intérêts personnels de son client, intérêts qui doivent, de toute nécessité, de par la définition même de la clause de franchise, être mis en question avant ceux qui en sont la suite et le prolongement.

La créance de réparation peut être d'un montant supérieur à l'indemnité prévue au contrat d'assurances. Il peut tout d'abord y avoir désaccord en ce qui concerne le chiffre exact de cette dernière ; l'assureur voudra, par exemple, déduire de l'indemnité globale prévue à la police le montant des frais judiciaires et des intérêts, conformément à une clause de cette même police, clause parfaitement licite d'ailleurs, malgré certaines décisions rendues en sens contraire (1) ; la victime, de son côté, prétendra avoir droit à la totalité de la somme prévue au contrat sans avoir à subir aucune déduction. La consécration de l'une ou l'autre thèse peut avoir évidemment des répercussions sur le patrimoine de l'assuré.

En outre, le chiffre des dommages-intérêts, en l'absence de la difficulté signalée ci-dessus, peut être supérieur à la somme

(1) V. art. 54 de la loi du 13 juillet 1930 : « Les dépens résultant de toute poursuite en responsabilité dirigée contre l'assuré sont à la charge de l'assureur sauf convention contraire ». Or, de nombreuses polices prévoient que l'indemnité convenue comprend les honoraires, intérêts et frais de toute nature, ce qui permet à l'assureur de connaître à l'avance le chiffre exact de la somme maxima qu'il peut avoir à décaisser à l'occasion d'un sinistre ; Cf. : H. Capitant, La loi du 13 juillet 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 739 et s., n° 57. S'est cependant prononcée dans le sens opposé, contrairement à toute logique et sans fondement sérieux, la décision suivante : Aix (1^{re} ch.), 25 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 575 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 59. Comparer : Douai, 7 juin 1928, *Rec. pér. ass.*, 1929, 45 qui décide que la somme assurée comprend les intérêts judiciaires. V. aussi l'explication de la solution exacte, *suprà*, n° 13.

promise par l'assureur ; ce dernier ne pourra évidemment être condamné que dans les limites de la somme stipulée ; la victime devra alors, pour obtenir pleine et entière satisfaction, se retourner par la suite contre l'assuré. Mais tandis que, ainsi que nous le verrons (1), l'assureur ne peut discuter le chiffre de la condamnation prononcée contre son assuré, l'assuré peut parfaitement se refuser à admettre pour exact le chiffre des dommages-intérêts correspondant à la totale réparation du préjudice arbitré par le Tribunal dans l'instance qui s'est précédemment déroulée entre la victime et l'assureur ; le jugement ainsi rendu n'emporte pas autorité de chose jugée à son égard, l'identité des parties faisant défaut. Dans ce nouveau procès ultérieur rendu nécessaire, le chiffre des dommages-intérêts pourra être augmenté ou réduit ; et s'il est réduit à un chiffre inférieur au montant de la garantie de l'assureur, celui-ci se trouvera avoir payé plus que ce qu'il devait, puisque ce qu'il garantit, ce sont les conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'assuré, et que lesdites conséquences ont été chiffrées, par hypothèse, à un chiffre inférieur au montant de la condamnation antérieurement prononcée contre lui. Et pourtant, son obligation ayant été sanctionnée par un jugement que nous supposons définitif, il n'aura aucun droit à exercer l'action en répétition de l'indû. Ici encore, deux décisions opposées peuvent intervenir.

La victime qui agit par la voie de l'action directe peut ne pas être la seule lésée par l'accident ; or, nous verrons que toutes les victimes d'un même accident ont toutes un droit égal sur l'indemnité d'assurance (2) ; l'assureur qui a connaissance de toutes ces victimes opère sagement en se refusant à régler intégralement la première qui se présente, ce qui l'expose à déboursier des sommes supérieures au montant de sa garan-

(1) V. *infra*, n° 39.

(2) V. *infra*, chap. II, section I, n°s 68 et s.

tie (1). Le fait même que l'indemnité d'assurance risque d'être insuffisante pour désintéresser toutes les victimes engage les intérêts personnels de l'assuré, dont la présence devient nécessaire pour les mêmes raisons qui viennent d'être exposées.

32. — Pour éviter semblables inconvénients que les partisans de l'action directe totalement indépendante n'ont pas manqué de remarquer, on propose comme remède la mise en cause de l'assuré par l'assureur. C'est déjà l'aveu que sa présence peut être nécessaire. Mais nous avons vu que si cette nécessité ne s'impose pas, l'assureur trouvera intérêt à s'incliner et la difficulté n'apparaîtra même pas. Malheureusement, cette mise en cause de l'assuré s'avère le plus souvent impossible ; en admettant même que l'assureur ait un recours éventuel à exercer contre l'assuré, un obstacle infranchissable interdira l'appel en garantie. Si l'assureur n'a aucun droit à faire valoir contre son client, il ne pourra user, nous l'avons déjà vu, d'un appel en garantie, l'assuré n'ayant rien promis à l'assureur (2). Si l'assureur peut se prévaloir d'une violation des clauses de la police il ne pourra davantage attirer l'assuré dans l'instance pendante entre lui et la victime, du moins dans la majorité des cas, les règles de compétence s'y opposant ; l'assureur actionné seul est pratiquement assigné devant une juridiction commerciale ; or, très fréquemment, l'assuré n'est pas commerçant ; un déclinatoire de compétence fera échouer la prétention de l'assureur.

Dans une certaine doctrine, on admet que l'assureur peut être actionné devant le Tribunal de son domicile ; or l'assuré ne peut être assigné par l'assureur que devant le Tribunal de son propre domicile ou celui du lieu où s'est produit le fait

(1) V. Paris (5^e ch.), 21 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 815 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 213, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 119, S., 1932. 2. 172.

(2) V. *suprà*, n° 19.

dommageable (art. 3 de la loi du 13 juillet 1930) ; si ces deux tribunaux sont distincts de celui saisi de l'action directe, la mise en cause de l'assuré sera encore impossible (1).

33. — Toutes les difficultés que nous venons de signaler imposent donc la nécessité d'un nouveau procès entre la victime et l'assureur, peut-être même d'un procès entre l'assureur et l'assuré. Soit que deux, ou même trois juridictions différentes soient saisies, ou que ce soit le même tribunal qui ait à se prononcer, des décisions contradictoires sont à redouter ; la situation peut ainsi se compliquer à l'infini et donner naissance à des litiges successifs et interminables, dont les solutions sont discordantes et bien souvent insuffisamment fondées du fait que chaque tribunal saisi, ne voyant qu'une partie de la question, manque d'éléments suffisants pour se prononcer en parfaite connaissance de cause.

Nous verrons plus loin s'il n'existe pas une raison de droit qui permette de conclure à la nécessité de la mise en cause de l'assuré par la victime exerçant l'action directe dans l'hypothèse envisagée (2). Cette justification apparaît en effet inutile ici, du fait d'une raison péremptoire qui impose la présence de l'assuré aux côtés de l'assureur pour la fixation de l'indemnité due à la victime.

34. — La garantie de l'assureur, lorsque celui-ci n'a pu se mettre d'accord avec la victime pour un règlement amiable (et le fait même que l'action directe est exercée implique ce désaccord), s'applique à un objet bien déterminé : les conséquences pécuniaires de la responsabilité que les personnes prévues au contrat peuvent encourir à raison des faits qui y sont précisés ; en d'autres termes, l'assureur doit payer à la place de l'assuré les sommes dont celui-ci est reconnu débiteur envers les tiers.

(1) Nous verrons d'ailleurs que cette thèse doit être rejetée. V. *infra*, chap. II, section II, nos 95 et s.

(2) V. *infra*, nos 47 et s.

Or, tant que la créance de la victime contre l'assuré n'est pas liquidée, la dette de l'assureur n'est qu'éventuelle et indéterminée ; et faute de cette détermination, il ne peut être contraint de payer la victime qui doit donc, nécessairement, faire fixer contradictoirement avec l'auteur du dommage le montant de sa créance de réparation ; ce n'est que quand ce montant sera fixé que l'action du tiers lésé contre l'assureur pourra aboutir à l'exécution de son obligation qui ne deviendra exigible qu'à ce moment précis (1).

La Cour de cassation, lorsqu'elle a admis l'action directe, a d'ailleurs imposé cette nécessité en des termes dont il serait vain de chercher à contester la portée : « La victime trouve... la source d'une action directe... à l'effet de fixer contradictoirement entre les parties, *d'abord* l'existence de la créance de réparation *et son montant*, et, en second lieu, l'indemnité due par l'assureur (2) ; « le droit (de la victime) ne saurait avoir pour effet de modifier les règles de compétence... à l'effet de faire fixer contradictoirement entre l'assuré, l'assureur et la victime, *d'abord* l'existence *et le montant* de la créance de réparation, et, en second lieu, les indemnités dues par l'assureur » (3) ; « (le recours de la victime contre l'assureur est) subordonné à la fixation *préalable* des responsabilités et obli-

(1) V. en ce sens : Paris (41^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gen. ass. terr.*, 1931, 797 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1931, 428, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2, 213 ; *Adde* : J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 109 et s.

(2) Cassation (civ.), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57 avec rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161.

(3) Cassation (civ.), 11 juillet 1932 (4 arrêts), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1. 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *D. H.*, 1932, 425.

gations sus-énoncées » (fixation du montant de la créance de réparation) (1).

Les raisons en sont d'ailleurs les mêmes que celles exposées lors de l'examen de l'hypothèse dans laquelle l'assureur est assigné en premier (2) : ce que l'assureur doit payer c'est la dette de l'assuré ; tant que le montant de cette dette n'est pas fixé contradictoirement à l'égard de l'assuré, il peut être discuté par celui-ci ; tant qu'il peut être discuté, l'assureur n'est pas tenu, du moins en ce qui concerne l'indemnité proprement dite, dans les termes de son contrat.

35. — Cette solution nous permet de ne pas rechercher la mesure dans laquelle la décision précédemment rendue à l'encontre de l'assuré est opposable à l'assureur. Il suffit d'indiquer qu'au cas où la responsabilité de l'assuré est définitivement fixée dans son étendue, elle ne saurait être discutée à nouveau par l'assureur : celui-ci est tenu quand la responsabilité de l'assuré est engagée ; le jugement correctionnel qui condamne l'assuré réalise le risque garanti par l'assureur ; il ne reste plus qu'à fixer le montant de l'indemnité due par l'assureur, montant qui sera déterminé par le chiffre de la créance de la victime contre son assuré. La solution en ce qui concerne la responsabilité est exactement la même que celle qu'il convient de donner lorsqu'un jugement contradictoire entre la victime et l'assuré est précédemment intervenu (3).

36. — En conclusion, même lorsque la responsabilité de l'assuré a été reconnue par un tribunal répressif, même lorsque cette responsabilité est indiscutable dans son étendue, l'action directe ne peut être exercée tant que le montant de l'indemnité due par l'assuré à la victime n'a pas été fixé contradictoirement

(1) Mêmes arrêts, 11 juillet 1932.

(2) V. *suprà*, n° 24.

(3) V. *infra*, n° 39.

entre ces deux adversaires. Les principes généraux du droit, ceux particuliers à l'assurance de responsabilité s'y opposent (1), et la jurisprudence de la Cour de cassation sanctionne formellement cette impossibilité.

§ 2. — La responsabilité de l'assuré et le montant de sa dette de réparation sont définitivement établis.

37. — Il va sans dire que la décision qui a sanctionné l'obligation de l'assuré envers la victime doit être définitive ; tant qu'il n'en est pas ainsi, aussi bien la responsabilité de l'assuré que le montant de l'indemnité à sa charge peuvent faire l'objet d'une discussion ultérieure et l'on retombe alors dans l'un des cas précédemment examinés : responsabilité non établie, créance de la victime et dette de l'assuré non liquidées.

Mais quand le jugement intervenu entre l'assuré et la victime est passé en force de chose jugée, l'exercice de l'action directe semble ne pouvoir rencontrer aucun obstacle. Nous n'allons pas jusqu'à dire avec certains auteurs que l'assureur est tenu par ce simple fait que son contrat l'oblige à verser l'indemnité dès que l'assuré est contraint de réparer et que le jugement qui condamne l'assuré produit légalement cette contrainte ; que la responsabilité de l'assuré, dans son principe et son étendue, étant définitivement établie, l'assureur ensuite poursuivi par la victime doit lui verser l'indemnité sur les bases ainsi arrêtées (2). Mais nous reconnaissons qu'il en est ainsi lorsque toutes les obligations dérivant du contrat se sont trouvées remplies ; dans ce cas d'ailleurs on comprend mal la résistance de l'assureur ; cette résistance apparaît même à tel

(1) V. en ce sens les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lamothe à Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789, et *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 158.

(2) L. Mazeaud, La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932, chronique, p. 117 et s.

point injustifiée qu'elle peut, de toute évidence, donner lieu à dommages-intérêts tant à l'égard de l'assuré, pour inexécution ou exécution tardive du contrat, source éventuelle de préjudice, qu'à l'égard de la victime, pour procédure nettement abusive. C'est là une position si contraire aux intérêts de l'assureur qu'elle ne peut guère être envisagée, les Compagnies sérieuses s'empressant, lorsqu'elles n'ont aucun motif valable à produire, d'exécuter aux lieu et place de leurs clients les décisions prononcées à l'encontre de ces derniers. Nous aurons donc à examiner les décisions citées au début de cette section (1), décisions qui ont été unanimes à sanctionner la validité tant de cette procédure que de ses résultats pour voir si elles doivent être toutes approuvées, ou si, au contraire, certaines d'entre elles ne prêtent pas le flanc à de sérieuses critiques.

38. — Cette interprétation du droit de la victime, du moment qu'on lui reconnaît une action directe (ce qui ne saurait aujourd'hui être contesté), semble sérieusement fondée du point de vue de la procédure. Nous verrons même (2) que la Cour de cassation, lorsqu'elle a admis que l'action directe pouvait être exercée en même temps que l'action de la victime contre l'assuré, a certainement voulu éviter deux procès successifs, d'abord victime contre assuré, ensuite victime contre assureur, pour joindre les deux instances en une seule ; cette solution ne peut être qu'approuvée si l'on considère que le demandeur est unique et que la condamnation qu'il requiert, pour être sollicitée à l'égard de deux défendeurs, est également unique, l'exécution du jugement par l'un des deux défendeurs emportant extinction du droit du demandeur.

Mais la question se pose de savoir si cette nouvelle instance postérieure au procès jugé entre victime et assuré va être immanquablement couronnée de succès, et si ce succès ne

(1) V. *suprà*, n° 26, première note.

(2) V. *infra*, n° 46.

dépendra pas de la présence de l'assuré. Si nous aboutissions à une constatation contraire, il conviendrait de montrer les suites possibles de cet échec du demandeur à l'action directe et d'examiner s'il n'existe pas des raisons juridiques majeures qui permettent de décider que, dans tous les cas, sans aucune exception, l'exercice de l'action directe exige la présence de l'assuré en qualité de partie, et qu'en conséquence l'assureur peut toujours opposer, en l'absence de cette condition, l'irrecevabilité de l'action directe. Et nous aurons à nous demander si la Cour Suprême, lorsqu'elle a voulu joindre les recours de la victime contre l'assureur et contre l'assuré, n'a pas sous-entendu les données que nous allons préciser.

Il va de soi que le déroulement de ce chapitre comportant des situations successives de plus en plus favorables aux théories opposées à la nôtre, la démonstration qui va suivre vient renforcer ce qui a déjà été dit à propos des hypothèses précédemment envisagées.

39. — L'examen de ce problème oblige à étudier l'une après l'autre les différentes hypothèses dans lesquelles un assureur peut se refuser à payer la condamnation mise à la charge de son assuré et allouée à la victime.

1° L'assureur estime que le contrat passé avec son client est valable, que toutes ses clauses ont été exécutées, qu'aucune déchéance ne peut être invoquée par lui : les primes sont payées, la garantie s'applique bien au sinistre qui lui a été régulièrement déclaré, le procès qui s'est déroulé entre son assuré et la victime a été porté en temps utile à sa connaissance et il a fait représenter et défendre son assuré par ses avoués et avocats. Il se refuse cependant à exécuter le jugement ainsi rendu en tenant le raisonnement suivant (1) : le jugement intervenu entre

(1) Voir Paris (4^e ch.), 10 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 512, avec les conclusions de M. le Substitut du Procureur général Lepelley-Fonteny, et la note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932, 1, 791, *Rec. pér. ass.*, 1932, 310, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 5.

mon assuré et la victime m'est étranger, il est *res inter alios judicata*; il ne peut emporter autorité de chose jugée à mon égard, puisque une au moins des conditions nécessaires pour qu'il en soit ainsi fait défaut : l'identité des parties ; je suis donc bien fondé à discuter à mon tour avec la victime, sinon la responsabilité de mon assuré, du moins le chiffre de l'indemnité que je peux avoir à verser à la victime.

A la vérité cette prétention de l'assureur apparaît surprenante : il s'est réservé par son contrat la direction du procès entre l'assuré et la victime, il a dirigé effectivement ce procès et discuté le montant des dommages-intérêts revenant à la victime ; puis, lorsqu'il a ainsi épuisé cette discussion, il prétend tout remettre en question. Pareille argumentation méconnaît le mécanisme de l'assurance de responsabilité et, ce qui est plus grave, l'obligation que l'assureur a consenti à assumer ; l'assurance de responsabilité a pour but de garantir l'assuré des conséquences pécuniaires que peut entraîner sa responsabilité civile ; du moment que la responsabilité de l'assuré est établie et que le chiffre des conséquences pécuniaires est fixé, le risque garanti par l'assureur est réalisé ; or, ce dernier ne peut payer l'indemnité d'assurance à l'assuré tant que celui-ci n'a pas désintéressé la victime ; l'assureur doit donc payer la victime, et ce qu'il doit payer, c'est la somme précédemment fixée comme correspondant à la créance de réparation de la victime, dans les limites de l'indemnité prévue au contrat. De même que l'assureur ne pourrait pas se refuser à désintéresser l'assuré, contraint de payer en vertu du jugement de condamnation, de même il ne peut repousser l'action de la victime qui existe contre lui à partir du moment où le droit de cette même victime prend naissance contre l'assuré (1).

C'est donc à juste titre que les décisions qui ont eu à exami-

(1) Cf. M. Picard, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 524 ; H. et L. Mazeaud, *La responsabilité civile*, t. II, n° 2713.

ner ce problème ont admis la solution indiquée qui nous donne la mesure dans laquelle une décision passée en force de chose jugée entre la victime et l'assuré est opposable à l'assureur : le Tribunal saisi dans ces conditions de l'action directe n'a pas à examiner la condamnation précédemment prononcée, il lui suffit de se reporter au chiffre sanctionné pour condamner l'assureur envers la victime, à la condition évidente que ce chiffre ne soit pas supérieur à l'indemnité assurée.

Nous pensons qu'aujourd'hui aucune Compagnie d'Assurances ne songerait à contester ce principe absolu, et nous estimons même qu'étant donné la certitude de cette solution, elle s'exposerait à des dommages-intérêts vis-à-vis de son assuré, qui pourrait exciper de la non-exécution des obligations contractuelles de l'assureur et alléguer un préjudice causé par un refus de règlement injustifié, et vis-à-vis de la victime, souffrant d'un retard sans fondement.

40. — 2° L'assureur reconnaît, comme dans la première hypothèse ci-dessus envisagée, qu'il est débiteur, mais il allègue être dans l'impossibilité de désintéresser la victime ; il fait valoir que le demandeur à l'action directe n'est pas le seul lésé et que le total des réclamations dont il peut être l'objet dépasse le montant de l'indemnité prévue au contrat. L'objection présentée par l'assureur est de première force, puisqu'il s'expose, nous le verrons (1), en réglant cette première victime, à payer, en fin de compte, une somme supérieure à l'indemnité stipulée à la police. La victime ne pourra ici rien objecter, surtout si l'assureur propose une consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations ou entre les mains d'un séquestre ; elle devra donc se retourner contre l'assuré et poursuivre l'exécution du jugement qu'elle a précédemment obtenu contre lui ; mais si cet assuré n'est pas au courant de la difficulté qui s'est ainsi

(1) V. *infra*, chap. II, section I, nos 68 et s.

présentée, il sera en droit de juger son assureur défaillant, et il pourra s'apprêter à l'actionner en exécution de contrat. Dans cette hypothèse, la présence de l'assuré dans le débat engagé par la victime contre l'assureur est infiniment souhaitable.

41. — 3^o L'assureur reconnaît que l'auteur du dommage, précédemment condamné, figure bien au nombre de ses assurés, mais il refuse de régler la victime en arguant d'une exception qu'il entend opposer à la victime. Cette exception peut être antérieure à la naissance du dommage ou postérieure.

Les exceptions antérieures à la réalisation du dommage sont déclarées par la jurisprudence opposables à la victime (1). L'exception alléguée consistera, par exemple, en défaut de permis de conduire régulier du conducteur, véhicule non désigné au contrat, suspension pour non-paiement de primes, nullité du contrat pour réticence ou fausse déclaration, etc... Dans tous les cas énumérés, il suffira à l'assureur d'invoquer une cause de non garantie sans avoir à en justifier d'une façon précise ; l'assureur se contentera de dire : il n'y a pas assurance ; le jour de l'accident, l'auteur du dommage, qui est effectivement mon assuré, se trouvait dans la situation d'une personne non assurée ; je ne dois donc rien, adressez-vous au seul responsable.

Il se peut cependant que cette raison invoquée par l'assureur résulte d'une documentation insuffisante ; or, sur sa simple allégation, le demandeur à l'action directe va être débouté ; en cette qualité de demandeur, il a en effet, conformément au droit commun, *actori incumbit probatio*, la charge de la preuve. Il doit prouver l'existence et la validité du contrat ; on ne pourrait d'ailleurs exiger de l'assureur la preuve de ses dires car ce serait lui imposer une preuve négative indéfinie (2). La

(1) V. *infra*, chap. III, nos 131 et s.

(2) V. notamment : Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 17 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 157 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, 12,

preuve de l'existence d'un permis de conduire régulier ne peut être faite que par sa présentation ; celle de l'identité du véhicule avec lequel a été causé l'accident, à défaut d'éléments dans le jugement de condamnation de l'assuré, que par la production de pièces probantes ou par des vérifications sur le véhicule lui-même ; celle de l'inanité des prétentions de l'assureur à une nullité du fait de réticences ou de fausses déclarations que par la présence de l'intéressé. Si la victime veut donc bénéficier de son droit contre l'assureur, il lui faut faire la preuve de la validité du contrat et de son application à l'espèce litigieuse, et elle ne pourra y parvenir qu'en assignant l'assuré pour le contraindre à produire toutes justifications et à faire toutes communications propres à lui permettre de faire valoir son droit contre l'assureur ; ce n'est en effet que si l'assuré est partie au procès que le Tribunal peut, sur la demande du lésé, ordonner les communications nécessaires. Cette nouvelle action contre l'auteur du dommage est d'ailleurs parfaitement possible car elle a pour objet, non plus, cette fois, la réparation du préjudice dérivant du délit ou du quasi-délit, mais l'obtention des renseignements indispensables à l'exercice du droit de la victime contre l'assureur.

Les exceptions postérieures à la naissance du dommage sont déclarées par la jurisprudence inopposables à la victime ; nous réservons cette question qui fera l'objet d'une étude à part (1) ; nous indiquons dès maintenant que nous concluons à l'opposé de cette jurisprudence ; si l'on admet notre thèse, on retombe dans le cas précédent avec cette différence toutefois que l'assureur étant cette fois demandeur à l'exception qu'il oppose,

Gaz. Pal., 1933, 1. 421 ; Paris (11^e ch.), 11 janvier 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 164, *Gaz. Pal.*, 1933, 2, sommaires, p. 1 ; Douai (1^{re} ch.), 18 janvier 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 161 et note de M. Maurice Picard, Paris (5^e ch.), 21 février 1933, *D. H.*, 1933, 242.

(1) V. *infra*, ch. III, nos 434 et s.

doit en administrer la preuve (1); la seule façon de faire cette preuve pour l'assureur est de présenter ses documents et de faire constater que telle formalité qu'il estime nécessaire pour que sa garantie soit engagée n'a pas été remplie. Il est impossible de soupçonner ici l'assureur de mauvaise foi; le fait de distraire différentes pièces de son dossier lors de la présentation au Tribunal l'exposerait à des dommages-intérêts. Mais, de très bonne foi, l'assureur peut avoir égaré certaines pièces; la victime pourra alors administrer la preuve contraire; mais comment y parviendra-t-elle, puisque ce n'est pas elle qui a été en rapport avec l'assureur?

Ce dernier prétend, par exemple, que l'accident ne lui a pas été déclaré; la victime voudra chercher à démontrer que cette déclaration a bien été faite et que les dires de l'assureur sont le résultat d'une erreur ou d'une mauvaise organisation de ses services intérieurs. On ne voit guère comment la victime pourrait faire cette preuve hors la présence de l'assuré, puisque c'est l'assuré seul qui peut fournir à la victime les moyens de soutenir son droit avec succès.

Même si l'on admet l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, l'assureur peut avoir des recours à exercer à l'encontre de l'assuré; or, si ce dernier n'est pas partie au procès pendant entre la victime et l'assureur, un autre procès sera nécessaire, avec tous ses inconvénients tenant à l'absence de chose jugée vis-à-vis de l'assuré du jugement intervenu entre la victime et l'assureur.

42. — 4° L'assureur prétend que l'auteur du dommage n'est lié à lui par aucun contrat; nous avons déjà indiqué que le Tribunal pouvait ordonner la présentation de la police d'assurance (2); mais qu'arrivera-t-il si l'assureur prétend qu'il ne

(1) V. notes de M. Maurice Picard sous Douai (1^{re} ch.), 18 janvier 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 163, et sous Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 17 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 161.

(2) *Suprà*, n° 30.

trouve sur ses répertoires aucun assuré répondant au nom qui lui est indiqué ? Il se peut, en effet, que la victime ait recueilli une fausse indication à cet égard. Ici encore, la preuve de l'existence du contrat est à la charge de la victime et il ne saurait être question d'exiger une preuve quelconque de l'assureur.

La victime n'a plus qu'une ressource : mettre en cause l'auteur du dommage ; ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra obtenir les précisions suffisantes qui lui permettront de confondre l'assureur, s'il est de mauvaise foi, de lui faire reconnaître son erreur, s'il est de bonne foi, de rechercher le véritable assureur si l'indication qu'elle a recueillie s'avère inexacte.

43. — Sauf dans le cas où l'assureur n'a aucun motif pour refuser le paiement de la condamnation prononcée contre son assuré (et cette résistance ne peut être que nuisible à ses intérêts), il apparaît que toutes les difficultés énumérées ne peuvent se résoudre que par la présence de l'assuré ; même dans le cas où le refus de l'assureur est injustifié, la présence de l'assuré s'avère utile pour la fixation des droits et devoirs des parties en présence. Nécessaire ou simplement utile, nous devons rechercher maintenant si cette présence n'est pas indispensable dans tous les cas pour trois raisons que nous allons retrouver dans la dernière section de ce chapitre et qui nous permettront de donner une conclusion définitive à cette étude spéciale :

1^o La victime, du fait de l'obligation de rétention de l'assureur, participe au contrat d'assurance qui, s'il n'est pas conclu dans son intérêt, est la source de son droit direct contre l'assureur et lui profite ainsi directement. Pour faire valoir son droit qui se trouve délimité dans ledit contrat elle doit s'adresser aux deux contractants, l'assureur qui en définitive sera le débiteur, l'assuré qui s'efface devant la victime et lui cède ainsi la place.

2^o Les principes généraux de notre droit cherchent à éviter

les contrariétés de jugements ; or, tout dommage causé par un individu assuré peut donner lieu à trois procès successifs : victime contre assuré, victime contre assureur, assuré contre assureur ; ces principes exigent donc que les trois litiges, unis par un lien si étroit qu'ils forment un tout qui ne peut être dissocié qu'en entraînant de très graves inconvénients, soient jugés par les mêmes juges qui peuvent ainsi connaître de l'ensemble de la difficulté, plutôt que par des juges différents n'apercevant jamais qu'une face du problème.

3° Enfin, la victime ne peut trouver que des inconvénients à l'absence de l'assuré, et ne retirer que des avantages de sa présence. Et cette situation favorable n'emportera également que des effets heureux pour l'assuré et pour l'assureur.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire de justifier une proposition, qui, si elle était admise par les Tribunaux, apporterait un allègement considérable des difficultés, pourtant suffisantes, auxquelles peut donner lieu notre action directe.

SECTION III

L'action directe exercée en même temps que l'action du tiers lésé contre l'assuré.

44. — Avant même que la Cour de cassation se soit prononcée dans le même sens, puis en prenant exemple sur elle et en reproduisant les termes, devenus de style aujourd'hui en jurisprudence, de son arrêt du 14 juin 1926, d'innombrables jugements et arrêts ont consacré cette solution : l'assureur peut être assigné en même temps que l'assuré par la victime. Il est vrai que toutes ces décisions ont été rendues, ou bien lorsque le principe même de l'action directe était contesté et alors qu'assureur et assuré étaient assignés en même temps, ou bien lorsqu'aucune action n'avait précédemment abouti entre le

tiers lésé et l'assuré (cette deuxième hypothèse faisant l'objet de la première section de ce chapitre). Si nous étudions maintenant cette éventualité, c'est pour rechercher si certains arrêts ne préjugent pas la solution générale que nous venons d'esquisser dans la conclusion de notre deuxième section, et pour en tirer tous les arguments définitifs susceptibles de la justifier.

On se rendra compte du côté pratique de la question en se référant aux décisions rendues dans le sens indiqué, parmi lesquelles certaines ont exigé la mise en cause de l'assuré, tandis que les autres se contentaient d'enregistrer sa présence, tout en marquant le caractère contradictoire du débat (1).

(1) Cassation (ch. civ.), 17 juillet 1911 (sur l'application de la loi du 19 février 1889), *D. P.*, 1912. 1. 81 et note de M. Planiol, *S.*, 1913. 1. 143 et note de M. Naquet, *Rec. pér. ass.*, 1911, 360 ; Trib. civ. de la Seine, 31 janvier 1921, *D. P.*, 1927. 1. 57, et, sur appel : Paris, 4 mai 1922, *D. P.*, 1927. 1. 57, *Journ. des ass.*, 1924, 448, *Rec. pér. ass.*, 1922, 239 et note de M. G. L. Sainctelette, puis sur pourvoi : Cassation (ch. civ.), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57 avec rapport de M. le conseiller Ambroise Colin et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161 ; Tr. civ. de Caen, 29 janvier 1923, *Rec. pér. ass.*, 1923, 155 ; Chambéry, 26 octobre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 387, *Gaz. Pal.*, 1927. 1. 171, *D. H.*, 1927, 26 ; Tr. de comm. de la Seine (9^e ch.), 20 mai 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927. 290, *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 188 ; Dijon (1^{re} ch.), 12 juin 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 452, *Gaz. Pal.*, 1928. 2. 671 ; Lyon, 6 décembre 1928, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Mon. jud. Lyon*, 21 juin 1929 ; Trib. civ. de la Seine, 14 décembre 1928, *Rec. pér. ass.* 1929, 235, *Rec. Gaz. Trib.*, 1929, 2^e sem., 2, 43 ; sur appel : Paris (7^e chambre), 12 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 333 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 362, *D. P.*, 1930. 2. 73, *D. H.*, 1930. 121, *Rec. pér. ass.*, 1930, 30 ; Trib. de comm. de la Seine (5^e ch.), 16 avril 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 324 ; Trib. de comm. de la Seine (2^e ch.), 15 mai 1929, *Gaz. Pal.*, 1929. 2. 36 ; Trib. civil de la Seine, 4 novembre 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 416 ; Paris (5^e ch.), 2 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 335 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1930, 156, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 361 ; Tr. de Paix de Nogent-sur-Seine, 28 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 800, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863 (en sous-note), *Journ. des Ass.*, 1931, 216 ; Trib. civil de Cusset, 14 juin 1931, *Rec. jurid. autom.*, 1932, 57 ; Paris (41^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 797 et note de M. Maurice Picard, *Rec. Gaz. Trib.* 1931, 2^e sem., 2, 213, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér.*

45. — Ce qui frappe dans cette situation, c'est la netteté et l'importance des résultats que consacre la solution du procès : la dette de l'assuré est fixée vis-à-vis de la victime, sous le regard et avec le concours de l'assureur ; d'une part cette présence de l'assureur est un obstacle aux difficultés qu'il a la faculté de soulever en cas de défaut de transmission de pièces, difficultés aujourd'hui régies par l'article 24 de la loi du 13 juillet 1930 (1) ; d'autre part, s'il n'y a pas assurance, ou s'il y a assurance insuffisante, la victime saura immédiatement à qui s'adresser pour être payée intégralement, ou pour toucher le complément de ce qui lui reste dû. La situation contractuelle entre l'assureur et l'assuré se trouve réglée, sous la surveillance de la victime ; ou bien il n'y a pas assurance et l'assureur est mis hors de cause : la victime sait alors qu'elle ne peut s'adresser qu'à l'auteur du dommage ; ou bien il y a assurance insuffisante, et la victime sait qu'elle a deux débiteurs jusqu'à concurrence de la somme prévue à la police, l'assureur et l'assuré, et qu'elle n'en a plus qu'un pour le surplus, l'auteur du dommage ; ou bien enfin, il y a assurance suffisante, et la victime peut poursuivre deux débiteurs pour la totalité de sa créance. La situation entre la victime et l'assureur est également définitivement tranchée, sous les yeux de l'assuré ; celui-ci sait alors si son assureur le garantit pour la totalité de

ass., 1931, 438, *D. H.*, 1932, sommaires, p. 43 ; Paris (7^e ch.), 17 novembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 68 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 11 ; Trib. de comm. de Marseille, 8 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 824 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 328 ; Cassation (Ch. civ.), 4 arrêts du 11 juillet 1932 (sol. implic.), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1, 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 425 ; Paris (11^e ch.), 28 octobre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 132 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 578 ; Paris (5^e ch.), 28 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 356, et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 308, *Rec. Gaz. Trib.*, 1933, 1^{er} sem., 2. 5.

(1) V. *infra*, chapitre III, n° 150.

la dette de réparation, ou si, au contraire, il doit en prendre une partie à sa charge, et la victime a obtenu complète satisfaction : la reconnaissance de son droit contre l'assureur et l'assuré.

La solution est certaine ; tout est fini ; il y a autorité de chose jugée pour le montant de la dette de réparation et pour le montant de la dette d'assurance ; aucun procès ultérieur n'est possible entre les trois parties intéressées.

Or, dans les théories que nous avons eu précédemment à juger, un ou plusieurs litiges étaient toujours à redouter. Si l'assureur était assigné seul par la victime et s'il gagnait son procès en démontrant que la responsabilité de l'assuré n'était pas engagée, la victime conservait le droit de faire un procès contre l'assuré, procès aléatoire évidemment, mais qui restait théoriquement possible, l'assuré non partie au procès ne pouvant invoquer l'autorité de chose jugée pour faire repousser *de plano* la demande de la victime. Si la victime était déboutée de son action directe parce qu'il était jugé que l'assurance n'était pas valable, elle pouvait se retourner contre l'assuré qui, à son tour, pouvait exercer une action contre l'assureur et gagner son procès, bénéficiant d'éléments que la victime n'avait pas à sa disposition. Si la victime gagnait son procès contre l'assureur, l'assureur arguant d'une déchéance de garantie déclarée inopposable à la victime, une autre instance pouvait être déclanchée par l'assureur contre l'assuré. Si l'assureur était condamné à payer la totalité de l'indemnité d'assurance, inférieure au montant de la créance de réparation de la victime, celle-ci devait faire un nouveau procès à l'assuré qui conservait la possibilité de discuter les chiffres précédemment fixés, dépourvus de toute autorité à son égard. Si même, dans la situation la plus favorable, celle dans laquelle l'assureur est actionné alors que le montant de la créance de réparation a été fixée contradictoirement entre la victime et l'assuré, la victime a pu être déboutée, faute de pouvoir démontrer la

validité du contrat, l'assuré conservait une action contre l'assureur, action susceptible de réussir, en raison des éléments qu'il peut faire valoir en sa qualité de co-contractant et que la victime ne pouvait même pas soupçonner.

46. — Ainsi donc, alors qu'il existe cette situation éminemment favorable qui économise le temps des juges et évite toute contrariété de jugements, il serait possible d'échapper à cette simplicité et de créer des situations inextricables, que nous avons indiquées à leur place et que nous venons de rappeler ! C'est à peine croyable, et c'est pourtant à ce point qu'en est arrivée la jurisprudence des Cours et Tribunaux.

Nous sommes donc amené à nous demander si les conséquences de l'action directe telles qu'elles ont été admises ne se heurtent pas à l'esprit des textes de notre droit, et si leur point de départ ne demande pas à être rectifié.

Il est d'autant mieux permis d'émettre cet avis que la Cour de cassation n'a jamais sanctionné le point de vue que nous critiquons. Bien mieux, nous trouvons dans les arrêts de la Cour Suprême des indications qui viennent fortifier notre sentiment.

Lorsque, pour la première fois, la chambre civile s'est prononcée sur la possibilité de l'exercice de l'action directe, en matière d'assurance contre les accidents, elle l'a fait en ces termes (1) : « Attendu que la victime de l'accident trouve dans le droit propre qui lui est ainsi conféré par la loi, la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré à l'effet de *fixer contradictoirement entre les parties*, d'abord l'existence de la *créance de réparation* et son montant, et, en second lieu, l'*indemnité due*

(1) Cass. (civ.), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57, avec le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161.

par l'assureur et que ce dernier sera tenu, jusqu'à due concurrence, de verser entre ses mains ».

On en a déduit cette conséquence que ce que la Cour donnait ainsi comme possibilité, c'était la faculté de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré, et on a conclu que si elle pouvait agir ainsi, rien ne lui interdisait d'agir autrement.

Cette interprétation marquerait déjà un progrès remarquable dans la voie de la simplification de la procédure. Tout en respectant l'ordre naturel des questions à examiner, cet examen aurait lieu sans coupure brutale, dans un enchaînement étroit permettant de suivre dans son ensemble des questions tout à la fois complexes et étroitement unies.

Mais en réalité, cette décision ne s'est pas prononcée catégoriquement sur ce point ; qu'elle ait eu en vue cette jonction des instances, c'est certain, mais qu'elle n'y ait vu qu'une simple possibilité, c'est beaucoup plus douteux. La Cour avait à dire si l'action directe était possible ; elle a donné une réponse affirmative puis en a indiqué la condition d'exercice. L'action directe est possible ; donc, la victime peut assigner l'assureur, mais la Cour ne semble-t-elle pas dire qu'elle doit l'assigner en même temps que l'assuré ? S'il n'en était pas ainsi, l'adverbe *contrairement* ne s'expliquerait pas ; il n'aurait pas sa place dans la phrase où il est inséré, puisque, d'une part, si toutes les parties sont en présence le débat est nécessairement contradictoire, d'autre part, si l'action directe peut être exercée séparément, il n'y aura pas contradiction à l'égard de l'assuré.

Ce qui fortifie notre opinion c'est que lorsque la Cour Suprême a eu à nouveau à examiner cette question, elle a précisé sa pensée en exigeant à nouveau un débat contradictoire et en indiquant nommément les parties de ce débat : l'assuré, l'assureur et la victime (1).

(1) Cassation (civ.), 11 juillet 1932 (4 arrêts), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1. 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 425.

Comme notre plus haute juridiction n'a jamais sanctionné la solution contraire, il est permis de supposer, étant donné l'esprit qu'elle a manifesté, qu'elle exigerait en tout état de cause la présence de l'assuré aux côtés de l'assureur.

C'est d'ailleurs là le sentiment de M. le Professeur Esmein, qui, dès 1927, s'exprimait ainsi (1) : « Peut-on considérer la loi de 1913 ainsi que celle de 1889, comme ayant voulu, et ceci de façon impérative, que tout fut réglé dans une même instance, en présence de l'assuré et de son assureur ? Tel paraît être le sentiment exprimé par l'arrêt de la chambre civile du 17 juillet 1911 ». Depuis, M. le Professeur Maurice Picard a interprété dans le même sens, de la façon la plus formelle, les arrêts du 11 juillet 1932 (2) ; « ... surtout la Cour de cassation désire que toutes les questions qui peuvent surgir, soit entre la victime et l'assuré, soit entre l'assuré et l'assureur soient réglées dans la même instance ».

47. — Mais nous avons vu que les conséquences actuellement admises de l'action directe étaient logiquement déduites de la nature du droit reconnu à la victime ; il faut donc en conclure que le point de départ est faux et il importe de chercher à réunir enfin les éléments d'une définition de ce droit propre de la victime.

Auparavant, il convient de justifier ce que nous avons dit des conséquences de l'action directe, telles qu'elles sont ratifiées aujourd'hui par une partie de la jurisprudence, à savoir qu'elles sont contraires aux principes de notre droit.

Lorsque le législateur a admis l'exception de connexité (C. proc. civ., art. 171) il est parti de cette considération qu'il importait de faire statuer par le même juge sur deux actions tendant au même objet, afin d'éviter des contrariétés de juge-

(1) P. Esmein, note au *S.*, 1927. 4, p. 26, 2^e col., *in fine*.

(2) Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 735.

ments. La loi n'a édicté ici qu'une exception car il ne pouvait être évidemment question de surseoir à juger les prétentions du titulaire d'un droit jusqu'à ce que le titulaire d'un droit connexe se soit décidé à faire valoir ce dernier.

Mais, en notre matière, cette dernière considération n'existe pas ; c'est la victime qui tient en son pouvoir le moyen de faire juger les affaires connexes qui gravitent autour de la survenance d'un dommage causé par un individu assuré ; il est rationnel de lui imposer la nécessité de la mise en cause de tous les intéressés (1).

N'est-ce pas là une condition à la « bonne administration de la justice » ? Cette formule est empruntée aux arrêts du 11 juillet 1932 (2) qui motivent par cette considération leur solution quant aux règles de compétence en matière d'action directe. Mais n'est-il pas évident que cette même considération doit être placée à un plan supérieur et dominer tout le débat ? Nous concluons en ce sens et estimons que les effets qu'on a voulu déduire de l'existence du droit propre de la victime sont contraires à la bonne administration de la justice.

48. — S'il en est ainsi, c'est que, vraisemblablement, toute la construction repose sur un point de départ erroné ; ce point de départ est le suivant :

La victime a un droit propre sur l'indemnité d'assurance, ce droit est distinct du droit de la victime contre l'auteur du dommage ; il est sanctionné par une action directe dont le but est de permettre d'agir contre l'assureur, sans avoir recours à l'assuré. Dans toutes les actions directes connues, la mise en cause de la personne dont l'intervention a créé le droit propre au profit d'une tierce personne n'est pas exigée ; elle est même

(1) V. les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lamothe à Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 158.

(2) V. les arrêts de Cassation cités un peu plus haut.

contraire à la notion d'action directe ; elle serait d'autant plus étonnante qu'elle n'est même pas nécessaire pour l'exercice de l'action oblique, où le créancier qui, pourtant, exerce les droits et actions de son débiteur, peut parfaitement se passer de lui ; on ne voit donc pas pourquoi il en serait autrement pour la victime d'un dommage.

Le grand défaut de cette explication tient à la règle générale qu'on veut appliquer à toutes les actions directes ; or, ainsi que l'a démontré M. Solus (1), il y a, non pas *une* action directe, mais *des* actions directes. Et ce n'est pas une raison suffisante que de conclure à l'inutilité d'une condition applicable à une action directe du fait de son inutilité pour l'exercice d'autres actions directes.

En réalité le droit de la victime d'un dommage, reconnu par la loi, trouve sa source dans un contrat. Ce contrat, de par son objet même, est susceptible de rédactions innombrables et de modalités infinies ; chaque assuré peut doser, comme il l'entend, la garantie qu'il désire obtenir d'une Compagnie d'Assurances. Or, la victime ne peut avoir plus de droits que l'assuré lui-même : c'est donc l'assuré qui détermine la limite du droit propre éventuel de la victime. Mais la victime n'est pas partie au contrat, et cependant elle en est le bénéficiaire ; comment pourrait-elle donc faire valoir son droit propre dans l'ignorance où elle se trouve de toutes les tractations passées entre son débiteur et l'assureur ? Si ce dernier n'émet aucun obstacle à la prétention de la victime, celle-ci peut évidemment exercer son droit seule ; mais s'il en est autrement comment pourra-t-elle le faire valoir ?

La nature même du droit de la victime contre l'assureur, l'objet sur lequel il porte et la complexité de la détermination de sa créance imposent la présence de l'assuré que la victime

(1) H. Solus, L'action directe et l'interprétation des art. 1753, 1798, 1994 du Code civil, *Thèse Paris*, 1914, p. 4 et suiv.

est obligée de mettre en cause. Nous verrons d'ailleurs qu'elle ne peut trouver à cette façon d'agir que des avantages et qu'aucun inconvénient ne peut en résulter pour elle.

49. — Il existe d'ailleurs dans notre droit une hypothèse, sinon semblable, du moins comparable par les difficultés qu'elle engendre, dans laquelle le titulaire d'un droit se trouverait dans l'impossibilité de le faire valoir du fait de la complexité de la situation qui peut se présenter, si la jurisprudence n'était pas venue parer la difficulté en créant une institution spéciale, certainement contraire aux textes applicables à la matière. Nous voulons parler des légataires et créanciers qui ont à faire valoir leurs droits en présence d'un héritier pur et simple qui ne prend aucune initiative. Dans cette hypothèse, l'expérience a révélé qu'on aboutissait parfois à des difficultés inextricables. La jurisprudence n'a pas hésité à enlever à l'héritier les droits qui lui sont donnés par la loi en nommant un administrateur judiciaire. On arrive ainsi à déposséder un héritier propriétaire de son droit d'administration pour cette seule raison que les nécessités de fait l'imposent (1). Cette nomination est faite notamment lorsqu'on plaide sur le testament ou que le partage n'est pas possible.

La jurisprudence n'a pas hésité, en présence de cette difficulté, à créer une institution non seulement étrangère aux textes, mais encore contraire à ces textes, et comme telle généralement critiquée par la doctrine, en vue d'arriver à la liquidation correcte d'une situation complexe. Comment lui refuser dans une espèce bien plus favorable, où il n'existe non seulement aucun texte contraire mais encore où les textes applicables et le résultat recherché concourent à imposer le remède que nous préconisons, la faculté de procéder de manière similaire, bien plus simple, et sans inconvénient

(1) V. Planiol et Ripert, *Traité prat. de dr. civ. franç.*, t. IV, successions, nos 434 et suiv., p. 525 et suiv., et les auteurs cités page 528, note 1.

aucun ? Le procès qui s'engage à la suite de la réalisation d'un dommage entraîne souvent la discussion des clauses du contrat d'assurance ; la victime se heurte généralement à la carence de l'assuré qui se fait rarement son allié. Pour remédier à cette difficulté et liquider la situation rapidement, point n'est besoin ici de recourir à une mesure aussi contraire aux lois que la nomination d'un administrateur ; il suffit d'obliger la victime à assigner toujours l'assuré en même temps que l'assureur, de faire de cette exigence une condition de l'exercice de l'action directe. Ainsi la victime saura que, si elle conserve le droit d'agir contre l'assuré, sans aucune restriction, elle ne peut agir contre l'assureur qu'à la condition de mettre en cause l'assuré dans la même instance. On simplifie d'un seul coup la situation complexe qui se présente, sans inconvénient pour personne. Et ce faisant, on reste dans l'esprit des textes généraux et on respecte, nous semble-t-il, les textes spéciaux de la matière.

50. — La Cour de cassation (1), en imposant à la victime les règles de compétence de la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurances, a manifesté une tendance qui nous semble bien correspondre au mécanisme actuel de l'assurance de responsabilité et qui consiste à incorporer, en quelque sorte, la victime dans cette législation spéciale ; elle l'a jugée tribunaire directe du contrat, et, comme telle, soumise à ses règles spéciales.

Voici donc la victime bénéficiaire du contrat d'assurances, mais aussi astreinte à en respecter la réglementation propre ; nous verrons qu'elle n'est pas dans cette situation de par l'effet d'une stipulation faite en sa faveur par l'assuré (2). Ce dernier a stipulé pour lui-même et non pour autrui. Mais du fait même que ce qu'a stipulé l'assuré devient, de par l'obligation de

(1) Arrêts du 11 juillet 1932, précités.

(2) V. *infra*, 2^e partie, chap. II, n^o 206.

rétenition imposée à l'assureur, exigible de la victime, celle-ci est bénéficiaire du contrat.

Et pour pouvoir en bénéficier, il lui faut mettre en cause l'assuré ; c'est là une obligation qui dérive de la nature même du droit de la victime et de sa situation vis-à-vis de l'assureur et de l'assuré.

Vis-à-vis de l'assureur, elle doit faire valoir un contrat auquel elle n'est pas partie et la preuve qui lui incombe ainsi l'oblige à appeler l'assuré à l'instance ; car, en effet, vis-à-vis de l'assuré, elle est un adversaire éventuel, en tous cas un étranger, et son droit, loin d'être né d'un sentiment bienveillant de la part de l'assuré, n'a existé que du jour où cet assuré lui a été nuisible, du jour où il lui a occasionné un dommage ; de la part de celui qui reste un adversaire elle ne pourra se procurer les moyens d'administrer sa preuve que trouve le bénéficiaire d'une stipulation pour autrui auprès du stipulant ; elle devra donc l'appeler à l'instance pour le mettre en demeure de lui fournir la possibilité de faire valoir son droit.

51. — En outre, la victime, lorsqu'elle poursuit l'assureur et l'assuré recherche vis-à-vis de chacun d'eux un résultat identique ; ses poursuites ont le même objet : la réparation du préjudice qu'elle a subi. La demande est bien dirigée contre deux défendeurs distincts mais ce sont deux défendeurs unis par un lien de droit étroit. L'assureur ne peut être poursuivi que parce que l'assuré a contracté avec lui, et qu'aux termes de son contrat il doit le garantir ; mais le droit de poursuite ainsi ouvert contre lui trouve sa source dans le délit ou quasi-délit commis par l'assuré ; ce dernier, à son tour, doit en quelque sorte garantir à sa victime le bénéfice de l'assurance qu'il a souscrite. Selon le mécanisme normal de l'assurance de responsabilité, l'assureur garantit l'assuré ; mais du fait du droit propre reconnu à la victime, l'assuré à son tour doit garantir à la victime pour l'exercice de son droit. Les deux défendeurs

sont donc unis entre eux par une chaîne qui se prolonge jusqu'à la victime, laquelle, trouvant entre elle et l'assureur celui qui a fait naître son droit éventuel contre ce dernier, doit le mettre en cause en même temps que l'assureur pour établir contradictoirement entre eux l'existence de la dette de l'assureur vis-à-vis de l'assuré, sans laquelle sa propre créance contre l'assureur ne saurait exister.

Le contrat supporte tout l'édifice ; en son absence, il n'y a pas de droit au profit de la victime contre l'assureur. Et le simple fait que ce dernier conteste la prétention de la victime, surtout lorsque le droit de celle-ci à l'égard de l'assuré est fixé, prouve qu'il va y avoir contestation quant à la validité du contrat lui-même. La nature même de la preuve qui est à la charge du lésé l'oblige à mettre en cause l'assuré.

On fait souvent allusion en cette matière à l'hypothèse du civilement responsable qui peut être assigné sans qu'il soit nécessaire que la personne dont il répond soit à ses côtés ; on invoque généralement cette situation pour conclure à l'inutilité de la présence de l'assuré. Mais on omet de préciser que, si le civilement responsable est ainsi actionné seul, c'est parce qu'il n'y a aucune contestation quant au lien qui l'unit au personnellement responsable. Quel serait le résultat de l'action si le défendeur, actionné en qualité de commettant de l'auteur d'un dommage, déniait l'existence d'un contrat de travail ? Ici aussi, le demandeur aurait la charge de la preuve et ne pourrait l'administrer qu'en la présence du préposé, ou soi-disant tel, qui seul peut apporter les précisions nécessaires à la fixation du droit de la victime contre la tierce personne, appelée comme civilement responsable. Et pourtant, cette preuve apparaît beaucoup plus facile que celle de la validité d'un contrat d'assurances. Ce qui s'avère impossible dans cette hypothèse est à plus forte raison impossible dans notre espèce.

On nous dit bien que si, aux termes de l'art. 8 de la loi du 13 juillet 1930, la preuve du contrat doit être faite par écrit,

la victime qui est dans l'impossibilité de se procurer l'un des exemplaires de la police, peut, en vertu de l'art. 1348 C. civ., faire sa preuve par tous moyens, la même possibilité dérivant d'ailleurs du droit direct qui lui est accordé alors qu'elle n'est pas partie au contrat ; que les tribunaux, ainsi que nous l'avons vu (1), n'hésitent jamais à ordonner la production de la police. Mais nous avons vu que cette preuve, dans de très nombreux cas, qui se rencontrent fort souvent, lorsqu'il y a contestation entre l'assureur et la victime, ne peut être faite que grâce à la présence de l'assuré (2). La preuve par tous moyens qui incombe à la victime nécessite, de par les exigences qui tiennent aux circonstances à démontrer, la présence de l'assuré, et il appartient à celui qui a la charge de la preuve d'assigner celui qui, seul, peut apporter la lumière et qui ne peut, nous l'avons vu (3), être utilement entendu comme témoin.

52. — Ces raisons de droit sont renforcées par des raisons pratiques.

Lorsque la victime aura mis l'assuré dans l'instance, elle trouvera en celui-ci un allié : l'assuré a en effet intérêt à établir vis-à-vis de l'assureur la validité du contrat d'assurance, non pour faire naître le droit de la victime, ce dont il peut se désintéresser puisqu'il n'a pas stipulé en sa faveur, mais pour établir son propre droit, ce qui lui assurera la garantie de l'assureur : cette garantie acquise, c'est la victime qui en bénéficiera.

La victime économisera son temps et évitera des avances de frais parfois considérables. Elle verra sa situation réglée par un seul jugement et pourra procéder à son exécution dans le minimum de temps et avec le maximum de sécurité.

L'assuré aura lui aussi liquidé sa situation et sera définitivement fixé sur les répercussions que le sinistre peut avoir sur son propre patrimoine.

(1) V. *suprà*, n° 30.

(2) V. les hypothèses que nous indiquons, *suprà*, n° 41.

(3) V. *suprà*, n° 18.

L'assureur, enfin, aura pleine et entière satisfaction : il aura pu suivre le débat et discuter le chiffre de l'indemnité, ainsi qu'il le désirait, il aura fait valoir les observations qu'il avait à formuler sur les modalités dans lesquelles il a consenti à accorder sa garantie et il aura la certitude de payer ce qu'il doit et rien de plus.

53. — La victime d'ailleurs n'a aucun intérêt à agir contre l'assureur seul : l'unique avantage qu'elle pouvait retirer de cette manière de faire vient de lui être refusé par la Cour de cassation (1). Grâce à la mise en cause de l'assureur seul, le tiers lésé prétendait pouvoir l'assigner devant le Tribunal de son domicile suivant les règles de compétence du droit commun, et ainsi, s'il y trouvait avantage, saisir, en pratique, le Tribunal de commerce de la Seine. Or, la Chambre civile a décidé que la victime ne pouvait porter sa demande contre l'assureur que devant le Tribunal du domicile de l'assuré ou du lieu où s'est produit le fait dommageable (art. 3 de la loi du 13 juillet 1930), c'est-à-dire devant le Tribunal où elle doit porter sa demande contre l'assuré (art. 59 C. pr. civ. § 1^{er}, et § 10 (loi du 26 novembre 1923) (2).

Du point de vue encore de la compétence, la victime trouve un autre avantage à cette mise en cause simultanée : obligée elle-même d'envisager le procès contre deux défendeurs, elle examinera la question compétence *ratione materiæ* et évitera ainsi les difficultés qu'elle peut rencontrer lorsqu'elle n'assigne qu'un seul défendeur et qu'elle cherche par la suite à attirer dans l'instance pendant l'autre débiteur (3).

(1) 4 arrêts du 11 juillet 1932 précités (ch. civ.), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1. 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 425.

(2) V. *infra*, chap. II, section II, nos 105 et suiv.

(3) V. *infra*, chap. II, section II, n° 99.

54. — CONCLUSION. — Il nous faut maintenant conclure. Remarquons tout d'abord que la plupart des auteurs reconnaissent qu'il est préférable pour la victime de mettre en cause l'assureur et l'assuré en même temps, car c'est là le procédé le plus sûr et le plus commode.

Nous avons voulu dans ce chapitre montrer les conséquences extrêmes de la solution contraire et nous avons trouvé à chaque pas des inconvénients et des obstacles parfois insurmontables qui nous ont permis de douter que ce fût là la solution exacte. Nous avons au contraire découvert de nombreuses raisons, aussi bien de droit que pratiques, pour nous prononcer nettement en faveur de l'impossibilité de l'action directe exercée seule. Ces raisons sérieusement motivées tant du point de vue pratique que du point de vue juridique nous permettent, pensons-nous, d'espérer de la jurisprudence une orientation dans le sens que nous préconisons.

Ainsi l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur de responsabilité de l'auteur de ce dommage, de par sa nature même et les bases sur lesquelles elle repose, ne pourrait être exercée seule et exigerait, sans aucune exception, l'action simultanée de la victime contre l'assuré.

Il en serait notamment ainsi même si, du fait de certaines impossibilités qu'il convient d'indiquer pour marquer la procédure à employer dans pareils cas, l'assureur ne pouvait être attiré devant la juridiction saisi de l'action contre l'assuré, ou inversement.

55. — Lorsque l'assuré comparait devant une juridiction répressive, et que la victime intervient comme partie civile, l'assureur ne peut être assigné devant cette juridiction. Nous verrons en effet (1) que l'assureur ne figurant pas dans la liste donnée par la loi des civilement responsables ne peut figurer en qualité de partie à une instance répressive.

(1) V. *infra*, chap. II, section II, nos 100 et 101.

Un arrêt qui a sanctionné cette solution certaine (1) a fait allusion à « l'avantage qui existerait dans ce cas à permettre législativement aux compagnies d'assurances d'intervenir dans les débats où la responsabilité civile de leur assuré et leur obligation parallèle à le garantir d'une condamnation, sont l'une et l'autre en jeu ». Nous ne croyons pas que cette intervention du législateur s'impose de façon pressante.

La situation est en effet la suivante : si l'assuré est acquitté et la partie civile déboutée, l'assureur n'a aucune obligation à assumer vis-à-vis de la victime ; il attend le procès civil éventuel que peut engager le tiers lésé. Si l'assuré est condamné, l'assureur doit payer au lieu et place de son client ; s'il ne paye pas, c'est qu'il estime avoir une raison pour refuser sa garantie, la victime devra l'assigner en même temps que l'assuré, selon les principes que nous avons dégagés ; cette solution apparaît la meilleure, la juridiction civile, avec ses garanties de procédure, étant la mieux qualifiée pour étudier le différend qui s'élève au point de vue application du contrat d'assurance.

56. — La solution est la même si l'assuré est actionné devant une juridiction administrative (2) ; nous pensons en effet que l'assureur peut refuser cette compétence, qui est susceptible de créer des difficultés : ou bien l'assureur reconnaît devoir sa garantie à son assuré, et point n'est besoin de l'assigner, ou bien il nie son obligation, et le renvoi devant la juridiction civile s'impose en ce qui concerne cette question, la juridiction administrative ne pouvant connaître de l'interprétation du contrat d'assurances (3).

57. — Reste une dernière hypothèse à la vérité peu prati-

(1) Riom (1^{re} ch.), 29 octobre 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 477.

(2) V. *infra*, chap. II, section II, nos 102 et suiv.

(3) Comp. Conseil de Préfecture de la Seine, 13 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 807 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 250, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 232.

que, mais intéressante cependant en ce sens qu'elle semble avoir fourni un argument aux partisans de l'inutilité d'un procès contre l'assuré à la requête de la victime. La mise en cause de l'assuré est impossible, du fait que celui-ci est un agent diplomatique jouissant de l'immunité attachée à ses fonctions (1).

Cette impossibilité ne permet pas, pensons-nous, de conclure à l'inutilité, même exceptionnelle, de la présence de l'assuré ; nous avons vu (2) que c'est la responsabilité établie de façon définitive de l'assuré qui donne naissance à l'obligation de l'assureur, et qu'en l'absence de l'assuré, cette responsabilité ne peut être fixée irrévocablement. Nous avons vu aussi que l'assuré conserve un droit, tout au moins moral, à apprécier et à discuter sa responsabilité. C'est véritablement faire une singulière application des règles de faveur édictées au bénéfice d'un agent diplomatique étranger que de le reconnaître responsable d'un accident, sans l'avoir entendu ! On rattache, en effet, généralement l'exemption de juridiction des agents diplomatiques à leur inviolabilité ; on ne voit donc pas comment il serait possible dans ces conditions de décider de leur responsabilité, condition nécessaire pour qu'il y ait dette de l'assureur, en leur absence, alors que le motif de cette absence est précisément de les mettre à l'abri des mesures légales dont l'emploi est autorisé contre les simples particuliers ! Ceci posé, il est permis de dire que si l'immunité diplomatique est susceptible d'engendrer des abus en notre matière c'est non pas le fonctionnement même de l'action directe qui en est la cause, mais surtout l'extension exagérée des immunités elles-mêmes (dans

(1) V. Tr. civ. de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 795 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1931, 443, *Sem. jur.*, 1931, 892 et sur appel : Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 563.

(2) V. *suprà*, nos 27 et suiv.

l'espèce citée c'était le fils de l'ambassadeur du Mexique à Paris qui était au volant de la voiture automobile cause de l'accident) (1).

Mais d'autre part il faut bien reconnaître que l'assureur qui a touché des primes pour assumer un risque à l'occasion duquel il sait ne pouvoir être recherché — si l'on admet nos conclusions — du fait de l'impossibilité de la comparution de son assuré devant un tribunal français, abuse vraiment de la situation.

Il existe un moyen de tourner cette difficulté qui ne saurait se rencontrer que rarement dans la pratique. Signalons tout d'abord que les préposés attachés à la personne de l'agent diplomatique ne jouissent pas de l'immunité, suivant une certaine opinion (2); dans le cas donc où le dommage est causé par un préposé, le chauffeur de l'automobile par exemple, la victime peut parfaitement assigner et le préposé et l'assureur, qui garantit, conformément aux termes usuels des polices, la responsabilité civile du conducteur autorisé. S'il n'est pas possible d'agir ainsi, le dommage ayant été causé par l'agent diplomatique lui-même, il appartient à celui-ci de trancher la difficulté à l'aide d'un des moyens suivants :

1° S'il ne donne aucune possibilité à la victime d'exercer l'action directe, notamment en renonçant au bénéfice de l'immunité (3), il entend par là lui signifier qu'il est dans la situation d'un individu non assuré.

L'hypothèse pour être peu vraisemblable n'est cependant pas irréalisable dans la pratique (4) : la victime se trouve alors

(1) Voir la critique de l'extension exagérée de la liste des immunités présentée par M. J. P. Niboyet à la *Rev. de dr. int. privé.*, 1931, p. 670.

(2) V. *Répertoire pratique Dalloz*, Vo Agent diplomatique, nos 141 à 146; Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e éd., n° 796, p. 904.

(3) V. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e éd., n° 796 bis, p. 904.

(4) M. Niboyet à la *Rev. de dr. int. privé*, 1931, 674, dit : « en tous cas, il est un geste élégant qu'on pouvait attendre ; c'était de renoncer, alors surtout qu'il s'agissait non pas du chef de mission, mais de son fils attaché à celle-ci, au bénéfice de l'immunité diplomatique. Ce geste ne s'est pas produit. Constatons le fait ! » (à propos de l'espèce citée).

dans la situation d'une personne lésée par un individu non assuré.

2° Il peut désintéresser amiablement la victime, avec l'assentiment de son assureur ; le règlement du sinistre s'effectuera ensuite entre assureur et assuré.

3° Si la solution précédente s'avère impossible, par suite notamment de l'impossibilité d'une entente sur le chiffre de l'indemnité, l'assuré devra stipuler de l'assureur le nom d'une tierce personne qui pourra défendre à l'instance engagée par la victime. Le contrat d'assurance est en effet un contrat de bonne foi, et lorsque l'assuré a contracté sa police, il a évidemment entendu interdire à l'assureur la faculté de s'abriter derrière l'immunité diplomatique dont il jouit ; sinon il n'aurait pas contracté. Il lui suffit donc d'indiquer à la victime et à l'assureur le nom d'un tiers qui sera considéré comme étant l'assuré, l'agent diplomatique, auteur du dommage, n'ayant pas à paraître en nom au procès, étant dans la situation d'un préposé occasionnel dont la présence est inutile en qualité de partie.

Cette dernière hypothèse, exceptionnelle, n'enlève rien à l'argumentation générale que nous avons présentée ; il appartenait à l'auteur du dommage, et non aux tribunaux, de donner à la victime le moyen d'atteindre l'assureur. Il nous semble ainsi possible d'éviter de voir, même dans le cas étudié, une exception à la règle générale que nous avons établie.

CHAPITRE II

PROCÉDURE.

PLURALITÉ DE VICTIMES. — COMPÉTENCE.

CONDAMNATION « IN SOLIDUM » DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ.

VOIES DE RECOURS.

58. — Après avoir décidé, dans le chapitre précédent, que l'exercice de l'action directe nécessite la mise en cause de l'assuré par la victime, demanderesse à l'action directe, il s'agit de déterminer qui peut agir par voie d'action directe et contre qui cette action doit être dirigée. Il semble que cet examen ne doive soulever aucune difficulté ; il en serait ainsi si la victime était toujours unique et le dommage causé unilatéral ; mais en présence des hypothèses contraires, il est nécessaire d'examiner, après avoir dit ce qu'on doit entendre par « victime d'un dommage », indication qui délimitera l'objet auquel est consacré ce travail, les répercussions que peut avoir sur le droit propre de la victime le concours de plusieurs créanciers directs, ou la réciprocité des dommages, la victime pouvant à raison des mêmes circonstances être victime d'un dommage en même temps qu'auteur d'un dommage à l'égard de son propre adversaire ; cette étude fera l'objet d'une première section.

Une fois résolue cette première difficulté il conviendra de rechercher le Tribunal compétent pour connaître de l'action directe ; la deuxième section y sera consacrée.

La troisième section nous permettra de voir le rapport dans lequel peuvent se trouver les condamnations prononcées contre l'assureur et contre l'assuré, condamnations qui ne sont ni conjointes ni solidaires et que la jurisprudence déclare *in solidum*.

Enfin, dans une quatrième et dernière section, nous examinerons brièvement le problème des voies de recours.

Nous aurons ainsi, dans les deux premiers chapitres, fait le tour des principaux écueils qu'on peut heurter dans le domaine de la procédure de l'action directe, questions particulièrement pratiques, qui donnent lieu à d'incessants procès, et qu'il serait souhaitable de délimiter dans des règles simples et précises.

Les solutions qui seront données à ces difficultés seront d'ailleurs en partie commandées par la conclusion de notre premier chapitre, ce qui justifie l'ordre auquel nous avons cru devoir nous arrêter en cette matière de la procédure qui reste dominée par la nécessité d'un débat contradictoire entre les trois parties inévitables à ce genre de procès : la victime, l'assuré et l'assureur.

59. — La qualité de demandeur est conférée par la loi (article 53 de la loi du 13 juillet 1930) à « la victime d'un dommage ». Cette formule particulièrement large est venue combler une lacune maintes fois signalée des lois du 19 février 1889 et du 28 mai 1913, la première ne visant que le propriétaire ou le voisin victime d'un incendie ayant pris naissance chez le locataire ou le voisin, la seconde ne parlant que de la victime d'un accident.

L'article 53 englobe les deux cas précédents et s'étend en outre à toutes les assurances de responsabilité, en matière terrestre ; il en résulte, ainsi qu'on l'a fait remarquer (1), que les lois de 1889 et de 1913 continuent à régir les assurances qui ne peuvent être qualifiées de terrestres, notamment les assurances fluviales.

Il suffit donc, pour pouvoir intenter l'action directe, d'être victime d'un dommage quel qu'il soit, et que l'auteur de ce

(1) H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2697.

dommage soit assuré au moyen d'un contrat d'assurance terrestre ; à la victime, il faut assimiler le tiers subrogé à ses droits, conformément au droit commun de la subrogation (1).

Les conditions d'exercice de l'action directe sont évidemment celles imposées par le droit commun : le créancier doit avoir intérêt, qualité et capacité.

Nous avons vu précédemment (2) que la complexité de la situation nécessitait la présence de l'assuré aux côtés de l'assureur, ce qui semble bien être une exigence propre à notre institution, quoique l'utilité de semblable mise en cause du débiteur originaire puisse se constater à l'occasion de l'exercice des autres actions directes connues (3).

60. — Le défendeur à l'action directe est naturellement l'assureur de l'auteur du dommage. Dans le cas où ce dernier est assuré par plusieurs assureurs, ceux-ci peuvent être valablement actionnés simultanément, soit que leurs garanties viennent en concurrence (assurances cumulatives), soit l'une après épuisement de l'autre (assurances complémentaires), soit enfin qu'elles visent des risques différents, réalisés les uns et les autres à l'occasion des mêmes circonstances qui ont été la cause du dommage global subi par la victime.

Division du présent chapitre :

Section I : Pluralité de dommages et de victimes.

Section II : Compétence.

Section III : Condamnation dite *in solidum*.

Section IV : Voies de recours.

(1) V. *infra*, 2^e partie, chapitre 1^{er}, n^o 197, une énumération des titulaires de l'action directe.

(2) V. *suprà*, chapitre 1^{er}.

(3) V. *infra*, 2^e partie, chapitre II, n^o 222.

SECTION I

Pluralité de dommages et de victimes.

61. — Ainsi rappelées les règles qui s'appliquent aux parties au procès qui s'engage à l'occasion de la réalisation d'un dommage mettant en jeu la garantie d'un assureur de responsabilité semblent ne présenter aucune difficulté particulière. Il n'en est rien cependant, et la pratique révèle au contraire des hypothèses donnant lieu à de graves discussions : c'est tout d'abord l'hypothèse de dommages réciproques ; — c'est ensuite le cas où l'indemnité d'assurance est insuffisante à désintéresser toutes les victimes d'un même sinistre ; à cet égard la jurisprudence donne l'exemple de deux difficultés particulières, soit que les victimes soient toutes sur un pied d'égalité, soit qu'au contraire une certaine hiérarchie doive être établie entre elles, dans l'hypothèse où la victime d'un accident du travail, qui exerce contre le tiers responsable et l'assureur de celui-ci le recours de droit commun prévu par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, vient en concours avec son employeur, ou l'assureur de ce dernier substitué, qui a déjà réglé les prestations prévues par ladite loi.

Nous allons examiner successivement ces trois aspects du problème dans trois paragraphes distincts :

§ 1^{er}. — Dommages réciproques.

§ 2. — Pluralité de victimes.

§ 3. — Concours de la victime et de son employeur à l'occasion du recours de droit commun exercé conformément à l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

§ 1^{er}. — *Dommages réciproques.*

62. — La situation qui peut se rencontrer lorsqu'il y a dommages réciproques causés entre eux par des individus assurés, peut donner lieu à des difficultés spéciales et importantes, au point de vue pratique. Dans une remarquable étude récente, M. R. Savatier (1) a examiné en détail la question et a formulé des conclusions auxquelles nous souscrivons sans réserves.

Cette difficulté, en tant qu'elle touche à notre matière spéciale a été tranchée, une seule fois à notre connaissance, par le Tribunal civil de Mâcon (2) qui a posé les règles suivantes. Si étendus que soient les effets qui découlent naturellement de la reconnaissance de l'action directe, ces effets n'en demeurent pas moins limités, d'une part, par la portée et la fin même de cette action, d'autre part, par les principes généraux du droit.

L'action de la victime contre l'auteur de l'accident et l'action directe sont alternatives en ce sens du moins que si leur fin commune et unique, le payement, est obtenue par l'exercice de l'une, l'exercice de l'autre n'est plus possible, puisque le droit lui-même que devait sanctionner l'action se trouve éteint.

Il suit de là que si la personne lésée par un accident a été totalement et définitivement indemnisée par l'auteur de cet accident, notamment par l'effet de la compensation, elle ne peut agir contre l'assureur.

63. — L'hypothèse est extrêmement pratique et se présente, notamment, lorsque deux automobilistes se sont causés l'un à l'autre des dommages à la suite d'une collision. Nous allons voir un peu plus loin comment la liquidation générale des dommages réciproques subis doit s'effectuer. L'espèce soumise

(1) V. R. Savatier, Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque avec responsabilité partagée, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 501 et suiv.

(2) V. Tr. civil de Mâcon, 3 juin 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 508 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 5.

au tribunal de Mâcon comportait une difficulté particulière du fait que l'un des automobilistes accidentés avait cédé à un tiers sa créance contre l'autre automobiliste ; le cessionnaire prétendait que le caractère direct de l'action du lésé, son cédant, contre l'assureur faisait obstacle à la compensation. Le Tribunal saisi a fait justice de cette prétention, en invoquant les raisons que nous avons développées pour justifier la nécessité pour la victime de prouver l'existence et le montant de sa créance d'indemnité (1), à savoir que s'il n'y a pas dette de l'assuré, il ne peut y avoir dette de l'assureur. Cette dette de l'assuré n'existait pas puisqu'elle avait été éteinte par le moyen de la compensation. C'est parce que la victime n'avait plus aucune créance contre l'assuré que l'assureur n'avait aucune obligation vis-à-vis de la victime.

Cette situation ne libérait d'ailleurs pas l'assureur qui restait tenu vis-à-vis de son assuré, lequel se trouvait avoir désintéressé personnellement la victime et avait par conséquent le droit de se faire indemniser par son assureur des sommes par lui réglées, le règlement effectué étant précisément la réalisation du risque garanti.

64. -- Cette règle générale posée, il nous est possible de passer en revue les différentes hypothèses qui peuvent se présenter.

1° Les deux auteurs et victimes du dommage réciproque ne sont pas assurés, ou, ce qui revient au même pour le Tribunal saisi, les assureurs ne sont pas cités par voie d'action directe. Le Tribunal répartira les responsabilités, calculera les préjudices globaux, évaluera suivant la part de responsabilité de chacune des deux parties leurs indemnités respectives, et, opérant compensation, condamnera celui dont la dette est supérieure à la créance, à payer à son adversaire la différence entre les deux sommes ainsi fixées.

(1) V. *suprà*, chapitre I^{er}.

Cette façon de procéder est absolument correcte, et elle ne souffre aucune critique lorsque les deux parties ne sont pas assurées. Mais s'il en est autrement, l'assureur du plaideur qui conserve à sa charge le paiement par différence ci-dessus indiqué peut-il prétendre ne devoir rembourser à son client que la somme inscrite au dispositif du jugement de condamnation ? Evidemment non, car en agissant de la sorte, il n'exécuterait pas son contrat ; non seulement son assuré est condamné à payer la somme inscrite au dispositif, mais paye, par compensation avec sa propre créance, une somme égale au montant de cette dernière ; l'assureur doit donc lui rembourser cette somme et payer à l'adversaire le solde liquidé par le jugement de condamnation.

De son côté, le plaideur qui reçoit ce solde, s'il est assuré, peut réclamer à son assureur le montant de la créance de son adversaire qu'il se trouve avoir réglée par voie de compensation ; il sera ainsi indemnisé, en partie par son adversaire, en partie par son assureur lui remboursant ce qu'il a payé par compensation, ce remboursement étant légitimement exigible de l'assureur, puisque la victime a touché ce qui lui était dû.

M. Savatier (1) s'élève contre cette façon de procéder, le rôle du juge ne consistant pas à compenser les dommages-intérêts réciproques, cette compensation ayant lieu de plein droit. Il est certain que la tâche du juge consiste à indiquer le chiffre des dommages-intérêts respectifs mis par lui à la charge de chacun des plaideurs à raison du dommage indépendant que chacun éprouve. Nous souscrivons à ce point de vue, en indiquant que la rectification s'opère de gré à gré entre les intéressés, lorsque le dispositif porte une condamnation unique après compensation, par référence aux chiffres des dommages indiqués dans les motifs, soutien indispensable du dispositif.

(1) V. R. Savatier, *op. cit.*

65. — 2° Le plaideur qui prend l'initiative de la procédure agit par voie d'action directe contre l'assureur de son adversaire, en même temps que contre celui-ci ; ce dernier riposte par une demande reconventionnelle ; le juge partage les responsabilités et fixe le montant de l'indemnité à laquelle peut prétendre chaque partie. Ici, il ne saurait être question de compensation, du moins entre le demandeur et l'assureur de son adversaire. Le jugement de condamnation mettra à la charge du défendeur et de son assureur la réparation partielle du préjudice du demandeur, et à la charge du demandeur originaire la réparation partielle du préjudice du demandeur reconventionnel.

Seul le règlement pourra s'effectuer par compensation, chaque individu assuré devant alors se voir rembourser par son propre assureur le montant de ce qu'il se trouve avoir réglé par l'effet de cette compensation (1).

66. — 3° Enfin, à la suite de l'introduction de l'instance, telle que nous venons de l'exposer, le défendeur assigné avec son assureur, non seulement formule une demande reconventionnelle, mais encore met en cause l'assureur du demandeur originaire. Ou encore deux instances ont été engagées par les deux lésés, contre leur adversaire et son assureur, devant le même Tribunal, et leur jonction a été ordonnée.

La situation se règlera avec une extrême facilité, aucune

(1) Signalons en passant un nouvel inconvénient de l'exercice de l'action directe exercée seule ; en cas de dommage réciproque, la réparation des préjudices respectifs ne pourra être ordonnée qu'au prix d'une intervention du client de l'assureur assigné ; celui-ci en effet, sauf en cas d'assurance « tous risques », n'a aucun préjudice à faire valoir ; et même dans cette hypothèse, il est rare que l'assurance dite « tous risques » couvre tout le dommage, les indemnités de dépannage, de privation de jouissance pendant la durée des réparations, le dommage corporel, etc... en étant généralement exclus. Cet inconvénient ne peut se présenter si la mise en cause de l'assuré est toujours exigée. V. *suprà*, chapitre Ier.

compensation n'étant évidemment possible entre les deux assureurs, ou entre eux et leurs adversaires respectifs. Le tribunal condamnera chacun d'eux à payer à la victime de son propre assuré l'indemnité qu'il aura arbitrée.

Si lors du règlement, une compensation s'opère, elle n'aura lieu que pour éviter des envois de fonds en sens contraire, chaque assureur réglant ensuite son propre assuré du montant de ce qu'il se trouve avoir payé par l'effet de cette compensation.

67. — Les solutions que nous venons de donner ne sont pas douteuses, mais il était néanmoins nécessaire de les préciser puisque la pratique a révélé que certains intéressés n'hésitaient pas à présenter des raisonnements pour le moins imprévus ; de pareilles prétentions n'auraient jamais vu le jour si la jurisprudence n'avait chaque jour étendu les effets de l'action directe au profit des victimes, au lieu de la délimiter dans son cadre raisonnable que nous nous efforçons ici de tracer, sans nous écarter des bases juridiques applicables qui permettent de respecter les intérêts également légitimes de toutes les parties en présence.

§ 2. — *Pluralité de victimes.*

68. — Une difficulté, et non la moindre, à laquelle peut donner lieu la reconnaissance d'un droit propre au profit des victimes d'un accident sur l'indemnité d'assurance a été révélée par un arrêt rendu par la Cour de Paris le 21 avril 1932 (1). Cet arrêt, le seul rendu sur cette question, à notre connaissance du moins, risque fort de rester isolé ; car les Compagnies d'Assurances, ainsi prévenues des dangers qu'elles peuvent

(1) Paris (5^e ch.), 21 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 815 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 213, *S.*, 1932. 2. 172, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 119.

courir, ne manqueront pas de prendre toutes précautions pour éviter la mésaventure qui vient d'arriver à l'une d'elles, et qu'il importe d'exposer en détail pour en apprécier les conséquences et rechercher s'il n'existe pas un moyen d'en éluder les inconvénients. Nous avons déjà fait allusion à cette difficulté dans notre chapitre 1^{er} (1).

A. — ENONCÉ DU PROBLÈME

69. — La loi du 28 mai 1913, qui a complété l'art. 2102 du Code civil (§ 8), confère à toute personne qui a souffert d'un accident un droit propre sur l'indemnité due par l'assureur, dont elle devient créancière directe, de l'auteur responsable de cet événement; la créance de ce tiers lésé est assortie d'un privilège spécial mobilier sur le montant de ladite indemnité; les deniers la composant constituent, par application de l'art. 2093 C. civ., le gage commun des victimes du même accident, entre lesquels ils doivent, leurs droits étant égaux, être répartis au marc le franc, en conformité de l'article 2097 C. civ., dès que l'assureur en a connu l'existence.

Par suite, l'assureur qui a eu connaissance du nom des victimes par la déclaration de l'accident, doit, soit n'effectuer le paiement à l'une des victimes, qu'après avoir demandé à chacune des autres le montant de sa créance éventuelle ou obtenu d'elles une renonciation à tout droit à réparation, soit subordonner le versement de l'indemnité à la justification qu'aucune d'elles ne s'y oppose.

On raisonnerait de la même façon sous l'empire de la loi du 13 juillet 1930 si l'on admet l'existence du privilège, soit que la loi du 28 mai 1913 n'ait pas été abrogée par celle de 1930 (2), soit qu'on estime que privilège et action directe ne sont qu'une

(1) V. *suprà*, chap. 1^{er}, n° 34.

(2) V. *infra*, n° 94, et 2^e partie, chapitre 1^{er}, n° 194.

seule et même chose, l'une impliquant l'autre, et réciproquement (1).

70. — L'hypothèse envisagée peut se rencontrer dans des cas très nombreux : dans une collision de véhicules dans laquelle de nombreuses personnes ont été accidentées; dans un éboulement d'immeubles faisant plusieurs victimes; dans des dommages causés par l'état défectueux de travaux publics ou privés, etc... La situation peut encore se compliquer du fait du décès de l'une ou de plusieurs des victimes, laissant chacune des parents ou alliés en nombre considérable, pouvant se targuer soit d'un préjudice matériel, soit d'un préjudice moral; n'a-t-on pas vu la Cour d'Amiens (2) reconnaître le droit à indemnité de dix-sept personnes à l'encontre de l'auteur responsable du décès de leur parent ou allié ?

71. — Lorsque avant la loi de 1913, la victime d'un accident ne jouissait d'aucun privilège sur l'indemnité d'assurance à la charge de l'assureur du responsable, avant la loi du 19 février 1889, le propriétaire ou le voisin ne bénéficiait d'aucun droit propre à l'encontre de l'assureur du locataire pour le risque locatif ou le recours des voisins, la situation était des plus simples : l'assureur payait les lésés tant que l'indemnité n'était pas absorbée, et il s'arrêtait lorsqu'il avait déboursé la totalité de la somme garantie. Si une victime se présentait par la suite à ses guichets, il la priaient de s'adresser directement à son client.

Mais sous l'empire de la loi de 1913, et de la loi de 1930, si l'on conserve la notion de privilège, on affirme, suivant le raisonnement de la Cour de Paris, que toutes les victimes d'un même sinistre n'ont entre elles aucune cause de préférence ;

(1) V. *infra*, 2^e partie, chapitre II, nos 240 et 241.

(2) V. Amiens (1^{re} ch.), 17 novembre 1931, *S.*, 1932. 2. 118, et consulter : H. Mazeaud, Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation d'un préjudice moral à la suite d'un décès accidentel, *D. H.*, 1932, chronique, p. 77 et suiv.

elles ont toutes, aux termes de l'article 2097 C. civ., le même droit sur l'indemnité due par l'assureur, et si cette indemnité est insuffisante à les désintéresser toutes, elles doivent être réglées au marc le franc.

72. — Il ne peut y avoir aucune difficulté si toutes les victimes, utilisant leur action directe, assignent et l'assureur et l'assuré ; les instances pourront être jointes en raison de la connexité, et à l'issue de ces multiples procès, il suffira à l'assureur, soit de laisser régler par son assuré toutes les indemnités au delà de sa garantie pour régler le montant de celle-ci aux victimes non désintéressées ; soit de laisser son assuré payer tout le sinistre pour lui remettre ensuite le montant de l'indemnité d'assurance ; soit de se faire remettre par son assuré les fonds nécessaires pour compléter les indemnités de réparation pour procéder lui-même à la répartition ; soit enfin, en cas d'insolvabilité de l'assuré, de ne payer chaque intéressé qu'au prorata de chaque créance, ou, en cas de difficulté, de consigner le montant de sa garantie entre les mains d'un séquestre ou à la Caisse des Dépôts et Consignations.

73. — Mais si l'assureur, soit qu'il ait été actionné par une ou plusieurs des victimes, et qu'il ait exécuté le ou les jugements de condamnation, soit qu'il ait désintéressé à l'amiable une ou plusieurs victimes, a omis de respecter le droit des autres victimes, il a fait un paiement qui n'est pas opposable à ces dernières, ou tout au moins qui ne leur est opposable que pour le dividende afférent aux créances payées aux autres victimes.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Paris dans son arrêt précité et nous aurons à rechercher un peu plus loin si la décision rapportée est aussi bien fondée qu'elle le paraît au premier abord. Auparavant, il est nécessaire de montrer les conséquences de la solution ainsi consacrée.

B. — INCONVÉNIENTS PRATIQUES

74. — Mais si juridique que puisse paraître cette solution, son application ne va pas sans présenter, dans la pratique, de sérieux inconvénients, tant pour les victimes elles-mêmes que pour l'assuré et pour l'assureur.

La victime peut se trouver en face d'un assureur qui, comme dans l'espèce soumise à la Cour de Paris, connaît toutes les victimes de l'accident. Elle se verra opposer le droit incontestable, commandé par la jurisprudence indiquée, qu'à l'assureur à n'effectuer aucun paiement, tant que les créances de toutes les victimes ne sont pas déterminées. La prudence la plus élémentaire dicte cette conduite à l'assureur qui pressent que les indemnités doivent dépasser la somme qu'il garantit. Par suite, la victime qui aura fait fixer sa créance devra, pour obtenir son paiement de la Compagnie, attendre que toutes les créances des autres victimes aient été également fixées. Si cette situation se prolonge, et elle peut se prolonger théoriquement pendant trente ans, la victime, munie d'un titre contre l'assuré, cherchera à le faire valoir, mais avec ce risque, qu'elle voulait précisément éviter en agissant par la voie de l'action directe, de se heurter à l'insolvabilité éventuelle de l'auteur du dommage.

Si toutes les victimes ne sont pas connues, la victime qui agit se heurtera à une objection de même nature de la part de l'assureur qui lui opposera le risque qu'il court et lui imposera des délais plus ou moins considérables qui, en tout état de cause, feront subir au lésé dont le droit est fixé des retards dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils risquent d'être fort longs. Ici encore la victime devra se résoudre à exécuter l'auteur du dommage plus ou moins solvable, ce qu'elle cherchait à éviter en usant de l'action directe.

Cette hypothèse de l'ignorance dans laquelle l'assureur peut se trouver du nom de toutes les victimes, n'est pas aussi rare

qu'on pourrait le supposer. Il en est ainsi lorsque, cas déjà indiqué, un accident mortel donne lieu à ouverture d'un droit à indemnité en faveur de nombreux parents ou alliés. Il en est de même lorsque certaines victimes tardent à se faire connaître, soit par négligence, soit par un sentiment personnel, tel que, par exemple, le désir, en cas de liens d'amitié avec l'auteur du dommage, d'éviter des poursuites correctionnelles à celui-ci.

Dans tous les cas, et quelle que soit la raison qui empêche l'assureur de régler de suite, la victime devra subir les effets de ce droit incontestable qu'a l'assureur à sauvegarder ses intérêts, en retardant le paiement de l'indemnité déjà liquidée.

75. — L'assuré, de son côté, se verra exposé à des poursuites dont il avait précisément cherché à se garantir par le moyen de l'assurance. Après le sinistre, il n'ignorait pas que sa garantie risquait d'être insuffisante, mais il pouvait cependant espérer ne voir ses intérêts engagés que pour des sommes réduites venant après épuisement de sa garantie d'assurance. Or, du fait que l'assureur peut surseoir tout règlement, il devient débiteur immédiat de toutes les indemnités dont un jugement a fixé le montant, et si cette fixation a été faite par un jugement correctionnel, il s'expose même, en cas d'insuffisance de capitaux disponibles, à la contrainte par corps. En toute hypothèse, il ne peut éviter les poursuites de son créancier et se voit obligé, si celui-ci est intraitable, à subir la saisie, ou la faillite s'il est commerçant. Et il en est ainsi même si, finalement, le sinistre doit se solder par un chiffre global inférieur au montant de la garantie de son assurance ; il a suffi pour cela de réclamations peut-être fantaisistes et fortement exagérées, mais dont le montant était supérieur au chiffre de l'indemnité couverte par l'assureur.

76. — Quant à l'assureur, il se voit interdire la possibilité d'entamer des pourparlers amiables et d'espérer des solutions

avantageuses. Cette perspective lui est même refusée si, en fin de compte, le sinistre doit rester entièrement à sa charge, par le simple effet de réclamations surfaites, dont le total est supérieur à sa garantie. Il se verra contraint de conserver en réserve des sommes considérables, qu'il devra reporter d'exercice en exercice, de suivre des dossiers impossibles à solder, et de subir les réclamations des victimes insatisfaites et de son assuré mécontent qui le jugera sévèrement, dans l'ignorance où il se trouve de la difficulté qui se présente ainsi.

C. — REMÈDES PROPOSÉS

77. — Il convient tout d'abord d'écarter l'hypothèse de la responsabilité du locataire chez lequel un incendie a pris naissance, vis-à-vis du bailleur ou des voisins. Ce cas, qui a été prévu par la loi du 19 février 1889, et par l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930, qui en a repris les termes, comporte une solution précise, qui permet de trancher la difficulté. Relisons l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 : « les indemnités dues par suite d'assurance contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité du bétail, ou les autres risques, sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang.

« Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables.

« Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin par application des articles 1733 et 1382 du Code civil.

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assureur ne peut payer à un autre que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits, tout ou partie de la somme due, tant que lesdits propriétaire, voisin ou tiers subrogé n'ont pas été désintéressés des conséquences du sinistre, jusqu'à concurrence de ladite somme ».

Ainsi, lorsqu'il s'agit d'une assurance de responsabilité contre le risque locatif ou le recours des voisins, l'assureur n'a à se préoccuper que des victimes qu'il connaît ou de celles qui ont pratiqué une saisie-arrêt entre ses mains. Il a donc tout loisir d'envisager le règlement du sinistre selon ses méthodes habituelles et il aura toute tranquillité puisqu'il sait pouvoir opposer aux victimes, qui voudraient formuler une réclamation après épuisement de sa garantie, une fin de non-recevoir.

78. — Mais l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 n'est pas applicable aux assurances de responsabilité contre les accidents ; le privilège des victimes d'accident se trouve exclusivement régi par la loi du 28 mai 1913 (art. 2102, § 8, C. civ.), aujourd'hui remplacée par l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930 ; et ces deux textes ne contiennent aucune disposition analogue à celle qui vient d'être rappelée.

Aussi convient-il d'examiner s'il n'existe pas des moyens permettant à l'assureur de se libérer, à la satisfaction de l'assuré et des victimes connues, sans lui faire courir le risque d'avoir à décaisser au delà de l'indemnité prévue à la police.

79. — La Cour de Paris, dans l'arrêt cité, propose un premier remède : l'assureur doit « soit ne désintéresser l'une des victimes qu'après avoir demandé à chacune des autres le montant de sa créance éventuelle ou obtenu d'elles une renonciation à tout droit de réparation, soit subordonner le versement de l'indemnité à la justification qu'aucune d'elles ne s'y oppose ».

L'assureur se verrait ainsi imposer des formalités dont on peut dire qu'elles ne doivent guère le séduire ; il lui faudrait en effet solliciter lui-même les victimes pour les inviter à formuler une réclamation, et, si cette façon de procéder est courante lorsque la responsabilité de l'assuré est indubitable, elle l'est beaucoup moins lorsqu'il y a matière à discussion à cet égard. Pour obtenir l'autorisation de chacune des victimes au

règlement qu'il se propose d'effectuer, amiable ou judiciaire, il faut qu'il ait en face de lui des personnes capables ; si parmi tous les ayants droit à indemnité se trouve un seul mineur, il lui sera impossible de réunir l'unanimité des consentements qui lui sont nécessaires, et sa tentative d'accord demeurera vaine.

Si cependant l'assureur veut se libérer, il pourra peut-être y parvenir en s'imposant de nombreuses démarches et en effectuant une répartition conforme à celle prévue par l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 ou encore semblable à celle qui est imposée par la jurisprudence à l'héritier bénéficiaire.

Le remède proposé impose donc à l'assureur des formalités et une procédure qui, non seulement ne sont pas prévues par la loi (1), mais encore semblent contraires au texte dont la Cour de Paris prétend les faire découler, ainsi que nous allons le contrôler un peu plus loin (2).

80. — Mais ces formalités, qui ne concernent que les victimes connues, mettent-elles l'assureur à l'abri des réclamations des victimes inconnues ? Nous venons de voir qu'aucun texte ne prévoyait la question en matière d'assurances de responsabilité contre les accidents.

La Cour de Paris semble reconnaître, dans l'arrêt analysé, que l'assureur qui désintéresserait les victimes connues, de bonne foi, en ignorant l'existence des autres, n'encourrait aucune responsabilité.

Cette manière de voir ne peut être qu'approuvée, car il serait tout à fait excessif d'obliger un assureur qui, soucieux de faire honneur à ses engagements, aurait réparti l'indemnité d'assurance entre les victimes qui se sont fait connaître, à payer une seconde fois à celles qui ont commis une véritable négligence

(1) V. en ce sens Maurice Picard, note sous Paris (5^e ch.), 21 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 815.

(2) V. *infra*, n^o 81.

en ne révélant même pas leur existence. Cette négligence, qui peut être considérée comme une faute, doit rejaillir sur ses auteurs dont l'absence à la répartition faite par l'assureur de bonne foi est due à leur propre insouciance.

On peut même se demander (1) si le créancier qui a touché de l'assureur ne peut pas soutenir qu'il était en possession de la créance, en ce qu'il semblait avoir une action directe pour la totalité contre l'assureur; en ce cas il pourrait invoquer l'article 1240 du Code civil et l'assureur pourrait se dire libéré; mais ce texte ne pourrait entrer en jeu si l'assureur savait qu'il y avait d'autres victimes, ne pouvant être applicable qu'au cas où l'assureur l'ignorait ou même pouvait simplement le savoir.

Le remède ainsi proposé est loin d'être satisfaisant; l'assureur sera continuellement paralysé dans ses pourparlers amiables; il ne pourra jamais opérer un règlement rapide et il préférera, généralement, laisser faire les choses, quitte à consigner sa garantie entre les mains d'un tiers.

81. — Mais il y a plus. Le principe édicté par l'article 2097 du Code civil, qui soutient le dispositif de la décision de la Cour de Paris, doit-il obligatoirement amener cette conséquence que toutes les victimes doivent être payées par concurrence?

Nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'en est rien.

D'une part, l'égalité consacrée par la loi n'est que théorique et est comparable à celle qui est de règle entre créanciers chirographaires qui, eux aussi, ont des droits égaux sur le patrimoine de leur débiteur. Si le débiteur ne peut détourner le gage de sa destination, et il n'y a pas détournement lorsque l'assureur paye à une victime à qui le gage est précisément affecté, il peut et il doit nécessairement payer le créancier qui a un titre exécutoire. Il appartient aux lésés de veiller à la conservation de leur gage, soit en formant opposition, soit en saisissant le tribunal. Enfin, les droits de toutes les victimes

(1) V. R. Demogue, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1932, p. 770, n° 49.

ne sont pas forcément égaux, ils restent éventuels tant que la responsabilité de l'assuré n'a pas été ou reconnue ou judiciairement établie, et le montant des dommages-intérêts fixés, de telle sorte que l'assureur paye bien, lorsqu'il paye la victime munie d'un titre exécutoire (1).

D'autre part, dans les rapports entre assureur et victime, toute notion de privilège, si tant est qu'elle existe en notre matière, disparaît, puisque le droit de préférence de la victime ne joue qu'à l'égard des créanciers de l'assuré. Cela est si vrai que si l'assureur tombe en faillite, les victimes ne peuvent se présenter à la faillite comme créanciers privilégiés et sont obligées d'accepter un paiement en monnaie de faillite (2).

Par conséquent, le texte de l'article 2097 du Code civil spécial aux privilèges mobiliers ne peut être invoqué ici pour obliger l'assureur, en cas d'insuffisance de la somme assurée, à payer les victimes au marc le franc et non dans l'ordre dans lequel elles se présentent. Ce paiement par concurrence ne peut légitimement être envisagé qu'en cas d'organisation d'une procédure de liquidation, ce qui n'a lieu qu'en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, ou si un liquidateur a été commis pour y procéder.

Cependant, l'arrêt semble consacrer une solution basée sur des considérations d'équité, et quoique les règles applicables, si l'on se base sur les textes pour rejeter toute obligation de l'assureur à cet égard ou pour laisser supporter aux victimes négligentes les conséquences de leur incurie, donnent un résultat

(1) V. en ce sens Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 740 et 741.

(2) V. en ce sens : Tr. de comm. de la Seine, 21 avril 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 830 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 4. 863, *D. H.*, 1932, sommaires, p. 7. Adde : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2697, note 3 ; L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la compagnie d'assurance, *La semaine juridique*, 1932, p. 841 ; Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. XI, n° 4363.

opposé à celui admis par la Cour de Paris, il peut paraître utile de rechercher un remède efficace à cette difficulté particulière.

82. — Aussi, nous voulons proposer une solution de nature à satisfaire dans un délai acceptable les victimes qui se sont manifestées, en même temps que l'assuré et l'assureur lui-même.

Nous avons déjà noté (1) que la victime, par la vertu du droit qu'elle détient contre l'assureur, est bénéficiaire du contrat d'assurance sans lequel son droit et son action directe contre l'assureur seraient inexistants; elle est, quand il s'agit de rechercher l'indemnité d'assurance, une partie au contrat, non à la conclusion, mais à l'exécution. Elle est, par suite, soumise à la législation qui régit ce contrat, législation qu'elle connaît puisqu'elle est allée puiser dans l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930 la connaissance du droit propre qu'elle peut faire valoir à l'encontre de l'assureur. En matière de compétence *ratione personæ vel loci*, la Cour de cassation (2) lui a déjà fait savoir qu'elle devait respecter les règles fixées par cette loi particulière à la matière. Nous pensons, quant à nous, que cette législation spéciale, dans son esprit, absorbe complètement la victime qui est l'aboutissement logique du système, le bénéficiaire définitif des tractations passées entre assureur et assuré, et dont le législateur a fixé, sinon le cadre rigide, du moins les limites, au delà desquelles on ne peut s'égarer.

Or, la solution de notre problème, théoriquement insoluble, si on applique ici le droit commun, devient parfaite si l'on se réfère aux règles spéciales à tout ce qui touche le domaine de l'assurance.

(1) V. chapitre Ier, n° 50.

(2) V. Cassation (ch. civ.), 11 juillet 1932 (4 arrêts), *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1. 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *D. H.*, 1932, 425.

Il suffit pour cela de décider que l'action directe se prescrit conformément à l'article 25 de la loi du 13 juillet 1930. De même que notre plus haute juridiction a imposé à la victime la compétence prévue par l'article 3 sur cette considération que l'action directe engageait une « instance relative à la fixation et au règlement des indemnités dues », expressions insérées audit article, de même nous pouvons dire que l'action directe dérive d'un contrat d'assurance, et, puisque, art. 25, « toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à dater de l'événement qui y donne naissance », l'action directe est prescrite par deux ans à dater du jour de la réalisation du dommage.

Nous sommes d'autant mieux à l'aise pour proposer cette solution que c'est celle à laquelle se rallient MM. H. et L. Mazeaud (1), d'une façon toute générale, et que la date à laquelle elle a été émise est antérieure à celle à laquelle la difficulté que nous étudions s'est présentée en jurisprudence. Nous sommes persuadé que les auteurs précités trouveraient dans l'espèce signalée une raison sérieuse d'affirmer à nouveau leur opinion.

Ce délai de deux ans est d'ailleurs plus que suffisant pour permettre à la victime de s'informer du nom de l'assureur et la pratique révèle qu'en fait il le connaît instantanément, sauf dans des circonstances telles d'ailleurs qu'elles lui interdisent généralement la possibilité de le connaître jamais (par exemple, en cas de délit de fuite d'un automobiliste qui disparaît sans qu'aucun témoin ait pu relever les caractéristiques de son véhicule) (2).

(1) Cf. H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2730; V. dans le même sens : R. Demogue, *Rev. trim. dr. civ.*, 1932, p. 426, n° 12.

(2) C'est ce délai qui a été adopté par la loi suisse du 15 mars 1932 sur les accidents causés par des véhicules à moteur (Voir : *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 638), art. 49 : « l'action de la victime contre l'assureur se prescrit par deux ans à dater du jour de l'accident ».

Dans une hypothèse voisine où le législateur a examiné la réparation des conséquences dommageables d'un accident, ce délai de prescription a même été limité à une année (loi du 9 avril 1898 en matière d'accidents du travail, article 18), et personne ne s'est jamais avisé de trouver ce délai trop restreint.

Les auteurs qui ne concluent pas à l'application de la prescription de la loi de 1930 au tiers lésé reconnaissent eux aussi la nécessité d'une courte prescription et notamment M. Maurice Picard (1) qui exprime le vœu de voir le législateur adopter une prescription annale comme en matière d'accidents du travail.

83. — La proposition que nous venons d'émettre nous oblige à examiner l'état de la jurisprudence en matière de prescription, de façon à l'étayer définitivement, avant d'en examiner les résultats pratiques, d'une efficacité remarquablement heureuse.

Lorsque l'on admit la possibilité de l'exercice d'une action directe contre l'assureur du locataire au profit du propriétaire, sur le fondement de la loi du 19 février 1889, une décision eut à examiner la question de prescription et conclut à l'opposabilité au propriétaire de la prescription stipulée à la police souscrite par le locataire ; en l'espèce cette prescription contractuelle était de trois mois (2).

Les deux seules décisions que nous avons relevées, relatives à cette question de prescription en matière d'accidents, se sont prononcées, sur le fondement de la loi du 28 mai 1913, pour l'application de la prescription trentenaire de droit commun (3).

(1) Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 741-742.

(2) Paris (4^e ch.), 16 juillet 1897, *Rec. pér. ass.*, 1897, 399.

(3) V. Tr. civ. de l'Hérault (section de Montpellier), 17 février 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 456, *D. H.*, 1928, 314 ; Nîmes (1^{re} ch.), 23 novembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 307 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 78.

Ces deux décisions n'ont pas eu à envisager l'application de la loi du 13 juillet 1930, la première ayant été rendue avant sa promulgation, la seconde ayant eu à statuer sur une instance engagée antérieurement à sa promulgation.

Ainsi posée, la question semble devoir se résoudre dans le sens sanctionné par le jugement et l'arrêt précités ; la loi applicable à la difficulté ne prévoyait aucune prescription spéciale, et il aurait été tout à fait excessif d'opposer à la victime qui exerce un droit propre une courte prescription contractuelle dont elle ignorait, n'ayant pas été partie au contrat, la durée, durée qui pouvait être particulièrement réduite (trois mois dans l'espèce de 1897).

Mais les raisons qui permettaient de donner cette solution sont aujourd'hui inopérantes : la loi du 13 juillet 1930 a affirmé le droit de la victime à l'encontre de l'assureur, mais elle a manifestement assorti ce droit d'une prescription spéciale. Antérieurement à cette législation, rien ne permettait à la victime de connaître le délai de prescription prévu au contrat, délai variable suivant les contrats et suivant les Compagnies. Aujourd'hui le législateur a fixé un délai uniforme que la victime n'ignore pas, et il existe de nombreuses raisons pour décider que ce délai est opposable à la victime.

Le tiers lésé négligent au point d'attendre plus de deux ans pour faire valoir ses droits mérite de ne plus bénéficier de cet avantage particulier que constitue l'action directe ; son droit d'ailleurs n'en sera pas pour cela dépourvu de sanction ; il pourra, pendant trente ans, agir contre l'assuré, et, en fait, recevoir l'indemnité lui revenant des mains de l'assureur.

Lorsqu'il agit par voie d'action directe, le tiers lésé se comporte en postulant bénéficiaire du contrat ; il doit en subir la loi spéciale pour en retirer les avantages qui en découlent. Chaque droit est assorti d'obligations corrélatives ; le délai imposé ici est une des contreparties du droit propre de la victime. Et cette obligation est inscrite dans la loi ; pour ceux

donc qui estiment que le droit de la victime ne naît pas du contrat mais de la loi seule, il est logique de faire application de cette prescription spéciale à cette matière des assurances.

La seule objection sérieuse qui peut être faite à cette manière de voir tient dans l'observation suivante : soumettre l'action directe à une prescription de deux ans serait méconnaître la disposition de l'article 53 de la loi de 1930 qui deviendrait inapplicable. En effet, la victime peut agir contre l'auteur de l'accident pendant trente ans. Si elle obtenait une condamnation contre lui à une époque où l'action directe serait prescrite, l'assureur ne pourrait cependant pas verser entre les mains de l'assuré le montant de l'indemnité. L'article 53 le lui interdit. Il devrait donc conserver cette somme pour la victime et cette dernière n'aurait pas d'action pour la lui réclamer (1) !

Mais n'est-il pas possible de décider que l'obligation pour l'assureur de payer le tiers lésé est levée lorsque l'action de ce tiers est prescrite ? Il faut prendre le raisonnement inverse et dire, non pas que l'action ne peut être prescrite puisque l'assureur doit conserver la somme, mais que puisque l'action est prescrite, l'assureur n'a plus à conserver la somme.

En effet, c'est l'obligation de rétention mise à la charge de l'assureur qui donne naissance à l'action directe ; du jour où celle-ci, par suite de prescription, ne peut plus être exercée, l'obligation, devenue sans objet, tombe d'elle-même et l'assureur est, de par la loi, libéré de ladite obligation.

L'assureur n'est pas pour cela complètement déchargé ; il ne peut plus être actionné par la victime mais il reste tenu de la désintéresser ; s'il s'y refuse, il y sera contraint par des voies indirectes. Ce sera l'assuré qui aura payé la victime qui se retournera contre lui dans un délai de deux ans à dater du jour où la victime a exercé son action contre l'assuré ou a été indemnisée par ce dernier (loi du 13 juillet 1930, art. 25, § 3) ; ce sera

(1) Cf. Maurice Picard, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 307.

la victime elle-même qui, au lieu d'agir par la voie de l'action directe, utilisera le moyen de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil.

Dans cette dernière hypothèse l'assureur versera entre les mains de la victime la somme dont il sera reconnu débiteur envers l'assuré, et le texte de l'article 53 se trouvera respecté ; le droit de la victime restera entier, mais ses possibilités d'exercice seules seront restreintes.

D'ailleurs, on peut concevoir d'autres modes de règlement ; si l'assuré est insolvable, il pourra se libérer par une dation en paiement qui consistera dans la cession de ses droits contre l'assureur ; cette dation en paiement lève l'obligation de rétention de l'assureur puisque le cessionnaire est, en l'espèce, la victime, et que celle-ci a été désintéressée par l'assuré par le moyen de cette cession ; ceci, si l'on admet que cette victime, agissant par voie oblique et n'exerçant alors que les droits de l'assuré, ne peut obtenir paiement, l'assureur pouvant opposer qu'il n'a en face de lui que l'assuré et que la loi lui interdit de le payer, tant que la victime n'est pas désintéressée.

84. — Les raisons qui ont fait édicter une courte prescription par le législateur ont la même valeur à l'égard de la victime qu'à l'égard de l'assuré. Le but de l'art. 25 est évidemment d'éviter les trop courtes prescriptions, mais, cependant, on s'est arrêté à un délai de deux ans parce qu'on a estimé que ce délai était suffisant, du point de vue de l'assuré, pour lui permettre de faire valoir ses droits, et que, s'il ne s'y conformait pas, il devait s'en prendre à lui-même des conséquences de sa négligence (1).

On peut faire la même remarque à la victime et lui imposer de présenter une réclamation à l'assureur avant l'expiration de

(1) V. Rapport de M. René Lafarge, député, et projet de loi présenté par M. Justin Godart, Ministre du travail, Documents législatifs, Chambre des députés, 1926, n° 3316, et 1928, n° 1544.

deux années, ce délai étant largement suffisant pour lui permettre de prendre une décision, et les constatations et contrôles indispensables devant, pour être efficaces, suivre d'assez près la réalisation du dommage. Il faut ici poser cette règle générale que la constatation des sinistres et de leurs conséquences est une pièce essentielle du fonctionnement de l'assurance de responsabilité, et qu'on doit approuver tout ce qui tend à favoriser ces mesures et à en garantir l'efficacité.

85. — L'intérêt pratique de cette solution se manifeste de la façon suivante. A la suite d'un sinistre comportant plusieurs victimes l'assureur pourra, à l'expiration du délai relativement court de deux ans, effectuer le règlement des victimes, sans aucun risque ; que toutes les victimes soient connues ou que certaines ne se soient pas encore fait connaître, il pourra procéder à la liquidation des indemnités dues aux victimes connues, qu'il y ait eu action judiciaire ou non.

En effet, l'assureur sait qu'à l'expiration du délai de deux ans il ne pourra plus être actionné par voie d'action directe. Il réglera donc dans les limites de la somme prévue au contrat les indemnités liquidées, intégralement si sa garantie est suffisante, au marc le franc si sa garantie est insuffisante. Si par la suite d'autres victimes se présentent, il leur proposera le solde de sa garantie, si ce solde existe, il leur opposera une fin de non-recevoir si la garantie a été entièrement absorbée. Ces victimes insatisfaites devront alors se retourner contre l'assuré, puis, si elles le jugent utile, contre l'assureur par voie d'action oblique ; mais l'assureur n'aura alors aucune peine à démontrer que son assuré n'a plus aucun droit à faire valoir à son égard, l'indemnité d'assurance ayant été intégralement absorbée, ou qu'il ne peut plus offrir que le reliquat entre le montant de sa garantie et les sommes qu'il a précédemment décaissées.

86. — Et chacun sera ainsi satisfait ; les victimes connues qui ont fait valoir leurs droits auront la certitude de toucher à

l'expiration d'un délai de deux ans, et pourront prendre patience jusqu'à cette date ; si d'ailleurs un procès a été nécessaire, il est rare qu'il soit définitivement tranché dans un laps de temps inférieur. L'assuré trouvera auprès de son assureur la garantie qu'il espérait et ne sera exposé à aucune poursuite personnelle, la voie de l'appel lui permettant, en tout état de cause, de gagner l'époque à laquelle l'assureur pourra se libérer. L'assureur enfin pourra, sans aucun risque, se dessaisir des fonds qu'il détient et se débarrasser de son dossier sans avoir à redouter des versements supérieurs à l'indemnité qu'il a consenti à assurer.

Seules les victimes insouciantes ou négligentes verront leurs droits restreints ; mais il est juste qu'elles supportent les effets de leur faute puisqu'il n'aurait tenu qu'à elles de ne pas perdre le bénéfice spécial qui leur est accordé par la loi.

87. — Les avantages qui viennent d'être indiqués, l'équité de la sanction appliquée aux victimes qui n'ont pas agi dans le délai prescrit, surtout dans une matière où il est d'usage d'agir rapidement, l'absence de texte opposé et l'esprit des textes existant, tout concourt à justifier la solution que nous venons de donner et sa consécration par la jurisprudence marquerait un progrès considérable de l'institution qui fait l'objet de notre étude et qui semble avoir bien besoin d'être enfin disciplinée dans des règles sûres et sérieusement délimitées. Nous concluons donc à l'application à l'action directe de la prescription prévue par la loi du 13 juillet 1930, prescription biennale, et, outre les raisons que nous venons d'indiquer, la solution de la difficulté qui se présente lorsqu'il y a plusieurs victimes d'un même fait dommageable milite en faveur de la reconnaissance de cette courte prescription à tout ce qui a trait au domaine de l'assurance, aujourd'hui régi par un droit spécial dérogoratoire au droit commun.

§ 3. — *Concours de la victime et de son employeur exerçant le recours prévu par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 à la suite d'un accident du travail.*

88. — L'hypothèse énoncée par le titre du présent paragraphe est extrêmement pratique. Un ouvrier ou employé est victime d'un accident du travail, mais cet accident est dû au fait d'un tiers; la loi du 9 avril 1898 étant d'ordre public la victime s'adresse d'abord à son employeur ou à l'assureur de celui-ci pour les risques professionnels, et obtient le règlement des prestations qui lui sont dues en vertu de cette législation spéciale : demi-salaires, frais médicaux et pharmaceutiques et d'hospitalisation et rente correspondant à sa diminution de capacité de travail en cas d'incapacité permanente ; puis elle exerce à l'encontre du tiers responsable de l'accident et contre l'assureur de responsabilité de ce dernier le recours de droit commun qui lui est ouvert par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron et ses ouvriers préposés le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles de droit commun.

« L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des Retraites.

« En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

« Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef de l'entreprise, à ses risques et périls,

aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage ».

Conformément à cet article le chef de l'entreprise, ou son assureur pour les risques d'accidents du travail, subrogé légalement à ce dernier (1), intervient dans l'instance engagée par la victime pour se voir exonérer des obligations mises à sa charge, c'est-à-dire, pratiquement, pour obtenir le remboursement de ses débours : demi-salaires, frais médicaux et pharmaceutiques, frais de justice, capital constitutif de la rente allouée à l'ouvrier blessé.

Si l'indemnité d'assurance prévue au contrat souscrit par le tiers responsable pour couvrir sa responsabilité civile est suffisante à désintéresser et la victime et l'employeur ou son assureur, la situation sera des plus simples : le tribunal saisi condamnera l'assureur de responsabilité à rembourser à ces derniers le montant de leurs débours et allouera à la victime la différence entre le préjudice global subi, évalué conformément au droit commun, et le montant des prestations déjà perçues au titre de la loi sur les accidents du travail. Ou encore, la condamnation visant le préjudice global de la victime exonérera l'employeur ou son assureur, de telle sorte que la victime, d'une part, ne touchera que des indemnités complémentaires, tandis que l'employeur ou son assureur, d'autre part, se trouvera remboursé des dépenses par lui effectuées.

89. — Mais quelle sera la situation si l'indemnité d'assurance promise par l'assureur de responsabilité du tiers responsable est insuffisante à régler la victime et l'employeur intervenant ? C'est cette question qui a été posée à la Cour de Paris qui a confirmé sur le point précis qui nous intéresse un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine (2).

(1) V. H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e éd., n° 240.

(2) Trib. de commerce de la Seine, 27 novembre 1931, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 1^{er} sem., 2. 133 et sur appel : Paris (7^e ch.), 21 juin 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 822 avec les conclusions de M. l'avocat général Lyon-Caen et note de M. Maurice Picard.

Avant d'apprécier la réponse faite à cette question par la Cour de Paris, il est opportun de signaler que cette difficulté sera beaucoup plus rare qu'il pourrait le sembler au premier abord. C'est qu'en effet la plupart des contrats d'assurance de responsabilité civile contiennent une clause, qui est devenue presque de style, ainsi conçue : « Par extension, et en remplacement de la garantie fixée aux conditions particulières, lorsqu'un sinistre donnera lieu au profit de la victime ou de ses représentants à l'allocation des indemnités mises à la charge des chefs d'entreprises assujettis à la loi du 9 avril 1898, modifiée et complétée par celles des 22 mars 1902, 31 mars 1905, 12 avril 1906, 5 août 1920, 15 décembre 1922, 2 août 1923 et 8 juillet 1926, la Compagnie garantira, sans aucune limitation de chiffre, tout recours exercé contre l'assuré, pour le remboursement desdites indemnités à raison des accidents couverts par le présent contrat » (1).

En présence de cette clause, la garantie de l'assureur vise deux risques distincts : d'abord, le préjudice subi par la victime, déduction faite des indemnités par elle reçues sur le fondement de la loi du 9 avril 1898, jusqu'à concurrence de la somme stipulée au contrat ; — ensuite, le remboursement des débours effectués par le patron, ou son assureur contre les risques professionnels, ou leur exonération sans limitation de chiffre. Dans cette hypothèse il ne saurait donc y avoir de difficulté : la victime touchera son indemnité complémentaire, jusqu'à concurrence de l'indemnité d'assurance stipulée, à la totalité de laquelle elle peut prétendre ; le patron (ou son assureur) sera intégralement dédommagé. Et précisément, dans l'espèce soumise à la Cour de Paris, le contrat d'assurance du tiers responsable contenait une clause analogue à celle que nous avons citée, de telle sorte que M. l'avocat général Lyon-

(1) Article 3 des Conditions générales de la Police automobile risques aux tiers du « Phénix-Accidents ».

Caen a pu dire dans ses conclusions qu'il y avait une double assurance dont les effets se combinaient et se conjuguèrent sans se heurter ni se nuire.

90. — Le problème se trouve donc restreint à l'hypothèse dans laquelle la clause visée ne figure pas dans la police du tiers responsable et la Cour de Paris, qui avait à prendre parti, du point de vue théorique, pour répondre aux conclusions de l'assureur des risques professionnels, sur le rang respectif de ce dernier et de la victime à l'égard de l'indemnité d'assurance destinée aux victimes, abstraction faite de l'indemnité complémentaire destinée au chef d'entreprise, a jugé que la victime devait être préférée au patron ou à l'assureur du risque professionnel, et que celui-ci ne pouvait, en cas d'insuffisance de garantie, prétendre qu'à la différence, si elle existait, entre le montant de la garantie et la créance de la victime. En d'autres termes, le droit propre sur l'indemnité d'assurance est réservé à la victime, et les droits du patron ne peuvent porter atteinte, ne fût-ce que pour le restreindre, au droit de la victime.

Au préalable la Cour avait décidé, comme le Tribunal, que l'assureur du patron de l'ouvrier blessé était recevable à intervenir dans l'instance pendante entre l'ouvrier, d'une part, et le tiers responsable et l'assureur de ce dernier, d'autre part, pour faire juger que la condamnation prononcée contre ces derniers, si elle est supérieure à la dette de rente pour risque professionnel, ainsi qu'aux autres indemnités prévues par la loi de 1898, l'exonérera complètement des obligations mises à sa charge par ladite loi. Cette règle est absolument certaine ; elle résulte du texte de l'article 7 de la loi de 1898 et a déjà été consacrée par la Cour de cassation (1).

La Cour de Paris a également décidé que si la victime peut

(1) V. notamment : Cassation (civile), 30 octobre 1918, *Rec. Gaz. Trib.*, 1919. 1. 13 et le rapport de M. le conseiller Feuilloley, *Rec. pér. ass.*, 1919, 58.

agir contre le tiers responsable en vertu du droit commun, ce ne peut être que dans les termes de l'article 7 de la loi de 1898, c'est-à-dire qu'elle ne peut, en raison de l'exonération édictée en faveur du chef de l'entreprise ou ses ayants droit, cumuler les rentes et autres indemnités dues par le chef d'entreprise, débiteur du risque professionnel, avec l'indemnité d'assurance due par l'assureur du tiers responsable. La victime a droit à une réparation intégrale conformément au droit commun, mais elle ne peut recevoir et les indemnités qui lui sont dues sur le fondement des articles 1147 ou 1382 et suivants du Code civil et celles auxquelles elle peut prétendre sur le fondement de la loi du 9 avril 1898, ce qui aboutirait à un enrichissement sans cause pouvant donner lieu à une action en répétition.

91. — Ceci posé, il nous reste à examiner l'argumentation présentée par M. l'avocat général Lyon-Caen, à laquelle la Cour s'est ralliée, pour décider si elle doit être approuvée ou, au contraire, si elle ne demande pas à être rectifiée.

On part de cette affirmation que seule la loi du 28 mai 1913 (art 2102-8° Code civil) invoquée par la victime est applicable comme non abrogée par la loi de 1930 ; nous nous expliquons à ce sujet et signalerons que la doctrine dominante conclut au contraire à son abrogation (1). Quoi qu'il en soit, il semble que dans l'espèce citée l'instance ait été introduite avant la promulgation de la loi de 1930, de telle sorte que c'est à juste titre que seule la loi de 1913 a été invoquée. De ce point de départ suit la filière suivante : la victime d'un accident a un privilège sur l'indemnité d'assurance, rendant impossible tout concours sur le montant de cette indemnité des autres créanciers de l'assuré, parmi lesquels figure l'assureur du risque professionnel ; de plus, ce dernier n'est que subrogé légalement à l'employeur qui ne fait qu'exercer le droit de son

(1) V. *infra*, 2^e partie, chapitre I^{er}, n° 194.

ouvrier, en agissant à ses risques et périls, ainsi que l'énonce l'article 7 de la loi de 1898.

Cette argumentation ne pourrait souffrir aucune critique, puisque seule la victime de l'accident possède un privilège ou un droit propre, et que le patron ou son assureur n'est pas la victime de l'accident, s'il était bien certain que l'employeur ne soit pas légalement subrogé à la victime.

Sous cette réserve, on aboutit à la solution suivante : sur le fondement de la loi de 1913, la victime prime l'assureur des risques professionnels qui ne peut prétendre qu'au reliquat disponible sur l'indemnité d'assurance du tiers responsable, si cette indemnité n'est pas intégralement absorbée.

Immédiatement, du point de vue pratique, surgit une difficulté d'importance qui est celle-là même que nous avons signalée en étudiant l'hypothèse de pluralité des victimes ; si la victime néglige de faire usage de son action de droit commun, l'assureur du risque professionnel, légalement subrogé au chef d'entreprise, exercera en son propre nom contre l'assureur du tiers responsable le recours de la victime jusqu'à concurrence de ses débours ; mais invariablement on lui fera cette réponse : vous ne passez qu'après la victime, celle-ci peut prétendre à une indemnité supérieure à la garantie prévue, attendez que la victime soit désintéressée ou que son action soit prescrite.

Voici une autre raison qui milite en faveur d'une courte prescription et qui vient corroborer ce que nous avons dit du délai de prescription légitimement applicable, restant entendu qu'avant la loi de 1930, la réclamation de l'employeur pouvait être repoussée théoriquement pendant trente ans.

C'est, pratiquement, la négation des recours de Compagnies à Compagnies, l'assureur du risque professionnel devant invariablement se retourner contre le tiers responsable et subir le risque de son insolvabilité ; c'est également obliger le tiers responsable à décaisser des sommes, ce contre quoi il s'était prémuni par une assurance. Le seul remède possible ici consis-

terait, si l'on se refuse à admettre la prescription biennale de la loi de 1930, à assimiler la négligence de la victime qui n'exercerait pas le recours prévu par l'article 7 dans un délai raisonnable à une faute la privant de son droit de priorité ; cette assimilation apparaîtrait d'autant mieux fondée que la loi elle-même prévoit cette hypothèse pour autoriser le chef d'entreprise à exercer l'action de la victime.

92. — Mais nous croyons que cette difficulté n'existe plus depuis la loi du 13 juillet 1930.

D'abord, la prescription applicable permet de résoudre le problème de la même façon que lorsque plusieurs victimes possédant des droits égaux peuvent prétendre à l'indemnité de l'assurance de droit commun (1).

En outre, l'article 53 ne parle pas de privilège et se borne à instituer une obligation de rétention à la charge de l'assureur, d'où découle l'action directe, et c'est ce système original qui comporte, ainsi que nous le verrons (2), le droit direct de la victime assorti du droit de préférence, voulu par le législateur.

Or, l'article 53 vise toutes les assurances de responsabilité et, par suite, le droit propre est accordé, non plus à la seule victime d'un accident (loi du 28 mai 1913) ou au propriétaire ou voisin victime d'un incendie (loi du 19 février 1889), mais au tiers lésé qui doit être dédommagé des conséquences du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré.

Il ne reste plus qu'à démontrer que le patron (ou son assureur) est bien un de « ces tiers lésés » et que, comme tel, il ne doit pas être primé par la victime.

Les assureurs ont si bien compris que cet adversaire éventuel était un tiers lésé qu'ils ont pris la précaution de prévoir expressément sa réclamation en accordant généralement une garantie complémentaire à leurs assurés, au moyen de la

(1) V. *suprà*, nos 83 et suiv.

(2) V. *infra*, 2^e partie, chapitre II, nos 212 et 213.

clause que nous avons citée et que l'avocat général Lyon-Caen s'est plu à souligner dans ses conclusions précitées ; même en l'absence de la clause en question qui, rappelons-le, accorde une garantie complémentaire quant au chiffre de l'indemnité stipulée, l'assurance couvre le titulaire de la police contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, et le recours de l'employeur est une de ces conséquences pécuniaires.

L'analyse du fait qui donne ouverture au droit du patron va confirmer cette opinion. Si le patron (ou son assureur) a dû régler à son préposé les indemnités prévues par la loi de 1898, c'est parce que le tiers responsable a occasionné des blessures à ce préposé ; l'activité du tiers a donc causé un dommage non seulement au préposé lui-même mais aussi au patron qui, en dehors de ces circonstances, n'aurait eu aucune dépense à engager ; c'est là une application intéressante de la théorie de la faute initiale et déterminante (1) ; si la cause de l'obligation du chef d'entreprise réside dans la loi de 1898, cette même loi, en prévoyant dans son article 7 l'exonération de cette obligation, si un tiers est responsable de l'accident, indique elle-même où réside la cause génératrice de la mise en œuvre de la loi : dans la responsabilité de ce tiers. Ce dommage est d'ailleurs essentiellement direct puisque sa réparation doit venir en déduction de la réparation globale de droit commun à laquelle peut prétendre la victime elle-même.

Il paraît incontestable que le patron ou son assureur sont bien, en cette hypothèse particulière, des tiers lésés par un dommage, quoique ce dommage soit éprouvé par eux par répercussion ; mais il en est ainsi dans de nombreuses hypothèses, notamment lorsque la victime est décédée et que de nombreux ayants droit viennent arguer d'un préjudice, qui

(1) V. Jean Loup, La faute initiale et déterminante, *Rec. jur. autom.*, 1932, p. 412 et suiv., p. 477 et suiv.

n'est pas seulement celui de la victime elle-même mais qui leur est propre, ainsi les frères et sœurs qui se prévalent d'un préjudice moral causé par le décès de leur frère et sœur ; il a toujours été admis que ces tiers étaient des tiers lésés, bénéficiant de l'article 53 de la loi de 1930, et comme tels titulaires d'un droit propre.

Ainsi donc, aujourd'hui, sur le fondement de la loi de 1930, l'employeur est un tiers lésé qui subit un dommage et il a une action directe contre l'assureur du responsable ; théoriquement donc, il devrait avoir des droits égaux à ceux de la victime, ce qui nous ferait retomber dans l'hypothèse précédemment étudiée de la pluralité de victimes.

En réalité, il n'en est rien, et logiquement l'employeur doit primer la victime elle-même.

93. — Pour parfaire cette démonstration, il est nécessaire d'envisager le cas ordinaire d'une victime accidentée en dehors de l'exercice de son travail, par conséquent en laissant de côté la loi du 9 avril 1898, inapplicable.

Cette victime qui agit par voie d'action directe reçoit de l'assureur du responsable, si son dommage est supérieur à l'indemnité garantie, la totalité de cette indemnité ; supposons que la garantie soit chiffrée à 100.000 francs : la victime touche 100.000 francs.

Faisons maintenant intervenir la notion d'accident du travail ; la victime reçoit de l'assureur de son employeur ses demi-salaires, ses frais médicaux et pharmaceutiques, une rente s'il y a incapacité permanente ; supposons que ces diverses prestations se montent, la rente étant convertie en capital nécessaire au service des arrérages suivant le barème de la Caisse nationale des retraites, à 50.000 francs. Si lors de l'exercice de l'action directe par la victime, l'assureur du risque professionnel intervient et s'il est exonéré en premier, la victime ne touchera de l'assureur du tiers responsable que la différence entre

le montant de la garantie et ce qui doit revenir à l'assureur en loi de 1898, c'est-à-dire 50.000 francs (1). La victime aura donc touché 50.000 francs de l'assureur loi de 1898 et 50.000 francs de l'assureur droit commun, soit ensemble 100.000 francs.

Elle aura donc été dédommagée pour un montant égal à celui reçu par la victime blessée en dehors de son travail ou non assujettie à la loi sur les accidents du travail.

Le système consacré par la Cour de Paris aboutit au contraire, au cas d'insolvabilité du tiers responsable, à faire allouer à la victime d'un accident de droit commun 100.000 francs seulement, à la victime d'un accident du travail 150.000 francs. Cette différence de traitement, déjà inexplicable sur le fondement de la loi de 1913, nous semble aujourd'hui condamnée par la loi de 1930 ; dans l'espèce envisagée — indemnité d'assurance du tiers responsable insuffisante et insolvabilité complète de celui-ci — la victime d'un accident du travail ne doit pas être mieux traitée que la victime d'un accident de droit commun ; peu importe l'origine des deniers qu'elle reçoit, ce qui fixe la limite de son droit c'est le montant de l'indemnité reçue.

En outre, l'assureur du risque professionnel, lorsqu'il a calculé la prime correspondant à ce risque, a tenu compte de son recours contre l'assureur de responsabilité du tiers responsable, et, comme ce recours est pratiquement très fréquent, il a pu consentir une prime très inférieure à ce qu'elle aurait été si ce recours lui avait été refusé.

Au surplus, l'article 7 de la loi de 1898, combiné avec l'article 53 de la loi de 1930, sanctionne cette solution : l'employeur (ou son assureur subrogé à ses droits), étant un tiers lésé vient concourir à égalité avec la victime sur l'indemnité d'assurance du tiers responsable, aux termes de la loi de 1930,

(1) Nous raisonnons ici sur le montant de l'indemnité en capital mais il reste entendu que c'est le capital constitutif d'une rente, puisque l'indemnité doit être allouée sous cette forme, à l'exclusion du complément des demi-salaires, aux termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

mais il le prime, aux termes de la loi de 1898, qui prévoit expressément son exonération impliquant obligatoirement cette priorité.

Il n'est même pas besoin de soutenir avec certains auteurs (1) que cette exonération, jointe à la faculté d'exercer l'action de l'ouvrier, toutes deux prévues par la loi, constitue un véritable cas de subrogation légale, non seulement de l'assureur au patron mais encore du patron à l'ouvrier, ce qui rendrait plus douteuse encore la solution consacrée par la Cour de Paris, même sur le fondement de la loi du 28 mai 1913.

94. — En résumé, la combinaison de la loi de 1898 et de l'article 53 de la loi de 1930, également d'ordre public, ne peut avoir pour résultat de faire à la victime d'un accident du travail la situation meilleure que celle réservée à une victime de droit commun. Par suite, l'exonération de l'employeur ou de son assureur du risque professionnel implique que celui-ci doit d'abord être remboursé de ses débours, sur l'indemnité d'assurance du tiers responsable, la victime ne pouvant que toucher ensuite le complément de ce qui lui est dû ; le langage de la pratique marque bien cet ordre des indemnisations en qualifiant « complémentaires » les indemnités que réclame la victime au delà de ce qu'elle a reçu au titre de la loi de 1898. Les textes, les principes et la logique commandent cette solution et évitent les inconvénients pratiques que nous avons signalés à leur place.

Il n'en reste pas moins que c'est là un aspect de la question de nature à créer de nouvelles complications et il est heureux de constater que l'hypothèse est moins fréquente qu'on ne pourrait le croire, grâce à la clause usuelle insérée dans les polices, prévoyant la garantie spéciale du recours de l'employeur ou de son assureur du risque professionnel.

(1) V. Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, n° 1233, p. 567 ; A. Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 6^e éd., t. I, n° 780, p. 474.

SECTION II

Compétence.

95. — A la suite des quatre arrêts rendus le 11 juillet 1932 par la Chambre civile de la Cour de cassation (1), nous pensions pouvoir nous abstenir de consacrer une section séparée à la recherche du Tribunal compétent pour connaître de l'action directe. Mais, postérieurement aux directives ainsi données par la Cour Suprême, des juridictions se sont refusées à admettre les principes qui avaient été consacrés par les arrêts précités. Il apparaît donc nécessaire d'examiner cette question afin de définir les règles applicables et de chasser la confusion qui se dégage de l'étude de la jurisprudence.

Cette étude comportera deux paragraphes, correspondant aux deux catégories de règles applicables à la compétence :

1^o Compétence *ratione materiæ* ;

2^o Compétence *ratione loci*.

Ces règles restent le plus généralement dominées par la nécessité de la mise en cause de l'assuré, étudiée dans notre premier chapitre, de même que, par un effet contraire, elles fournissent des arguments en faveur de cette nécessité.

§ 1^{er}. — **Compétence « *ratione materiæ* ».**

A. — JURIDICTIONS CIVILES ET COMMERCIALES

96. — Lorsque la victime actionne l'auteur du dommage, elle suit les règles de compétence du droit commun ; en conséquence elle ajourne son adversaire devant le Tribunal civil,

(1) Cassation (civile), 11 juillet 1932, 4 arrêts en date du même jour, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1, 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 425.

sauf dans le cas où une juridiction d'exception est compétente : devant le juge de paix si sa demande est inférieure à 3.000 francs (art. 1^{er} loi du 12 juillet 1903, modifié par la loi du 1^{er} janvier 1926 et le décret du 3 novembre 1926) ; devant le Tribunal de commerce, si son adversaire est commerçant, à son choix si elle-même n'est pas commerçante, nécessairement, pour ne pas s'exposer à un déclinatoire de compétence, si elle-même est commerçante. Cette dernière règle n'est d'ailleurs que partiellement exacte, car le déclinatoire de compétence est rarement accueilli par les juridictions civiles, et, au contraire, généralement admis par les juridictions consulaires devant lesquelles il est opposé, lorsque les deux parties sont commerçantes ; c'est qu'en effet, la plupart du temps, le fait même qui donne naissance à l'action du lésé n'est pas de caractère commercial ; c'est généralement un quasi-délit, et il n'est guère possible de reconnaître à cette source d'obligation un caractère commercial, quand bien même il s'agirait, par exemple, d'une collision entre deux voitures de livraison appartenant à des commerçants et circulant pour les besoins du commerce ; en pareil cas, on peut toujours objecter que l'accident ne se rapporte en rien au commerce et de nombreux tribunaux ont, à maintes reprises, consacré ce point de vue (1). Cela est encore plus vrai lorsque le conducteur est un préposé salarié, qui, lui, n'est pas commerçant ; il arrive fréquemment que le lésé assigne à la fois le préposé et le commettant, civilement responsable ; en pareille hypothèse la compétence du Tribunal de commerce ne peut être envisagée.

Dans la pratique, le Tribunal de commerce est fréquemment saisi ; le Tribunal de commerce de la Seine est même encombré de ces procès de collisions et accidents d'automobiles, qui

(1) V. notamment : Trib. civ. de la Seine (9^e ch.), 29 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 929 et note de M. J. Perroud, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e sem., 2. 69 ; Consulter : H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e édit., n^o 578.

sont, et de loin, le champ d'application le plus fréquent de la matière que nous étudions. Cela tient à la réputation de célérité et d'économie qui s'attache à la procédure commerciale, quoique la pratique révèle, à Paris surtout, que cette réputation est bien surfaite.

97. — Lorsque la victime assigne à la fois l'assureur et l'assuré, les règles ci-dessus indiquées vont-elles se trouver modifiées ?

Il faut partir du principe fondamental que la juridiction civile possède la plénitude de juridiction ; par conséquent, il suffit qu'une des parties en cause soit justiciable de la juridiction civile pour que celle-ci puisse retenir l'affaire (1).

Ainsi, l'assureur est une société d'assurances à primes fixes, donc société commerciale, et comme telle justiciable normalement de la juridiction commerciale ; il devra néanmoins suivre son assuré, non commerçant, ou dont le fait qui a donné ouverture au droit de la victime n'est pas de caractère commercial, devant le Tribunal civil ou le Tribunal de paix, selon que le taux de la demande est supérieur ou inférieur à 3.000 francs. Il en sera de même si la victime non commerçante a assigné l'auteur du dommage, même commerçant, devant une juridiction civile (2).

Si l'assuré est commerçant et si la victime, commerçante ou non, a porté sa demande devant le Tribunal de commerce, celui-ci sera valablement saisi et de cette demande et de l'action directe, sauf toutefois si, ainsi qu'il a été précédemment indiqué, les défendeurs refusent cette compétence en arguant que la cause du procès ne se rattache pas directement au commerce, le quasi-délit qui en est généralement le point de

(1) V. Glasson et Tissier, *Traité de Procédure civile*, 3^e édit., t. II, n^o 335 ; R. Morel, *Traité élémentaire de Procédure civile*, n^{os} 204 et s., p. 245 et s.

(2) V. en ce sens : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n^o 2721.

départ ne pouvant être considéré comme un acte de commerce, même accessoire.

Mais si l'assureur est une société mutuelle d'assurances, société civile, la demande dirigée contre l'assureur et l'assuré même commerçant, à la requête d'une victime, même commerçante, ne pourra jamais être portée devant un Tribunal de commerce, celui-ci étant toujours radicalement incompétent à l'égard d'une société civile (1). Seuls, le Tribunal civil ou le Tribunal de paix seront compétents, suivant le taux de la demande.

98. — Supposons qu'une des parties, assureur ou assuré, oppose l'incompétence du Tribunal saisi, alors que l'autre n'émet aucune objection. L'assuré, par exemple, est assigné avec l'assureur commerçant devant le Tribunal de commerce ; ce Tribunal devra, en constatant que ce défendeur n'est pas commerçant, admettre l'exception présentée, et, même si aucun déclinatoire n'est opposé, se déclarer incompétent d'office, cette incompétence étant absolue. Ne restera donc, en face de la victime, que le seul assureur, qui pourra alors opposer une exception d'irrecevabilité, son assuré n'étant pas assigné en même temps que lui (2). Une décision s'est prononcée en ce sens, en donnant exactement pour motifs ceux qui viennent d'être indiqués, et qui nous semblent être la véritable explication de cette solution (3).

Le même résultat peut être obtenu par un autre raisonnement. Ainsi qu'on l'a vu, les questions à juger sont connexes (4) ;

(1) Conf. : Ancey et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance (loi du 13 juillet 1930)*, 2^e édit., p. 39.

(2) V. *suprà*, chapitre 1^{er}.

(3) V. Tr. de comm. de Marseille, 8 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 824 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 328 ; dans le même sens : J. Perroud, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 565. — *Contra* : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n^o 2721.

(4) V. *suprà*, chapitre 1^{er}, n^o 47.

or la connexité, si elle permet d'attirer devant le juge de droit commun un procès qui, par sa nature, ressortirait d'une juridiction d'exception, ne peut jouer dans le sens contraire pour étendre à une matière de droit commun la compétence d'une juridiction d'exception (1).

Une autre décision a consacré cette même solution, mais en la motivant par la substitution de l'assureur à l'assuré, explication qui a été généralement combattue par la doctrine (2).

Au contraire, les tribunaux qui admettent la recevabilité de l'action directe exercée seule conservent, de par la logique même de leur système, le seul assureur commerçant, après avoir mis l'assuré hors de cause (3).

Si, au contraire, c'est l'assureur qui peut refuser la juridiction qui lui est imposée, une société mutuelle traduite devant une juridiction consulaire par exemple, le Tribunal pourra juger le procès, ainsi restreint dans ses parties, entre la victime et l'assuré (4). La victime pourra s'en accommoder, mais si elle tient à exercer son action directe, elle devra, selon une opinion courante, laisser juger son procès contre l'assuré pour se retourner par la suite contre l'assureur devant le Tribunal compétent, selon notre opinion (5) abandonner cette instance

(1) Conf. J. Perroud, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 565.

(2) V. Tr. de comm. de la Seine (8^e ch.), 15 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 564 et note de M. J. Perroud, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 578, *Rec. pér. ass.*, 1930, 134, *Journ. des ass.*, 1930, 115.

(3) V. Tr. de comm. de la Seine, 6 juin 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 217, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 517 (sous note d); Trib. de commerce de la Seine (4^e ch.), 30 décembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 340 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 354.

(4) Cf. Trib. de commerce de Narbonne, 28 novembre 1932, *Rec. pér. ass.*, 1933, 50, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 276; dans le même sens : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2720; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1931, p. 448 et s., n° 9.

(5) V. *suprà*, chap. 1^{er}, n° 54.

pour régulariser de suite sa procédure à l'encontre de l'assureur et de l'assuré, puisque, en tout état de cause, elle aura l'obligation d'actionner ensemble l'assuré et l'assureur pour faire valoir son droit à l'encontre de ce dernier.

Cette manière de faire ne présente que des avantages pour la victime : assignant deux défendeurs en même temps, elle se préoccupera de cette question de compétence, et, ainsi, saisira immédiatement la juridiction qui pourra connaître de l'affaire dans son ensemble.

99. — Il n'en peut être ainsi, si l'on admet avec une partie de la doctrine et de la jurisprudence que l'assureur peut être assigné seul à n'importe quel moment, si l'on n'accorde même cette possibilité que lorsque la dette de l'assuré est déjà établie contradictoirement entre victime et assuré. Tout naturellement la victime assignera l'assureur, commerçant, devant le Tribunal de commerce (1); or, si la présence de l'assuré s'avère à un moment quelconque nécessaire, et s'il n'est pas commerçant ou si, commerçant, il a un moyen sérieux pour refuser d'être jugé par les juges consulaires, la victime ne pourra jamais l'attirer aux côtés de l'assureur; s'il s'agit d'établir une question de garantie qui ne peut être jugée que contradictoirement entre l'assureur et l'assuré, la victime devra entreprendre un nouveau procès, après avoir abandonné celui qu'elle avait engagé ainsi à la légère.

Les règles certaines qui viennent d'être indiquées fournissent un argument pratique complémentaire en faveur de la thèse que nous avons préconisée lorsque nous avons soutenu que l'assureur ne pouvait, dans tous les cas, être assigné qu'en même temps que son assuré (2).

(1) Nous verrons d'ailleurs que ce procédé conjugué à la règle de l'article 59, § 1^{er}, C. proc. civ. est, en pratique, destiné à saisir le Tribunal de commerce de la Seine, v. *infra*, nos 103 et s.

(2) V. *suprà*, chap. 1^{er}, nos 37 et s.

B. — JURIDICTIONS RÉPRESSIVES

100. — Il est à peine besoin de souligner que, en tenant pour exacte la théorie qui admet que l'action directe peut être exercée isolément, l'assureur ne saurait être cité seul devant les juridictions répressives ; même si le dommage subi par la victime résulte d'une infraction, celle-ci n'a pas été commise par l'assureur ; si ce dernier paye à la victime pour le compte de son assuré, sa dette a sa cause dans un contrat et non dans la faute pénale commise par l'auteur du dommage.

Mais il convient de se demander si la victime peut poursuivre devant la juridiction répressive à la fois l'auteur du dommage et son assureur.

Une seule décision, à notre connaissance, a répondu par l'affirmative (1). Cette décision présente d'ailleurs cette particularité de décider que le Tribunal correctionnel est compétent pour connaître de l'action directe, pour affirmer en même temps que l'action directe n'existe pas.

Depuis, la jurisprudence a été unanime à affirmer l'impossibilité de l'exercice de l'action directe concurremment aux poursuites engagées devant un Tribunal répressif contre l'assuré pris, soit comme pénalement responsable, soit comme civilement responsable (2).

(1) Tribunal correctionnel de Seine-et-Marne (section de Melun), 8 mars 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 331, *D. H.*, 1928, 346.

(2) Trib. correctionnel de la Seine (15^e ch.), 31 juillet 1926, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 642 ; Trib. pour enfants de la Seine, 4 avril 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 236 ; Trib. correct. de la Seine (13^e ch.), 25 février 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 40 et les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général A. Sée, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1929. 1. 693 ; Trib. correct. de la Seine (12^e ch.), 24 avril 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 357, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1929. 2. 34 ; Trib. correct. de St-Quentin, 9 mai 1930, *Rev. gén. assur. terr.*, 1930, 1413 et note de M. Maurice Picard ; Cassation (ch. crimin.), 10 juin 1932, *Rev. gén. assur. terr.*, 1932, 813, *Rec. pér. ass.*, 1932, 246, *D. H.*, 1932, 431.

101. — Cette solution absolument certaine est unanimement approuvée par les auteurs (1). La victime d'une infraction peut exercer l'action civile devant une juridiction répressive contre les personnes civilement responsables en même temps que contre l'auteur de l'infraction. Mais les seules personnes qui peuvent être appelées à un procès pénal comme civilement responsables sont celles qui sont énumérées à l'art. 1384 du Code civil auquel renvoie expressément l'art. 74 du Code pénal, c'est-à-dire les père et mère, les maîtres et commettants, les instituteurs et les artisans, dans les cas où ceux-ci sont responsables, en vertu du Code civil, de leurs enfants mineurs, de leurs domestiques ou préposés, de leurs élèves ou apprentis. Il résulte de là que l'assureur, qui n'est visé par aucune loi, ne peut être attiré par voie d'action directe devant la juridiction répressive.

C. — JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

102. — L'assurance de responsabilité a pris aujourd'hui une telle extension que de nombreuses polices garantissent des risques dont la réalisation donne lieu à une instance qui doit nécessairement se dérouler devant les juridictions administra-

(1) Conf. : Maurice Picard, note à la *Rev. gén. assur. terr.*, 1930, 1113 ; H. Lalou, Les civilement responsables du fait d'autrui et les juridictions répressives, *D. H.*, 1932, chronique, p. 105 et s. ; H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e éd., n° 219 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2722 ; J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 109 et s. ; Riquoir, L'action directe en matière d'assurance, *thèse Toulouse*, 1929, p. 138 ; C. Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité : Etude spéciale de l'action directe, *thèse Alger*, 1929, p. 83 ; P. Guyot, note au *S.*, 1930. 2. 121 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n° 9 ; L. Josserand, note au *D. P.*, 1930. 2. 1 ; Substitut du Procureur général A. Sée, conclusions à Tr. correct. de la Seine (13^e ch.), 18 février 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 41.

tives : ainsi en est-il, dans de nombreuses hypothèses, des risques couverts par des contrats d'assurances souscrits par les communes, les départements, les entrepreneurs de Travaux publics, les Compagnies de Chemins de Fer, etc... (1). Selon les cas, et lorsque les Tribunaux de l'ordre judiciaire sont incompétents, c'est soit le Conseil de préfecture, soit le Conseil d'Etat qui devra être saisi.

Le demandeur peut-il attirer par la voie de l'action directe l'assureur de l'auteur du dommage qu'il a subi devant la juridiction administrative compétente ?

Nous n'avons relevé qu'une seule décision relative à cette difficulté ; elle émane du Conseil de Préfecture de la Seine et elle se prononce pour l'affirmative (2).

103. — Pour justifier la solution ainsi donnée, le Conseil de Préfecture invoque le caractère général de l'action directe qu'il définit dans les mêmes termes que la Cour de cassation, puis il estime qu'il peut statuer sur la demande dirigée contre l'assureur pour ce motif que « les principes ainsi posés s'appliquent nécessairement dans tous les cas où les responsabilités faisant l'objet de contrats d'assurances peuvent être encourues en raison d'accidents ; que le conseil de préfecture est seul compétent pour reconnaître l'existence et fixer le montant de la créance née au profit de la victime d'un accident, tant à l'égard de la personne reconnue responsable de l'accident qu'à l'égard de l'assureur de celle-ci, lorsque l'accident est attribué à l'exécution défectueuse de travaux publics ». Puis, cette juridiction apporte cette restriction « que la connaissance de toute contestation relative à la validité, au sens, et à l'étendue des contrats

(1) V. H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e éd., nos 1488, 1607 et s., 1634 ; Hauriou, *Précis de droit administratif et public*, 12^e éd., p. 463 et s.

(2) Cons. de Préfect. de la Seine, 13 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 807 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 250, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 232.

d'assurance susmentionnés demeure par ailleurs réservée aux Tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Cette décision semble, en réalité, devoir demeurer isolée. Elle s'explique par la passivité de l'assureur qui avait posé la question de compétence en déclarant « s'en rapporter à la sagesse du Conseil ».

Quant à nous, nous estimons que les juridictions administratives ne peuvent prononcer une condamnation contre un assureur, et que, par suite, l'action directe ne peut être engagée devant les dites juridictions.

D'une part, en effet, les faits qui déterminent la compétence de la juridiction administrative sont propres à l'auteur du dommage, sans qu'on puisse, sans forcer le raisonnement, les reprocher aussi à l'assureur. S'il est exact que, de par le but même de l'assurance, la Compagnie qui a garanti le risque devra payer au lieu et place de l'assuré, commune, département, entrepreneur de travaux publics, il n'en reste pas moins que la cause de l'obligation de l'assureur est le contrat et non les circonstances qui déterminent la responsabilité de son assuré. Seules les personnes dont les fautes relèvent de cette juridiction peuvent être traduites devant elle et on ne peut trouver une raison satisfaisante pour expliquer cette présence insolite de l'assureur dans une enceinte réservée à des justiciables coupables de certains manquements nettement définis et qu'il serait vain de vouloir reprocher à un assureur, lequel ne peut les avoir commis personnellement lorsqu'il est recherché en cette seule qualité d'assureur.

D'autre part, et c'est là l'argument décisif, qui nous est fourni par la décision sus-visée elle-même, la juridiction administrative ne peut connaître des contestations relatives à la validité, au sens et à l'étendue des contrats d'assurance, qui demeurent réservées aux Tribunaux de l'ordre judiciaire. Or, pour prononcer une condamnation contre l'assureur, la juridiction saisie est obligée de reconnaître, tout au moins implicitement,

que le contrat d'assurance est valable, et d'en apprécier l'étendue. Nous reconnaissons que, dans l'espèce soumise au Conseil de Préfecture de la Seine, il n'y avait aucune contestation à ce sujet, mais il n'en reste pas moins que la question de validité du contrat a été nécessairement invoquée et résolue pour soutenir l'arrêté intervenu. L'objection deviendrait irréfutable si l'assureur, même à tort, soulevait la moindre observation sur les clauses de la police.

104. — C'est pourquoi nous concluons à l'incompétence absolue des juridictions administratives pour connaître de l'action directe. Cette solution est d'ailleurs imposée par ce que nous avons dit des conditions d'exercice de notre action directe (1). Le lésé qui aura obtenu une condamnation d'une juridiction administrative devra, si l'assureur n'exécute pas la décision rendue, actionner ensuite devant le Tribunal compétent l'assureur en même temps que l'assuré, celui-ci pour pouvoir établir ses droits contre le premier, celui-là pour obtenir éventuellement une condamnation directe contre lui.

Il est impossible d'éviter ces formalités; du moment que l'assureur n'exécute pas l'obligation qui lui incombe aux termes de son contrat, c'est qu'il y a contestation sur ce contrat, et il est indispensable pour arriver au résultat recherché de procéder à un examen contradictoire entre toutes les parties en cause.

Enfin, admettre la compétence des juridictions administratives ce serait accepter, dans la théorie qui préconise la recevabilité de l'action directe exercée seule, la possibilité pour ces juridictions de juger le différend qui s'élève entre la victime et le seul assureur. On aboutirait ainsi à une véritable déformation des règles de procédure, puisque l'assureur, tenu de par son contrat civil ou commercial, serait attiré artificiellement devant des juges créés pour connaître de litiges nettement définis, en l'absence même du justiciable dont l'activité a déterminé cette compétence spéciale.

(1) V. *suprà*, chapitre 1^{er}, nos 37 et s.

§ 2. — *Compétence « ratione loci ».*

105. — C'est en matière de compétence *ratione loci* que la polémique est la plus sérieuse ; cela tient à l'importance de la question du point de vue pratique, ainsi que le révèle l'abondance de la jurisprudence en la matière. Et la solution de cette difficulté commande en partie la solution qu'il convient de donner à la question que nous avons posée au début de cette étude : l'assureur peut-il être actionné seul ? Nous avons répondu par la négative en invoquant, entre autres arguments, l'absence de tout intérêt pratique pour la victime qui restait tenue de soumettre le litige à la compétence d'un tribunal autre que celui de l'assureur, et nous avons indiqué que si l'on tient pour exact ce point de vue, la victime ne trouve aucun avantage, en s'exposant au contraire à de sérieux inconvénients, à chercher à faire valoir ses droits contre le seul assureur (1).

Il convient donc ici de reprendre en détail cet examen particulier.

106. — Deux thèses sont en présence :

1^o La première admet que la victime trouve en face d'elle deux défendeurs : l'assureur et l'assuré, indépendants, et contre lesquels elle possède deux actions distinctes. Par suite, si elle est tenue, lorsqu'elle agit contre le seul assuré, de se conformer au droit commun qui lui laisse le choix entre le Tribunal du domicile du défendeur (art. 59 § 1^{er} C. pr. civ.) et le Tribunal du lieu de l'accident s'il s'agit d'un dommage qui a sa source dans un délit, une contravention ou un quasi-délit (loi du 26 novembre 1923, art. 59 § 10 C. pr. civ.), elle peut et elle doit, lorsqu'elle s'adresse au seul assureur, porter sa demande devant le Tribunal du domicile de ce dernier (art. 59

(1) V. *suprà*, chapitre 1^{er}, n^o 53.

§ 1^{er} C. pr. civ.), elle peut, lorsqu'elle s'adresse à l'assureur et à l'assuré, agir devant le Tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit (loi du 26 novembre 1923, art. 59 § 10 C. pr. civ.), mais encore, et à son choix, ou devant le Tribunal du domicile de l'assuré, ou devant celui du domicile de l'assureur (art. 59 § 2 C. pr. civ.).

2^e La thèse adverse n'admet pas ce dernier choix et impose à la victime les prescriptions de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 qui donne une option entre deux tribunaux, dont celui du domicile de l'assureur est exclu : « Dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur (assureur ou assuré) sera assigné devant le Tribunal du domicile de l'assuré, de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf en matière d'immeubles ou de meubles par nature, auquel cas le défendeur sera assigné devant le Tribunal de la situation des objets assurés.

« Toutefois s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature, l'assuré pourra assigner l'assureur devant le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable ».

107. — La première théorie comporte donc des variantes ; ces variantes présentent ce point commun qu'elles admettent toutes la compétence du tribunal du domicile de l'assureur.

Certaines décisions ont admis le choix permis à la victime entre le Tribunal du domicile de l'assuré et celui du domicile de l'assureur, sur le fondement de l'art. 59 § 2, C. pr. civ. (1).

(1) Tr. de commerce de la Seine, 7 mai 1929, *D. P.*, 1930, 2. 4 et note de M. L. Josserand, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 81 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1929, 165 et, sur appel : Paris (1^{re} ch.), 29 juillet 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 1116, *Gaz. Pal.*, 1930, 2. 576, *Rec. pér. ass.*, 1930, 467 ; Tr. civil de la Seine (9^e ch.), 18 décembre 1929, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} sem., 2. 167 ; Paris (4^e ch.), 11 janvier 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 132, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} sem., 2. 166 ; Trib. de commerce de la Seine, 23 janvier 1929, *D. P.*, 1930, 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1929, 18 et, sur appel : Paris (4^e ch.), 24 janvier 1930, *D. P.*, 1930, 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1930, 23 ; Trib. civ. de la Seine

D'autre part, certaines décisions, admettant la recevabilité de l'action directe intentée seule, ont donné à la victime la possibilité d'assigner l'assureur devant le Tribunal du domicile de celui-ci (1).

Enfin, des jugements et arrêts n'ont pas admis cette possibilité, mais ont décidé que si l'action directe est engagée seule, le demandeur n'a aucune option; un seul tribunal est compétent, c'est celui du domicile du défendeur (art. 39 § 1^{er} C. pr. civ.) (2).

108. — La deuxième théorie qui impose les règles de compétence de la loi de 1930 se trouve sanctionnée par des décisions qui ont eu, il est vrai, à se prononcer dans des litiges où l'assureur était assigné en même temps que l'assuré, mais dont les termes précis indiquent que la solution eût été la même si, en admettant la possibilité de l'action directe engagée seule, l'assureur eût été le seul défendeur. Cette opinion se recommande de décisions extrêmement importantes de la Cour de cassation, ce dont l'opinion contraire ne peut se flatter (3).

(9^e ch.), 29 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 929 et note de M. J. Perroud, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e sem., 2. 69; Trib. de commerce de la Seine, 28 octobre 1930, *Rev. gén. assur. terr.*, 1931, 79, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 929, *Rec. pér. ass.*, 1931, 39; Trib. de commerce de la Seine, 19 mars 1931, *Rec. pér. assur.*, 1931, 146.

(1) Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789 et les conclusions de M. Le Substitut du Procureur général Lamothe et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 138, mêmes conclusions, *Journ. des ass.*, 1932, 414; Paris (5^e ch.), 25 juin 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1009 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 305, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 533.

(2) Douai, 19 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1933, 1, sommaires, p. 5, *Rec. Douai*, 1932, 289, *Rec. jur. autom.*, 1933, 132; Tr. civ. du Havre (2^e ch.), 28 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 184.

(3) Trib. de comm. de la Seine (5^e ch.), 11 juin 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 83 et note de M. J. Perroud, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1929, 325; Trib. civ. de la Seine, 4 novembre 1929, *Rec. pér. ass.*, 1929, 416; Cassation (Ch. civ.), 11 juillet 1932, 4 arrêts en date du même jour, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Mau-

109. — Ici encore, il faut constater que les auteurs sont divisés (1), chaque décision de jurisprudence donnant lieu à des notes ou articles critiques ou approbatifs, selon l'opinion de leur signataire. Ceux qui tiennent pour la première opinion ne se sont d'ailleurs pas inclinés devant les arrêts de la Chambre civile du 11 juillet 1932, précités, et c'est précisément la persistance de cette polémique qui nous oblige à examiner en détail les raisons que l'on fait valoir de chaque côté avant de prendre le parti que nous nous sommes borné à indiquer précédemment (2).

110. — En faveur de la compétence du Tribunal du domicile de l'assureur on fait valoir ce premier argument que les dispositions de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930, permettant à l'assuré d'assigner l'assureur devant le Tribunal de son propre domicile ou devant celui du lieu où s'est produit le fait dommageable, ne sont applicables que pour le règlement des

rice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1, 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 425; Paris (14^e ch.), 28 octobre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 132 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 578; Paris (5^e ch.), 28 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 356 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 308; Paris (7^e ch.), 9 décembre 1932, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 447, *Rec. jur. autom.*, 1933, 327.

(1) En faveur de la première thèse énoncée (compétence de droit commun) : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, nos 2723 à 2729; L. Josserand, notes au *D. P.*, 1930. 2. 1 et 1933. 1. 5; P. Hébraud, l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n^o 6; Substitut du Procureur général Lamothe, conclusions à Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 158; J. Loup, *La responsabilité des accidents causés par les automobiles*, p. 277 et s.

En faveur de la 2^e opinion (compétence de la loi de 1930) : P. Guyot, note au *Rec. Sir.*, 1930. 2. 121 (L'opinion de cet auteur est intéressante du fait qu'elle a été émise avant le vote de la loi de 1930 et qu'elle est basée sur la loi de 1902); J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, Chronique, p. 409 et s.; M. Picard, notes à la *Rev. gén. ass. terr.*, et notamment : 1932, p. 787.

(2) V. *suprà*, chapitre 1^{er}, n^o 53.

litiges d'ordre contractuel entre assuré et assureur ; que, par suite, le tiers lésé, qui a une action directe contre l'assureur, peut valablement l'engager devant le Tribunal du lieu du domicile de ce dernier, conformément au droit commun. Et l'on fait remarquer qu'il en était de même lorsque la loi applicable, avant d'être abrogée par celle du 13 juillet 1930, était celle du 2 janvier 1902 ; ces textes seraient d'interprétation restrictive ne pouvant s'appliquer qu'aux litiges d'ordre contractuel entre assuré et assureur à l'exclusion des actions en réparation intentées par les tiers victimes d'accidents en vertu du droit qui leur est propre, soit contre l'assureur seul, soit à la fois contre l'auteur de l'accident et l'assureur, lesquelles restent soumises aux règles de compétence du droit commun.

Pour examiner cet argument, il convient de se référer aux textes sur lesquels il s'appuie. L'art. 1^{er} de la loi du 2 janvier 1902 est ainsi conçu : « En matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, le défendeur sera assigné devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent : 1^o le domicile de l'assuré, sauf l'application de la disposition qui suit ; 2^o... le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents, le tout lorsque l'instance est relative à la fixation et au règlement des indemnités dues ».

Cette loi impérative, puisqu'elle portait interdiction d'y déroger par des conventions antérieures à la naissance du litige, avait certainement en matière d'assurances une portée générale, puisqu'elle visait, sous la formule la plus large, tous les litiges auxquels peuvent donner lieu les contrats d'assurances. Elle posait une règle générale : la compétence du domicile de l'assuré, et une exception, la compétence du lieu de l'accident. Le motif de cette dernière règle est bien connu ; c'est au lieu de l'accident qu'il sera le plus commode de faire les constatations nécessaires, le Tribunal dans le ressort duquel s'est produit le sinistre pouvant avec le moins de frais et le plus de célérité ordonner les expertises et enquêtes nécessaires.

Mais la loi de 1902 a été abrogée par l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930. Une remarque s'impose ici : alors que la loi de 1902 édictait, en matière d'accidents, la seule compétence du lieu de l'accident, la loi de 1930 donne au demandeur une option qui lui permet, à son choix, de porter sa demande ou bien devant le Tribunal du domicile de l'assuré ou bien devant celui du lieu où s'est produit l'accident. Rappelons les termes de cet article : « Dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur (assureur ou assuré) sera assigné devant le tribunal du domicile de l'assuré, de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf en matière d'immeubles ou de meubles par nature, auquel cas le défendeur sera assigné devant le Tribunal de la situation des objets assurés. »

« Toutefois, s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature, l'assuré pourra assigner l'assureur devant le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable. »

Ce qui frappe, dans ce nouveau texte, c'est la volonté manifestée par le législateur de faire cadrer les règles spéciales aux contrats d'assurances avec les règles de droit commun, applicables en matière d'accidents. En effet, lorsque le tiers victime d'un accident veut actionner l'auteur responsable, il a une option entre le Tribunal du domicile du défendeur (art. 59 § 1^{er} C. pr. civ.) et celui du lieu de l'accident (art. 59 § 10 du C. pr. civ., loi du 26 novembre 1923); or, sous l'empire de la loi de 1902, le seul Tribunal prévu, lorsqu'il s'agissait d'un accident, était celui du lieu de l'accident. Aujourd'hui, avec la loi de 1930, les règles applicables lorsqu'il y a assurance concordent exactement avec celles en vigueur, en dehors de tout contrat d'assurance (1).

(1) V. travaux préparatoires de la loi de 1930, notamment rapport Godard au Sénat, *Documents parlementaires*, Sénat 1927, n° 571, p. 21; V. également : Travaux préparatoires de la loi du 26 nov. 1923, *Sirey*, *Lois annotées*, 1923, p. 1161; V. égal. : J. Loup, *La responsabilité des accidents causés par les automobiles*, p. 248 et s.

Ce n'est certes pas une coïncidence mais le résultat d'une volonté bien arrêtée de la part du législateur de 1930, qui n'ignorait pas le mouvement jurisprudentiel qui s'était dessiné depuis 1926, permettant l'exercice de l'action directe en même temps que l'exercice de l'action de droit commun. Ce qui confirme cette opinion, c'est que le texte sus-visé parle de « toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues ». Or il n'est pas douteux que l'action directe donne lieu à une instance relative à la fixation et au règlement de l'indemnité due, puisque c'est sa raison d'être même. De plus, l'article 3 ne limite, dans ses premières dispositions, les règles qu'il pose aux seuls litiges entre assuré et assureur ; il exige seulement que le défendeur soit ou l'assureur ou l'assuré ; l'action directe remplit cette condition ; elle la remplit même doublement, si l'on admet notre opinion (1), puisque les deux adversaires nécessaires de la victime sont et l'assureur et l'assuré.

On ne peut objecter que la loi du 13 juillet 1930 ne s'applique qu'aux rapports entre assureur et assuré, puisqu'elle régit constamment les rapports de l'assureur avec les tiers, et notamment l'art. 53 qui est précisément la base juridique actuelle de l'action directe (2). Le seul argument de texte que l'on puisse faire valoir contre ce qui vient d'être dit consiste à objecter que le 2^e paragraphe de l'art. 3 précise que c'est « l'assuré » qui pourra assigner l'assureur devant le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable. Mais cette objection doit tomber pour deux raisons : la première, parce que le début de l'article peut être considéré comme un texte général, dont les données doivent compléter le 2^e paragraphe anormalement restrictif ; la seconde, parce que la loi ne pouvait pas parler de la victime pour cette raison qu'elle n'y fait allusion que de façon implicite sans jamais parler expressément de l'action directe.

(1) V. *suprà*, chapitre 1^{er}, n^o 54.

(2) V. *infra*, 2^e partie, chapitre 1^{er}, n^o 194.

De plus, il est absolument certain que la loi de 1930 n'exclut pas de ses prévisions les différents bénéficiaires du contrat d'assurance, soit en vertu d'une cession, d'une subrogation, d'une stipulation pour autrui ou d'une délégation ; la jurisprudence a d'ailleurs eu l'occasion, sur le fondement de la loi de 1902, de décider que ladite loi régissait l'action intentée contre la Compagnie par le bénéficiaire du contrat (1).

Or l'action qui appartient à la victime de l'accident est en tous points assimilable à l'action d'un des bénéficiaires du contrat que nous avons énumérés ; bien mieux, la victime est elle-même, du fait que son action est basée sur une loi intitulée « loi relative au contrat d'assurance », bénéficiaire de ce contrat, bénéficiaire directe, puisqu'elle a une action directe. De par l'effet de la loi, comme aussi par la logique même, les droits qui appartiennent au tiers lésé sont enfermés dans les limites tracées par le contrat ; la réussite de l'action est subordonnée à la validité et à l'efficacité du contrat ; l'assureur peut opposer à la victime tous les moyens et exceptions qu'il pourrait faire valoir contre l'assuré lui-même (2) : nullité, résolution, suspension, effets limités, etc... ; nous verrons même (3) que les déchéances postérieures à la réalisation du dommage doivent être déclarées, malgré la jurisprudence contraire, opposables à la victime. Les droits de la victime, ce sont les droits de l'assuré ; l'action de la victime pose tous les problèmes qui touchent à l'existence, la validité et les effets du contrat ; c'est bien, à tous égards, un litige auquel donne lieu le contrat d'assurance ; à ce titre l'action directe est régie, quant à la compétence, par l'article 3, de même que, ainsi que nous aurons l'oc-

(1) V. Chambéry, 4 août 1908, *Rec. pér. ass.*, 1909, 35, *D. P.*, 1909, 2. 93.

(2) Nous avons même vu que la présence de l'assuré était nécessaire pour l'appréciation exacte de ces moyens et exceptions. V. *suprà*, chapitre 1^{er}, nos 30 et s., et 41 et s.

(3) V. *infra*, chap. III, nos 134 et s.

casion de le voir, elle sanctionne un droit qui, en général, est régi par la loi du 13 juillet 1930 (1).

111. — On fait valoir en outre que l'action directe est indépendante et principale, et qu'il n'existe aucune raison pour l'assujettir à des règles de compétence exceptionnelles. Sans prendre parti pour le moment sur cette affirmation, il nous suffit de noter que, même en accordant ce caractère d'autonomie à l'action directe, elle peut parfaitement être régie par des règles particulières et les raisons qui viennent d'être indiquées permettent légitimement de l'intégrer dans les prévisions de la loi de 1930 et interdisent même, à notre sens, de l'en distraire, ce droit de la victime étant délimité par un contrat auquel une loi spéciale a fourni un statut particulier.

On ne saurait objecter que le texte, dérogoire au droit commun, de l'article 3 est imposé par des raisons d'ordre exceptionnel, limitées aux rapports des parties contractantes, à l'exclusion des tiers. S'il est exact que le législateur de 1902 s'est proposé d'interdire à l'assureur d'insérer dans ses polices une clause attributive de compétence au Tribunal de son propre domicile, il n'en est pas moins vrai qu'il a posé des règles destinées à faciliter la solution des procès qui peuvent s'engager relativement aux indemnités dues par l'assureur. Or ces raisons que la Cour de cassation rappelle avoir été édictées « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » conservent toute leur valeur lorsque le procès s'engage entre la victime, l'assuré et l'assureur. Peut-être le législateur a-t-il voulu interdire des clauses que l'assuré n'avait pas toute la liberté voulue de discuter, mais il a également eu en vue le résultat qu'il fallait atteindre, ainsi que le prouve notamment la possibilité de saisir le Tribunal du lieu où s'est produit un accident.

Il est également impossible d'admettre que la compétence

(1) V. *infra*, 2^e partie, chap. II, nos 214 et s.

de la loi du 13 juillet 1930 protège l'auteur responsable d'un accident au détriment de sa victime (1); nous ne voyons pas où peut être cette protection; nous le voyons d'autant moins que les compagnies d'assurances devraient s'estimer satisfaites d'être assignées devant le Tribunal de leur propre domicile, puisque nous venons de voir que la loi du 2 janvier 1902 a été votée pour éviter ce résultat; admettre la compétence du domicile de l'assureur, c'est assurément atteindre, par un moyen détourné, ce que les lois de 1902 et 1930 ont voulu éviter; c'est enfin, lorsque l'action de la victime est dirigée tant contre l'assureur que contre l'assuré, faire trancher par le Tribunal de l'assureur la question de validité et d'efficacité du contrat, ce que les lois précitées ont entendu formellement prohiber.

112. — Il n'est donc pas douteux que la Cour de cassation ait, dans ses arrêts du 11 juillet 1932, consacré la solution exacte, celle qui respecte les textes et répond le mieux aux nécessités pratiques. Pour prononcer une condamnation contre l'assureur au profit de la victime, le Tribunal saisi est toujours obligé, tout au moins implicitement, lorsqu'aucune difficulté ne s'élève quant à la validité et aux effets du contrat d'assurance, d'apprécier la garantie que l'assureur doit à l'assuré; même pour ceux qui admettent la possibilité pour la victime d'actionner le seul assureur, cette considération empêche le droit commun d'être applicable ici. Le législateur a voulu que le Tribunal compétent soit celui du domicile de l'assuré ou celui du lieu où s'est produit le fait dommageable; tout procès dans lequel un assureur est impliqué doit se dérouler devant un de ces deux tribunaux.

La loi de 1902 et aujourd'hui la loi de 1930 forment un droit spécial applicable aux procès gravitant autour des assurances; c'est le véritable droit commun des assurances.

(1) V. L. Jossierand, *D. P.*, 1933. 4. 5, qui trouve dans cette objection une raison de reconnaître la compétence du Tribunal du domicile de l'assureur.

113. — Des auteurs se sont étonnés de semblable solution, en faisant observer qu'elle conduisait à une conséquence extrême et insolite : lorsque la compétence du lieu de l'accident ne peut pas jouer, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'un litige qui n'est pas relatif à la « fixation et au règlement des indemnités dues » ce qui peut parfaitement se concevoir (1), la victime devrait obligatoirement s'adresser au Tribunal du domicile de l'assuré, si bien que la compétence se trouverait déterminée par le domicile d'une personne étrangère à l'instance, dans le cas où l'assureur serait assigné seul (2).

Outre qu'on ne voit pas ce que pourrait réclamer la victime à l'assureur, si ce n'est le règlement de l'indemnité due, il nous suffit ici de retourner l'argument : puisque la loi, de toute évidence, impose une compétence spéciale en matière d'assurance, compétence à laquelle doit se plier également la victime, c'est qu'elle a entendu — ce qui exclut la possibilité de la conséquence insolite signalée — subordonner l'exercice de l'action directe à la mise en cause de l'assuré. Le législateur a mis en harmonie les règles de droit commun valables entre victime et assuré, et celles spéciales à la matière des assurances valables aussi bien entre assuré et assureur qu'entre ce dernier et la victime, pour permettre au même Tribunal de juger, ce qui est encore « l'intérêt d'une bonne administration de la justice », trois litiges possibles en un seul procès.

La Cour de cassation, sanctionnant le point de vue que nous soutenons, a formellement posé cette règle dans ses quatre arrêts du 11 juillet 1932 (3).

Et ceci fortifie encore la position que nous avons prise en

(1) V. Garsonnet et Cézard-Bru, *Précis de procédure civile*, 9^e édit., n^o 275 ; *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3^e édit., t. I, n^o 575.

(2) V. en ce sens : L. Josserand, note au *D. P.*, 1930. 2. 4.

(3) V. Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 735.

concluant à la nécessité d'un débat contradictoire entre la victime, l'assuré et l'assureur.

114. — A la suite des explications qui précèdent, il nous suffira de quelques mots pour faire justice de la solution adoptée par deux décisions récentes (1) ; aux termes de ces décisions, les dispositions des lois des 2 janvier 1902 et 13 juillet 1930 fixant la compétence en matière de contrats d'assurances ne visent que les rapports de l'assureur et de l'assuré ; et par suite, la victime d'un accident ne peut pas se prévaloir de ces dispositions pour porter devant le Tribunal du lieu de l'accident l'action directe qu'elle exerce contre l'assureur seul après avoir obtenu contre l'assuré une condamnation au paiement de dommages-intérêts, au moyen d'une instance dans laquelle l'assureur ne figurait pas ; l'article 59 § 10 C. pr. civ. inspiré par les mêmes considérations que les lois précitées doit comporter la même interprétation ; seul, par conséquent, l'art. 59 § 1^{er} C. pr. civ. est applicable, et dans cette hypothèse précise, la victime ne peut saisir qu'un seul tribunal : celui du domicile de l'assureur.

Si l'on partage notre manière de voir pour juger l'action directe irrecevable, même dans ce cas, en l'absence de l'assuré, la cause est de suite entendue : l'assuré étant présent, on retombe dans les hypothèses précédemment examinées, et nous avons vu que le Tribunal du lieu de l'accident et celui du domicile de l'assuré étaient seuls compétents. Mais c'est cette solution que l'on doit également consacrer, même si l'on juge que l'action directe peut être exercée seule : d'une part, il s'agit bien « de la fixation et du règlement des indemnités dues », d'autre part, pour rendre sa décision le Tribunal saisi devra se prononcer sur la validité d'un contrat d'assurance et le Tribunal de l'assureur est incompétent pour statuer sur ce point.

(1) Douai, 19 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1933, 1, sommaires, p. 5, *Rec. Douai*, 1932, 289, *Rec. jur. autom.*, 1933, 132 ; Trib. civ. du Havre (2^e ch.), 28 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933, 2, 184.

115. — Même dans l'hypothèse la plus favorable, la thèse qui admet ici les règles de compétence de droit commun ne peut résister à une étude attentive. Nous sommes donc fondé à conclure de façon formelle : le Tribunal compétent *ratione loci* pour connaître de l'action directe est soit celui du domicile de l'assuré, soit celui du lieu où s'est produit le fait dommageable, lorsqu'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature ; le Tribunal du domicile de l'assureur n'est jamais compétent.

Cette solution vient confirmer en tous points ce que nous avons été amené à dire de l'impossibilité de l'exercice isolé de l'action directe.

Elle aboutit enfin à éviter un inconvénient pratique qui avait été à maintes reprises signalé : l'encombrement des juridictions du département de la Seine, et notamment du Tribunal de commerce, la plupart des Compagnies ayant leur siège à Paris. Il serait vraiment piquant de retomber, sur l'interprétation de la loi du 13 juillet 1930, qui reprend dans ses grandes lignes et dans son esprit la loi du 2 janvier 1902, dans les pratiques que cette dernière loi a eu pour seul but d'interdire (1) !

116. — Pour terminer, signalons deux cas exceptionnels dans lesquels la compétence *ratione loci* fixée pour une action en responsabilité est impérative et où, par suite, il ne saurait, en tout état de cause, être question d'un choix permis à la victime ; celle-ci est obligée d'engager son action directe devant le Tribunal qui doit nécessairement connaître de l'action intentée à l'encontre du responsable. Le premier cas concerne la responsabilité des notaires, recherchés pour un préjudice causé par leur faute à un client : l'article 53 de la loi du 25 ventôse an XI impose la compétence du Tribunal de la résidence de

(1) V. en ce sens, J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 409 et s.

ce notaire. Le second cas est relatif à la responsabilité des huissiers à raison du préjudice qu'ils ont pu causer, dans l'exercice de leurs fonctions, à un tiers ; l'article 73 du décret du 14 juin 1813 dispose que le seul Tribunal compétent pour connaître de cette action en responsabilité est le Tribunal de première instance du lieu de la résidence de l'huissier actionné.

Comme les deux règles spéciales ci-dessus rappelées ont pour objet d'assurer le droit de surveillance et le pouvoir disciplinaire des Tribunaux sur les officiers ministériels établis auprès d'eux il serait impossible, même sous prétexte de connexité, de saisir le Tribunal du domicile de l'assureur de la responsabilité civile de l'huissier ou du notaire recherché.

Cet argument de connexité qui n'a pu résister à la critique lorsqu'il s'agit d'un accident ne saurait, à plus forte raison, être invoqué ici (1).

SECTION III

Condamnation dite « in solidum ».

117. — Lorsque l'action directe est engagée en même temps que l'action de la victime contre l'assuré, le tribunal saisi peut-il lier ces deux condamnations ? Ces deux condamnations sont-elles conjointes et solidaires ? Sont-elles au contraire indépendantes ?

La question semble aujourd'hui résolue en jurisprudence, toutes les décisions récentes rejetant la possibilité de prononcer une condamnation conjointe et solidaire (2).

(1) V. H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e édit., n^o 584.

(2) V. notamment : Paris (11^e ch.), 5 juillet 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 927, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 300 (1^{re} espèce) ; Tr. civ. de Nantes (1^{re} ch.), 15 octobre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 396, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 33, *Rec. pér. ass.*, 1931, 45 ; Paris (11^e ch.), 27 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 343, *Rec. pér. ass.*, 1931, 144, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 993 ; Paris

Il n'est cependant pas indifférent de noter que malgré l'exactitude de cette solution plusieurs décisions ont sanctionné la solution contraire (1).

Il est donc nécessaire de mettre cette question au point pour justifier la solution exacte.

118. — Recherchons d'abord si les caractères de la solidarité se rencontrent dans l'obligation commune de l'auteur du dommage et de son assureur.

Le caractère essentiel de la solidarité est une égalité parfaite entre les co-débiteurs solidaires d'où il résulte comme première conséquence que le créancier peut poursuivre chacun des co-débiteurs pour le tout. On ne saurait trouver là entre l'obligation solidaire et l'obligation commune de l'assureur et de l'assuré une différence fondamentale. Si l'action directe de la victime est limitée au montant du capital garanti, et si, par conséquent, cette victime ne peut exiger de l'assureur que le montant de ce capital, même s'il est inférieur au montant du dommage, il n'en reste pas moins qu'il est possible de dire qu'il peut y avoir solidarité lorsque la demande est inférieure à l'indemnité prévue à la police, et que cette solidarité pour-

(5^e ch.), 29 janvier 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 598, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 694; Paris (5^e ch.), 18 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 864, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395; Paris (5^e ch.), 23 juillet 1931, *Rec. pér. ass.*, 1932, 263 et note de M. J. Sudre; Paris (5^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1026, *Rec. pér. ass.*, 1931, 488, *D. H.*, 1931, 528, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 653 (sous-note b); Paris, 5 novembre 1931, *Rec. pér. ass.*, 1931, 567; Paris (5^e ch.), 13 novembre 1931, *Rec. jur. aut.*, 1932, 303; Paris (4^e ch.), 10 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 512, *Rec. pér. ass.*, 1932, 310, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 791, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 5; Cassation (civile), 27 février 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 555, *D. H.*, 1933, 219, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 822.

(1) V. Paris (7^e ch.), 12 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 333 et note critique de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1930, 30, *D. H.*, 1930, 121, *D. P.*, 1930. 2. 73, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 362; Tr. de comm. de la Seine, 27 novembre 1931, *Gaz. Pal.* du 22 mars 1932 (sommaires), *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 1^{er} sem., 2. 133.

rait exister, si le chiffre des dommages-intérêts est supérieur à la somme garantie, jusqu'à concurrence de cette dernière.

Mais un des caractères essentiels de la solidarité est la possibilité pour celui des co-débiteurs solidaires qui a payé la dette de se retourner contre l'autre. Or, lorsqu'il y a assurance, l'assureur n'a aucun recours contre l'assuré; quant à l'assuré, s'il a un recours contre l'assureur, dans la mesure du capital garanti, ce recours est fondé sur les stipulations conventionnelles du contrat d'assurance et non sur le caractère de leur obligation commune.

De plus, la solidarité ne se présume pas, et aucun texte n'établit cette solidarité dont on ne saurait non plus trouver la justification dans une convention particulière entre les parties, le but de l'assurance étant complètement étranger au résultat que l'on peut obtenir de la solidarité.

119. — L'obligation de l'assureur et de l'assuré ne saurait non plus être conjointe. La qualité de débiteurs conjoints implique division des obligations entre ceux qui y sont tenus, de telle manière que chacun d'eux ne puisse être poursuivi que pour sa part de la dette. Les dettes de chaque débiteur sont indépendantes, l'une peut s'éteindre alors que les autres subsistent. Or, on ne rencontre rien de semblable dans la dette de l'assuré et de l'assureur; il n'a jamais été question de laisser l'assuré régler la moitié de la créance de la victime, son contrat le garantissant pour le tout, du moins jusqu'à concurrence de la somme assurée (1).

Un arrêt (2) interprétatif d'un précédent arrêt qui n'était plus susceptible de pourvoi en Cassation, du fait de l'expira-

(1) Sur les caractères de la dette conjointe, V. A. Colin et H. Capitant, *Cours élém. de droit civ. franç.*, 7^e édition, t. II, nos 411 et s., p. 385 et s.; Planiol et Ripert, *Tr. prat. de dr. civ. franç.*, t. VII, Obligations par P. Esmein, Radouant et Gabolde, nos 1055 et s., p. 362 et s.

(2) Rouen (2^e ch.), 6 mars 1931, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2. 26.

tion des délais, a consacré cette division de la dette entre l'assureur et l'assuré : l'hypothèse a consacré une solution d'autant plus incohérente que l'assureur s'est ainsi vu tenu à une indemnité supérieure au capital assuré.

L'unanimité de la doctrine se prononce d'ailleurs en ce sens et conclut à l'absence d'obligation conjointe et solidaire (1).

120. — La plupart des décisions qui se rangent à cette opinion déclarent que l'obligation de l'assureur et de l'assuré est une obligation *in solidum*.

Rappelons brièvement ce qu'il faut entendre par là. A côté de la solidarité parfaite dont nous venons de parler il existerait une solidarité imparfaite ou obligation *in solidum* qui obligerait au tout chacun des débiteurs, sans entraîner les conséquences de la solidarité. Le créancier peut bien, comme dans la solidarité parfaite, réclamer à chacun des co-débiteurs le total de la dette, mais aucun des autres effets de la solidarité ne se rencontre : recours du co-débiteur qui a payé contre les autres, interruption de prescription provoquée par un acte qui l'interrompt à l'égard d'un seul, demande d'intérêts en faisant commencer le cours à l'égard de tous.

Il semble pourtant préférable de n'avoir pas recours à ce vocable qui est, sauf en notre matière, abandonné par la jurisprudence et critiqué par la doctrine (2). C'est qu'en effet l'obli-

(1) V. Maurice Picard, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 338 ; 1931, p. 343, 598, 861 ; 1933, p. 555 ; J. Sudre, Note au *Rev. pér. ass.*, 1932, 263 ; H. Lalou, *La Responsabilité civile*, 2^e éd., n° 220 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2716 ; L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurances, *La semaine juridique*, 1932, p. 837 et s. ; Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe, *Thèse Alger*, 1929, p. 75 ; H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *thèse Paris*, 1928, n° 66, p. 75.

(2) Colin et Capitant, *Cours élém. de droit civ. franç.*, 7^e édit., t. II, n° 429, p. 401 et s.

gation *in solidum* n'est pas reconnue par notre droit, et l'usage de cette expression présente le grave inconvénient d'entraîner la jurisprudence à des conséquences dangereuses. L'action directe a déjà donné naissance à trop de théories contraires pour qu'il soit nécessaire de courir le risque de nouvelles extensions susceptibles d'engendrer des polémiques sans fin.

121. — Nous avons déjà remarqué que la Cour de cassation faisait un effort pour restreindre les effets que l'on a déduit de la reconnaissance du droit propre de la victime contre l'assureur. Nous le constatons à nouveau ici ; dans son arrêt du 27 février 1933 (1), la Chambre civile s'abstient soigneusement de parler d'obligation *in solidum* ; elle se contente d'indiquer que l'assureur et l'assuré ne sont pas des débiteurs conjoints.

Il est donc prudent d'imiter notre plus haute juridiction et de décider que l'assureur et l'assuré sont tenus de payer chacun la dette, le premier dans la limite de l'indemnité prévue au contrat d'assurance, que le Tribunal saisi peut d'ailleurs délimiter expressément.

122. — L'examen de cette question nous permet de dire quelques mots sur l'avantage que présente la condamnation de l'assureur et de l'assuré par un seul et même jugement.

Si le Tribunal a eu à connaître du procès dans son ensemble, entre victime, assuré et assureur, il prononce deux condamnations, l'une contre l'assureur, l'autre contre l'assuré. Une seule grosse sera donc délivrée et le débiteur qui exécutera le jugement pourra se la faire remettre et acquérir ainsi la certitude que le bénéficiaire ne pourra se faire régler deux fois, ce qui est, en supposant des précautions insuffisantes, possible si deux décisions séparées sont intervenues, l'une contre l'assureur, l'autre contre l'assuré.

(1) Cassation (Civile), 27 février 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 553 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, 219, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 822.

Si le Tribunal saisi de l'action directe a à se prononcer après qu'une autre juridiction ait rendu une décision contre le seul assuré, la présence des deux défendeurs lui permettra de viser le jugement antérieur et d'ordonner, sur la demande de l'assureur, que la victime devra, pour obtenir son indemnité de ce dernier, remettre la grosse de la première décision.

Si la dette de l'assuré est supérieure à celle de l'assureur, une mention particulièrement utile au point de vue pratique pourra être apposée sur la grosse de la décision partiellement exécutée.

Ces remarques viennent corroborer ce que nous avons dit de la nécessité de juger les droits du tiers lésé en présence et de l'assureur et de l'assuré (1).

123. — Enfin, nous profitons de l'examen de l'exécution du jugement de condamnation à l'égard de l'assureur pour envisager l'hypothèse où celui-ci tombe en faillite.

Si la victime a un privilège à l'encontre des créanciers de l'assuré c'est que la loi le lui a formellement reconnu, selon ce principe certain qu'il n'y a pas de privilège sans texte.

L'article 2102 § 8, C. civ., les articles 37 et 53 de la loi du 13 juillet 1930 ont entendu protéger la victime d'un dommage contre les créanciers de l'auteur de ce dommage ; nous verrons que c'est pour aboutir à ce résultat que le législateur a édicté les règles sur lesquelles on a bâti tout l'édifice qui fait l'objet de cette étude. Mais il est évident qu'on n'a jamais voulu protéger la victime contre les autres créanciers de l'assureur ; si celui-ci tombe en faillite, le tiers lésé se trouvera dans la situation d'une victime dont le dommage a été causé par un individu non assuré ; il sera même plus favorisé car, si l'actif est suffisant, il pourra produire à la faillite. On recherchera d'ailleurs vainement les raisons d'une protection spéciale de la victime dans semblable hypothèse.

(1) V. *suprà*, chap. Ier, nos 37 et s.

Les tribunaux à qui cette prétention serait soumise n'hésiteraient pas à ratifier la solution qui vient d'être indiquée, si l'on en juge par la seule décision publiée, relative à cette question, et qui a reçu l'approbation unanime des auteurs (1).

SECTION IV

Voies de recours.

124. — Les décisions prononçant condamnation de l'assureur au profit de la victime, ou déboutant celle-ci de sa demande, sont évidemment susceptibles des voies de recours de droit commun. Il convient cependant de signaler que lorsque l'assureur aura coté la non-assurance ou opposé une déchéance, la décision rendue qui n'aurait pas été susceptible d'appel en raison du taux de l'indemnité réclamée, pourra toujours être portée devant le juge du second degré, la prétention ainsi soumise au juge du premier degré n'étant pas évaluable en deniers.

Mais l'intérêt de la question découle directement de la nécessité, que nous avons posée au début de notre travail, de la présence de l'assuré aux côtés de l'assureur à l'encontre duquel l'action directe est dirigée. Il en résulte que, quel que soit le sens de la décision rendue en première instance ou en appel, l'appel ou le pourvoi en Cassation doit être formé contre toutes les parties, de façon à ce que le débat se poursuive contradictoirement jusqu'à sa solution définitive. Nous n'avons pas à reve-

(1) V. Tr. de comm. de la Seine, 21 avril 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 830 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863, *D. H.*, 1932, somm., p. 7 ; Adde : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2697, note 3 ; L. Gardénat, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurances, *La Semaine juridique*, 1932, p. 841 ; Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit Civil Français*, t. XI, n° 4363.

nir sur les raisons de cette exigence qui ont été longuement développées à leur place (1). Aussi ne nous reste-t-il ici qu'à indiquer les formalités nécessaires.

125. — La Cour d'appel de Paris (2) a récemment jugé que lorsqu'une Compagnie d'assurances a été condamnée « solidai-
rement » (3) avec son assuré à payer des dommages et intérêts à la victime d'un accident, l'appel interjeté par elle sans que l'assuré ait été mis en cause doit être déclaré recevable ; que ceux qui ont figuré dans un débat en première instance ont qualité pour interjeter appel et que, par suite, la Compagnie d'Assurances ne saurait être entravée dans l'exercice de ce droit, soit par la mauvaise volonté de l'assuré, soit par la circonstance que celui-ci est sans domicile connu.

La particularité de cette décision réside dans la position prise par la victime qui, contrairement à la thèse habituelle des demandeurs, prétendait elle-même que l'assureur seul en présence de la victime ne peut discuter la demande de dommages-intérêts formée par celle-ci, pour les mêmes raisons qui font que la victime d'un accident ne peut exercer contre l'assureur seul l'action directe qu'elle tient de l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930.

Ce qui apparaît extraordinaire dans cet arrêt, c'est le considérant qui motive la justification de l'absence de l'assuré : « considérant que la Compagnie d'Assurances ne saurait être astreinte pour agir à attendre la coopération de son assuré, aujourd'hui sans domicile connu, qui, même sans cette circonstance, soit par inertie, soit par mauvaise volonté, aurait pu se refuser à agir ». Or, aux termes des polices d'assurances de type usuel, les Compagnies se réservent expressément le droit

(1) V. *suprà*, chap. 1er.

(2) Paris (5^e ch.), 29 mai 1933, *Rec. Gaz. Trib.*, 1933, 2^e sem., 2, 69.

(3) Voir la critique de cette soi-disant solidarité, *suprà*, nos 117 et suivants.

de faire suivre tous les procès pouvant être intentés par les parties lésées, ce qui implique évidemment le droit de diriger l'instance sous le nom de l'assuré, de prendre parti sur la condamnation prononcée, et notamment de faire appel, au nom de l'assuré, d'une décision rendue en premier ressort (1).

Les faits qui ont motivé l'instance soumise à la Cour de Paris ne révèlent aucune difficulté spéciale quant aux modalités du contrat d'assurance ; par suite, l'assureur aurait dû interjeter appel contre la victime, tant en son nom propre qu'au nom de son assuré. En effet, dans l'espèce relatée, la Cour a infirmé le jugement de première instance, et réduit la responsabilité de l'assuré, précédemment jugée intégrale ; mais l'hypothèse inverse aurait pu se présenter de telle sorte que l'arrêt intervenu aurait donné lieu à toutes les critiques et objections qui nous ont amené à conclure à la nécessité de la discussion contradictoire tant de la responsabilité de l'assuré que de sa dette envers la victime.

126. — Logiquement, et conformément aux principes que nous avons dégagés, l'instance en cause d'appel doit être contradictoire entre les trois parties : victime, assuré et assureur.

Par suite, lorsque l'appel est interjeté par la victime, il doit être dirigé tant contre l'assuré que contre l'assureur. Lorsqu'il est interjeté par l'assureur, il doit également être fait au nom de l'assuré, si aucune question de garantie ou de déchéance n'est en jeu. Dans le cas contraire, il appartient au plaideur qui n'accepte pas la décision du juge du premier degré de faire porter son appel contre les deux autres parties, à l'assuré contre la victime et l'assureur, si la garantie lui a été refusée, à l'assureur contre la victime et l'assuré, si la garantie a été jugée acquise.

(1) Sur la responsabilité que peut encourir l'assureur à ce sujet, consulter : Douai (3^e ch.), 5 juillet 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 143 et note de M. Maurice Picard ; Alger, 5 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 94, *Rec. jur. autom.*, 1933, 633.

127. -- Si cette manière de procéder doit être jugée seule correcte, il n'en reste pas moins que le débat peut n'être pas contradictoire si, comme dans l'espèce relevée, une des parties n'est ni appelante ni intimée. On aboutirait ainsi à une dérogation au principe qui veut qu'on doit intimer sur l'appel toutes les personnes qui, ayant été parties au jugement attaqué, ont un intérêt à ce qu'il soit maintenu, sous peine de voir le jugement acquérir force de chose jugée en faveur de celles qui n'auront pas été appelées, ou même de voir demeurer sans effet l'appel relevé contre quelques-unes des parties seulement, si la cause ne peut être jugée qu'avec la présence de toutes les parties (1). Or, c'est bien le cas dans notre espèce, la présence de l'assuré s'avérant indispensable.

De son côté, la victime avait un intérêt certain à pouvoir discuter contradictoirement avec l'assuré, auteur du préjudice, l'étendue de sa responsabilité et par conséquent les circonstances de l'accident qu'il a causé, ainsi que le montant de sa dette de réparation ; cet intérêt apparaît d'autant plus grand dans l'affaire tranchée par la Cour de Paris que, précisément, le jugement dont appel a été infirmé, la responsabilité de l'auteur de l'accident ayant été réduite et le montant de sa dette diminué.

Aussi, il apparaît qu'en raison de la nécessité de la présence de l'assuré au débat, sans déclarer l'appel irrecevable, pour respecter le droit à appel d'un plaideur partie en première instance et qui a intérêt à la réformation de la décision précédemment rendue, on doive ici recourir, au cas où une partie n'a pas été intimée, à la procédure préconisée par un auteur qui a traité en détail les formalités de l'appel (2) : « Le défaut de signification de l'acte d'appel à une des parties dont la présence est jugée nécessaire ne doit pas rendre, *de plano*, cet

(1) V. T. Crépon, *Traité de l'appel en matière civile*, t. II, p. 388, n° 1624.

(2) T. Crépon, *op. cit.*, t. II, n° 1629, p. 389.

appel non recevable, le juge du second degré pouvant, soit sur la demande des parties, soit même d'office, ordonner la mise en cause du plaideur non-intimé; ce ne serait qu'au refus de l'appelant de se conformer à l'injonction du juge, refus manifesté par une volonté expressément exprimée ou par l'expiration des délais accordés que l'irrecevabilité de l'appel devrait être prononcée ».

128. — De cette étude il résulte que le débat qui s'engage sur l'action directe doit se poursuivre, jusqu'à solution définitive, contradictoirement entre toutes les parties; il appartient, par suite, au plaideur qui prend l'initiative d'un appel de faire en sorte que toutes les parties en cause se retrouvent devant le juge du second degré. C'est ainsi que la victime devra interjeter appel contre l'assuré et l'assureur; l'assureur, tant en son nom qu'en celui de son assuré, contre la victime, si sa garantie est acquise, en son nom contre la victime et son assuré, s'il refuse sa garantie; l'assuré contre l'assureur et la victime si l'assureur a été mis hors de cause et s'il persiste à réclamer la garantie du risque réalisé.

Et même au cas d'inexécution de l'une de ces formalités, le juge du second degré pourrait prendre l'initiative, avant de juger l'appel irrecevable, d'accorder un délai complémentaire pour ordonner la mise en cause de la partie non intimée.

Les mêmes observations sont valables à l'égard du pourvoi en Cassation, les règles applicables étant dictées par cette obligation d'un débat contradictoire.

129. — CONCLUSION. — En conclusion au présent chapitre, nous dirons que la plupart des difficultés que la jurisprudence révèle peuvent être évitées si l'on réussit à définir exactement le droit propre reconnu à la victime; nous tenterons, dans la deuxième partie de notre travail, l'essai de cette définition que nous déduirons des particularités que nous avons relevées à l'occasion de chaque question examinée.

Nous notons ici qu'il convient de ne pas chercher à faire produire à l'action directe des effets excessifs, et qu'il est possible de donner une solution satisfaisante à tous les problèmes qu'elle engendre. Même l'obstacle sérieux qui se présente en cas de pluralité de victimes peut être aplani sans nuire aux intérêts que la loi a voulu protéger, si l'on veut bien admettre notre point de vue concernant le délai de prescription applicable, et dont la législation sur les accidents du travail nous a fourni l'exemple, dans une hypothèse voisine. Cette législation spéciale a d'ailleurs marqué de son empreinte de nombreux problèmes relatifs à la responsabilité de droit commun (1), et ce n'est certes pas se montrer trop audacieux que de tenter un rapprochement à propos d'une difficulté très sérieuse que l'on pourrait ainsi facilement éliminer.

(1) V. Jean Delmas, *Etude de l'influence de la législation du travail sur les assurances responsabilité de droit commun* (conférence) ; Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Revue gén. ass. terr.*, 1933, p. 723 et s.

CHAPITRE III

OPPOSABILITÉ OU INOPPOSABILITÉ A LA VICTIME DES EXCEPTIONS OPPOSABLES A L'ASSURÉ

130. — Nous abordons ici un des points les plus délicats de notre étude ; cette question, aussi controversée que toutes celles auxquelles donne lieu l'action directe, mérite un examen d'autant plus approfondi qu'elle est de nature à déterminer, enfin, de façon précise, la nature du droit que possède la victime contre l'assureur.

Ce problème se subdivise normalement en deux examens, dont le second est assorti des difficultés les plus ardues ; il importe néanmoins d'entreprendre le premier pour découvrir la solution du second ; ce chapitre troisième sera donc divisé en deux sections d'inégale importance :

Section I. — Exceptions antérieures à la réalisation du dommage ;

Section II. — Exceptions postérieures à la réalisation du dommage.

SECTION I

Exceptions antérieures à la réalisation du dommage.

131. — Une jurisprudence abondante a sanctionné cette solution certaine : lorsqu'au moment de la réalisation du dommage, l'assureur peut faire valoir à l'encontre de son assuré une cause mettant obstacle à la naissance de son obligation, la victime ne peut avoir aucun droit à faire valoir contre lui. C'est d'ailleurs à tort que l'on parle, dans cette hypothèse, de

déchéance ; il n'y a pas déchéance, le droit n'a pas pris naissance. Il y a non-garantie, non-assurance ; l'assuré responsable est, pour les faits qui ont donné naissance à sa responsabilité, dans la situation d'un individu non assuré. La victime trouve en face d'elle une personne qui n'a aucun droit à faire valoir à l'encontre de la Compagnie d'assurance, qui, peut-être, connaît l'auteur du dommage comme un de ses assurés, mais assuré pour un tout autre risque que celui qui est réalisé. Nous avons déjà vu (1) que cette absence de concordance entre le risque assuré et le risque réalisé donne généralement lieu à des difficultés qui ne peuvent être tranchées que grâce à la présence de l'assuré aux débats, lui seul pouvant, le cas échéant, établir l'application de sa police aux faits litigieux, tandis que la victime se heurte, en son absence, à des difficultés insurmontables pour discuter d'éléments de preuve propres à l'assuré lui-même, et qu'elle ne peut se procurer.

Il y aura non-assurance entraînant l'inexistence du droit de la victime dans de nombreuses hypothèses :

La police prévoit que la garantie n'est acquise à un propriétaire d'automobile que lorsqu'il pilote lui-même ; l'accident causé par la femme de l'assuré, prenant une leçon de conduite, n'entre pas dans le cadre de la garantie prévue ; la victime n'a aucun droit à l'encontre de l'assureur (2).

Il en sera de même si le véhicule est conduit par un tiers exclu des prévisions du contrat, lequel contient une énumération des personnes couvertes, par exemple, l'assuré lui-même ou ses préposés salariés seulement (3).

Par suite du non-paiement des primes, la police se trouve

(1) V. *suprà*, chap. I^{er}, n° 44.

(2) V. en ce sens : Nîmes (1^{re} ch.), 11 janvier 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 318.

(3) V. Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 17 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 157 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, 12, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 121.

suspendue dans les conditions prévues au contrat ; ces conditions, dans l'hypothèse précise envisagée, sont aujourd'hui obligatoirement fixées par l'article 16 de la loi du 13 juillet 1930. Si un accident survient pendant la période de suspension, il y a non-assurance (1).

Cette suspension produira les mêmes effets si elle est motivée par toute autre cause prévue à la police : faillite ou liquidation judiciaire de l'assuré, dissolution de la société assurée (2).

Lorsqu'un sinistre survient causé par un véhicule qui n'est pas celui désigné dans la convention d'assurance, la responsabilité civile du propriétaire n'est pas couverte, et, faute d'un autre contrat garantissant cet autre risque, il n'y a pas assurance (3).

Si le conducteur d'une automobile ne possède pas son permis de conduire, si le chauffeur conduisant un camion n'est pas titulaire d'un permis de conduire spécial « poids lourds », le conducteur d'un auto-car du permis de conduire « transports en commun », il y a non assurance, la police exigeant que le conducteur soit muni d'un permis de conduire régulier (4).

Lorsque l'assuré se voit imposer par une clause de son contrat des précautions raisonnables pour protéger le véhicule prévu à la police et l'entretenir en bon état, il y aura un motif de non garantie si un accident survient du fait de l'état d'usure

(1) V. en ce sens : Trib. de commerce de Reims, 9 mars 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 233 ; *Gaz. Pal.*, 1928. 1. 748, *Rev. trim. dr. civ.*, 1928, 667.

(2) V. Tr. civ. de Montbrison, 24 décembre 1931, *Rev. gén. assur. terr.*, 1932, 272, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 501.

(3) V. en ce sens : Tr. civ. de Valence, 19 décembre 1929, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 420.

(4) V. en ce sens : Trib. civ. de la Seine (6^e ch.), 30 janvier 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 596, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 403 ; Alger, 16 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 83, *Rec. pér. ass.*, 1932, 148 ; Paris (11^e ch.), 11 janvier 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 164 ; Paris (5^e ch.), 21 février 1933, *D. H.*, 1933, 242.

anormale et inacceptable, dûment constaté par expert, de la direction, ces constatations révélant un défaut d'entretien nettement caractérisé et prolongé, et non un défaut purement accidentel qui aurait pu échapper au propriétaire de la voiture ; la victime de l'accident se verra à bon droit opposer cette exception qui tient à une cause antérieure au sinistre (1).

Une fausse déclaration ou une réticence du souscripteur lors de la conclusion du contrat entraîne également non-assurance ; il en est ainsi pour l'indication inexacte de la profession de l'assuré, prétendant exercer le métier de négociant en soieries, alors qu'il se livre à la profession de marchand ambulant (2).

Il en sera de même si l'on se trouve en présence d'une condition quelconque qui n'a pas été respectée au moment où le dommage a été causé (3) et il est aisé de découvrir d'autres causes de non-garantie.

Citons dans une énumération incomplète quelques clauses usuelles qui délimitent le risque assuré.

Si les personnes transportées à titre gratuit sont seules couvertes, les voyageurs à titre onéreux n'auront aucun droit à faire valoir à l'encontre de l'assureur.

Si la police délimite un certain territoire, l'accident survenu hors les limites ainsi précisées ne sera pas couvert.

Si le nombre maximum des voyageurs est précisé, un transport en surnombre sera exclu des prévisions du contrat.

Si le véhicule prévu ne doit servir qu'à des voyages d'agrément, les accidents survenus lors d'une course d'affaires ne seront par couverts.

(1) Ainsi en a décidé la Cour d'Alger (1^{re} ch.), par arrêt du 27 mai 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 855 ; *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 175 ; *Rec. pér. ass.*, 1931, 251, *D. H.*, 1932, Sommaires, p. 5.

(2) V. en ce sens : Lyon (2^e ch.), 3 novembre 1931, *Rec. pér. ass.*, 1931, 437, *Gaz. Pal.*, 1932. 2, sommaires, p. 7. *Contra* : Dijon (1^{re} ch.), 15 janvier 1931, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 515, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 557 et note critique de M. Maurice Picard.

(3) V. Trib. civ. Le Havre, 4 juillet 1929, *Rec. de Rouen et Caen*, 1929. 1. 168.

Toutes ces hypothèses présentent ce point commun : le contrat d'assurance étant un contrat synallagmatique, toutes les combinaisons peuvent être envisagées ; les polices contiennent, par suite, des clauses définissant et délimitant le risque ; tous les faits survenant en dehors du cadre ainsi tracé sont exclus, et, s'ils engagent la responsabilité civile de leur auteur, celui-ci, pour les faits en question, n'est pas assuré et, en conséquence, sa victime n'a aucun droit à l'encontre de la Compagnie d'assurances qui, dans le cas précis qui lui est soumis, n'est pas assureur.

132. — Cette solution incontestable et incontestée (1) donne lieu à deux séries de réflexions.

Tout d'abord, on ne peut manquer de remarquer que ce droit de la victime contre l'assureur, que la jurisprudence nous dit dériver de la loi, ce fameux droit propre qui naît de la loi elle-même, n'a aucune existence en dehors du contrat. Comme on est forcé de reconnaître cette vérité première, on dit alors que le contrat d'assurance est la base et le soutien nécessaires de ce droit légal. Nous en déduisons cependant que c'est la volonté de l'auteur du dommage qui crée ce droit éventuel, la loi ne lui faisant aucune obligation de contracter, et, lorsqu'il contracte, de délimiter autrement qu'il le juge à propos le droit éventuel de sa victime possible ; et il en sera ainsi tant que l'assurance ne sera pas obligatoire.

Il suffit donc à un assuré qui, par ailleurs, a scrupuleusement

(1) V. notamment : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, nos 2703 et 2704 ; Riquoir, L'action directe en matière d'assurances, *thèse Toulouse*, 1929, p. 141 ; Ch. Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe, *Thèse Alger*, 1929, p. 103 ; H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse Paris*, 1928, n° 95, p. 112 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n° 7 ; P. Guyot, note au S., 1930. 2. 121, § 3, A.

rempli ses obligations en déclarant le risque qu'il désirait couvrir, en payant ses primes à l'échéance, en faisant connaître à son assureur les modifications qu'il apporte à ce même risque, il suffit à cet assuré de se mettre, délibérément ou non, dans une situation étrangère aux prévisions du contrat d'assurance qu'il a souscrit, pour que la victime ne puisse user de ce droit propre, ne trouve le moyen, quel qu'il soit, d'éviter semblable situation.

La conclusion s'impose, inéluctable : ce droit propre dépend de la volonté de l'assuré. C'est donc que ces deux mots « droit propre » ont un sens exact que nous jugeons bon de définir pour marquer les conséquences logiques qu'on en peut déduire et refuser toute application basée uniquement sur des mots dont on n'a pas suffisamment mesuré la portée : le droit de la victime contre l'assureur est un droit propre, parce que la victime peut l'exercer en son nom propre sans avoir à passer par le patrimoine de son débiteur ; elle possède pour le faire valoir une action directe ; ainsi, le droit propre et l'action directe s'opposent à l'action oblique et au droit qu'elle sanctionne, qui n'est que la possibilité d'exercer les droits et actions de son propre débiteur (1).

Mais la question est entièrement réservée de savoir sur quoi porte ce droit propre ainsi défini ; nous venons de voir qu'il ne pouvait porter que sur ce que la volonté de l'auteur du dommage, assuré, a bien voulu créer grâce à la souscription d'un contrat dont il a eu toute latitude de limiter ou d'étendre les effets ; le droit de la victime est donc exactement enfermé dans le contrat ; s'il est vrai que ce droit a été créé par la loi, et nous verrons plus loin, selon nous, dans quelles conditions, il ne peut s'exercer que sur un objet défini par le contrat lui-même.

(1) V. H. Solus, *L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du Code civil*, *Thèse Paris*, 1914, n° 66, p. 86 ; R. Debray, *Privilèges sur les créances et actions directes*, *Thèse Paris*, 1928, p. 96 et s.

133. — D'autre part, l'action directe présente une particularité intéressante à noter : alors que l'assuré, sachant pertinemment qu'il n'a aucune action contractuelle à faire valoir à l'encontre de l'assureur, s'abstiendrait de toute réclamation, la victime, dans l'ignorance où elle peut se trouver des clauses particulières de la police, conserve, grâce à son droit propre, la faculté d'agir contre l'assureur : la loi, qui lui donne ce droit, ne le lui donne dans certaines hypothèses que purement platonique, puisque l'action est vouée à un échec certain. Cette réflexion nous amène à nous demander si la structure du système ne commande pas, irrémédiablement, la solution que nous avons préconisée dans notre chapitre I^{er} (1) : l'action directe exige la présence de l'assuré aux débats.

Le droit que possède la victime n'est qu'éventuel ; il n'existe pas si le contrat d'assurance exclut la possibilité de le faire valoir. Nous voilà conduit inévitablement vers cette proposition : le droit de la victime n'est-il pas lui-même un droit, sinon contractuel, puisque la victime n'a pas été partie au contrat, du moins un droit dont le caractère principal est d'être accordé à un véritable bénéficiaire du contrat ?

Délimité par le contrat d'assurances au jour de la réalisation du dommage, ne doit-il pas aussi en subir toutes les conditions postérieures ? Est-il légitime de séparer ainsi les clauses édictées par le contrat pour rendre inefficaces celles qui prévoient des obligations qui ne peuvent, par leur but même, se trouver satisfaites que postérieurement à la réalisation du sinistre ?

L'étude à laquelle il convient maintenant de procéder va nous donner la réponse à cette question.

(1) V. *suprà*, chap. I^{er}, n° 54.

SECTION II

Exceptions postérieures à la réalisation du dommage.

134. — Après avoir estimé que les déchéances nées postérieurement à la réalisation du dommage étaient opposables à la victime, la jurisprudence a marqué un revirement complet, et toutes les décisions récentes se prononcent pour l'inopposabilité, fortes de l'exemple fourni par la Cour de cassation elle-même dans des arrêts dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils apparaissent comme insuffisamment motivés et se contentent d'une simple affirmation.

Les décisions qui se sont prononcées pour l'opposabilité à la victime des déchéances postérieures à l'accident, opposables à l'assuré, ont eu principalement à statuer sur le fondement de la loi du 19 février 1889 (1) ; nous n'avons pu relever que deux jugements donnant la même solution sur la base de la loi de 1913 (2).

Encore doit-on reconnaître que ces décisions sont relativement anciennes, la règle de l'inopposabilité apparaissant, à l'heure actuelle, solidement fixée en jurisprudence (3).

(1) Paris (4^e ch.), 16 juillet 1897, *Rec. pér. ass.*, 1897, 399 ; Bordeaux (4^e ch.), 23 juillet 1897, *Rec. pér. ass.*, 1897, 393 ; Paris (4^e ch.), 23 juin 1898, *D. P.*, 1899. 2. 256, *Rec. pér. ass.*, 1898, 377 ; Toulouse, 30 juin 1909, *Rec. pér. ass.*, 1910, 7.

(2) Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 22 février 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 139, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 636 ; Tr. cor. de Seine-et-Marne (section de Melun), 8 mars 1928, *D. H.*, 1928, 346, *Rec. pér. ass.*, 1928, 331.

(3) Tr. civ. de la Seine, 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, 136, *Rec. Gaz. Trib.*, 1925. 2. 133, *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 615, et sur appel : Paris (1^{re} ch.), 18 janvier 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 43, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 552, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 756 ; Tr. de commerce de Roubaix, 16 janvier 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 126, *Gaz. Pal.*, 1925. 1. 622 et, sur appel : Douai (1^{re} ch.), 8 juillet 1925, *Rec. pér. ass.*, 1926, 219 ; Besançon (1^{re} ch.), 18 mars 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 122, *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 70, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 124 ; Tr. civ. de la Seine-Inférieure (section de Rouen),

Ainsi qu'on l'a dit, la Cour de cassation elle-même a consacré cette thèse ; il est cependant intéressant de noter qu'avant de se prononcer en ce sens, elle avait hésité sur le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Besançon (1), ayant trouvé la possibilité de motiver son arrêt sans avoir à se prononcer caté-

8 novembre 1926, *D. H.*, 1927, 94, *Rec. pér. ass.*, 1927, 54, *Gaz. Pal.*, 1927, 1. 197 ; Tr. de commerce de Marseille, 14 décembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528, *Rec. Marseille*, 1927. 1. 267 ; Tr. civil de Belfort, 22 février 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 281, *Rec. Gaz. Trib.*, 1927. 2. 411 et sur pourvoi, après appel (Besançon, 5 décembre 1927, non publié) : Cassation (Civile), 15 juin 1931, *Journal des ass.*, 1931, 495, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 1. 89 ; Tr. civ. des Alpes-Maritimes (section de Nice), 1^{er} juin 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 379 ; Tr. civ. de Nantes, 22 février 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 323 ; *S.*, 1930. 2. 121 et note de M. P. Guyot, *D. H.*, 1928, 298 ; Tr. civ. de Lyon, 18 mai 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528 ; Besançon (1^{re} ch.), 2 juillet 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 326, *D. H.*, 1928, 440, *S.*, 1930. 2. 82 ; Tr. civ. du Havre, 4 juillet 1929, *Rec. Rouen et Caen*, 1929. 1. 468 ; Paris (5^e ch.), 2 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 335, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 361, *Rec. pér. ass.*, 1930, 156 ; Tr. civ. de Bourg, 14 janvier 1930 (en matière de risques locatifs à la suite d'un incendie), *La loi* du 26 mars 1930, *Moniteur des assurances*, 1930, 194 ; Paris (4^e ch.), 5 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 1094 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510 ; Tr. civ. de Bourg, 15 juin 1930, *La loi* du 26 juillet 1930, et sur appel : Lyon (3^e ch.), 4 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 305 et note de M. Maurice Picard, *S.*, 1932. 2. 162, *D. H.*, 1932, sommaires, p. 25 ; Alger (1^{re} ch.), 12 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 334 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 89, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 199, *Rec. pér. ass.*, 1931, 127 ; Tr. civil de la Seine (9^e ch.), 31 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 805, *D. H.*, 1931, 309 ; Cassation (civile), 15 juin 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 801 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 411, *Rec. pér. ass.*, 1931, 365, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 394, *Rec. jur. autom.*, 1931, 258 ; Tr. civ. de Melun, 3 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008 et note de M. J. Perroud, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér. ass.*, 1932, 38 ; Cassation (civ. rejet), 29 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1014, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 651, *Rec. pér. ass.*, 1931, 368 ; Tr. civil de Montbrison (sol. impl.), 24 déc. 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 272, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 501 ; Paris (1^{re} ch.), 27 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 819 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 13, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 359, *Rec. pér. ass.*, 1932, 308 ; Paris (1^{re} ch.), 14 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 359 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 394.

(1) Besançon (1^{re} ch.), 18 mars 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 122, *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 70, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 124.

goriquement sur l'inopposabilité des déchéances postérieures au sinistre (1) ; dans l'espèce soumise, la victime avait déclaré l'accident aux lieu et place de l'assuré, et la Chambre des Requêtes, pour rejeter le pourvoi, a considéré qu'il ne pouvait y avoir déchéance puisque la déclaration avait été faite par la victime, précisément dans le but d'éviter cette déchéance.

135. — Comme pour les difficultés examinées dans les autres chapitres de notre première partie, cette question partage la doctrine, dont une partie approuve la règle de l'inopposabilité (2), tandis que l'autre partie se prononce au contraire pour l'opposabilité (3).

On voit donc que, malgré le nombre des décisions judiciaires rendues dans le sens de l'inopposabilité, un certain nombre d'auteurs continuent à critiquer la jurisprudence qui s'est établie à cet égard ; ces auteurs restent ainsi dans la pure tradition qui veut que le juriste, loin de s'incliner devant des théories mal fondées et de chercher à les justifier, doit rappeler le véritable esprit de la loi en demandant l'abandon de solutions contraires à cet esprit, fussent-elles consacrées unanime-

(1) Cassation (Requêtes), 30 novembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1927, 51, *D. P.*, 1928. 1. 49 et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 4. 177 et note de M. Balleydier, *Gaz. Pal.*, 1927. 1. 231.

(2) P. Guyot, note au *S.*, 1930, 2, p. 121 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1934, p. 488 et s. ; L. Josserand, note au *D. P.*, 1933. 4. 5 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, nos 2705 à 2708.

(3) H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e édit., nos 222 à 224 ; Maurice Picard, L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1 et s. ; H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *thèse Paris*, 1928, p. 101 et s. ; Ch. Riquoir, L'action directe en matière d'assurances, *thèse Toulouse*, 1929, p. 148 et s. ; R. Debray, Privilèges sur les créances et actions directes, *thèse Paris*, 1928, p. 111 et s. ; Ch. Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe, *thèse Alger*, 1929, p. 103 et s.

ment par les juridictions de tous ordres, dont certaines se contentent de reproduire ce que la juridiction voisine a précédemment décidé.

136. — Avant d'examiner en détail les arguments qui militent en faveur de l'une et l'autre opinions, et de nous prononcer dans le sens de celle que nous croyons exacte, il nous sera permis de faire une remarque d'ordre général : la théorie qui préconise la règle de l'inopposabilité des exceptions postérieures (1) ne se cache pas de son désir d'accorder toutes les faveurs possibles à la victime ; l'assureur ne mérite aucun ménagement, l'assuré a droit à quelques avantages, la victime doit bénéficier des plus grandes facilités et obtenir toujours gain de cause ; la victime seule est intéressante.

Nous nous permettons de faire remarquer que cette victime jouit déjà, de par les solutions actuelles de la jurisprudence, d'une situation privilégiée : l'interprétation actuelle de l'article 1384, § 1^{er} C. civ. la fait bénéficier d'une présomption particulièrement favorable à la réussite de ses prétentions, tant contre l'assuré que contre l'assureur, lorsque le contrat d'assurance produit ses pleins effets ; dans ces dernières années, la Cour de cassation a largement avantage la victime en interprétant l'article susvisé dans un sens qui donne à celle-ci une suprématie remarquable sur l'auteur du dommage ; après avoir admis un véritable renversement du fardeau de la preuve en faveur de la victime d'une chose inanimée (2), la Cour Suprême

(1) Nous employons cette formule abrégative pour désigner l'inopposabilité à la victime par l'assureur des exceptions postérieures à la réalisation du dommage que le même assureur peut opposer à son assuré.

(2) V. notamment : Cassation (chambres réunies), 13 février 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 371, *D. P.*, 1930. 1. 57 et note de M. G. Ripert, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 393, *Rec. pér. ass.*, 1930, 61 ; Cassation (ch. civ.), 17 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 841, *D. H.*, 1930, 283 ; Cassation (ch. civ.), 14 avril 1930, *D. P.*, 1930. 1. 81 et note de M. R. Savatier, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 916 ; Cassation (requêtes), 28 avril 1931, *Rev. gén.-ass. terr.*, 1931, 817, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 158, *D. H.*, 1931, 317 ; Cassation (ch. civ.), 3 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1043, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 629 ; Cassation (ch. civ.), 1^{er} août 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1043, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 628.

vient de repousser la théorie dite de la « neutralisation des présomptions » en cas de dommages réciproques causés par deux ou plusieurs choses inanimées, pour admettre en faveur de chacun des lésés le bénéfice de la présomption précédemment extraite de l'article 1384 C. civ. (1).

Si, en dehors de ce premier avantage, on permet à la victime d'actionner, toujours avec succès, l'assureur, même lorsque celui-ci est en droit de faire valoir des manquements graves aux obligations qui sont la contre-partie de ses propres obligations, on dessert en réalité les intérêts que l'on veut protéger. En effet, en pratique, on déséquilibre le rapport existant entre les primes que perçoit l'assureur et les risques nettement définis qu'il a accepté de couvrir ; les assureurs, inévitablement, rechercheront à rétablir l'équilibre ainsi violé, lorsque leurs statistiques leur révéleront les dangers qu'ils encourent ; le rétablissement de la situation se traduira par une augmentation des tarifs ; les assurés feront naturellement les frais de cette augmentation ; ici déjà, l'assureur, qui est pourtant le moins protégé des parties en présence, se déchargera d'un fardeau sur le dos de l'assuré, bien que ce dernier soit l'objet des sollicitudes habituelles du législateur (2). Mais surtout, aboutissement fatal de cet état de choses, l'assuré renoncera à se garantir ou se garantira de façon insuffisante pour ne pas grever trop lourdement son budget habituel ; et le résultat de ce processus nuira finalement à la victime elle-même, sujet de

(1) V. Cassation (ch. civ.), 20 mars 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 561, *Rec. pér. ass.*, 1933, 164, *D. P.*, 1933. 4. 57 et note de M. R. Savatier ; Consulter à ce sujet, R. Savatier, Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque avec responsabilité partagée, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 501 et s.

(2) Comparer : A. Roux, La victime, l'auteur de l'accident et l'assurance, *Lois Nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 27 et s. ; Consulter également : H. Capitant, *De la cause des obligations*, p. 39, qui démontre que la cause de l'obligation de l'assureur réside, non seulement dans les primes reçues, mais encore dans la considération du risque.

la protection, qui se heurtera plus souvent à des adversaires non assurés ou insuffisamment assurés, et, dans de nombreux cas, insolvable. De même qu'en matière de finances l'imposition excessive chasse la matière imposable, de même, en matière d'assurances, les tarifs excessifs écartent toute une clientèle, celle précisément qui, de par sa situation pécuniaire modeste, fait courir le plus de risques à ses victimes éventuelles, du fait de son état d'insolvabilité rapidement constaté.

Cette protection de la victime à tendances sociales présente donc, si elle est excessive, des dangers regrettables pour la victime elle-même, et ces dangers ne peuvent être évités, en l'état actuel de notre droit nettement individualiste, que par une application raisonnable des textes en vigueur (1).

Cette observation préliminaire doit nous mettre en garde contre toute extension excessive des règles normalement applicables à notre matière, et nous inciter à examiner en toute impartialité les arguments invoqués de part et d'autre avant de donner la conclusion qui paraîtra s'imposer.

137. — Il importe de préciser avant tout ce que sont les exceptions que la jurisprudence aussi constante que récente, qui vient d'être rappelée, déclare inopposables à la victime qui agit par voie d'action directe : ce sont les déchéances que l'assureur, par sa police, se réserve le droit d'opposer à son assuré si certaines obligations contenues dans le texte du contrat n'ont pas été remplies. Ces déchéances sont aujourd'hui réglementées par la loi du 13 juillet 1930, qui a interdit à l'as-

(1) Si la protection des victimes apparaît insuffisante, c'est au législateur qu'il appartient d'instituer une protection plus étendue ; mais il n'est pas possible de reconnaître aux Tribunaux le droit de déformer les textes applicables pour créer cette protection. V. sur cette question : Maurice Picard, Pour une loi sur les accidents d'automobiles, *Rev. gén. ass. terr.*, 1934, p. 5 et s. ; Voir aussi : projets de loi sur l'assurance obligatoire, la création d'un fonds de garantie, le contrôle des Compagnies d'assurances contre les accidents : projets Coty, Largier, Godard, Laval, Dalimier.

sureur la faculté d'en imposer un certain nombre autrefois courantes ; il est par suite possible d'en dresser une liste particulièrement courte : le défaut de déclaration du sinistre dans un délai qui ne peut être inférieur à cinq jours (art. 15-4°) ; une reconnaissance de responsabilité (art. 52) ; le défaut de transmission de pièces, lettres, convocations, actes judiciaires ou extra-judiciaires signifiés à l'assuré. Encore faut-il reconnaître que le sinistre peut être déclaré dans les cinq jours de la date à laquelle l'assuré en a eu connaissance, dans les cas où celui-ci a pu ne pas en être averti dès sa survenance (art. 15, al. 5) ; que l'assuré peut reconnaître la matérialité des faits, même si cet aveu doit entraîner automatiquement sa responsabilité (art. 52) ; que le simple retard dans la déclaration du sinistre aux autorités ou dans la production de pièces ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts proportionnés au préjudice causé par ce retard (art. 24, § 2).

Ainsi restreintes, les causes de déchéance apparaissent comme des obligations légitimes qu'il est facile d'éviter et qui, somme toute, ne semblent guère justifier les efforts faits pour y faire échapper la victime. Il est juste de reconnaître que ces efforts ont été enregistrés à une époque où, faute d'une réglementation légale, les causes de déchéance insérées dans les polices étaient beaucoup plus nombreuses. Il n'en reste pas moins qu'ils continuent à produire leurs résultats actuellement, alors que cette protection ne semble pas s'imposer de façon pressante. En effet les restrictions sérieuses apportées par le législateur en cette matière se trouvent chaque jour applicables à de nouveaux contrats qui remplacent les anciens, et les contrats anciens eux-mêmes ne peuvent échapper à certaines d'entre elles. L'article 24 § 2 de la loi de 1930 est applicable aux assurances antérieures (art. 84), et, en 1940 au plus tard, toutes les polices devront être conformes à la loi précitée. La période actuelle élimine donc automatiquement chaque année des clauses prescrivant des déchéances qui ont été jugées excès-

sives par le législateur, de telle sorte qu'on peut s'en tenir pratiquement à l'énumération qui vient d'être donnée.

S'il nous est possible de justifier une solution qui, tout en respectant les intérêts légitimes de l'assureur, ne lèse en aucune façon la victime, aboutissement de la protection que nous étudions, nous réussirons peut-être à rallier à notre opinion un certain nombre de nos adversaires qui prêchent plutôt par affinités que par règles strictes solidement établies.

Dans un paragraphe 1^{er}, nous allons voir en détail la théorie de l'inopposabilité des exceptions, et consoliderons, dans un paragraphe 2, la conclusion qui se dégagera de cet examen.

§ 1^{er}. — *Examen critique.*

138. — Pour conduire cette discussion, il est nécessaire de préciser, tout au début, la base juridique de l'action directe reconnue à la victime d'un dommage, à l'encontre de l'assureur de l'auteur responsable de ce dommage; nous nous contenterons ici d'une affirmation, que nous justifierons d'ailleurs dans la deuxième partie de cette étude (1) : la loi du 19 février 1889, la loi du 28 mai 1913 et la loi du 13 juillet 1930 qui a remplacé les deux précédentes, tout au moins pour ce qui nous intéresse ici, ont créé à l'encontre de l'assureur une obligation de rétention au profit de la victime du dommage : du moment que l'assureur doit conserver l'indemnité d'assurance au profit de la victime, il semble logique de reconnaître à cette dernière le bénéfice d'une action lui permettant de profiter de l'obligation imposée à l'assureur. Et c'est ainsi que la Cour de cassation, dans son arrêt du 14 juin 1926 (2), a bâti la théorie de l'action directe

(1) V. *infra*, 2^e partie, Chap. II, nos 204 et s. et notamment nos 242 et 243.

(2) Cassation (civile), 14 juin 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *D. P.*, 1927. 1. 57 avec le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin, et la note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161.

en indiquant formellement que « l'obligation imposée à l'assureur de conserver cette somme dans l'intérêt de la personne lésée a pour conséquence nécessaire de permettre à celle-ci d'en réclamer directement le paiement ».

139. — Ceci posé, il importe de reprendre les raisons invoquées par les jugements et arrêts pour justifier la théorie de l'inopposabilité des exceptions postérieures à la réalisation du dommage.

De nombreuses décisions (1) ont basé leur raisonnement sur l'idée de délégation légale : la loi de 1913 aurait institué une délégation de l'assuré à la victime, entraînant cette conséquence de faire de l'assureur le débiteur direct de la victime ; l'engagement de l'assureur prenant naissance au moment de l'accident et étant indépendant de l'engagement de l'assureur vis-à-vis de l'assuré ne permet pas d'opposer à la victime des exceptions postérieures qui ne peuvent être opposées qu'à l'assuré lui-même.

Il nous suffira de résumer ici la critique décisive faite par M. Maurice Picard de cet argument (2) : cette idée de délégation, empruntée à la loi du 19 février 1889, ne correspond nullement à la délégation, telle qu'elle doit être entendue dans son sens technique.

Il s'agit en réalité d'une cession de créance (3), cession qui ne peut modifier la nature de cette créance, qui doit rester affectée de toutes les modalités originaires.

(1) V. notamment : Tr. civ. de la Seine (1^{re} ch.), 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, 436, *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 645, *Rec. Gaz. Trib.*, 1925. 2. 133 ; Trib. civ. des Alpes-Maritimes (sect. de Nice), 1^{er} juin 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 379 ; Tr. civ. du Havre, 4 juillet 1929, *Rec. Rouen et Caen*, 1929. 4. 468 ; Paris (4^e ch.), 5 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930. 1094, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510.

(2) Maurice Picard, L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1 et s. ; V. aussi : *Infra*, 2^e partie, ch. II, n^o 209.

(3) V. en ce sens le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin, Cassation (civ.), arrêt précité du 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 4. 57.

L'idée de délégation est absente du texte de 1913 comme de celui de 1930 ; si cette dernière loi, dans son article 37, a repris la formule de la loi de 1889, elle prête à la même interprétation que le texte qu'elle s'est bornée à reproduire, et l'interprétation exacte est celle qui vient d'être indiquée ; au surplus, l'article 53 de la loi de 1930, qui régit les droits de la victime en cas d'accident, ne reproduit pas cette expression, se contentant d'adopter une formule analogue à celle de la loi de 1913. Or, l'action directe n'implique en aucune façon une délégation préalable qui ne peut se justifier ni par le texte ni par l'esprit de la loi applicable. Il est donc impossible de justifier pareille solution en invoquant un argument de texte qui n'est, en réalité, qu'un argument de mots.

Enfin, l'idée de délégation ne conduit pas à la solution que l'on se propose de justifier en l'invoquant. Lorsque l'engagement du délégué est un engagement abstrait, c'est-à-dire indépendant de sa cause, il n'y a aucune distinction à faire entre les exceptions antérieures et les exceptions postérieures : toutes sont inopposables au délégataire. Or, nous venons de voir qu'il est unanimement reconnu que les exceptions antérieures sont opposables à la victime (1). Mais le caractère abstrait de l'engagement du délégué disparaît lorsque celui-ci a fait connaître expressément au délégataire la cause qui le déterminait à s'obliger et, notamment, lorsqu'il s'est engagé à payer entre ses mains la dette dont il était tenu envers le délégant (2).

Or, en notre matière, s'il y a délégation, le délégué (l'assureur) s'engage ou est engagé par la loi, suivant la théorie de la délégation légale, à payer entre les mains du délégataire (la victime) la dette dont il est tenu envers le délégant (l'assuré). La cause de l'obligation de l'assureur envers la victime est donc automatiquement déterminée et, par suite, les exceptions

(1) V. *suprà*, nos 131 et 132.

(2) V. Maurice Picard, article précité ; H. Capitant, *De la cause des obligations*, n° 178.

qu'avait le délégué envers le délégant deviennent opposables au délégataire.

L'idée de délégation ne peut être invoquée ici, et, fût-il possible de la faire intervenir légitimement, elle ne peut justifier la théorie que l'on cherche à faire reposer sur elle (1).

140. — Une décision isolée (2) a motivé l'inopposabilité des déchéances postérieures par la stipulation pour autrui : le contrat contiendrait une stipulation pour autrui au profit de la victime, qui doit être considérée comme l'ayant tacitement acceptée au jour de la réalisation du dommage, de telle sorte que son droit deviendrait alors définitif, sans que les fautes du stipulant entraînant déchéance après l'acceptation du tiers bénéficiaire puissent avoir effet sur le droit acquis par ce tiers et le supprimer. Nous verrons (3) qu'il n'est pas possible de rattacher le droit de la victime à la notion de stipulation pour autrui, bien que cette thèse ait trouvé un éminent défenseur en la personne de M. le Doyen Josserand (4). Il suffit de remarquer que la théorie préconisée produirait ici des résultats exactement opposés à ceux que ses partisans désirent justifier ; le bénéficiaire du contrat, et celui au profit duquel l'assuré a stipulé est bien ce bénéficiaire, ne peut éviter de se voir opposer par l'assureur les exceptions opposables au souscripteur originaire, aux termes des articles 6 et 11 de la loi du 13 juillet 1930, qui prévoient cette hypothèse précise.

Nous aurons d'ailleurs à nous demander si ces articles ne doivent pas résoudre la difficulté dans le sens opposé à la solution donnée par la Cour d'Alger dans son arrêt précité (5).

(1) V. dans le même sens : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2706.

(2) Alger (1^{re} ch.), 12 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 334, et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 89, *Gaz. Pal.*, 1931. 4. 199, *Rec. pér. ass.*, 1931, 127.

(3) V. *infra*, 2^e partie, chapitre II, n° 206.

(4) V. L. Josserand, notes au *D. P.*, 1927. 4. 58 ; 1930. 2. 4 ; 1933. 4. 5.

(5) V. *infra*, n° 154.

141. — Aussi, de nombreuses décisions (1) étayent cette règle sur l'action directe elle-même qui, de par sa nature propre, doit suffire, selon elles, à la justifier.

Selon cette opinion, le créancier qui exerce une action directe en vertu d'un droit propre qui lui est conféré par la loi ne saurait être exposé, de la part de celui contre qui il agit, à des fins de non-recevoir ou des nullités qui se sont produites à l'encontre d'autres que lui-même, créancier direct, et après l'instant où son droit à l'action directe a pris naissance.

L'action directe de la victime contre l'assureur présente, ainsi

(1) Tr. de commerce de Roubaix, 16 janvier 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 126, *Gaz. Pal.*, 1925. 1. 622 et sur appel : Douai (1^{re} ch.), 8 juillet 1925, *Rec. pér. ass.*, 1926, 219 ; Paris (1^{re} ch.), 18 janvier 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 45, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 756, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 552 ; Tr. civ. de la Seine-Inférieure (section de Rouen) (1^{re} ch.), 8 novembre 1926, *D. H.*, 1927, 94, *Gaz. Pal.*, 1927. 1. 197, *Rec. pér. ass.*, 1927, 54 ; Besançon (1^{re} ch.), 18 mars 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 122, *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 70, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 124 ; Tr. de commerce de Marseille, 14 décembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1928, sommaires, p. 528, *Rec. Marseille*, 1927. 1. 267 ; Tr. civ. de Nantes, 22 février 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 323, *S.*, 1930. 2. 121 et note de M. P. Guyot, *D. H.*, 1928, 298 ; Tr. civ. de Lyon, 18 mai 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, sommaires, 528 ; Besançon (1^{re} ch.), 2 juillet 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 326, *D. H.*, 1928, 440, *S.*, 1930. 2. 82 ; Paris (5^e ch.), 2 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 335 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 361, *Rec. pér. ass.*, 1930, 156 ; Tr. civil de la Seine (9^e ch.), 31 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 805 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 309 ; Cassation (civile rejet), 15 juin 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 801 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1931, 365, *D. H.*, 1931, 411, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 394, *Rec. jur. autom.*, 1931, 258 ; Tr. civil de Melun, 3 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1932, 38, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 1 ; Cassation (civile rejet), 29 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1014, *Rec. pér. ass.*, 1931, 368, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 651 ; Tr. civ. de Montbrison, 24 décembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 272, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 501 ; Lyon (3^e ch.), 4 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 305 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2, sommaires, p. 27, *S.*, 1932. 2. 162 ; Paris (1^{re} ch.), 27 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 819 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 308, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 13, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 359 ; Paris (1^{re} ch.), 14 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 359 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 394.

que nous le verrons (1), certains points communs avec l'action directe que le Code civil prévoit dans ses articles 1753, 1798 et 1994 : action directe du bailleur contre le sous-locataire, action directe de l'ouvrier contre le maître de l'ouvrage, action directe du mandant contre la personne que le mandataire s'est substitué. Or, l'action directe du Code civil (2) se caractérise par des traits précis qui aboutissent à cette formule : l'exercice de l'action directe transforme le droit direct éventuel en droit définitif, dont l'étendue se mesure à ce qu'est à ce moment la créance du débiteur immédiat sur le sous-débiteur ; et, dans ces limites, le créancier bénéficie d'une attribution exclusive sans égard à la faillite de son débiteur immédiat ou aux exceptions qui pourraient lui être opposées du chef de ce dernier. Ce qui veut dire que le titulaire de l'action directe ne peut voir la créance, ainsi immobilisée dans le patrimoine du tiers contre qui l'action directe est dirigée, compromise par des causes d'extinction ou de modification tenant à son débiteur originaire, telles que paiement, cession, saisie-arrêt, compensation (3).

Notre action directe présente cette particularité de produire ses effets du jour de la réalisation du dommage et non du jour où elle est exercée, car c'est de ce jour même que la créance d'indemnité est bloquée entre les mains de l'assureur. Et il s'agit de savoir si, à dater de ce jour, les déchéances qui peuvent naître du fait de l'assuré sont opposables ou non à la victime. Ainsi que l'a remarquablement exposé M. Maurice Picard dans son étude précitée, le problème tout entier est là, et, plutôt que d'assimiler les déchéances à des actes de disposition qui, comme tels, sont inopposables à la victime, et de déclarer que le problème est ainsi résolu, il est nécessaire de

(1) V. *infra*, 2^e partie, Chapitre II, n^o 222.

(2) V. H. Solus, L'action directe et l'interprétation des art. 1753, 1798, 1994 du C. civ., *thèse Paris*, 1914, p. 108 à 110, n^{os} 83 et s.

(3) Voir la jurisprudence citée par M. Maurice Picard, étude précitée, notes 19 à 24.

rechercher si ces déchéances ne peuvent être légitimement opposées au tiers lésé.

Si l'on compare cette question à la règle de l'inopposabilité des exceptions en matière d'effets de commerce, on s'aperçoit que cette dernière règle est destinée à faciliter la circulation des effets de commerce, tandis que le fondement de notre action directe repose précisément sur des vues toutes contraires : l'immobilisation de la créance d'indemnité. Par suite, cette immobilisation entraîne, ainsi qu'on vient de le voir, l'inopposabilité des actes de disposition qui lui sont postérieurs ; mais elle ne saurait, si l'on s'en tient à son but, qui est d'interdire que l'assuré puisse jouir de l'indemnité garantie au détriment de la victime, modifier les clauses contractuelles qui lui donnent naissance et qui indiquent de façon précise les conditions nécessaires à sa simple possibilité ; en d'autres termes, il ne peut y avoir immobilisation de cette créance que si toutes les conditions prévues au contrat pour qu'il y ait dette de l'assureur se trouvent réalisées. Ce n'est pas l'exercice de l'action directe qui fait du droit éventuel de la victime un droit définitif et certain ; c'est le contrat lui-même qui détermine dans quelles conditions le droit éventuel peut devenir certain. En réalité, la créance de la victime contre l'assureur n'est pas certaine dès le jour de l'accident ; elle n'est établie qu'au moment où cette victime peut se prévaloir d'un contrat valable, comme ayant vu toutes ses clauses respectées. La victime a bien un droit propre qui lui est réservé du jour de l'accident, mais ce droit ne saurait être absolu ; il est délimité par ce contrat, pièce essentielle, sans laquelle il ne saurait exister. Méconnaître les conditions que l'assureur a stipulées pour que sa dette puisse prendre naissance, c'est tout simplement nier le contrat lui-même, ce contrat qui est pourtant la source du droit de la victime (1).

(1) V. en ce sens : Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 732.

142. — D'ailleurs, sur quoi porte le droit propre de la victime ? Sur l'indemnité d'assurance, c'est-à-dire sur l'indemnité dont l'assureur serait redevable envers l'assuré s'il n'y avait pas d'action directe. C'est en simplifiant les formules qu'on a perdu de vue cet objet précis du droit de la victime. Mais qu'est-ce que l'indemnité d'assurance ? C'est une indemnité éventuelle due sous certaines conditions énumérées à la police ; c'est l'indemnité que promet l'assureur si toutes les conditions prévues au contrat sont remplies.

Or, il est incontestable que les clauses prévoyant des déchéances entraînent cette conséquence, lorsque l'une d'elles se trouve applicable, que l'assureur ne promet plus rien, si le risque survenu ne coïncide pas exactement avec celui qu'il a assuré ; et il en est ainsi si la déclaration du fait susceptible de l'intéresser ne lui est pas faite, si l'assuré reconnaît sa responsabilité, si l'assureur n'est pas mis à même, par la transmission de toutes pièces, de connaître la réclamation du tiers, amiable ou judiciaire, les poursuites engagées contre l'assuré, etc... Dans ces diverses hypothèses que l'assureur a prévues, celui-ci s'est formellement réservé le droit de retirer sa promesse de payer l'indemnité d'assurance, estimant qu'il n'y aurait plus, à ce moment, équilibre entre la prime stipulée et le risque couvert ; et la victime ne trouve rien à réclamer à l'assureur puisque son action directe porte sur une indemnité d'assurance qui n'existe pas.

C'est le contrat d'assurances qui est la source de l'action directe ; or ce contrat synallagmatique s'analyse en une promesse de prestation de la part d'un des contractants contre l'exécution des obligations de l'autre, chaque partie ayant à sa charge des obligations et bénéficiant de prestations qui en sont la contre-partie. L'obligation de l'assureur, c'est principalement l'obligation de payer l'indemnité ; les obligations de l'assuré, ce sont le paiement des primes, la déclaration des sinistres, la transmission des pièces, etc... Rien ne permet de

dire que la prime est l'élément prépondérant de l'obligation de l'assuré, car les tarifs en vigueur ne tiennent pas compte de la déformation qui se manifeste actuellement en jurisprudence. L'assureur profite de la compétence de ses services spécialisés et de son organisation pour éviter des règlements onéreux et obtenir des accords avantageux. Lui imposer un règlement d'indemnité alors qu'il n'a pas eu connaissance d'un sinistre et n'a pu, par suite, procéder aux mesures de contrôle habituelles, alors qu'il n'a pu préparer les moyens de défense que ses services ont la grande habitude d'étudier, alors qu'il n'a pu confier la défense de ses intérêts à des mandataires qu'il a choisis parmi les plus compétents dans la pratique de ces sortes de litiges, c'est lui imposer des obligations qu'il a formellement refusé d'assumer. La prime ne correspond plus au risque garanti ; de telle sorte qu'il est permis de dire que chacune des diverses obligations de l'assuré représente une portion de la prime, puisque celle-ci serait plus élevée si le contrat ne prévoyait aucune des obligations énumérées. Il est unanimement admis que la suspension pour non paiement des primes libère l'assureur de son obligation et que cette suspension n'est levée que lorsque l'intégralité de la prime en retard est payée, un simple acompte ne suffisant pas à remettre le contrat en vigueur ; on ne voit pas pourquoi il en serait autrement à l'égard d'un manquement de l'assuré qui entraîne, par les conséquences que la jurisprudence en déduit, un déséquilibre entre les obligations précises convenues entre les contractants. On aboutit ainsi à cette conclusion que le droit de la victime porte sur une indemnité qui est la contre-partie des obligations de l'assuré, et que, faute de leur exécution, l'assureur soutient à bon droit que l'indemnité n'est pas due ; au jour du sinistre, cette indemnité n'est qu'éventuelle, et il n'est pas possible de décider que si elle reste éventuelle vis-à-vis de l'assuré, elle devient certaine vis-à-vis de la victime. L'expression « indemnité d'assurance » désigne quelque chose de précis, le droit

propre de la victime ne peut porter que sur ce qu'est cette indemnité d'assurance, et si elle n'est pas due, pour inexécution de l'une quelconque des conditions qui en sont la contrepartie nécessaire, la victime ne trouve aucun objet pour exercer son droit.

143. — Lorsqu'il a paru nécessaire de favoriser particulièrement certaines victimes d'accident, on n'a pas hésité à imposer à l'assureur l'interdiction d'opposer à la victime les déchéances qu'il peut faire valoir contre l'assuré ; le second décret du 28 février 1899 (art. 11) a obligé les assureurs à insérer dans les polices garantissant les chefs d'entreprise contre les accidents du travail une clause aux termes de laquelle ils s'interdisent d'opposer des déchéances à la victime de l'accident. Dans cette hypothèse, c'est le contrat lui-même qui protège la victime, et non son action directe (1).

Ce qui a été imposé à l'assureur par un texte spécial, dans une hypothèse spéciale, ne saurait être étendu à des hypothèses non prévues, et cette précision même laisse entendre que la solution doit être contraire dans les cas non visés.

De cette comparaison, il convient surtout de retenir la méthode employée : c'est le contrat lui-même qui résout la difficulté ; c'est le contrat qui permet à la victime d'éviter les causes de déchéances postérieures à l'accident. En cette matière spéciale, la règle de l'inopposabilité a une source contractuelle.

144. — Mais n'est-ce pas suivant un procédé semblable que le législateur de 1930 a procédé ? Le fondement actuel de l'action directe ne se trouve-t-il pas aujourd'hui dans les articles 37 et 53 de la loi du 13 juillet 1930, loi intitulée : « Loi sur le contrat d'assurances » ? Ce raisonnement, qu'il était impossible de tenir avant la promulgation de ladite loi, ne trouve-t-il pas

(1) V. Cassation (civile), 1^{er} juillet 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 352.

en cette dernière la base sérieuse sur laquelle il est légitime de bâtir une théorie saine et pratique de notre action directe ?

Déjà, certains auteurs ont estimé que la loi de 1930 régissait les rapports de la victime et de l'assureur, en appliquant à l'action directe la prescription prévue par l'article 25, opinion à laquelle nous nous sommes précédemment rangé (1). Mais ne faut-il pas aller plus loin et décider que le système juridique que nous étudions est en réalité enfermé tout entier dans le contrat d'assurance ?

La loi de 1889, celle de 1913, celle enfin de 1930 procèdent, pour établir le droit propre de la victime, par la création d'une obligation imposée à l'assureur ; c'est donc lorsque celui-ci contracte avec un client qu'il est tenu de faire état du droit éventuel de la victime possible de son assuré. Le législateur fait donc une obligation à l'assureur de ne contracter qu'en réservant ce droit, de telle sorte que l'assureur, lorsqu'il traite avec un client, est contraint de lui imposer cette condition que, si la victime exerce son action directe, c'est elle qui touchera l'indemnité et non l'assuré.

La loi interdit toute clause contraire ; donc, tout contrat passé contient cette clause sous-entendue. Ce qui revient à dire que le droit propre de la victime, que la loi lui reconnaît, est inclus dans le contrat lui-même ; et on ne voit guère comment il pourrait en être autrement, puisque, en l'absence de contrat, il n'y a pas de droit de la victime.

Il nous apparaît incontestable que le droit de la victime contre l'assureur, s'il est imposé à ce dernier par le législateur, lui est imposé en fonction de son contrat qui, ainsi, l'englobe dans ses prévisions. L'assureur, lorsqu'il dit à son assuré : « Je vous garantis pour tels et tels faits », ajoute implicitement : « et

(1) V. H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2730. *Suprà*, chapitre II, nos 82 et s.

si la victime s'adresse à moi, comme elle en a le droit, je la réglerai dans les conditions prévues à la police ».

Puisque, nulle part, le législateur n'a parlé de la prétendue règle de l'opposabilité des exceptions, c'est qu'il a entendu laisser l'assureur et l'assuré libres de contracter à ce sujet, dans les limites qu'il a d'ailleurs fixées. Ainsi, la victime tient son droit du contrat qui, en conséquence, lui est opposable dans toutes ses conditions, et c'est la loi elle-même qui, en même temps qu'elle fixe le droit de la victime, marque, en prévoyant les clauses extrêmes que l'assureur peut imposer à l'assuré, les conditions pour que ce droit prenne naissance. La victime devient ainsi bénéficiaire du contrat ; elle en subit toutes les clauses, de même qu'elle en récolte tous les avantages.

Nous avons ainsi une situation originale qui forme un ensemble harmonieusement équilibré : dans le cadre du contrat, d'un côté l'assureur, de l'autre l'assuré ou la victime, créanciers alternatifs, le second ne pouvant prétendre à l'indemnité que si le premier est responsable, et dont la créance, une fois réglée, éteint celle de l'assuré, le premier dont la créance ne naît que lorsqu'il a acquitté lui-même le montant de la réparation due à sa victime. Ces deux créanciers ont des droits semblables, droits qui sont fixés par le contrat d'assurances qui en est la seule source, et qui restent des droits éventuels, aléatoires et alternatifs.

145. — Cette construction résout automatiquement la difficulté que nous étudions : le droit de la victime étant un droit que la loi a laissé aux contractants le soin de délimiter, en imposant les clauses extrêmes permises, qu'elle ne pouvait créer autrement qu'en l'enfermant dans un contrat, il est évident que c'est le contrat qui en détermine les conditions ; toutes les clauses en sont donc opposables à la victime, y compris évidemment les déchéances postérieures à l'accident.

Mais ainsi qu'on l'a vu, le principal motif, sinon toujours

avoué, du moins toujours sous-entendu, qui a poussé à édifier la théorie que nous venons de combattre est le désir de favoriser la victime, de lui faire toujours obtenir gain de cause. Nous voudrions maintenant déduire les conséquences logiques de notre propre thèse pour démontrer que la situation de la victime n'est pas aggravée, loin de là, et qu'en même temps celles de l'assureur et de l'assuré sont améliorées.

146. — Auparavant, il faut signaler un remède qui a été proposé par certains Tribunaux et qui consiste à permettre à l'assureur d'exercer un recours contre son assuré : la déchéance encourue par l'assuré est inopposable à la victime, mais l'assureur qui doit ainsi payer cette dernière possède le droit de répéter sur son assuré les sommes par lui déboursées (1).

On peut juger la situation ainsi faite à l'assureur pour le moins illogique. On lui dit : « vous avez raison d'opposer cette déchéance, mais payez d'abord et faites-vous ensuite rembourser par votre assuré ». De telle sorte que, tout en reconnaissant le bien fondé de sa prétention, on lui laisse supporter le risque d'insolvabilité de l'assuré.

Or, rien dans la loi, rien dans les contrats d'assurances ne prévoit ce recours possible en matière d'assurance de droit commun ; au contraire, les polices d'assurances contre les accidents du travail contiennent une clause en ce sens qui trouve son fondement dans l'obligation imposée à l'assureur par le décret du 28 février 1899 (2). Ce recours ne peut donc trouver sa justification que dans une raison d'équité. Mais pour équitable qu'elle puisse paraître, cette solution ne l'est qu'insuffisamment, puisqu'elle oblige l'assureur à désintéresser la

(1) V. Tr. civil de Nantes, 22 février 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 323, *S.*, 1930. 2. 421 et note de M. P. Guyot, *D. H.*, 1928, 298 ; Besançon (1^{re} ch.), 2 juillet 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 326, *D. H.*, 1928, 440, *S.*, 1930. 2. 82 ; Tr. civil de la Seine (9^e ch.), 31 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 805 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 309.

(2) V. *suprà*, n° 143.

victime et l'expose seul au risque d'insolvabilité de l'assuré. Si l'équité exige que l'assureur n'ait point à supporter le sinistre quand il peut se prévaloir d'une déchéance, il apparaît que le seul moyen de la satisfaire est de permettre à l'assureur d'opposer la déchéance à la victime elle-même.

Un auteur (1) s'est élevé contre cette solution, la jugeant non pas équitable, mais, au contraire, parfaitement inique ; d'après lui, ce recours n'aurait pas dû être jugé recevable, et l'assureur devrait conserver à sa charge l'indemnité réglée à la victime. Si l'on partageait cette opinion, il suffirait de décider que toutes les clauses de déchéance prévues par les contrats n'ont aucune utilité et que leur suppression doit s'imposer ; on se demande alors pourquoi la loi de 1930 a pris la peine de les réglementer (2).

La vérité est que les tribunaux saisis de ce genre de difficultés ont été entraînés à ce résultat par la théorie de l'opposabilité des déchéances, d'un côté, les termes du contrat d'assurance, de l'autre côté. Comme il était impossible de détruire l'économie de la convention passée entre l'assureur et l'assuré, on a été contraint de tourner la difficulté, mais on ne l'a pas supprimée. L'édifice repose sur des bases erronées et c'est là la source de ces solutions boiteuses, qu'il est pourtant possible d'éviter, en ne se contentant pas de simples affirmations, mais en recherchant au contraire la base sérieuse du droit nouveau créé au profit de la victime.

§ 2. — *Solution proposée et ses conséquences.*

147. — La conclusion qui découle des observations qui viennent d'être présentées peut être formulée dans les termes suivants :

La loi en édictant une obligation de rétention à la charge de

(1) V. P. Guyot, note sous le jugement du Tribunal civil de Nantes, 22 février 1928, précité, *S.*, 1930. 2. 121.

(2) Voir ce que nous disons *suprà*, n° 142 : la prime n'est pas la seule contre-partie de l'indemnité.

l'assureur a créé le droit de la victime à l'encontre de l'assureur; mais ce droit ne peut exister qu'en fonction d'un contrat valable; c'est donc le contrat qui est la source de l'action directe. Il s'ensuit que l'article 1134 C. civ. subit une restriction du fait de l'existence des lois du 19 février 1889, du 28 mai 1913 et du 13 juillet 1930 : une convention qui méconnaîtrait les obligations mises par la loi à la charge de l'assureur ne serait pas légalement formée. C'est le contrat lui-même qui crée le droit de la victime, la loi se contentant d'imposer une condition à l'assureur : toute clause contraire est réputée non écrite, et la clause conforme est sous-entendue. D'ailleurs cette clause est portée sur les contrats postérieurs à la loi de 1930 lesquels l'englobent sous une formule générale pratiquement ainsi conçue : « le présent contrat est régi par la loi du 13 juillet 1930 et les conditions générales et particulières suivantes... ».

Le contrat prévoit ainsi lui-même que la garantie accordée à l'assuré consiste, en cas d'exercice d'action directe par la victime, dans le règlement de cette dernière par l'assureur (1). Il se produit, par suite, une sorte de substitution, qui n'est pas celle de l'assureur à l'assuré, comme en matière d'accidents du travail (art. 16, loi du 9 avril 1898), mais la substitution de la victime à l'assuré. En effet, la victime exerce un droit qui lui est propre, mais ce droit propre porte sur l'indemnité d'assurance, et l'indemnité d'assurance, c'est l'obligation de l'assureur convenue entre celui-ci et l'assuré. La victime devient ainsi bénéficiaire du contrat, et, comme telle, doit en subir toutes les clauses quelles qu'elles soient.

La victime est ainsi intégrée dans le contrat, et la jurisprudence a, à maintes reprises, donné des solutions qui conduisent au point d'arrivée qui vient d'être logiquement déduit

(1) C'est ce que M. Weens (Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité, *Thèse Paris*, 1927) appelle « le système de l'objectivité de l'intérêt assuré ».

de la nature même du droit nouveau reconnu à la victime :

Les règles de compétence applicables sont celles de la loi du 13 juillet 1930 (1) ;

La prescription de l'action directe est celle indiquée par cette même loi (2) ;

La victime peut payer les primes aux lieu et place de l'assuré (3) ;

Elle peut déclarer l'accident, et, plus généralement, accomplir les formalités que la police impose à l'assuré (4).

Ce que cette jurisprudence a déclaré possible, en estimant que c'était là des actes conservatoires, est en réalité une conséquence nécessaire du droit de la victime ; celle-ci véritable bénéficiaire du contrat peut, en vertu du droit qui lui est reconnu, se conformer elle-même aux prescriptions édictées par la police ; elle le peut, et même elle le doit, si elle veut

(1) Cassation (civile), 11 juillet 1932, 4 arrêts, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *D. H.*, 1932, 425, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. gaz. trib.*, 1932, 2^e sem., 1, 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298. V. *suprà*, chap. II, nos 105 et s.

(2) V. H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2730, et *suprà*, chap. II, section I, nos 82 et s.

(3) V. P. Guyot. Note au *S.*, 1930. 2. 424, § 3, B. Il convient de remarquer que cette possibilité n'existe plus depuis l'application de la loi de 1930 ; en effet, aux termes de l'article 16, les effets du contrat ne peuvent être suspendus que 20 jours après l'envoi par l'assureur d'une lettre recommandée de mise en demeure, pour ne reprendre leur cours que le lendemain, à midi, du jour du règlement intégral de la prime et des frais, s'il y a lieu. Donc, ou bien la prime ne sera pas payée, mais le délai ci-dessus n'étant pas écoulé, la suspension ne sera pas acquise, ou bien, le délai étant expiré et le contrat suspendu, l'assurance ne pourra produire ses effets que le lendemain du jour du règlement de la prime, et le sinistre sera survenu pendant la suspension.

(4) V. Besançon (1^{re} ch.), 18 mars 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 122, *Rec. Gaz. trib.*, 1926. 2. 424, *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 70 et sur pourvoi : Cassation (requêtes), 30 novembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1927, 51, *D. P.*, 1928. 1. 49 et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 177 et note de M. Balleydier, *Gaz. Pal.*, 1928. 1. 231.

que la dette conditionnelle de l'assureur devienne certaine (1).

148. — Cette construction découle naturellement du texte qui lui donne naissance. L'idée de droit contient naturellement celle d'action, tellement que l'action n'est autre chose que le droit lui-même, qui reste pour ainsi dire passif tant qu'il n'est pas contesté, mais qui se met en mouvement dès qu'il est méconnu (2). Toute action suppose donc un droit, comme inversement, tout droit suppose une action ; or, en matière d'assurances de responsabilité, le droit à l'indemnité d'assurance appartient ou à l'assuré, si la victime a été désintéressée, ou à la victime tant qu'elle n'a pas été désintéressée, et il appartient à l'un à l'exclusion de l'autre ; si la victime est investie de ce droit, c'est que l'assuré en est dépouillé ; la victime a deux actions mais si la première réussit, elle perd la seconde ; si l'action contre l'assuré a réussi, la victime ne peut agir contre l'assureur, et, dans ce cas, l'assuré conserve son action contre l'assureur. Mais si la victime exerce l'action contre l'assureur elle n'en a plus contre l'assuré — dans la limite de sa satisfaction — et par suite l'assuré n'a plus d'action contre l'assureur (3).

Lorsque la victime exerce l'action directe, elle se trouve automatiquement substituée à l'assuré, qui perd son droit, puisqu'il n'y a qu'une obligation à la charge de l'assureur, un seul

(1) M. L. Josserand (note au *D. P.*, 1928. 1. 49) écrit : « ... (la victime) agit alors comme aurait pu le faire le débiteur, dans les mêmes conditions et sous la même forme ; elle reste dans le plan de la convention intervenue entre l'assureur et l'assuré, et à laquelle elle n'a cependant point été partie... ; (la déclaration d'accident) constitue le corollaire obligé du droit direct reconnu à la victime ».

(2) V. Garsonnet et Cézard-Bru, *Précis de procédure civile*, 9^e édition, n° 111, page 86 et *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3^e édition, n° 331, p. 520 et suiv.

(3) V. en ce sens : H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2702.

droit pour exiger son exécution, et que ce droit est exercé par la victime. Ainsi l'obligation de l'assureur, obligation contractuelle, est sanctionnée, lorsque l'action directe est exercée, par une action qui remplace l'action de l'assuré ; l'action directe se substitue à l'action de l'assuré, mais le droit reste le même. C'est un droit qui est celui-là même de l'assuré, et qui est délimité, défini par la convention d'assurance, laquelle en est la seule source possible, et ne peut être invoquée que telle qu'elle se comporte, avec ses incidents et ses exigences (1). Cet appareil juridique, dans son ensemble, est inclus dans le contrat, et il est impossible d'en extraire la victime, sous peine de la dépouiller de son droit qui ne peut exister que grâce au contrat.

Les droits et obligations ainsi définis de ce bénéficiaire du contrat qu'est devenue la victime, grâce aux textes qui sont la base de son droit, entraînent des conséquences pratiques particulièrement intéressantes, lesquelles permettent, moyennant quelques précautions qu'on peut tenir pour négligeables, la parfaite sauvegarde des droits de la victime.

149. — La victime ne se heurte à aucune impossibilité pour connaître les clauses de la police dont est titulaire l'auteur du dommage ; nous avons vu qu'elle pouvait exiger la communication de cette police (2) et ainsi prendre toutes dispositions pour qu'elle produise ses pleins effets. Mais cette communication même est inutile ; la victime qui exerce l'action directe connaît la loi de 1930, puisque c'est cette loi qui est le point de départ du droit qui lui est reconnu ; or, cette même loi lui indi-

(1) V. en ce sens : C. Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité, Etude spéciale de l'action directe, *Thèse Alger*, 1929, p. 105 ; P. Esmein, note au *S.*, 1927. 4. 25 ; H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse Paris*, 1928, n° 62, p. 71 ; J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 109 et suiv.

(2) V. *suprà*, chap. 1^{er}, n° 30.

que les clauses extrêmes que l'assureur peut insérer dans ses polices ; il lui suffit donc de se conformer aux termes des articles qui limitent ainsi les causes de déchéances possibles (1).

C'est qu'en effet les causes de déchéances prévues au contrat ont pour seul objet de sauvegarder les droits de l'assureur ; peu importe que les déclarations et transmissions prescrites soient le fait de l'assuré ou de la victime.

Lorsque ces déclarations et transmissions sont faites, l'assureur ne peut arguer d'aucun préjudice. Les précautions qu'il a prises se révèlent efficaces du moment qu'il se trouve à même de prendre toutes les mesures propres à la défense de ses intérêts. L'assureur ne saurait prétendre qu'une déchéance est encourue du moment que ce n'est pas l'assuré lui-même qui s'est mis en rapport avec lui ; le contrat, dans son esprit, exige des communications, mais il importe peu que celles-ci soient faites par une personne autre que l'assuré ; c'est ainsi que, couramment, les déclarations et transmissions sont faites par les parents, amis ou préposés de l'assuré ; il n'y a aucune raison d'en décider autrement si elles émanent de la victime.

Le tiers lésé qui veut exercer l'action directe doit, de toute nécessité, connaître le nom de l'assureur de l'auteur du dommage ; ce seul renseignement lui est nécessaire, mais il est suffisant.

L'assuré qui lui-même a contracté sous l'empire des lois qui ont donné naissance à l'action directe sait, de son côté, qu'il ne peut mettre obstacle au droit de la victime, il indiquera donc sans difficulté le nom de son assureur ; c'est d'ailleurs son intérêt, puisqu'ainsi il pourra, dans une certaine mesure, compter sur les initiatives de sa victime pour que son contrat reçoive application. Si, par impossible, l'assuré se montrait récalci-

(1) Ainsi se trouve remplie une condition à laquelle fait allusion M. Naquet dans sa note au *S.*, 1927. 4. 25 : la victime connaît l'utilité que présente pour elle la notification à l'assureur, de sa propre initiative, des faits et actes intéressant celui-ci.

trant, il serait facile à la victime, en l'actionnant sans retard, de le mettre en demeure de lui fournir tous renseignements utiles en vue de l'exercice de son droit personnel.

Ainsi, la victime apprend d'une part le nom de l'assureur de la bouche de l'assuré, elle sait d'autre part les formalités que l'assureur peut imposer à l'assuré, grâce à la loi de 1930 ; il lui suffit donc de faire elle-même le nécessaire pour avoir la certitude d'obtenir satisfaction. Grâce à quelques précautions, dont le résultat justifie amplement la nécessité, elle peut avoir toute sécurité et ainsi se passer de la protection dont on a voulu la faire bénéficier.

150. — Voilà donc la victime qui, dès le jour de la réalisation du dommage, trouve en face d'elle deux débiteurs éventuels, et le droit commun d'une part, et le droit des assurances d'autre part, lui indiquent ce qu'elle doit faire pour faire de ces débiteurs deux débiteurs certains : elle sait que, vis-à-vis des deux, elle doit établir la responsabilité de l'assuré (pas de responsabilité, pas de possibilité de condamnation contre l'auteur, pas de mise en jeu de la garantie de l'assureur) ; cette preuve lui est même épargnée, dans la majorité des cas, grâce à l'interprétation actuelle de l'article 1384, § 1^{er} C. civ. (1). Ayant l'intention de rechercher l'assureur, elle sait que son droit comporte certaines conditions et il lui est facile de s'y plier.

La loi prévoit que tout sinistre doit être déclaré dans les cinq jours (art. 15-4° de la loi du 13 juillet 1930).

Ce délai est suffisant pour permettre à la victime de connaître le nom de l'assureur du tiers responsable ; dans la généralité des cas, celui-ci en donnera l'indication immédiatement ; il suffit donc à la victime de faire elle-même une déclaration qui fera double emploi avec celle de l'assuré lui-même, mais qui portera le sinistre à la connaissance de l'assureur, dans le cas où, par négligence, l'assuré omettrait cette formalité ou en

(1) V. *suprà*, n° 136.

retarderait exagérément l'accomplissement. Si, par suite de circonstances défavorables, la victime n'avait pu se procurer le nom de l'assureur dans ce délai, on pourrait décider utilement qu'il lui serait toujours possible de faire cette déclaration ultérieurement ; la victime bénéficiaire du contrat se trouverait alors dans l'hypothèse prévue à l'alinéa 7 du même article 15 : « la déchéance résultant d'une clause du contrat ne peut être opposée à l'assuré qui justifie qu'il a été mis, par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, dans l'impossibilité de faire sa déclaration dans le délai imparti ». La victime substituée, en quelque sorte, à l'assuré bénéficierait de cette disposition, puisqu'elle peut se trouver, dans certaines hypothèses, dans l'impossibilité de connaître de suite l'assureur du responsable. Elle sauvegarderait ainsi son droit en tout état de cause, du moment qu'elle pourrait justifier avoir fait tout son possible pour faire une déclaration aussi rapide que les circonstances le lui permettaient.

La question du retard éventuel dans la déclaration à l'assureur par l'assuré lui-même resterait à régler entre assureur et assuré et ne pourrait se traduire que par des dommages-intérêts auxquels la victime serait étrangère, puisqu'elle pourrait justifier s'être personnellement conformée aux clauses du contrat précisées par la loi elle-même.

On pourrait également utiliser ici l'article 24, alinéa 2, qui décide : « sont nulles : 2° toutes clauses frappant de déchéance l'assuré à raison de simple retard apporté par lui à la déclaration du sinistre aux autorités... ». Les « autorités » auxquelles fait allusion cet article sont bien vagues à déterminer ; de plus, si l'on se réfère aux travaux préparatoires (1), on s'aperçoit qu'il s'agit de la déclaration du sinistre sans qu'il soit spécifié à qui cette déclaration doit être faite ; mais la lec-

(1) V. notamment rapport Lafarge, *Documents législatifs*, chambre des Députés, session 1926, n° 3316, p. 36.

ture des raisons données laisse à penser qu'il s'agit en réalité de la déclaration à l'assureur lui-même. Si l'on en jugeait ainsi, il serait facile à la victime, déclarant le sinistre même avec un retard plus ou moins long par suite des difficultés qu'elle aurait éprouvées à connaître l'assureur, de faire en sorte, par des mesures conservatoires sérieuses (expertise judiciaire, conservation des objets endommagés, etc...), que l'assureur ne puisse arguer d'aucun dommage et par conséquent ne puisse prétendre à aucune indemnité venant réduire sa dette, dans les termes de ce même article 24 : ... « sans préjudice du droit pour l'assureur de réclamer une indemnité proportionnée au dommage que ce retard lui a causé. »

151. — En cas de reconnaissance de responsabilité de l'assuré, il est évident que la victime ne possède aucun moyen d'éviter cette cause de déchéance puisque cet aveu émane de l'assuré et qu'elle n'a pas la possibilité de l'éluder (1). Quoique la jurisprudence dominante (2) estime que la clause prescrivant une déchéance pour reconnaissance de responsabilité doit être déclarée nulle comme contraire à l'ordre public, on peut tenir pour certain que cette condition est parfaitement licite comme prévue par la loi elle-même. L'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 décide en effet : « L'assureur peut stipuler qu'aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenues en dehors de lui ne lui seront opposables.

(1) Sur la question de la reconnaissance de responsabilité, consulter : L. Mazeaud, De la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité, *D. H.*, 1929, chronique, p. 53 et suiv. ; P. Bizière, L'assureur directeur du procès en responsabilité civile, *Thèse Paris*, 1930, p. 9 et suiv.

(2) V. Douai (3^e ch.), 14 février 1933, *Rec. Jur. aut.*, 1933, 584 ; Tr. de commerce de Roanne, 26 octobre 1932, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 871, et, sur appel : Lyon (1^{re} ch.), 13 mai 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 356 ; Nancy, 26 mai 1931, *Rec. pér. ass.*, 1931, 257, *D. H.*, 1932. somm., p. 5 ; Paris (1^{re} ch.), 8 novembre 1929, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 204, *D. H.*, 1930, 25, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 367, *Rec. pér. ass.*, 1929. 409, *S.*, 1930. 2. 82.

L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité (1) ».

Mais il est facile à la victime d'éviter cette déchéance. Il lui suffit de ne pas se prévaloir de semblable aveu (2) et de se contenter d'un aveu de matérialité des faits litigieux, suivant les termes de la dernière phrase de l'article précité, ou de faire la preuve de la responsabilité de l'auteur du dommage par les procédés de preuve à sa disposition : présomption de l'article 1384, § 1^{er} ou 1385 C. civ., preuve testimoniale ou présomptions de l'article 1353 C. civ. Une certaine jurisprudence est en ce sens (3) et on ne peut que l'approuver si l'on considère que les aveux de responsabilité sont faits généralement de suite après l'accident, c'est-à-dire à un moment où, bien souvent, leurs auteurs ne sont pas en possession de la plénitude de leur sang-froid.

Le texte de l'article 52 lui-même indique cette solution puisqu'il parle non pas de déchéance, mais d'opposabilité, de telle sorte que la victime qui sait qu'une reconnaissance de respon-

(1) V. H. Capitant, La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 739 et suiv., n° 58 ; P. Bizière, Thèse précitée, p. 21.

(2) Pour M. P. Hébraud (l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de leg. et de jur.*, 1931, p. 488 et suiv., n° 7), la victime ne peut se contenter d'un tel aveu pour établir son droit à l'indemnité de l'assureur ; il lui faut faire la preuve de la responsabilité de l'assuré.

(3) V. notamment : Tr. civil de la Seine (5^e ch.), 18 juillet 1929, *Gaz. Pal.*, 1929. 2. 621 qui décide : « il ne peut y avoir déchéance si la décision s'appuie sur des circonstances de fait et fautes de l'assuré, et si l'aveu de responsabilité n'apparaît pas comme l'un des motifs déterminants de la décision ». — Rennes, 25 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 937, *Rec. Rennes*, 1930, 512 : « la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité oblige l'assuré à dévoiler la vérité mais sans donner aux faits une appréciation personnelle qui pourrait parfois être fantaisiste, inexacte, tendancieuse ou mensongère... ». — Cassation (Requêtes), 12 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 636, qui distingue la reconnaissance des faits et la reconnaissance de responsabilité.

sabilité n'est pas opposable à l'assureur doit légalement baser sa demande à l'encontre de l'assureur sur des preuves ou présomptions dont cet aveu est exclu.

Ici encore, la victime peut facilement éviter cette cause de déchéance ou d'opposabilité.

152. — Il en est de même enfin des déchéances édictées pour non-transmission de pièces. Il suffit à la victime de faire savoir à l'assureur la date des audiences correctionnelles ou de simple police auxquelles comparaitra l'auteur responsable ; l'assureur pourra ainsi faire assurer la défense de son assuré par son avocat, ainsi que son contrat lui en donne la faculté. S'il s'agit d'une instance civile, le simple fait de mettre l'assureur en cause donne à celui-ci, grâce aux indications contenues dans la copie d'assignation qui lui est signifiée, toutes indications utiles sur le procès qui s'engage.

Nous avons vu (1) que, pratiquement, c'était là les seules causes de déchéances à envisager. Aucun inconvénient sérieux n'en résulte pour la victime diligente qui a toute faculté d'éviter de se les voir opposer.

153. — Lorsque la victime se pliera elle-même, concurremment avec l'assuré, aux conditions du contrat, aucune déchéance ne pourra jouer au grand avantage de toutes les parties en présence.

L'assureur sera satisfait ; il a touché les primes ; il ne demande qu'à payer l'indemnité qui peut être due, après avoir fait valoir ses moyens de défense, ce qui est parfaitement légitime, puisqu'en définitive c'est lui qui doit payer. Peu lui importe que le sinistre et ses suites lui aient été révélés par son assuré ou par la victime ; les clauses de son contrat se trouvant respectées, il exécutera son obligation sans pouvoir alléguer le moindre préjudice.

(1) V. *suprà*, n° 137.

L'assuré verra combler par sa victime les négligences qu'il aurait pu commettre ; par suite, les dommages-intérêts dont il pourrait être redevable à l'assureur pour retard dans la transmission de pièces, aux termes de l'article 24 de la loi de 1930, ne lui seront pas réclamés, le préjudice de l'assureur n'existant pas du fait qu'il a été tenu au courant du sinistre et de ses suites par la victime elle-même.

Enfin, la victime ne se trouve aucunement lésée : que sont les quelques formalités qui lui sont ainsi imposées en regard du résultat espéré ? En l'état actuel de la jurisprudence elle procède déjà ainsi que nous le préconisons, par le simple effet de l'exercice de l'action directe ; elle n'hésite jamais à se mettre en rapport avec l'assureur pour tâcher d'obtenir à l'amiable l'indemnité à laquelle elle prétend avoir droit. Selon notre système, il lui suffit d'adresser à l'assureur une ou deux lettres, l'une pour lui déclarer l'accident, l'autre pour l'aviser des poursuites pénales dont son assuré est l'objet, et il est impossible de voir là une mesure défavorable à la victime, ni même une faveur pour l'assureur.

154. — CONCLUSION. — Nous aboutissons ainsi à cette conclusion logique que toutes les clauses du contrat sont opposables à la victime, véritable bénéficiaire du contrat au même titre que l'assuré. La victime qui exerce l'action directe et qui, ce faisant, efface le droit de l'assuré, prend la place de celui-ci et tombe automatiquement sous le coup de la loi de 1930 qui donne elle-même la solution qui se dégage de notre analyse dans ses articles 6 et 11, dont le dernier stipule expressément que : « l'assureur peut opposer ... au tiers qui en invoque le bénéfice les exceptions opposables au souscripteur ». Si le législateur n'a pas visé nominativement la victime d'un dommage, il n'est pas douteux que le texte doit recevoir application ici, par suite de cette substitution de la victime à l'assuré que nous avons remarquée au cours de cet examen.

C'est par suite de déformations successives que la jurisprudence a déclaré inopposables au tiers lésé les déchéances opposables à l'assuré, ou bien sans en donner aucune justification, ou bien sur le fondement de principes inapplicables ici ; la victime est incorporée dans le contrat d'assurance, et, à ce titre, elle peut et elle doit, pour en bénéficier, se plier à toutes les conditions qui y sont insérées.

La reconnaissance d'un droit propre au profit de la victime d'un dommage, et les textes actuels qui en sont le fondement, ont créé une situation nouvelle que nous nous efforcerons de préciser dans la deuxième partie de cette étude ; la situation étant complexe, elle entraîne certaines formalités inévitables mais ces formalités se trouvent automatiquement réduites au strict minimum si l'on adopte notre point de vue concernant la nécessité de la mise en cause de l'assuré, lors de l'exercice de l'action directe par la victime (1).

Ne peuvent rester inopposables que les seuls faits de l'assuré qui sont des actes de disposition, puisque, la créance d'indemnité étant réservée à la victime, l'assuré ne peut ni l'aliéner, ni la céder ; ce dernier ne peut disposer d'une créance qui, du fait de la reconnaissance de l'action directe, n'est pas sa propriété, mais celle de la victime ; mais cette créance reste ce qu'elle était : aléatoire et conditionnelle, le droit propre de la victime ne pouvant modifier l'engagement précis de l'assureur.

Et ainsi résolue, la difficulté s'aplanit d'elle-même en un système aussi pratique qu'avantageux, et, ce qui est appréciable, également soucieux de ménager tous les intérêts en présence.

155. — Ce n'est d'ailleurs pas à dire que le système ne soit pas susceptible d'amélioration. Il serait notamment désirable de voir le législateur préciser les formalités de nature à permettre à la victime de se plier facilement aux obligations con-

(1) V. *supra*, chapitre premier.

tenues dans le contrat d'assurance et délimitées par la loi. Puisque, ainsi qu'on l'a vu, le seul obstacle sérieux que peut rencontrer la victime consiste dans son ignorance éventuelle du nom de l'assureur de l'auteur responsable et de la brièveté du délai de déclaration du sinistre, c'est sur ce point particulier qu'un perfectionnement pourrait être apporté, dans un avenir rapproché. Il ne saurait être question d'allonger indéfiniment les délais de déclaration, la constatation rapide des sinistres étant une des pièces essentielles du bon fonctionnement de l'assurance de responsabilité ; mais il serait utile d'édicter des règles qui ont déjà été proposées (1) en vue de permettre à la victime de faire une déclaration à l'assureur, et, par suite, à celui-ci de procéder aux enquêtes et démarches habituelles : il suffirait, en s'inspirant du mécanisme des accidents du travail, d'imposer, sous peine de sanctions sévères vis-à-vis de l'assuré, la déclaration immédiate de l'accident à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est survenu le sinistre, ainsi que l'indication de son assureur de responsabilité. La victime pourrait ainsi avoir la possibilité de faire une déclaration utile à l'assureur dans les délais voulus, et de se plier facilement à toutes les formalités ultérieures nécessaires.

(1) V. H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse Paris*, 1928, n° 104.

CHAPITRE IV

L'ACTION DIRECTE CONTRE UN ASSUREUR ÉTRANGER

156. — Nous n'avons envisagé jusqu'ici que l'hypothèse la plus fréquente mettant aux prises une victime avec un assureur français. Mais, entre autres causes, le développement du tourisme a fait naître une difficulté particulière du fait de la circulation en France d'automobilistes étrangers, garantis par des assureurs de leur pays d'origine ; en outre, certains Français, à tort ou à raison, préfèrent s'assurer à des Compagnies étrangères, et notamment anglaises. La question se pose alors de savoir si l'action directe peut être exercée contre l'assureur étranger ou si, au contraire, elle s'avère impossible.

La jurisprudence, pour être évidemment moins abondante que celle que nous avons eu l'occasion de signaler à propos des difficultés qui font l'objet de nos précédents chapitres, n'en est pas moins suffisante pour permettre de constater qu'elle est loin d'être fixée, les décisions que nous avons pu recueillir se prononçant, les unes pour la possibilité de l'exercice de l'action directe (1), approuvées par une partie de la doctrine (2), les

(1) Tribunal civil de Vienne, 29 juin 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 47, *Rec. pér. ass.*, 1931, 442 ; Tribunal civil de Melun, 3 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1932, 38, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 4, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395 ; Trib. civ. de Chiron, 27 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 795 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1931, 445, *Rev. de Dr. intern. priv.*, 1931, 668 et note de M. Niboyet, *Sem. jurid.*, 1931, 892, et, sur appel : Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30, *Gaz. Pal.*, 1933. 4. 565 ; Nîmes (1^{re} ch.), 23 novembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 307 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 78, *L'assureur-conseil*, 1932, 119 ; Trib. civil de Lille (2^e ch.), 6 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 186 (en sous-note sous trib. civ. du Havre, 28 avril 1933), *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 841.

(2) J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies

autres en sens contraire (1), ralliant elles aussi un certain nombre de partisans convaincus (2), remarques habituelles à chacune des questions particulières qui font l'objet de notre travail.

Comme on peut le constater, la jurisprudence dominante ne rencontre pas l'approbation de la majorité de la doctrine ; il importe donc de prendre position, et, pour ce faire, de peser les arguments que l'on fait valoir de part et d'autre. Cette étude se trouvera du reste abrégée grâce aux données qui ont été dégagées des précédents chapitres.

157. — Avant d'aborder la question même qui nous préoccupe, il convient d'examiner une face toute voisine du problème, qui pose, elle aussi, un problème de droit international privé, et dont la solution est susceptible de fournir des indications intéressantes. Il s'agit d'une espèce qui a été tranchée par un jugement du tribunal civil de la Seine le 1^{er} février 1930 (3).

Les faits étaient les suivants : un Français avait été accidenté en Allemagne par un automobiliste luxembourgeois, assuré à

d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et suiv. ; A. Perraud-Charmantier, *L'action directe contre l'assureur étranger, L'assureur-conseil*, 1931, p. 41 et suiv. ; L. Gardenat, *L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance, La semaine juridique*, 1932, p. 839 et suiv.

(1) Rouen (4^e ch.), 8 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 898 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 85 et note de M. H. Lalou, *S.*, 1930. 2. 167, *Rev. de Dr. intern. priv.*, 1931, 292 et note de M. J. P. Niboyet, *Rec. pér. ass.*, 1930, 158, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 516 ; Trib. civil de la Seine, 2 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 65, *Rec. pér. ass.*, 1932, 146, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2. 261.

(2) H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e édition, nos 225 à 227, note au *D. P.*, 1930. 2. 83 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n^o 2700 ; J. P. Niboyet, notes à la *Rev. de Dr. intern. priv.*, 1931, 292 et 668 ; Maurice Picard, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 898.

(3) Trib. civ. de la Seine (4^e ch.), 1^{er} février 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 50 et note de M. J. Perroud, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e sem., 2. 206, *Rec. Jur. autom.*, 1930, 163.

une compagnie d'assurances française, ayant son siège social à Paris, mais la police avait été contractée par l'intermédiaire de l'agent principal à Luxembourg de ladite compagnie. Or, aux termes de l'article 3 de la loi luxembourgeoise du 16 mars 1891, alors en vigueur, l'assureur étranger devait être assigné au domicile réel ou élu de l'agent principal en ce pays. Et il s'agissait de déterminer, d'une part, le Tribunal compétent et, d'autre part, la question de recevabilité de l'action directe, ces deux points distincts ayant été d'ailleurs confondus par le Tribunal. Celui-ci a admis qu'il était compétent, la Compagnie d'assurances étant française et la loi luxembourgeoise, d'ordre interne, n'ayant été édictée que dans l'intérêt exclusif de l'Etat Luxembourgeois et de ses ressortissants, et étant, par suite, inapplicable à une victime non luxembourgeoise, française en l'espèce; après avoir ainsi admis, sur la question de conflit de juridictions, la compétence des tribunaux français, le Tribunal de la Seine s'est déclaré compétent *ratione loci* sur cette considération que le siège social de l'assureur était situé dans son ressort. Puis le Tribunal a admis, sans discussion, sur la question du conflit de lois, que l'action directe était recevable.

158. — Sur la question de conflit de juridictions, pour la détermination de la compétence générale, la solution donnée ne peut qu'être approuvée. En effet, aux termes de l'article 13 du Code civil, « un Français peut être traduit devant un Tribunal de France pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger ». L'assureur était français et se trouvait par conséquent englobé dans les prévisions dudit article, texte de compétence internationale qui s'impose aux juridictions françaises, et contre lequel ne peut prévaloir un texte régissant une compétence relative interne. Comme, d'autre part, le demandeur était Français, l'auteur de l'accident pouvait, lui aussi, être assigné devant un tribunal français aux termes de l'article 14 du Code civil.

Les Tribunaux français étaient donc compétents pour connaître de l'ensemble du litige, tant vis-à-vis de l'assureur que vis-à-vis de l'assuré.

Mais le Tribunal de la Seine était-il vraiment compétent? Nous avons vu (1) que le Tribunal compétent *ratione loci* est, en matière d'action directe, soit celui du domicile de l'assuré, soit celui du lieu de l'accident, à l'exclusion de celui du domicile de l'assureur; or, l'assuré était domicilié à Luxembourg, et l'accident s'était produit en Allemagne. De l'article 14 du Code civil et de l'interprétation qui en a été donnée par la jurisprudence (2), il résulte que le Tribunal français considéré comme spécialement compétent lorsqu'il n'est pas possible d'appliquer les règles tracées par le Code de procédure civile et les lois particulières qui prévoient certaines hypothèses, est celui du domicile du demandeur. Dans l'espèce envisagée, le Tribunal de la Seine ne devait-il pas se déclarer incompétent, alors qu'il a retenu l'affaire sur cette constatation que l'assureur était domicilié dans son ressort et que nous avons vu qu'en matière d'action directe, le Tribunal du domicile de l'assureur n'est jamais compétent, et inviter par suite le demandeur à porter sa demande devant le Tribunal de son propre domicile?

La décision ci-dessus rapportée a été rendue à une époque où il était couramment admis que l'article 59, § 2, C. proc. civ. trouve une application toute naturelle en matière d'action directe et permet à la victime le choix entre le Tribunal du domicile de l'assureur et celui du domicile de l'assuré; depuis

(1) V. *Suprà*, chapitre II, section II, nos 103 et s.

(2) V. Bourges, 19 janvier 1899, *D. P.*, 1902. 2. 57 et la note de M. Martin; Cassation (civ.), 4 mars 1885, *S.*, 85. 1. 169; V. également : Despagne, *Précis de droit international privé*, 5^e édition, p. 563, n° 180.

la Cour de cassation (1) a décidé que le Tribunal du domicile de l'assureur ne pouvait être compétent, et, de l'analyse de ces arrêts et des motifs qui les soutiennent, nous avons conclu à l'incompétence absolue du Tribunal du domicile de l'assureur, même lorsque l'action directe est intentée seule, si l'on admet, contrairement à notre opinion, que cette procédure soit recevable (2). Mais depuis les arrêts du 11 juillet 1932, diverses décisions ont admis la compétence du Tribunal du domicile de l'assureur lorsque celui-ci est seul assigné par la victime (3). Doit-on accueillir la thèse du Tribunal civil de la Seine, ou, au contraire, décider que, la loi française ne prévoyant aucun Tribunal spécialement compétent, seul celui du domicile du demandeur peut être valablement saisi ?

En l'espèce il apparaît que la solution consacrée par le Tribunal de la Seine doive être approuvée. En effet, la jurisprudence s'est rabattue sur le tribunal du domicile du demandeur faute de pouvoir déterminer un autre tribunal compétent, à tel point qu'il est admis (4) que, lorsqu'il n'est pas possible de trouver un tribunal spécialement compétent, le demandeur peut saisir un tribunal quelconque à son choix.

Il ne faudrait pas voir là une exception à la règle générale que nous venons de rappeler concernant l'incompétence du Tribunal du domicile de l'assureur. Nous sommes ici dans le domaine du droit international privé, où la compétence inter-

(1) Cassation (civile), 4 arrêts du 11 juillet 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 403, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e semestre, 1, 84. *Rec. per. ass.*, 1932, 298, *D. H.*, 1932, 423 ; voir aussi : *suprà*, chapitre II, nos 103 et s.

(2) V. *suprà*, chapitre 1^{er}.

(3) V. *suprà*, chapitre II, section 2, n^o 107, et notamment : Douai, 19 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1933, 1, sommaires, p. 5, *Rec. Douai*, 1932, 289, *Rec. jur. autom.*, 1933, 132 ; Tr. civ. du Havre (2^e ch.), 28 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 184.

(4) V. *Rép. prat. Dalloz*, v^o Etranger, nos 119 et s.

nationale prime la compétence interne ; les règles que nous étudions actuellement sont hiérarchiquement supérieures à celles que nous avons précédemment examinées, et doivent par conséquent intervenir lorsque les textes de compétence spéciale d'ordre interne ne peuvent trouver application.

La décision du Tribunal civil de la Seine doit donc être approuvée en ce qu'elle a décidé concernant la compétence, avec cette réserve toutefois qu'on ne doit pas conclure de ce qu'elle s'est basée sur le domicile de l'assureur pour retenir l'espèce soumise, sur le fondement d'une règle tranchant un conflit de juridictions, à la compétence de ce Tribunal lorsque les règles de compétence interne trouvent une application normale.

159. — En ce qui concerne le conflit de lois, la solution donnée par le Tribunal de la Seine ne nous semble mériter aucune critique, quoiqu'elle apparaisse insuffisamment motivée.

Le contrat d'assurance avait été passé à Paris, l'agent luxembourgeois de la compagnie s'étant contenté de le préparer, et était par conséquent régi par la loi française. Nous avons déjà montré (1) que le droit de la victime est inclus dans le contrat d'assurance, et ce principe trouve ici une application toute naturelle qui a d'ailleurs été envisagée par un auteur. M. J. Perroud (2), commentant le jugement précité, s'exprime ainsi : « La loi française, en précisant d'autorité les effets du contrat d'assurance, a décidé que l'assureur est tenu de payer l'indemnité exclusivement à la victime, d'où pour celle-ci le droit de la réclamer par une action directe ». Nous montrerons d'ailleurs que si cet auteur nous paraît devoir être approuvé lorsqu'il donne cette explication, son opinion concernant la possibilité, qui semble, de son aveu même, contradictoire, d'exer-

(1) V. *suprà*, chapitre III, nos 147 et s.

(2) J. Perroud, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 53.

cer l'action directe quelle que soit la loi qui régit le contrat d'assurance, ne nous apparaît pas aussi satisfaisante (1).

Retenons pour le moment la solution qu'il convient de donner à ce cas particulier, inverse à l'hypothèse dont nous allons maintenant entreprendre l'étude : lorsque l'assureur est français, lorsque l'assuré est étranger et que l'accident s'est produit à l'étranger, l'action directe est recevable, comme dérivant de la loi qui régit le contrat, tant au profit d'une victime étrangère que française.

Une remarque particulièrement intéressante se dégage de cet examen ; la société d'assurances, dans l'espèce envisagée, avait en réalité contracté sous l'empire de deux législations différentes : celle de son propre pays, loi régissant le contrat lors de sa conclusion, celle du pays où l'assuré avait contracté, loi régissant les effets du contrat. Ainsi, la compagnie française qui avait assuré le sujet luxembourgeois aurait dû se plier aux règles édictées par la loi luxembourgeoise, si l'accident s'était produit à Luxembourg ou si la victime avait été luxembourgeoise. Nous verrons toute l'utilité de cette remarque dans les pages qui vont suivre (2).

160. — Nous arrivons maintenant à l'étude même objet du présent chapitre, laquelle comporte les deux mêmes questions dont la distinction vient d'être posée : un conflit de juridictions et un conflit de lois. Nous consacrerons une section à chacune de ces questions, en réservant, à propos de la seconde, quelques mots à l'hypothèse dont les tribunaux français, du moins à notre connaissance, n'ont jamais eu à connaître, dans laquelle le fait dommageable a été commis à l'étranger, d'où cette division :

Section I. — Conflit de juridictions. Détermination du Tribunal compétent.

(1) V. *infra*, nos 169 et suiv.

(2) V. *infra*, n° 177.

Section II. — Conflit de lois. Détermination de la loi applicable.

§ 1^{er}. — Préjudice réalisé en France.

§ 2. — Préjudice réalisé à l'étranger.

SECTION I

Conflit de juridictions.

161. — Il s'agit ici de savoir, sans rechercher si l'action directe elle-même est recevable — question de conflit de lois —, si les tribunaux français sont généralement compétents pour examiner l'action de la victime contre l'assureur étranger, et dans l'affirmative, quel est le Tribunal français spécialement compétent (1) ou si, au contraire, l'examen du litige ne peut être réservé qu'à un Tribunal étranger.

Il suffit de reprendre les règles qui ont été étudiées dans les chapitres premier et deuxième (section II) de ce travail et de leur appliquer les principes admis en droit international privé.

La victime comme l'assuré peuvent être ou français ou étrangers ; le fait dommageable peut s'être réalisé en France ou à l'étranger.

162. — 1^o Le fait dommageable s'est produit à l'étranger.

a) Si l'assuré est étranger, n'a aucune résidence en France et est domicilié à l'étranger, et si la victime est également étrangère, il n'y a pas de question. Les tribunaux français sont radicalement incompétents, aucun élément du litige ne leur donnant la faculté de connaître d'une affaire qui dépend exclu-

(1) Nous emploierons cette désignation courante en droit international privé : compétence générale : le Tribunal français est-il compétent ? compétence spéciale : quel est le Tribunal français compétent *ratione loci* ? V. Bartin, *Principes de dr. intern. privé* ; Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e éd., n^o 747.

sivement des tribunaux étrangers ; on ne voit d'ailleurs pas la raison pour laquelle un tribunal français serait saisi (1). Il n'en peut être autrement, que si l'assuré défendeur est domicilié de fait en France (2).

b) Si l'assuré est étranger et la victime française, cette dernière pourra saisir un tribunal français sur le fondement de l'article 14 du Code civil ; vis-à-vis de l'auteur du dommage, le tribunal spécialement compétent sera celui du domicile de la victime, le lieu où s'est produit le fait dommageable et le domicile du responsable étant, par hypothèse, situés à l'étranger (3) ; par suite, le domicile du responsable étant artificiellement remplacé dans cette situation par le domicile du demandeur français, pour la détermination de la compétence, c'est également cette compétence qui remplacera celle du domicile de l'assuré prévue par l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, vis-à-vis de l'assureur.

La solution sera la même si l'on admet la possibilité de l'exercice isolé de l'action directe.

c) Si l'assuré est français et la victime étrangère, le juge français pourra être généralement saisi sur le fondement de l'article 15 du Code civil, vis-à-vis de l'assuré, et sur la possibilité reconnue unanimement de l'intervention d'un étranger dans un procès entre étranger et français (4), de même que sur la compétence spéciale à l'action directe, qui indique, d'après l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, le Tribunal du domicile

(1) V. Bartin, *Principes de droit international privé selon la loi et la jurisprudence françaises*, t. I, p. 379.

(2) Nous raisonnons ici sur des étrangers non autorisés à domicile ; en effet les étrangers autorisés à domicile jouissent de tous les droits civils et sont par suite justiciables des tribunaux français. V. Garsonnet et César Bru, *Traité théorique et pratique de procédure*, 3^e édition, t. I, p. 738, n° 470.

(3) V. *suprà*, n° 158.

(4) V. *Rép. prat. Dalloz*, v° Etranger, nos 215 et suiv. ; Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édit., n° 764, p. 379 ; Despagnet, *Précis de droit international privé*, 5^e édit., n° 183, p. 576.

de l'assuré, vis-à-vis de l'assureur. Le Tribunal spécialement compétent ne pourra être que ce dernier tribunal.

Si l'on admet la possibilité de l'action directe exercée seule, la solution sera la même, la victime, substituée en quelque sorte à l'assuré ainsi que nous l'avons vu (1), prenant la place de celui-ci qui, aux termes de l'article 14 C. civ., peut actionner l'assureur devant les tribunaux français. Cette solution peut apparaître étrange, si l'on considère que le demandeur et le défendeur sont étrangers et que le fait qui a donné naissance au droit du premier s'est produit à l'étranger. Elle s'impose cependant d'abord pour le motif que nous venons d'en donner, ensuite comme étant celle résultant de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, enfin, pour cette raison que la dette de l'assureur se superpose à la dette de l'assuré et qu'il y a lieu d'étendre ici les règles admises en matière de solidarité qui permettent à un étranger d'assigner en France un débiteur étranger lorsque parmi ses débiteurs solidaires se trouve un Français ; quoiqu'il ne puisse être ici question de solidarité, ainsi que nous l'avons démontré (2), le paiement par un débiteur aboutit à la libération de l'autre à l'égard du demandeur, et les idées qui ont motivé cette solution en matière de solidarité, doivent logiquement trouver leur place ici (3).

d) Si l'assuré et la victime sont français, les tribunaux français pourront être généralement saisis, conformément au droit commun en ce qui concerne l'assuré, à l'article 14 du Code civil en ce qui concerne l'assureur ; le tribunal spécialement compétent sera celui du domicile de l'assuré, conformément à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930.

(1) V. *suprà*, chapitre III, nos 147 et suiv.

(2) V. *suprà*, chapitre II, section 3, nos 147 et s.

(3) D'ailleurs, même sur le fondement de la loi du 2 janvier 1902, qui, en matière d'accident, accordait compétence exclusive au tribunal du lieu où celui-ci s'était produit, les tribunaux français se déclaraient compétents alors que l'accident était survenu à l'étranger. V. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édition, n° 765, p. 879.

Il en sera de même si l'on admet la possibilité de l'action directe exercée seule.

163. — 2° Le fait dommageable s'est produit en France.

a) Si l'assuré et la victime sont étrangers, les tribunaux français seront généralement compétents, le délit ou quasi-délit qui a donné naissance au droit de la victime ayant été commis sur le territoire français ; cette compétence, fondée sur la notion du *jus gentium* et sur celle d'ordre public (1), désigne spécialement, vis-à-vis de l'assuré, le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable. Comme le Tribunal spécialement compétent pour connaître de l'action directe coïncide, aux termes de la loi française, avec le tribunal compétent pour connaître du délit ou quasi-délit, c'est le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable qui sera compétent, conformément à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930.

Si l'on admet la possibilité de l'action directe exercée seule, le procès qui va s'engager mettra aux prises deux étrangers ; en principe, le juge français devrait se déclarer incompétent, mais aux termes de la loi française, le tribunal du lieu de l'accident est compétent et il est unanimement admis (2) que la détermination du tribunal compétent résulte des textes français en matière de compétence *ratione loci* ; l'assureur étranger pourra donc être assigné seul, si tant est que cette procédure soit recevable, devant le Tribunal du lieu de l'accident.

b) Si l'assuré est étranger et la victime française, ce sera la même solution que celle qui vient d'être donnée ci-dessus, pour les mêmes raisons auxquelles s'ajoute l'argument tiré de l'arti-

(1) V. Martin, *Principes de droit international privé*, p. 372 ; Niboyet, *op. cit.*, n° 766 ; Garsonnet et Cézard-Bru, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 3^e édition, t. I, n° 473, p. 744 ; Despagnet, *Précis de droit international privé*, 5^e édition, n° 183, p. 574.

(2) V. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édition, n°s 754 et suiv. ; Despagnet, *Précis de droit international privé*, 5^e édition, n° 173, p. 539.

cle 14 du Code civil. Le Tribunal spécialement compétent sera également celui du lieu où s'est réalisé le fait dommageable (article 3, loi du 13 juillet 1930).

c) Si l'assuré est Français et la victime étrangère, les tribunaux français seront généralement compétents, le fait dommageable s'étant produit en France, l'assuré étant Français et la loi française désignant le tribunal du domicile de l'assuré ou celui du lieu de l'accident pour connaître de l'action directe. Ce sera donc l'un de ces deux tribunaux qui sera spécialement compétent.

Si l'on accepte la possibilité de l'exercice isolé de l'action directe, ces mêmes tribunaux seront également compétents comme désignés par la loi de 1930.

d) Enfin, si l'assuré et la victime sont Français, les tribunaux français seront généralement compétents, pour les diverses raisons précédemment données. Le Tribunal spécialement compétent sera celui du domicile de l'assuré ou celui du lieu de l'accident (article 3, loi de 1930).

La solution sera la même si l'on juge l'action directe possible même exercée isolément.

164. — En résumé, pour rechercher si un tribunal français peut connaître de l'action directe exercée contre un assureur étranger, il convient de rechercher quel est le Tribunal compétent aux termes de la loi française, d'abord sur le fondement des textes de compétence internationale, suivant les articles 14 et 15 du Code civil, ensuite, d'après les textes de compétence spéciaux à la matière, suivant l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 (1), en choisissant le tribunal du domicile de la victime aux lieu et place de celui du domicile de l'assuré lorsque celui-ci est domicilié ou réside à l'étranger, conformément à la jurisprudence établie à cet égard. Si ce Tribunal est

(1) V. J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1934, p. 24 et suiv.

français, l'instance contre l'assureur peut être engagée ; dans le cas contraire la victime doit s'adresser à un tribunal étranger.

Cet examen montre que les Tribunaux français sont toujours compétents, à l'exclusion de l'hypothèse dans laquelle toutes les parties sont étrangères et n'ont aucune résidence en France, et où le fait dommageable est survenu à l'étranger.

165. — Ce principe comporte-t-il une exception lorsque le conflit de juridictions est réglé par un traité passé entre la France et certaines nations étrangères ?

Le traité franco-belge du 8 juillet 1899 a assimilé les règles de compétence internationale aux règles de compétence spéciale de telle sorte qu'en matière civile et commerciale, et personnelle mobilière, l'article 14 du Code civil ne peut être invoqué par les Français contre les Belges domiciliés hors de France, ni l'article 15 par les Belges contre les Français domiciliés en Belgique ; en d'autres termes, les Français en Belgique et les Belges en France sont régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

Le traité franco-suisse du 15 juin 1869 déroge également aux articles 14 et 15 du Code civil français, et décide que l'action en justice en matière personnelle mobilière, relative à des questions civiles ou commerciales, entre Suisses et Français, doit être poursuivie devant le « juge naturel » du défendeur, et il est admis que ce juge naturel est le juge du domicile du défendeur, à condition que ce domicile soit situé dans l'un ou l'autre des deux pays contractants.

Que doit-on décider à cet égard ? Que le juge Belge ou Suisse, selon la nationalité du défendeur, est seul compétent, ou bien, au contraire, que le juge Français est compétent dès l'instant que le fait dommageable s'est produit en France, ou que la victime est Française ? L'obscurité qui règne sur ce point provient de ce que les Tribunaux saisis confondent invariablement la question de recevabilité de l'action directe (conflit de lois) et

la question de compétence proprement dite (conflit de juridictions).

166. — Nous pensons que la difficulté doit être résolue de la façon suivante : vis-à-vis de l'auteur du dommage, l'action en réparation de la victime, si elle est personnelle-mobilière, n'a, en réalité, pas trait à une matière purement civile ou commerciale, du moins dans la majorité des cas ; sauf dans l'hypothèse où le responsable est recherché en qualité de débiteur ayant manqué à une obligation exclusivement contractuelle, tout dommage dérive, en matière d'accidents, d'un délit ou quasi-délit ; or, si l'action privée née d'un délit est civile, elle concerne cependant une matière pénale, puisqu'elle se rapporte à un délit ou à une contravention qui est à la base de la responsabilité de l'auteur de l'accident. Il n'a jamais été question de faire intervenir les traités précités pour soustraire les Belges ou les Suisses à la compétence des juridictions répressives françaises valablement saisies aux termes des textes internes de compétence ; or, la victime peut, devant ces juridictions, se porter partie civile, et il serait anormal de l'obliger à aller plaider en Belgique ou en Suisse, sous le prétexte qu'elle aurait négligé de présenter sa réclamation devant le juge répressif. Enfin, c'est le Tribunal du lieu de l'accident qui est le mieux placé pour instruire l'affaire et ce serait aller au devant de complications infinies que de décider que la victime doit porter sa demande devant un tribunal belge ou suisse, lequel, à son tour, devrait donner des commissions rogatoires en France pour entendre les témoins et ordonner les expertises nécessaires.

Il faut donc décider que les traités franco-belge de 1899 et franco-suisse de 1869 ne régissent pas les procès civils qui peuvent s'engager sur la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle de l'auteur d'un dommage, cette question n'étant pas purement civile ou commerciale, mais touchant à la répression des délits et contraventions, et comme telle, exclue des prévisions des conventions précitées.

167. — Mais quelle solution doit-on donner à l'égard de l'assureur qui, lui, est tenu, non par un fait délictuel, mais par un contrat, civil ou commercial, champ d'application normal des traités que nous étudions?

C'est ici que la confusion règne en jurisprudence ; notamment le Tribunal civil de Narbonne, par jugement en date du 27 juillet 1933 (1), s'est déclaré compétent à l'égard d'un assureur suisse motif pris que l'action directe est instituée par une loi qui revêt le caractère d'ordre public et entre dans le cadre des lois de police et de sûreté applicables aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux ; nous dirons ce qu'il faut penser de cet argument un peu plus loin (2), mais il n'est pas, en tout état de cause, à sa place ici : le Tribunal a confondu la question de recevabilité de l'action directe et la question de compétence, et ce que nous recherchons ici, ce n'est pas si l'action directe est recevable contre l'assureur étranger, mais simplement si le Tribunal français peut être compétemment saisi de cette action.

Normalement, aux termes des traités dont nous avons parlé, l'assureur étranger, tenu en vertu d'un contrat civil ou commercial, doit pouvoir invoquer les règles de compétence édictées par ces conventions, et, par suite, exiger d'être traduit devant son juge national.

Mais c'est alors que se révèle un inconvénient considérable tenant à l'impossibilité pour la victime d'assigner en même temps l'assureur et l'assuré, si ceux-ci sont de nationalités différentes, alors que cette mise en cause simultanée est une condition d'exercice de l'action directe (3).

A la vérité, cet obstacle tombe de lui-même pour un motif que nous développerons dans la seconde section de ce chapi-

(1) Tr. civ. de Narbonne, 27 juillet 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 1074 et note de M. J. Perroud, Affaire Bischler et Mutuelle Vaudoise contre Consorts Azalbert.

(2) V. *infra*, n° 170.

(3) V. *suprà*, chapitre 1^{er}.

tre (1) et qui peut se formuler ainsi : l'assureur qui couvre un risque susceptible de se réaliser à l'étranger accepte, soit expressément, soit implicitement, la législation applicable dans le pays où la responsabilité de son assuré est recherchée ; et, ce faisant, il renonce à se prévaloir tant de sa propre législation que des conventions diplomatiques qui attribuent compétence au juge de son pays ; ces dernières règles ne sont en effet que relatives et il est possible d'y renoncer ; c'est ainsi, par exemple, qu'aux termes de l'article 3 de la convention franco-suisse de 1869, il est loisible à un Suisse de faire élection de domicile en France, et de donner ainsi compétence à un tribunal français.

Comme en matière d'action directe, il est nécessaire que le même Tribunal connaisse de l'action dirigée contre le responsable et de celle dirigée contre l'assureur, que la loi française pose cette exigence, et que l'assureur suisse ou belge, garantissant son assuré pour des risques survenant en France, accepte les lois en vigueur sur le territoire français, il y a là une véritable prorogation volontaire de juridiction consentie par cet assureur au Tribunal compétent pour connaître de l'action dirigée contre son assuré, par dérogation aux conventions diplomatiques passées entre les pays contractants.

Par suite, sauf si le fait dommageable est purement civil ou commercial, tenant notamment à l'inexécution d'un contrat passé entre la victime et le responsable, sauf encore si le dommage est survenu à l'étranger, l'assuré comme l'assureur, ou Suisse ou Belge, ne peut refuser la compétence des Tribunaux français ; l'assuré parce que les traités internationaux n'englobent pas dans leurs prévisions les obligations ayant leur source dans un délit ou un quasi-délit, l'assureur parce qu'il a accepté la compétence des tribunaux français en consentant à garantir son assuré pour les dommages qu'il serait susceptible de cau-

(1) V. *infra*, nos 177, 183 et 184.

ser en France, dommages dont l'évaluation est réservée aux tribunaux français.

L'argumentation est ici identique à celle qui nous fera connaître si le Tribunal saisi doit admettre ou non la recevabilité de l'action directe ; c'est là d'ailleurs qu'est la difficulté du problème qui pose une question de conflit de lois et que nous allons nous efforcer de résoudre dans la section suivante.

SECTION II

Conflit de lois.

§ 1^{er}. — *Préjudice réalisé en France.*

168. — La presque généralité des décisions qui admettent la possibilité de l'action directe contre un assureur étranger, et qui n'ont eu à statuer que sur des accidents survenus en France, tiennent le raisonnement suivant (1) : l'action directe de la victime ne naît pas du contrat, mais de la loi ; les textes qui ont créé ce droit de la victime sont d'ordre public ; ils s'appliquent donc à tout accident survenu en France, sans qu'il y ait à tenir compte ni de la nationalité de l'auteur de l'accident, ni du lieu où a été passé le contrat d'assurance ; en conséquence, la victime d'un accident survenu en France peut agir directe-

(1) V. Trib. civ. de Vienne, 29 juin 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 47, *Rec. pér. ass.*, 1931, 442 ; Nîmes (1^{re} ch.), 23 nov. 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 307, *D. H.*, 1932, 78 ; Trib. civ. de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 795, *Rev. de dr. intern. priv.*, 1931, 668 et note de M. Niboyet, *Rec. pér. ass.*, 1931, 445, et, sur appel : Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 565 ; Trib. civ. de Lille (2^e ch.), 6 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 186 (sous-note) ; Lyon (2^e ch.), 25 juillet 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 674 ; Tr. civ. de Narbonne, 27 juillet 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 1074 et note de M. J. Perroud, affaire Bis-chler et Mutuelle Vaudoise contre Consorts Azalbert.

ment contre la compagnie d'assurances étrangère, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de savoir si la loi étrangère admet l'action directe.

Reprenons ces diverses affirmations.

169. — L'action directe naît de la loi et non du contrat.

Nous avons déjà eu l'occasion d'examiner cette justification de l'action directe à propos de l'opposabilité des déchéances (1), et nous avons été amené à conclure que, si le droit de la victime contre l'assureur naît de la loi, ce droit lui vient de façon médiate, en passant par le contrat, la loi s'étant bornée, en imposant une obligation de rétention à la charge de l'assureur, à régler les effets du contrat; le droit de la victime, créé par la loi, naît donc du contrat, et s'il ne peut être écarté par une clause formelle de la police, il ne peut naître que parce que cette police existe et qu'elle contient une clause expresse ou sous-entendue, imposée par la loi, en permettant l'exercice.

Si la loi française ne peut régir le contrat passé auprès d'une compagnie étrangère, ce que nous verrons par la suite (2), elle n'a pu imposer à cette compagnie étrangère une clause réservant le droit de la victime.

170. — L'action directe, née de la loi de 1913, et confirmée par la loi de 1930, doit être considérée comme une institution d'ordre public.

On fait valoir que l'Etat français a voulu s'acquitter d'un devoir de protection de la circulation publique en prenant diverses mesures de sécurité, parmi lesquelles l'obligation de rétention imposée à l'assureur pour permettre la réparation certaine du préjudice que peuvent subir les victimes d'accidents de la circulation; que ces mesures ne peuvent être que générales sans comporter de distinction suivant la nationalité

(1) V. *suprà*, chapitre III, nos 143 et s.

(2) V. *infra*, nos 177 et s.

des intéressés ou les modalités de leurs contrats ; que la protection de la sécurité en France ne peut dépendre que de la loi française (1). La garantie que constitue l'action directe doit suivre le sort de la créance qu'elle couvre, créance régie par les articles 1382 à 1384 du Code civil, et l'intervention de la loi étrangère est inadmissible en cette matière d'ordre public.

Sans entrer dans l'exposé des multiples systèmes proposés sur la notion d'ordre public (2), il semble que, contrairement à l'opinion qui vient d'être résumée, les lois de 1913 et de 1930 ne sont pas des lois « de police et de sûreté » que l'article 3 § 1^{er} du Code civil déclare obligatoires « pour tous ceux qui habitent le territoire ». L'assureur étranger, par hypothèse, n'habite pas le territoire, et la victime qui verra son action directe contre un assureur étranger rejetée se trouvera dans la situation d'une victime d'un accident causé par un individu non assuré ; l'assurance n'étant pas obligatoire, il n'est pas possible de dire que l'ordre public est compromis parce que l'action directe ne peut être exercée. On objecte, il est vrai, que ce n'est pas une raison parce que la protection pourrait être plus complète pour la méconnaître dans la mesure où elle existe. Mais du moment qu'il suffit à l'auteur d'un accident de ne pas s'être assuré pour que cette protection soit sans effet, on ne voit pas comment on peut justifier que les textes qui la régissent soient des textes de « police et de sûreté » qui, par le but même qu'ils se proposent, doivent être généraux et ne comporter aucune exception.

171. — En réalité, on retrouve ici cette volonté de favoriser coûte que coûte la victime, en sollicitant les textes et en en

(1) V. en ce sens : J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et s.

(2) V. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édit., nos 429 et s., p. 524 et s.

tirant tout ce qu'ils peuvent donner. Malheureusement, en cette matière, non seulement le terrain se dérobe, ainsi que nous venons de le voir, mais encore le but qu'on se propose d'atteindre apparaît hors de portée, si bien qu'on doit se demander si l'inanité des efforts tentés ne doit pas conduire automatiquement à les condamner.

C'est qu'en effet, même si l'on admet la recevabilité de l'action directe contre un assureur étranger sur le fondement des notions qu'on vient de passer en revue, on aboutit à donner à la victime un avantage purement théorique sans aucune portée pratique. Lorsque la victime aura obtenu d'un tribunal français une condamnation à l'encontre de l'assureur étranger, il lui faudra procéder à son exécution et, pour ce faire, demander au juge national de l'assureur l'*exequatur* de la décision obtenue, puisque, par hypothèse, elle ne peut saisir les biens de l'assureur, pour se faire payer, qu'à son domicile, à l'étranger. Or, si la loi nationale de l'assureur ne contient pas une disposition semblable à celle insérée dans la loi française, l'*exequatur* ne sera pas accordé. On aura donné à la victime une arme complètement inefficace; c'est « un coup d'épée dans l'eau », écrit M. Niboyet (1), puisque « quand viendra l'heure de l'exécution, la seule en vue de laquelle l'instance a été introduite, les victimes seront exactement dans la même situation que si elles n'avaient fait aucun procès ».

Il nous faut donc conclure, tout au moins provisoirement en nous réservant de rechercher plus loin si cette conclusion doit être maintenue (2), à l'irrecevabilité de l'action directe contre un assureur étranger, tout au moins sur les bases qui viennent d'être examinées, en faisant remarquer qu'elle est parfaitement recevable si la loi nationale de cet assureur la prévoit elle-même, l'*exequatur* de la décision obtenue par la victime ne

(1) V. Niboyet, note sous trib. civ. de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. de Dr. intern. priv.*, 1931, 668.

(2) V. *infra*, nos 177 et s.

souffrant alors aucun obstacle. En d'autres termes c'est la loi applicable au contrat qui détermine la recevabilité de l'action directe.

172. — Un Tribunal (1) a admis la recevabilité de l'action directe en basant sa décision sur trois constatations de fait, dont la dernière, à vrai dire, était inopérante comme réglant un conflit éventuel de juridictions : la police était rédigée partie en français, partie en anglais, était du type courant usité à Paris et était signée du représentant en France de l'assureur anglais et couvrait les accidents survenus en France ; c'est le représentant en France qui devait être avisé des sinistres éventuels ; enfin, la police ne contenait aucune clause attributive de compétence.

Nous verrons plus loin (2) si ce jugement ne va pas nous fournir des éléments intéressants pour la solution du problème.

Quant à présent, écartons de suite l'argument visant l'absence de clause attributive de compétence, car c'est là une question de conflit de juridictions et non de conflit de lois, et notons que la décision rapportée est motivée par la situation en France de la créance de la victime contre l'assureur, par l'effet de l'article 3 du Code civil. M. Perroud dans la note qu'il a publiée sous le jugement précité (3) estime que le Tribunal de Melun a fait preuve d'une grande hardiesse, s'il a voulu dire que la créance, au lieu d'être située au domicile du débiteur, ainsi qu'il est unanimement admis (4), était située au domicile du représentant en France de l'assureur étranger, et pense qu'en réalité il a interprété faussement ce texte en

(1) Tr. civil de Melun, 3 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1932, 38, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 1.

(2) V. *infra*, n° 177.

(3) J. Perroud, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008.

(4) V. notamment : Paris, 16 février 1910, *Clunet*, 1913, 555 ; Paris, 18 novembre 1927, *Clunet*, 1928, 972.

admettant la transmission de la créance par l'effet de la loi de 1913 alors que l'action directe, extraite de ladite loi, s'oppose au contraire à l'idée de créance transmise.

173. — Les décisions qui ont admis l'irrecevabilité de l'action directe contre un assureur étranger (1) se basent sur le privilège institué par la loi du 28 mai 1913 qui est la source du droit de la victime. Ce privilège, de caractère mobilier, portant sur un meuble incorporel, est régi par la loi du domicile du débiteur; par suite, si l'assureur est une compagnie étrangère, ayant son siège à l'étranger, et n'ayant en France qu'une succursale sans personnalité juridique et sans autonomie financière, la créance d'indemnité de l'auteur de l'accident est située à l'étranger et, si la loi nationale de l'assureur n'admet pas l'action directe, celle-ci est irrecevable devant les juridictions françaises.

Il est en effet admis que le régime des biens est régi par la loi de leur situation, de façon à fixer les tiers qui traitent avec le propriétaire sur une loi que leur désignera un signe tangible. Or, quand il s'agit de meubles incorporels, la sécurité des tiers oblige à les rattacher à un lieu déterminé qui ne peut être que la situation fictive de la créance qui est déterminée par le domicile du débiteur (2). Quand on rattache l'action directe au privilège, on en déduit qu'elle est impossible lors-

(1) Rouen (4^e ch.), 8 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 898 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 85 et note de M. H. Lalou, *S.*, 1930. 2. 467, *Rev. de dr. intern. priv.*, 1931, 292 et note de M. J. P. Niboyet, *Rec. pér. ass.*, 1930, 458, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 516; Trib. civ. de la Seine, 2 juillet 1931, *Rev. gén. assur. terr.*, 1932, 65, *Rec. pér. ass.*, 1932, 146, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2. 261.

(2) Voir notamment : Cassation (Requêtes), 20 janvier 1858, *D. P.*, 58. 1. 318; Cassation (civile), 13 juillet 1869, *D. P.*, 70. 1. 130; Paris, 16 février 1910, *Clunet*, 1913, 555; Tr. civil de la Seine, 10 décembre 1896, *Clunet*, 1897, 543; Paris, 16 mars 1925, *Clunet*, 1926, 346; Voir aussi : Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édition, n^o 703, p. 821; H. Lalou, note au *D. P.*, 1930. 2. 85.

que la loi du domicile de l'assureur n'admet pas elle-même un privilège sur l'indemnité d'assurance au profit de la victime.

174. — Cette solution ne nous paraît pas satisfaisante. C'est qu'en effet, il apparaît certain que l'action directe de la victime ne repose pas sur un privilège, mais sur l'obligation de rétention imposée à l'assureur (1). En effet, le privilège est supprimé automatiquement par l'obligation de rétention; il ne peut pas se concevoir puisque le concours des créanciers de l'assuré n'est pas à envisager, l'assureur ne pouvant verser à un autre que la victime, tant qu'elle n'a pas été désintéressée, et la victime une fois désintéressée n'ayant plus de créance, et partant, plus de privilège.

Il faut donc admettre ce point de départ que c'est l'obligation de rétention imposée par la loi à l'assureur qui est le fondement juridique de l'action directe, et rechercher, sur ces données, quelle peut être la loi applicable en matière d'action directe contre un assureur étranger.

175. — Nous venons de rappeler (2) que cette obligation imposée à l'assureur est, en réalité, insérée dans son contrat, et que la victime, lorsqu'elle exerce son action directe fait valoir

(1) V. *infra*, 2^e partie, chap. I, n^o 195, et chap. II, n^{os} 212 et 213. — *Adde* : P. Esmein, note au *S.*, 1927. 1. 25 ; L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurances, *La semaine juridique*, 1932, p. 838 ; H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse Paris*, 1928, n^o 92 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de leg. et de jurispr.*, 1931, p. 488 et s., n^o 4, note 46 ; L. Josserand, note au *D. P.*, 1927. 1. 57 ; Perraud-Charmantier, L'action directe contre l'assureur étranger, *L'assureur-conseil*, 1931, p. 11 et suiv. ; J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et suiv. ; Maurice Picard, L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 4.

(2) V. *suprà*, n^o 169.

un droit, qu'elle tient certes de la loi, puisque c'est dans un texte légal qu'on en a trouvé le fondement, tous les droits ne pouvant, pour être munis d'action, naître que de la loi, mais un droit délimité par le contrat et qui y est intégralement inséré.

La loi applicable est, par suite, la loi qui régit le contrat, soit dans sa formation, et son étendue, soit dans ses effets ; il s'ensuit que le contrat ne produira à l'égard de la victime que les effets voulus par les parties qui l'ont souscrit, limités et définis par les lois qui le régissent obligatoirement. Et toute la difficulté est de savoir quelle est la loi applicable au contrat.

176. — Si l'on s'en tient à reconnaître que la seule loi applicable au contrat ne peut être que celle du lieu où le débiteur s'est engagé, on ne peut hésiter lorsque l'assuré est étranger et qu'il s'est assuré à une compagnie de son pays d'origine : le contrat est régi par la loi en vigueur dans le pays où il a été souscrit.

Si ladite loi ne prévoit pas une action directe au bénéfice de la victime, l'action directe devra être jugée irrecevable par le Tribunal français saisi : ainsi en est-il vis-à-vis d'un assureur belge (1), en était-il, avant la loi suisse du 15 mars 1932, vis-à-vis d'un assureur suisse (2).

L'action directe sera au contraire recevable, par application de la loi étrangère, si elle est prévue par elle ; ainsi en est-il pour certains états des Etats-Unis de l'Amérique du Nord (3).

Dans ces diverses hypothèses, le juge français devra appli-

(1) V. Tr. de Huy, 5 déc. 1929, *S.*, 1930. 4. 13.

(2) V. Tr. cantonal du canton de Vaud, 17 sept. 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 911, qui décide que l'article 60 alinéa 2 L. C. A. n'accorde pas à la victime un droit direct contre l'assureur.

(3) V. notamment : United States Circuit Court of Appeals (Seventh Circuit), 20 mai 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 423.

quer la loi étrangère, conformément à la doctrine unanime en matière de conflit de lois (1).

Jusqu'ici, la solution qui vient d'être indiquée ne présente pas grand inconvénient du point de vue pratique : la victime d'un accident causé par un étranger n'a pas d'action directe, dans certains cas, mais rien ne permet de supposer que l'assureur de l'auteur de l'accident ne la désintéressera pas ; si elle se trouve en présence d'un adversaire bien assuré, elle obtiendra satisfaction ; sinon, elle se trouvera dans la situation d'une personne lésée qui se heurte à un individu non assuré. Elle pourra d'ailleurs, en ce cas, procéder à des mesures conservatoires pour la sauvegarde de son droit contre l'auteur responsable ; nous savons, par exemple, qu'en Italie, la victime d'un accident obtient immédiatement pour garantir sa créance éventuelle la mise sous séquestre du véhicule qui a occasionné l'accident, si son propriétaire est étranger, et ce, jusqu'à ce que les responsabilités soient établies ; ce procédé mériterait d'être employé en France, ne serait-ce parfois qu'à titre de réciprocité, et chaque fois qu'il serait besoin ou faute d'une caution suffisante, pour éviter que les responsables possibles regagnent leur pays d'origine où l'action de la victime est assortie des plus grandes difficultés.

Il est d'ailleurs impossible de dire ici que ce refus de l'action directe lèse les intérêts de la victime, si l'on veut bien se souvenir que la sanction que peut admettre le Tribunal saisi risque d'être dépourvue d'efficacité si l'*exequatur* est par la suite refusé dans le pays où l'assureur doit, en dernière analyse, être poursuivi.

Mais où ce système peut paraître inique, c'est lorsqu'un Français s'est assuré auprès d'une compagnie étrangère qui se retranche derrière la loi de son contrat et son absence de biens

(1) V. J. P. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édit., nos 324 et suiv. et n^o 748 ; Despagnet, *Précis de droit international privé*, 5^e édit., nos 405 et suiv., p. 325 et suiv. ; n^o 182, p. 571.

sis en France pour repousser l'action directe de la victime. Nous allons voir qu'en réalité, dans cette hypothèse particulière, la victime n'a rien à redouter, ce que nous avons laissé pressentir à diverses reprises.

177. — Nous reprenons ici les données que nous n'avons fait qu'indiquer en passant, et qui vont fournir la solution de la difficulté.

Dans l'hypothèse de l'assureur français qui avait contracté à Luxembourg par l'intermédiaire de son agent principal en ce pays (1), nous avons vu que la loi française régissait la police, malgré les clauses attribuant compétence au Tribunal du domicile de l'agent de la compagnie d'assurances à Luxembourg, et se référant vraisemblablement à la législation luxembourgeoise des assurances (2), mais que la législation luxembourgeoise aurait été applicable si la victime au lieu d'être française avait été elle-même de nationalité luxembourgeoise, ou si le sinistre était survenu sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Dans l'espèce soumise au Tribunal de Melun (3), la loi française a été retenue comme régissant le contrat parce qu'il avait été passé et signé par le représentant en France de la Compagnie d'assurances étrangère et stipulait que toutes déclarations devaient être faites à ce représentant en France.

Le rapprochement de ces deux espèces contraires amène à poser cette question : lorsqu'un contrat a été souscrit entre un

(1) V. le jugement cité au n° 137 ci-dessus : Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 1^{er} février 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 50 et note de M. J. Perroud, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e semestre, 2. 206, *Rec. jurid. autom.*, 1930, 163.

(2) En tout état de cause, même si des clauses particulières de la police ne visaient pas la législation luxembourgeoise, il en serait autrement aujourd'hui par application de la nouvelle loi luxembourgeoise du 10 juin 1932 et de l'arrêté Grand-Ducal du 24 décembre 1932.

(3) V. le jugement cité ci-dessus au n° 172 : Trib. civ. de Melun, 3 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1932, 38, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 1.

Français et une Compagnie d'assurances étrangère, ce contrat ne doit-il pas être considéré comme régi par la loi de l'assureur, mais aussi par la loi de l'assuré ? Nous sommes ici en plein domaine de l'autonomie de la volonté ou, si l'on préfère, de liberté des conventions, pour éviter d'employer une expression qui a été sévèrement critiquée (1) ; et il importe de rappeler les règles admises en cette matière pour apprécier si elles ne sont pas applicables au cas précis envisagé.

Puisque nous admettons que c'est le contrat qui donne naissance au droit de la victime, nous devons également admettre que les parties ont eu toute liberté pour en régler les effets ; or, il est de doctrine, sinon unanime, du moins courante (2), qu'en cette matière les règles applicables sont fournies, faute d'indication plus précise, par la loi du lieu où le débiteur a contracté et la loi du lieu où il doit s'exécuter.

Lorsque la police est souscrite auprès d'un représentant en France d'un assureur étranger, par un Français, il n'est pas douteux que ce dernier, qui entend être garanti pour les dommages dont il peut être l'auteur sur le territoire français, émet la prétention évidente d'être couvert conformément à la loi française ; il n'est pas douteux non plus que le représentant de l'assureur étranger, professionnel averti, connaît cette législation, et par le seul fait qu'il contracte en France, en admet les obligations qui peuvent lui incomber ; la volonté des contractants est ici suffisamment exprimée : ils ont entendu se placer sous l'empire de la législation française et cela est si vrai que la loi du 13 juillet 1930, dans ses dispositions qui visent les rapports de l'assureur et de l'assuré, peut être invoquée par ce dernier contre l'assureur.

(1) V. Niboyet, *Manuel de Droit international privé*, 2^e édit., nos 687 et s., p. 798 et s.

(2) V. Bartin, *Principes de Droit international privé selon la loi et la jurisprudence françaises*, t. 1, p. 177 et s. ; Despagnet, *Précis de Droit international privé*, 5^e édit., n^o 217, p. 665 ; V. *Contra* : J. P. Niboyet, *Manuel de Droit international privé*, 2^e édit., n^o 692 bis, p. 808 et s.

Il est donc vain d'objecter que le représentant en France de l'assureur étranger, même s'il signe la police, n'a pas qualité pour traiter sans la ratification de l'assureur étranger lui-même ; cette ratification emporte acceptation de la législation française (1) ; que le représentant ait une personnalité juridique propre et indépendante, ou non, la souscription de la police par l'assuré français en France, acceptée par l'assureur étranger, entraîne à la charge de celui-ci l'obligation de rétention en faveur de la victime, prévue par la loi française.

D'ailleurs dans cette hypothèse, l'assureur étranger ne peut dire qu'il ignore cette loi du pays où son contrat va s'exécuter, ignorance souvent invoquée pour conclure à l'application de la loi où le débiteur s'est obligé (2), et d'autre part, il traite par mandataire, en l'espèce son représentant en France, ce qui implique l'intention de se soumettre à la loi du lieu où le mandataire et l'assuré sont tombés d'accord, c'est-à-dire, dans notre hypothèse, en France (3).

Au surplus, un argument décisif commande cette solution. Toutes les sociétés étrangères d'assurances, sans aucune exception, sont soumises actuellement à un régime spécial, celui de la loi du 15 février 1917, qui déroge au droit commun des sociétés étrangères opérant en France établi par la loi du 30 mai 1857. La loi du 15 février 1917 pose, dans son article 2, alinéa 2, ce principe essentiel que les assureurs étrangers « sont soumis en France à l'agrément du gouvernement » ; et ce même article 2 précise que les assureurs étrangers pratiquant en France l'assurance directe doivent présenter à l'acceptation du Ministère du Travail une personne résidant en France à l'effet de recevoir toutes les notifications et de fournir tous les renseignements et documents nécessaires à l'application de la loi. Ils doivent adresser, chaque année, au Ministère

(1) V. Despagnet, *Précis de Droit international privé*, 5^e édit., n° 304.

(2) V. Despagnet, *Précis de Droit international privé*, 5^e édit., n° 295.

(3) V. Despagnet, *op. cit.*, n° 300.

du Travail, le bilan spécial de leurs opérations en France, et sont astreints, si leur pays d'origine prend ou prenait des mesures analogues à l'égard des sociétés françaises, à constituer en France un cautionnement ou des garanties.

Outre le régime de l'agrément, la loi de 1917 soumet, aux termes de son article 1^{er}, les assureurs étrangers au contrôle du Ministre du Travail.

Ainsi soumis à l'agrément et au contrôle du Gouvernement français, les assureurs étrangers sont tenus d'avoir un représentant légal en France et de fournir un cautionnement qui répond de leurs engagements vis-à-vis de leurs assurés ; ce même cautionnement garantit les indemnités dues aux victimes, puisque la reconnaissance du droit propre de la victime vient précisément se superposer au droit de l'assuré, ce dernier droit disparaissant lorsque la victime est désintéressée, la garantie de l'assureur ayant alors joué, comme il était prévu, au profit de l'assuré.

Dans cette hypothèse particulière, il n'y a pas à craindre les difficultés d'exécution en pays étranger ; si un cautionnement a été déposé, il remplira le but même de son institution en servant à désintéresser l'assuré ou la victime ; et même si ce cautionnement n'existe pas, une plainte déposée au Ministre du Travail permettra l'exécution des obligations de l'assureur, qui sera menacé de se voir retirer l'agrément dont il est favorisé (1).

Le législateur, en instituant les diverses dispositions qui viennent d'être rappelées a, non seulement entendu donner à l'assuré qui contracte avec un assureur étranger les mêmes garanties qu'il aurait obtenues d'un assureur français, mais il a de plus exigé de l'assureur étranger, de façon non équivo-

(1) Voir la remarquable démonstration de M. Sumien, De l'action directe de la victime d'un accident contre un assureur étranger, *D. H.*, 1932, chronique, p. 41 et s.

que, le respect des textes en vigueur sur le territoire français. L'assureur étranger ne peut donc, en présence de cet ensemble de précautions, se prévaloir de sa loi nationale pour repousser l'exercice de l'action directe, à laquelle il savait être exposé lorsqu'il a contracté, et dont il a accepté les effets lorsqu'il a passé une police en France. Il est donc permis de dire que notre action directe est implicitement prévue dans la police, et le Tribunal qui en admet la recevabilité dans pareille hypothèse fait une exacte application de la loi qui régit le contrat (1).

178. — Nous aboutissons à cette conclusion que l'action directe ne saurait être déclarée irrecevable, lorsqu'on l'enferme dans les règles qui ont été dégagées, que lorsqu'assureur et assuré sont étrangers et ont contracté sous l'empire d'une loi étrangère ne connaissant pas l'action directe ; le terrain ainsi déblayé, il apparaît que cette hypothèse se rencontrera assez rarement ; et la solution semble pouvoir être adoptée d'autant plus facilement que les intérêts de la victime ne sont pas gravement lésés puisque cette dernière ne pourrait bénéficier de la condamnation que lui aurait octroyée une juridiction française.

Avant de rechercher s'il n'est pas possible de conduire un raisonnement, qui serait le prolongement naturel de celui qui nous a entraîné à cette conclusion provisoire qui vient d'être formulée, et qui permettrait de reconnaître la recevabilité de l'action directe contre l'assureur étranger, quelle que soit la

(1) C'est l'opinion de MM. Ancéy et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance (loi du 13 juillet 1930)*, 2^e édit., p. 40 : « La codification des assurances impose désormais aux sociétés, tant à primes fixes que mutuelles, tant françaises qu'étrangères, à peu près le même type de police ». Cette opinion a d'autant plus de valeur que M. Ancéy, l'un des auteurs, faisait partie de la commission chargée de préparer l'avant-projet de loi et qu'il est un des rédacteurs (avec M. J. Hémar) du rapport remis au Gouvernement au nom de la commission susvisée.

législation personnelle de celui-ci et quelle que soit la nationalité de son assuré, on peut se demander s'il n'existerait pas un remède efficace pour suppléer à l'absence d'action directe en faveur de la victime contre l'assureur, l'irrecevabilité de l'action directe étant même limitée à la seule hypothèse qui a été signalée.

179. — Un premier remède peut être envisagé, et il est d'origine législative. C'est celui qui est prévu dans le Grand-Duché de Luxembourg, par une loi du 10 juin 1932 et un arrêté Grand-Ducal du 24 décembre 1932 (1). Aux termes de ces textes, tout propriétaire de véhicule mécanique qui circule ou laisse circuler ce véhicule dans le Grand-Duché doit être couvert par une police d'assurance, dont les conditions sont fixées à l'arrêté précité, ou par un cautionnement ; et ces conditions exigent que l'assurance soit contractée dans le pays auprès d'une compagnie agréée dans le Grand-Duché.

C'est le système de l'assurance obligatoire, avec contrôle à l'entrée des automobilistes ou motocyclistes étrangers.

Ce remède, dont l'avenir dira s'il est aussi efficace que ses auteurs en ont l'espérance, n'est pas à envisager en France, où l'assurance est facultative, et où le principe même de l'assurance obligatoire rencontre d'ardents détracteurs qui basent leurs critiques sur les résultats peu encourageants obtenus dans les divers pays qui connaissent ce régime. Nous ne le signalons que pour mémoire et pour montrer un des aspects de ce problème qui préoccupe à l'heure actuelle les législateurs de tous les pays, soucieux de la protection des victimes d'accidents de la circulation.

180. — Le second remède proposé consiste dans l'exercice de l'action oblique. Il n'est pas douteux que cette action, prévue par l'article 1166 du Code civil, soit recevable, que l'auteur du

(1) V. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 483 et s.

dommage soit Français ou étranger ; en effet, par hypothèse, le dommage a été réalisé en France ; l'obligation qui en dérive est donc localisée en France ; la question qui se pose est de savoir si le droit de gage général qui existe au profit de la victime lui permet de s'adresser au débiteur de son débiteur ; il s'agit donc de mesurer les effets de l'obligation ; et la solution ne peut dépendre que de la loi régissant ces effets qui est, dans notre hypothèse, la loi française. En effet, l'obligation de l'auteur de l'accident résulte des articles 1382 à 1384 du Code civil français, et, par suite, la mise en œuvre de cette obligation au moyen de l'action oblique ne peut dépendre que de la législation française (1).

La victime aurait ainsi une arme tout aussi efficace, plus efficace même que l'action directe : tandis que la décision qui aurait prononcé condamnation contre l'assureur étranger sur le fondement de l'action directe n'aurait pu recevoir l'*exequatur* dans le pays qui l'ignore, le jugement de condamnation contre l'assureur, sur le fondement de l'action oblique, pourrait être exécuté à l'étranger car il sanctionnerait l'obligation contractuelle de l'assureur, et le juge étranger ne pourrait pas ne pas le faire sien.

Evidemment l'action oblique présente une certaine infériorité sur l'action directe : elle expose la victime au concours des autres créanciers du débiteur ; la victime ne peut, en effet, profiter du privilège institué par la loi du 28 mai 1913 — qui aurait ici sa raison d'être, alors qu'il ne se conçoit pas en présence de l'obligation de rétention imposée à l'assureur — puis-

(1) V. en ce sens : J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et s. ; J. P. Niboyet, note à la *Rev. de dr. int. priv.*, 1931, p. 297 ; V. également : Cassation Palerme, 30 décembre, 1886, *Clunet*, 1889, 908 ; Alger, 25 mars 1891, *Clunet*, 1892, 223. *Contrà*, cependant : H. Lalou (note au *D. P.*, 1930. 2. 85), qui admet l'application de la loi étrangère lorsque le débiteur dont on veut exercer les droits et actions, c'est-à-dire l'assuré, est étranger.

que, par hypothèse, la loi étrangère applicable ne l'admet pas plus que l'action directe.

Divers auteurs ont tenté de repousser le concours des autres créanciers qui, du point de vue de l'équité, apparaît scandaleux, puisqu'il aboutit à enrichir ces derniers au détriment des victimes du débiteur commun, à les enrichir d'autant plus que les victimes sont plus nombreuses ou plus gravement lésées. Nous verrons d'ailleurs que c'est ce résultat anormal qui a conduit le législateur français à voter les lois de 1889, 1913 et 1930 (1). M. Solus (2) a notamment soutenu que la victime pourrait protester contre l'enrichissement sans cause des autres créanciers, ainsi réalisé à ses dépens ; mais cette solution qui pourrait être envisagée avec quelque chance de succès aujourd'hui, apparaît encore assez problématique ; en tous cas, elle s'imposait si peu, il y a quelques années, que le législateur français a dû apporter lui-même le remède en créant l'obligation de rétention de l'assureur et le droit propre de la victime par les lois précitées. De plus rien ne permet de supposer que les législations étrangères, auxquelles la victime devrait finalement se plier pour faire valoir son droit, admettraient l'extension envisagée de l'action *de in rem verso*.

Il reste à constater cependant qu'en fait, pour que la victime subisse le concours des autres créanciers de l'auteur du dommage assuré, il faut supposer un ensemble de circonstances défavorables, d'autant plus rare que le fait même que l'accident s'est produit en France et que les créanciers du responsable étranger sont probablement étrangers lui enlève la publicité qui pourrait résulter d'un accident survenu sur le territoire du pays dont l'assuré est ressortissant. Il faut, en effet, que

(1) V. *Infra*, 2^e partie.

(2) H. Solus, L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798 et 1994 du Code civil, *Thèse Paris*, 1914, p. 248 ; V. dans le même sens : Maury, Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français, *Thèse Toulouse*, 1920, t. II, p. 148 et s.

les créanciers aient connaissance de l'accident, qu'ils connaissent l'assureur de leur débiteur, qu'ils interviennent avant que la victime ait reçu paiement.

L'action oblique donnerait donc de sérieuses garanties à la victime qui ne pourrait exercer l'action directe.

On a voulu voir une infériorité de l'action oblique dans le fait qu'elle permet au débiteur contre qui elle est exercée d'opposer au créancier de son créancier toutes les exceptions qu'il peut avoir à faire valoir contre son créancier immédiat ; dans notre domaine, elle permet à l'assureur d'opposer à la victime les déchéances postérieures à l'accident qu'il peut opposer à son assuré. Mais nous avons montré que les déchéances postérieures à la réalisation du dommage étaient opposables à la victime au même titre que les exceptions antérieures (1) ; nous convenons cependant que si l'on suit la jurisprudence dominante qui sanctionne l'opinion contraire, cette infériorité apparaît manifeste.

Reste enfin le risque de voir l'assuré disposer de son action contre l'assureur avant qu'une saisie-arrêt ait été pratiquée entre les mains de l'assureur ; cette saisie-arrêt dépendrait d'ailleurs de la loi du domicile du tiers saisi, étrangère par hypothèse. Mais ce risque ne doit pas être exagéré, car la procédure de saisie-arrêt trouve son équivalent dans les lois étrangères et, au surplus, il n'est pas dans les habitudes des assureurs, même étrangers, de désintéresser leurs assurés lorsqu'ils courent le risque, aussi minime soit-il, d'être l'objet d'une réclamation de la victime.

Telle est l'argumentation qui préconise éventuellement l'exercice de l'action oblique (2). Mais cette thèse n'a pas été sans soulever de sérieuses objections : on fait notamment valoir

(1) V. *suprà*, chapitre III, nos 138 et s.

(2) J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et s.

qu'un jugement rendu en France en vertu de l'action oblique serait, lui aussi, comme celui rendu en vertu de l'action directe, dépourvu de toute efficacité internationale s'il ne tenait pas compte de la loi étrangère, l'assureur ne connaissant et n'ayant à connaître que son contrat déterminant de façon rigoureuse les conditions auxquelles l'assuré peut agir contre lui (1).

Retenons de cette divergence d'opinions la possibilité certaine de l'exercice de l'action oblique si le contrat d'assurance en permet l'éventualité ou tout au moins ne l'exclut pas formellement.

181. — On pourrait encore reconnaître à la victime une action contre l'assureur étranger, en la faisant reposer sur une stipulation pour autrui, contenue, au moins implicitement, dans le contrat d'assurance.

Il serait nécessaire ici que la loi étrangère applicable connaisse la stipulation pour autrui ; puis en admettant qu'il en soit ainsi, qu'elle estime que l'assurance de responsabilité s'analyse en une stipulation faite par l'assuré au profit de la victime. Or, cette construction ne semble pas pouvoir être envisagée, car les partisans de la stipulation pour autrui en cette matière s'en servent précisément pour justifier notre action directe. Il apparaît donc qu'une législation qui ignore l'action directe ne puisse envisager cette justification d'un droit qu'elle ne reconnaît pas, à l'image de la législation française. De plus, la stipulation pour autrui ne peut cadrer avec le mécanisme de l'assurance de responsabilité, et l'action directe elle-même ne peut se justifier par elle (2).

182. — Des remèdes proposés, et en l'absence d'un texte spécial organisant le contrôle des automobilistes étrangers, seule l'action oblique pourrait éventuellement venir en aide à la victime d'un étranger assuré par un assureur étranger. Si

(1) J. P. Niboyet, note à la *Rev. dr. int. priv.*, 1931, p. 298.

(2) V. *infra*, 2^e partie, chapitre II, n^o 206.

elle pouvait être admise sans discussion elle serait de nature, quoique moins efficace que l'action directe que nous connaissons, à donner de sérieuses garanties à la victime. Mais elle semble devoir présenter les mêmes difficultés d'exécution à l'étranger qu'une condamnation prononcée contre l'assureur étranger sur le fondement du caractère d'ordre public, très discutable, de l'action directe instituée par la loi française.

Quoi qu'il en soit, limitée au seul auteur responsable étranger, assuré à l'étranger, l'impossibilité d'exercice de l'action directe pourrait apparaître parfaitement supportable. Et même dans cette hypothèse, la victime ne resterait pas sans ressources : il se révélera, dans de nombreux cas particuliers, que l'assureur étranger de l'auteur du dommage possède en France des succursales, des filiales ou des agents qui, sur la pression du Ministre du Travail, saisi par la victime dans les formes que nous avons indiquées (1), pourront faire comprendre à leurs organes directeurs la nécessité, dans leur intérêt même, de ne pas se montrer intransigeants envers une victime française, leur mauvais vouloir évident étant susceptible de leur fermer notre territoire, par retrait de l'agrément qui est la condition des affaires que les compagnies étrangères peuvent réaliser en France.

Il peut cependant paraître préférable d'accorder l'action directe à la victime, quels que soient les autres moyens que celle-ci puisse avoir à sa disposition ; ainsi qu'on l'a fait remarquer (2), il est quelque peu illogique de faire une situation meilleure à l'assureur étranger qu'à l'assureur français, quoi-qu'on puisse objecter que la communauté de traitement soit sans aucune efficacité si la décision rendue en France ne peut être exécutée à l'étranger.

Il convient néanmoins de rechercher si une solution équita-

(1) V. *suprà*, n° 177.

(2) L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance, *La Semaine Juridique*, 1932, p. 837 et s.

ble ne peut être donnée et, pour ce faire, de pousser le raisonnement que nous avons déduit de la nature et du fondement de l'action directe, tels qu'ils ont été marqués par nos études antérieures, pour voir s'il ne mène pas au résultat recherché.

183. — C'est la loi qui régit le contrat qui doit décider de la recevabilité de l'action directe ; il semble en effet impossible de faire intervenir ici la notion d'ordre public, l'assurance n'étant pas obligatoire en France, et la victime conservant, en tout état de cause, la faculté de renoncer à son action directe, même lorsqu'elle lui est accordée de façon certaine. Cependant, la loi qui régit le contrat sera la loi française chaque fois que le contrat aura été conclu en France ; il en sera ainsi notamment lorsque la police aura été passée par un assureur étranger avec un assuré français et qu'elle sera destinée à couvrir des risques qui sont susceptibles de se réaliser sur le territoire français.

Et l'action directe serait irrecevable dans les seuls cas où le contrat aurait été souscrit à l'étranger sous l'empire d'une loi qui ne connaît pas cette institution.

Mais on peut se demander si, même dans ce cas, et sans faire intervenir la notion d'ordre public qui ne nous paraît pas à sa place ici, il n'est pas possible de trouver une base sérieuse pour justifier la solution qui a été le plus souvent consacrée par les Tribunaux français en faveur de la victime, en lui donnant pour soutien des motifs susceptibles d'être admis sans difficulté par les Tribunaux étrangers saisis d'une demande d'*exequatur* de la décision française rendue à l'encontre de l'assureur étranger.

Si la loi du contrat régit l'action directe, n'est-il pas légitime d'admettre que cette loi n'est pas unique, mais au contraire que le contrat, tout au moins dans ses effets, est régi par plusieurs lois ? Il semble qu'on puisse, en interprétant la volonté des parties contractantes, tenir le raisonnement suivant :

du moment que l'assureur, lorsqu'il contracte avec son assuré, accepte de le garantir pour les dommages qu'il peut causer en territoire étranger, il admet implicitement que lui sera applicable la législation du pays sur le sol duquel le dommage aura été réalisé. C'est ainsi notamment qu'il accepte de suivre, sous le nom de son assuré, les procédures dont celui-ci peut être l'objet en pays étranger, en se pliant aux formalités inhérentes à ces procédures, aux modes de preuves admis, aux mesures conservatoires prévues, et, en général, à toutes les règles normalement applicables aux circonstances qui entraînent les poursuites auxquelles l'auteur du dommage est exposé. Les polices françaises contiennent généralement cette clause : « la garantie s'étend à la France et aux pays limitrophes », avec certaines réserves plus ou moins étendues concernant tel ou tel pays, ou telle ou telle portion de territoire étranger. Il nous paraît légitime de déduire de cette clause que l'assureur accepte, par son contrat, de se conformer à toutes les règles prévues par la législation du pays dans lequel la responsabilité de son assuré sera recherchée, y compris évidemment les règles le visant spécialement en sa qualité d'assureur (1).

Nous n'ignorons pas que certains auteurs (2) se sont élevés contre le système qui disperse entre plusieurs lois les diverses questions soulevées par un seul et même contrat. Il n'en reste pas moins que cette conception a été souvent envisagée et qu'elle trouve en notre matière un champ d'application tout

(1) Nous avons eu, personnellement, sous les yeux une police de la compagnie Suisse « Assurance Mutuelle Vaudoise » (siège social à Lausanne) qui comportait, dans ses conditions particulières, une clause formelle à cet égard : « En complément à l'article 1^{er} des conditions générales, l'assurance comprend également les accidents survenant en Europe (Russie et Etats balkaniques exceptés). Les accidents arrivant hors de Suisse sont couverts sur la base des lois et règlements en vigueur dans les pays où ils surviennent ».

(2) V. J. P. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e édit., n° 692 bis, p. 808 et s.

naturel, si l'on veut bien considérer qu'un contrat d'assurance destiné à couvrir des risques pouvant survenir dans divers pays n'est, somme toute, que la réunion et la juxtaposition de multiples contrats dont chacun s'appliquerait à un territoire déterminé (1).

Cette interprétation est d'autant mieux fondée qu'aujourd'hui toutes les compagnies d'assurances importantes opérant à l'étranger ont des services spécialisés qui s'occupent de ces questions et connaissent parfaitement les législations étrangères susceptibles de leur être imposées. Il leur reste la possibilité, lorsqu'elles estiment une législation trop rigoureuse à leur égard, d'exclure de leur garantie les risques pouvant survenir dans les pays régis par une telle législation.

Une fois constatée cette interpénétration de pays à pays des garanties assurées et des risques assumés, une fois admis ce principe, inébranlable selon nous, que le contrat d'assurance règle à lui seul la situation, une fois acceptée cette volonté, quelquefois expressément formulée, toujours présumée, de l'assureur d'accepter les législations étrangères, dès l'instant où il contracte, il est possible de reconnaître à la victime d'un accident survenu en France l'action directe prévue par la loi française (2). Et le juge national de l'assureur étranger saisi d'une demande d'*exequatur* ne pourra que faire sienne la décision

(1) Nous avons déjà vu que le contrat d'assurance contre l'incendie (assurance de choses) englobait un contrat de responsabilité civile contre le risque locatif et le recours des voisins, que le contrat de responsabilité civile englobait généralement un contrat garantissant à l'assuré les frais judiciaires.

(2) V. J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 24 : « Dans l'espèce jugée par le Tribunal de Vienne le 29 juin 1929 ..., le contrat d'assurance passé en Angleterre mettait expressément à la charge de l'assureur les accidents survenus en Europe en un temps limité et précisé et moyennant une surprime. Cette surprime ne pouvait s'expliquer qu'en admettant une aggravation du risque pendant le séjour prévu de l'automobile sur le continent. Cette aggravation pouvait correspondre à l'application éventuelle contre la Compagnie de la loi du lieu de l'accident ».

du juge français, en constatant que l'assureur avait accepté la législation étrangère, dont il devra alors à son tour faire application, comme étant la loi à laquelle il doit lui-même se référer, pour permettre l'exécution demandée par la victime.

184. — La victime ne pourra alors se trouver qu'en face de deux alternatives :

Ou bien l'assureur n'a pas accordé sa garantie pour les risques pouvant survenir sur le territoire étranger sur lequel la victime a été accidentée ; il n'y aura pas assurance, et, par conséquent, aucun recours ne sera possible contre l'assureur (1) ; ici encore apparaît cette nécessité de la mise en cause de l'assuré simultanée à l'exercice de l'action directe, que nous avons démontrée en détail au début de ce travail (2), la victime ne pouvant, en présence d'adversaires étrangers, faire la preuve des clauses spéciales de la police qu'en recourant à l'auteur du dommage lui-même.

Ou bien, l'assureur a accordé sa garantie et, ce faisant, s'est volontairement soumis, en contractant, à l'application de la loi française ; l'action directe est possible, et son exercice conduit normalement au but que se propose la victime, c'est-à-dire à l'exécution de la condamnation prononcée contre l'assureur, que le juge national de ce dernier ne peut qu'entériner, conformément aux règles régissant les litiges dont la solution dépend, quant à la loi applicable, de l'autonomie de la volonté, ou, si l'on préfère, de la liberté des conventions (3).

(1) V. *suprà*, chapitre III, n° 131.

(2) V. *suprà*, chapitre I^{er}.

(3) Il reste entendu que nous raisonnons sur des législations étrangères qui consacrent un système de conflits de lois comparable au système français.

§ 2. — *Préjudice réalisé à l'étranger.*

185. — Les principes qui viennent d'être dégagés tranchent la question posée sans aucune difficulté : la loi applicable est la loi prévue par le contrat comme devant en régir les effets. Cette loi sera celle du domicile de l'assureur, ou celle du pays sur lequel le risque prévu s'est réalisé et où, par suite, il doit être exécuté.

Cette dernière loi coïncide avec celle qui est fournie par la notion d'ordre public, admise par certains auteurs, qui oblige ceux qui circulent sur un territoire donné à se conformer à la législation qui y est en vigueur. Mais l'avantage du système proposé ressort du choix qui reste permis à la victime entre cette loi, qui peut ignorer l'action directe et la loi sous laquelle le contrat a été passé, comme étant celle de l'assureur, et qui peut prévoir cette institution.

C'est ainsi que la victime française, accidentée en Allemagne par un étranger assuré à une Compagnie française (1), a pu actionner l'assureur, parce qu'il était français, sans invoquer la loi du lieu où le dommage avait été réalisé, point de vue uniquement envisagé par les partisans de l'action directe contre un assureur étranger. Nous avons d'ailleurs vu qu'un auteur (2) donnait comme justification de la décision qui vient d'être citée l'application de la loi régissant les effets du contrat d'assurance ; le système proposé a le mérite de faire de cette justification un principe général, sans qu'il soit besoin de recourir à l'idée toute contraire de l'application d'une loi qui s'impose à l'assureur, quoique n'étant pas celle qui régit le contrat ; il suffit de décider, comme nous l'avons fait, que si le con-

(1) V. *suprà*, nos 137 et s., Tr. civ. de la Seine (4^e ch.), 1^{er} février 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 50 et note de M. J. Perroud, *Rec. gaz. Trib.*, 1930, 2^e sem., 2, 206, *Rec. Jur. autom.*, 1930, 163.

(2) V. J. Perroud, note à la *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 50.

trat est passé sous l'empire d'une ou plusieurs lois bien définies qui peuvent d'ailleurs être aussi bien celle de l'assureur que celle de l'assuré (1), ses effets sont régis par les lois des pays dans lesquels le risque prévu peut se réaliser.

186. — Par suite, lorsque le dommage a été causé à l'étranger, à une victime étrangère par un assuré étranger, l'action directe de la loi française ne pourra même pas être envisagée, la loi applicable étant celle qui régit le contrat, dans son étendue, ou celle du pays où le dommage a été réalisé, comme réglant les effets du contrat.

Si la victime est étrangère et l'assuré français, l'action directe française ne sera pas, ici encore, recevable, la loi du contrat étant la loi de l'assureur, la loi régissant les effets du contrat étant celle du lieu de l'accident.

Si la victime est française et l'assuré étranger, la solution sera identique.

Ces diverses solutions seraient d'ailleurs fournies par les arguments qui font état du caractère d'ordre public des textes d'où l'action directe est tirée ; ce caractère ne peut exister qu'en rattachant l'obligation de l'assureur au délit ou quasi-délit de l'assuré, lesquels, par hypothèse, ont été commis à l'étranger, et ne peuvent être régis que par la loi étrangère.

187. — CONCLUSION. — Nous avons ainsi dégagé une théorie qui cadre exactement avec les données qui nous ont été fournies par les études particulières auxquelles nous nous sommes précédemment livré, et la solution obtenue est conforme, quant aux résultats, à la tendance actuelle de la jurisprudence, et favorable, conformément à l'esprit de la doctrine, aux intérêts de la victime.

On conçoit d'ailleurs difficilement que l'assureur étranger soit mieux traité que l'assureur français, mais encore était-il

(1) V. *suprà*, nos 183 et s.

nécessaire, pour conclure à l'égalité de traitement, de dégager des règles pratiques et en harmonie avec le système dans lequel elles doivent être englobées.

La victime se trouve ainsi intégralement protégée, aussi bien sur le terrain administratif grâce au contrôle du Ministre du Travail, que sur le terrain juridique grâce à notre action directe.

Il semble d'ailleurs que la difficulté ne puisse se présenter souvent, soit que la police ait été souscrite en France par un Français ou un étranger, et de ce fait soumise à la législation française et au contrôle gouvernemental, soit que la loi de l'assureur étranger prévoie elle-même l'action directe, cas de beaucoup le plus fréquent aujourd'hui, de nombreuses législations étrangères connaissant notre institution ; notamment la loi fédérale suisse du 15 mars 1932 sur la circulation des véhicules automobiles et des cycles est formelle dans son article 49 (1) : « L'assurance responsabilité civile contractée pour un véhicule confère au lésé une *action directe* contre l'assureur dans les limites des sommes assurées par le contrat » ; et il ne semble pas douteux que cette solution doive être généralement consacrée dans un proche avenir.

La victime serait par suite bien inspirée en invoquant devant le tribunal saisi tant la loi française que la loi étrangère, si celle-ci connaît l'action directe.

(1) *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 638.

DEUXIÈME PARTIE

FONDEMENT ET NATURE JURIDIQUE DE L'ACTION DIRECTE

188. — Alors que dans la première partie de ce travail nous avons examiné chaque difficulté particulière créée par l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, nous nous proposons, dans cette seconde partie, d'utiliser les solutions que nous avons déduites de chaque problème spécial, pour, après avoir posé le fondement sur lequel repose l'action directe, tâcher d'en définir la nature juridique et d'en préciser les caractères, et de tracer ainsi le cadre dans lequel elle pourra s'épanouir et se développer, sans risquer de s'égarer dans des voies sans issue ou dangereuses. Il semble en effet que de trop nombreuses conséquences de ce nouveau droit de la victime qui ont été affirmées par la jurisprudence ne puissent être rattachées aux principes qui sont la base de l'action directe que par des liens si lâches qu'il est parfois difficile de les apercevoir. Il est donc nécessaire de rappeler les textes qui constituent le fondement de l'action directe, et la jurisprudence qui a bâti cette institution ; il conviendra ensuite d'en déterminer la nature juridique exacte, d'après les solutions précédemment données aux problèmes particuliers étudiés

dans notre première partie et d'en rechercher une définition satisfaisante.

Cette seconde partie se trouvera du reste écourtée du fait que nous avons été contraint, à chaque pas, d'écarter telle notion qui nous paraissait défectueuse, pour adopter telle autre qui nous semblait mieux à sa place ; par suite, il nous suffira de réunir les éléments dispersés au cours de notre travail pour en faire un ensemble complet, en nous bornant à développer les seuls points qui seraient restés insuffisamment éclaircis.

189. — L'enseignement qui se dégage de l'étude des difficultés pratiques auxquelles notre action directe donne naissance peut se résumer de la façon suivante (1) : la doctrine et la jurisprudence défendent deux grandes conceptions opposées :

1° La première voit dans l'action directe une institution autonome et indépendante qui détache le droit de la victime contre l'assureur tout à la fois de son droit contre l'assuré et du droit de l'assuré contre l'assureur. C'est ainsi que cette tendance se manifeste par la permission donnée à la victime d'exercer son action directe sans mettre en cause l'assuré, par l'application des règles de compétence du droit commun, par l'inopposabilité par l'assureur à la victime des déchéances postérieures au sinistre opposables à l'assuré, par la recevabilité de l'action directe contre un assureur étranger sur le fondement de la notion d'ordre public.

Ici apparaît l'influence de la législation relative aux accidents du travail sur les accidents de droit commun ; notamment la règle de l'inopposabilité des déchéances est directement inspirée par la loi du 9 avril 1898 et les lois suivantes.

Mais cette première conception ne se préoccupe même pas de rechercher une justification : on ne vise qu'à considérer

(1) V. Maurice Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 725 et s.

l'indemnisation de la victime comme le but du contrat d'assurances et on écarte délibérément tout ce qui est de nature à l'entraver.

190. — 2° La seconde tendance reste fidèle à cette idée que tout l'édifice repose en définitive sur un contrat d'assurance et répugne à s'écarter de cette base sans laquelle le système ne pourrait se concevoir. Par suite, si le fondement de l'action directe est dans la loi, son objet et ses limites se trouvent dans le contrat d'assurance qui est la source de l'indemnité à laquelle aspire la victime.

Or, si la première conception a marqué quelques points en jurisprudence, il est manifeste aujourd'hui que la seconde regagne rapidement le terrain perdu : c'est ainsi que, à n'en pas douter, la mise en cause de l'assuré est de plus en plus fréquemment exigée par les tribunaux saisis, et que la Cour de cassation a imposé à la victime la compétence spéciale au droit des assurances.

Cette deuxième manière de voir est également inspirée de la législation sur les accidents du travail : elle tend à distraire la victime des règles du droit commun pour lui appliquer des règles propres, et ces règles sont précisément celles que le législateur a données en créant le droit spécial des assurances.

Comme on a pu le voir par les chapitres précédents, c'est cette seconde tendance qui rallie nos suffrages, et nous avons, à maintes reprises, montré qu'il était nécessaire d'aller plus loin encore que ne l'a fait la jurisprudence, pour englober définitivement la victime dans le contrat d'assurance.

Nous rejoignons ainsi, mais en nous appuyant sur des justifications sérieuses, les partisans de l'autonomie de l'action directe et disons avec eux que l'indemnisation de la victime doit être considérée comme le véritable but du contrat d'assurance. Mais pour ce faire, loin de détacher, ce qui est contradictoire, le droit de la victime du contrat, nous l'intégrons dans

ce contrat dont, en définitive, cette victime devient un des bénéficiaires.

Il ne nous reste plus qu'à construire cette doctrine, ce qui est l'objet de cette deuxième partie qui comprend deux chapitres :

Chapitre I : Fondement de l'action directe. Législation et jurisprudence.

Chapitre II : Nature juridique de l'action directe.

CHAPITRE PREMIER

FONDEMENT DE L'ACTION DIRECTE

SECTION I

Législation.

191. — L'action directe, dont nous avons vu dans la première partie de ce travail les graves difficultés d'exercice et d'application, trouve sa source dans divers textes de lois qui se sont échelonnés dans le temps et qu'il n'est pas inutile de rappeler avant d'entreprendre l'étude de l'interprétation jurisprudentielle qui en a été donnée ; cette interprétation a suivi elle-même l'évolution législative qui a amené l'institution que nous étudions au point où elle se trouve arrivée aujourd'hui, et que nous nous sommes efforcé de fixer, tant pour mettre de l'ordre en une matière qui a permis les doctrines les plus dissemblables, que pour tâcher de tracer la voie qui nous semble devoir lui être affectée.

192. — C'est tout d'abord la loi du 19 février 1889, intitulée « loi relative à la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités dues par suite d'assurance » (1). Cette loi, dans les articles qui nous intéressent, s'exprime ainsi :

« Article 2. — Les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bes-

(1) V. D. P., 89. 4. 29.

tiaux ou les autres risques sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang.

« Néanmoins les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables ».

« Article 3. — Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du Code civil.

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre ».

C'est de cet alinéa 2 de l'article 3 qu'on a tiré, ainsi qu'on va le voir, une action directe au profit du propriétaire ou du voisin, lésés par un incendie, sur les indemnités d'assurances dues, soit à raison du risque locatif, soit à raison du recours des voisins.

La loi de 1889 avait donc un domaine étroit strictement délimité à l'hypothèse prévue qui vient d'être précisée. Le texte de l'article 2 et celui de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 ne sont cités que pour faciliter la compréhension de l'alinéa 2 de l'article 3 qui seul régit la difficulté que nous étudions.

193. — Ce n'est que vingt-quatre années plus tard que le législateur a édicté une autre loi, visant les assurances contre les accidents ; c'est la loi du 28 mai 1913 qui a été insérée dans l'article 2102 du Code civil, lui ajoutant un paragraphe 8 ainsi conçu : ... Les créances privilégiées sur certains meubles sont : ... « 8° Les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance.

« Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que ses créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés ».

De cette loi, on a déduit la création d'une action directe au profit des victimes d'accidents contre l'assureur de la responsabilité civile de leur auteur.

194. — Enfin, ces deux lois ont été abrogées, du moins quant aux dispositions qui nous intéressent, ou expressément ou implicitement, par la loi du 13 juillet 1930 (1), relative au contrat d'assurance qui régit actuellement la matière.

La loi de 1930 dispose dans son article 37 : « Les indemnités dues par suite d'assurance contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité du bétail, ou les autres risques, sont attribuées sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, suivant leur rang.

« Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables.

« Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du Code civil.

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assureur ne peut payer à un autre que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits, tout ou partie de la somme due, tant que lesdits propriétaire, voisin ou tiers subrogé n'ont pas été désintéressés des conséquences du sinistre, jusqu'à concurrence de ladite somme ».

La rédaction de cet article reprend presque mot à mot les termes des articles 2 et 3 de la loi du 19 février 1889, qui sont d'ailleurs expressément abrogés par l'article 86 de la loi de 1930. Toutefois, la nouvelle rédaction, au lieu de créer l'obligation de rétention de l'assureur indirectement, l'impose à l'assureur en termes précis : ... « l'assureur ne peut pas payer à un autre... », en harmonie avec l'article 53 de la même loi.

Cet article 53 est ainsi rédigé : « L'assureur ne peut payer à

(1) V. D. P., 1931. 4. 1 ; *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 995.

un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré ».

Quoique la loi de 1930 ne se prononce pas expressément sur ce point, il ne fait aucun doute que l'article 53 abroge implicitement la loi du 28 mai 1913 (art. 2.102, § 8°, C. civ.) du moins en ce qui concerne les assurances terrestres (1).

195. — Voilà donc rappelés les textes qui régissent la matière et qui constituent la base de l'édifice, le fondement de notre action directe ; nous verrons dans la deuxième section de ce chapitre comment la jurisprudence en a tiré l'institution qui nous préoccupe, en l'absence de dispositions expresses la créant de façon incontestable. A cet égard, la loi de 1930, quoique n'employant pas l'expression « d'action directe », consacre définitivement l'institution dégagée par la jurisprudence des lois de 1889 et de 1913, bien qu'il eût été désirable de voir le principe inscrit formellement dans la loi.

Mais il importe ici de bien poser la portée exacte de ces textes, et aussi d'en bien mesurer les termes, puisque, ainsi qu'il vient d'être dit, il supportent tout le poids de l'institution.

La loi de 1889 qui ne visait que l'assurance du risque locatif et du recours des voisins, obligeait, par une formule d'ailleurs défectueuse et comme telle souvent critiquée (2), l'assureur à vérifier, avant de payer son assuré, que le dommage était réparé.

(1) V. H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2698 ; H. Capitant, La loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 739 et s., nos 59 et 96 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de leg. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n° 3, note 40.

V. cependant *contrà* : Avocat général Lyon-Caen, conclusions à Paris (7^e ch.), 21 juin 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 822 et s.

(2) V. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, 7^e édit., t. II, n° 1423, p. 915.

La loi du 28 mai 1913, qui instituait formellement un privilège sur l'indemnité d'assurance, imposait en même temps une obligation de rétention à l'assureur.

Enfin la loi de 1930 qui abroge la loi de 1889 de façon expresse, et celle de 1913, de façon implicite, ne parle que de l'obligation de rétention sans faire aucune allusion au privilège de la loi de 1913. Notons immédiatement que cette abrogation ne doit être envisagée que pour les assurances terrestres, objet restreint de la loi de 1930, et que, par suite, les lois de 1889 et de 1913 sont toujours en vigueur pour toutes les assurances restant en dehors de la loi nouvelle, ainsi notamment pour les assurances fluviales (1).

Mais que faut-il penser du privilège lui-même ? Alors que la doctrine et la jurisprudence qui ont bâti l'action directe sur les textes de 1889 et de 1913 faisaient intervenir cette notion comme étant la base même du droit direct de la victime, la doctrine dominante aujourd'hui (2) nie l'existence de ce privilège qui apparaît comme le résultat d'une erreur du législateur de 1913, puisque, en définitive, il ne sert absolument à rien. Qu'est-ce qu'un privilège ? C'est un avantage que la loi accorde à un créancier pour le favoriser à l'encontre du concours d'autres créanciers sur les biens de son débiteur ; or, en notre matière, ce concours ne peut même pas être envisagé, puisque l'indemnité d'assurance ne peut tomber, du fait de l'existence de l'obligation de rétention imposée à l'assureur,

(1) V. en ce sens, H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2698.

(2) V. Perraud-Charmantier, *L'action directe contre l'assureur étranger, L'assureur-conseil*, 1934, p. 44 et s. ; L. Jossierand, note au *D. P.*, 1927. 4. 37 ; P. Esmein, note au *S.*, 1927. 4. 25 ; J. Perroud, *L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurances étrangères*, *Rev. gén. ass. terr.*, 1934, p. 25 ; P. Hébraud, *L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur*, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1934, p. 488 et s., n° 4, note 46 ; L. Gardenat, *L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance*, *La sem. jur.*, 1932, p. 838.

dans le patrimoine de l'assuré, ou qu'elle n'y peut tomber que lorsque la victime a été désintéressée, c'est-à-dire à un moment où la victime, n'ayant plus de créance contre l'assuré, est également dépossédée des avantages qui peuvent y être attachés.

De tout ceci, il faut conclure à la négation du privilège, qui ne peut pas se concevoir en présence de cette autre garantie qui le prime et que constitue le devoir de rétention imposé à l'assureur (1).

C'est cette même solution que donne d'ailleurs la loi de 1930 en matière d'assurances terrestres, qui, tout en abrogeant la loi de 1913, ne parle pas de privilège, mais consacre l'obligation de rétention, contre-partie du droit du tiers lésé (2) ; par suite les jugements et arrêts qui ont aujourd'hui à connaître de ces difficultés, sur des instances engagées postérieurement à la loi de 1930, doivent être motivés sur les textes de cette dernière loi, sans que les lois de 1889 et de 1913 aient à être invoquées.

196. — Pour en terminer avec cette question de textes, il reste à critiquer la rédaction même de la loi de 1930. En effet, l'article 53, à lui seul, règle la difficulté en formulant le principe général dont l'article 37 n'est qu'une application particulière ; l'assurance du risque locatif et l'assurance du recours des voisins ne sont que deux modalités spéciales des assurances de responsabilité, et point n'était besoin de préciser la solution à donner à ces cas particuliers puisqu'elle était indiquée de façon générale dans l'article 53. Cette rédaction défectueuse ne peut s'expliquer que par les méthodes de travail employées par le législateur qui a, en premier lieu, reproduit la loi de

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre IV, n° 174, et *infra*, nos 210 à 213.

(2) V. en ce sens, P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de leg. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n° 4.

1889, pour ensuite reprendre les termes de la loi de 1913 dans un article séparé et sous une rubrique différente (1).

197. — Ainsi précisées les sources législatives de l'action directe permettent de tracer leur champ d'application : le texte tout à fait général de l'article 53 de la loi de 1930 régit toutes les assurances terrestres de responsabilité.

Cette loi vient ainsi combler une lacune qui avait été souvent signalée (2) : c'est la victime d'un dommage, et non plus seulement le propriétaire ou le voisin victime d'un incendie et la victime d'un accident, qui bénéficie de la nouvelle disposition. C'est ainsi que rentrent dans ses prévisions, et sans qu'il soit besoin de faire une énumération complète, les assurances contre les dommages causés aux tiers par les véhicules de toutes sortes ou animaux, couvrant la responsabilité civile dérivant de l'activité professionnelle des assurés : particuliers, entrepreneurs, architectes, médecins, pharmaciens, dentistes, chefs de clinique, conservateurs des hypothèques, avoués, huissiers, notaires, institutions, patronages, colonies de vacances, sociétés sportives, propriétaires d'immeubles, propriétaires d'ascenseurs, hôteliers, aubergistes, etc..., les assurances contractées par les communes et les départements pour les risques qui peuvent leur incomber, les assurances, généralement incluses

(1) V. Guyot, Commentaire de la loi du 13 juillet 1930, *Les lois Nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 453 et 461 ; H. Capitant, La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 739 et s., n° 59 ; C. Ancey et L. Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance*, 2^e édit., p. 162 et s., et 190 et s. ; P. Sumien, *Traité des assurances terrestres et de la réassurance*, 3^e édit., n° 152.

(2) V. notamment : Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe, *Thèse Alger*, 1929, p. 126 ; Consulter : Angers, 19 janvier 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 5 : les déposants n'ont aucun droit exclusif sur l'indemnité d'assurance contre l'incendie contractée par le dépositaire, car on ne saurait, sous prétexte d'équité, invoquer ici les dispositions des lois de 1889 ou de 1913 qui ne prévoient pas cette hypothèse.

dans les polices « incendie », garantissant le risque locatif et le recours des voisins, les assurances garantissant les risques dérivant de la loi du 9 avril 1898 et des lois postérieures contre les accidents du travail.

Par suite des dispositions tout à fait générales de l'article 53 de la loi de 1930, la discussion qui s'est élevée à propos de l'interprétation de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, devient sans objet ; rappelons qu'aux termes de cet article (alinéa 7), « s'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise ». Notons cependant qu'ici, il y a « substitution » de l'assureur au chef d'entreprise, ce qui n'existe pas en dehors de cette matière, dans laquelle d'ailleurs la victime est intégralement protégée grâce à la constitution d'un fonds de garantie spécial, qu'il a d'ailleurs été question de créer en matière d'assurances contre les accidents causés par les automobiles (1).

Les lois de 1889 et de 1913 continuent à régir les assurances qui ne peuvent entrer dans le cadre tracé par la loi de 1930, comme ne pouvant être qualifiées de terrestres.

Et ainsi, du moment qu'il y a assurance de responsabilité, la victime a une action directe contre l'assureur.

A la victime il faut assimiler le tiers subrogé à ses droits : l'article 37 vise cette subrogation, mais l'article 53 est muet à cet égard. Il est cependant certain que cette solution est générale, comme résultant de l'application du droit commun de la subrogation d'une part, de l'analogie des deux situations visées par les articles 37 et 53 d'autre part ; c'est ainsi notamment que l'assureur de la victime sera, aux termes de l'article 36 de

(1) V. projets de loi Largier, Godard, Laval. Pour la discussion de l'interprétation de la loi de 1905, V. Riquoir, *L'Action directe en matière d'assurances*, Thèse Toulouse, 1929, p. 89 et s.

la même loi, subrogé à ses droits, quoiqu'il serait plus exact, ainsi qu'on l'a fait maintes fois remarquer, de parler ici d'une cession de droits éventuels ; au surplus, cette subrogation est toujours prévue dans les conditions générales des polices d'assurances ; enfin, quelle que soit la cause de la subrogation ou de la cession de créance consentie par la victime à un tiers quelconque, il ne peut y avoir le moindre doute, et les auteurs sont unanimes à consacrer cette opinion (1).

Il reste à voir maintenant comment la jurisprudence a tiré l'existence de cette action directe des textes qui viennent d'être passés en revue.

SECTION II

Jurisprudence.

198. — La première constatation qui s'impose est que l'action directe n'a pas été formellement prévue par le législateur, du moins avant la loi du 13 juillet 1930, laquelle d'ailleurs n'en parle pas de façon expresse ; il faut se référer aux travaux préparatoires et notamment à l'exposé des motifs pour y lire que l'article 53, comme l'article 37, est « la consécration du paiement direct au tiers lésé » ; il aurait certainement été préférable d'inscrire le principe dans la loi elle-même (2). C'est la jurisprudence qui en a reconnu l'existence sur le fondement des textes précités, et, avant cette consécration, comme de suite après les premières décisions rendues en ce sens, des auteurs qualifiés s'étaient attachés à démontrer le manque de base

(1) V. notamment, H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2698 ; V. d'ailleurs en ce sens : Tr. de comm. de la Seine, 27 octobre 1931, *Rec. pér. ass.*, 1932, 230 ; Cassation (civile), 1^{er} juillet 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 352.

(2) V. Guyot, *Les assurances privées*, Commentaire de la loi du 13 juillet 1930, *Les lois Nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 461.

juridique de l'institution ainsi créée pour conclure à son abandon.

De suite après le vote de la loi de 1889 les Tribunaux admettaient de façon générale que ladite loi n'avait pas créé d'action directe au profit du propriétaire ou du voisin lésé par l'incendie (1). Cependant une décision avait été rendue en sens contraire (2), tandis que d'autres juridictions restaient dans une prudente expectative, se bornant à fonder leurs décisions sur des motifs excluant l'interprétation de la loi de 1889 (3).

La doctrine elle-même se rangeait généralement à l'opinion qui rejette l'action directe (4).

199. — Mais en 1911, un arrêt de la Cour de cassation (5), resté fameux, renversait la situation et décidait que le propriétaire d'une maison ou d'un bien rural est, aux termes de la loi du 19 février 1889, « investi d'un droit propre sur l'indemnité qui peut être due au locataire relativement au risque locatif et a contre la compagnie d'assurances, en vertu du droit propre ainsi spécifié, une action directe dont l'exercice exige la présence du locataire aux débats ».

(1) Voir notamment : Paris (4^e ch.), 23 juin 1898, *D. P.*, 99. 2. 256, *Rec. pér. ass.*, 1898, 377 ; Cassation (Ch. civile), 2 arrêts du 5 décembre 1899, *D. P.*, 1901. 1. 457 et note de M. Thaller.

(2) Nancy, 13 mai 1893, *D. P.*, 94. 2. 439.

(3) V. notamment : Paris (4^e ch.), 16 juillet 1897, *Rec. pér. ass.*, 1897, 399 ; Bordeaux (4^e ch.), 23 juillet 1897, *Rec. pér. ass.*, 1897, 393.

(4) V. notamment : M. Planiol, note au *D. P.*, 96. 2. 241 (sous Paris, 25 mai 1895) ; Pannier, Attribution des indemnités d'assurances, *Journ. des ass.*, 1897, 198 ; Lecouturier, De l'action directe du propriétaire contre l'assureur du locataire, *Rec. pér. ass.*, 1895, p. 560 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Traité théorique et pratique de droit civil*, Du nantissement, des privilèges et hypothèques, t. I, n° 295 ; J. Escorbiac, Commentaire de la loi du 19 février 1889, *Les lois nouvelles*, 1889, 1^{re} partie, p. 416 et s. ; Saintelette, de l'action directe du propriétaire ou de l'assureur subrogé à ses droits contre l'assureur des risques locatifs, *Rec. pér. ass.*, 1911, p. 426 et s.

(5) Cassation (civ.), 17 juillet 1911, *D. P.*, 1912. 1. 81 et note de M. Planiol, *S.*, 1915. 1. 145 et note de M. Naquet, *Rec. pér. ass.*, 1911, 360.

Cet arrêt, sans rencontrer une approbation unanime, rallia cependant différents auteurs, et, parmi ceux-ci, M. Planiol, dans la note qui l'accompagne (1), tout en remarquant que la solution donnée n'est pas justifiée par l'arrêt d'une façon explicite, l'approuve en ces termes : « Elle simplifie une solution complexe ; l'existence de l'action directe est l'aboutissement logique des dispositions de la loi de 1889, bien qu'elle n'ait peut-être pas été aperçue par ses auteurs ; la Cour fait sortir du droit propre du bailleur une action directe à son profit contre l'assureur ; cela est assez naturel puisque l'indemnité lui est réservée par la loi dans la mesure du possible ; ce serait une étrange subtilité d'obliger l'assureur à conserver cette somme dans l'intérêt d'une personne déterminée, et en même temps d'empêcher cette personne de la réclamer en justice... ». On dirait aujourd'hui que cette question est mise au point : l'action directe dérive de l'obligation de rétention mise à la charge de l'assureur.

Depuis, la jurisprudence s'est, sans exception, ralliée à la thèse de la Cour de cassation, et, quoique les décisions publiées soient assez peu nombreuses, elles sont toutes conformes (2).

200. — En matière d'accidents, sur le fondement de la loi de 1913, puis, plus récemment, de la loi de 1930, l'évolution de la jurisprudence a suivi une marche identique, et nous allons saisir ici toute l'importance de la question démontrée par le nombre imposant des décisions rendues, dont l'énumération trouve sa place naturelle dans cette section qui constituera ainsi une véritable revue de cette jurisprudence spéciale.

(1) Note au *D. P.*, 1912. 4. 81.

(2) V. Tribunal civil de Ploërmel, 21 décembre 1922, *Rec. pér. ass.*, 1923, 3 ; Tribunal civil de Cusset, 5 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, 8 ; Cassation (civile), 19 janvier 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 288 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 4. 493, *Rec. pér. ass.*, 1932, 22, *S.*, 1932. 4. 108 ; Cassation (civile), 24 octobre 1932, *Rec. pér. ass.*, 1932, 408, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1000 et note de M. Maurice Picard.

Au début, l'action directe n'est pas reconnue. Il en est ainsi avant la promulgation de la loi de 1913 (1).

Il en est de même, après le vote de ladite loi, diverses décisions n'hésitant pas à nier l'existence de l'action directe (2).

201. — Mais actuellement la doctrine est unanime à reconnaître l'action directe de la victime contre l'assureur (3) et l'on

(1) Paris (4^e ch.), 25 mai 1895, *D. P.*, 96. 2. 241 et note de M. Planiol ; Cassation (civile), 30 octobre 1906, *D. P.*, 1908. 1. 265 et note de M. Dupuich, *Rec. pér. ass.*, 1906, 621.

(2) Tribunal civil de la Seine (4^e ch.), 25 novembre 1920, *Rec. pér. ass.*, 1922, 430 ; Caen, 9 mai 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 323, *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 329 ; Bordeaux, 20 mai 1925, *Rec. de Bordeaux*, 1926, p. 5 ; Paris, 11 décembre 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 407, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 117 ; Tribunal de commerce de Saint-Quentin, 16 mars 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 300, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 742 ; Tribunal correctionnel de Seine-et-Marne (section de Melun), 8 mars 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 331, *D. H.*, 1928, 346. Consulter également : E. Schaffhauser, Création d'un privilège sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur de l'accident, loi du 28 mai 1913, *Lois nouvelles*, 1913, 1^{re} partie, p. 221 et s.

(3) Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. II, n° 2166 ; R. Demogue, *Traité des obligations en général*, t. IV, n° 545 ; t. VII, nos 1000 et s. ; H. Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e édit., nos 216 et s. ; H. Dubois, Du lieu de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse Paris*, 1928 ; Maurice Picard, L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1 et s. ; L. Mazeaud, La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932, chronique, p. 117 et s. ; H et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, nos 2697-2698 ; Weens, Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité, *Thèse Paris*, 1927, n° 156 ; R. Debray, Privilèges sur les créances et actions directes, *Thèse Paris*, 1928 ; J. Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 109 et s. ; L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la compagnie d'assurance, *La semaine juridique*, p. 837 et s. ; P. Esmein, note sous Cassation (civ.), 14 juin 1926, *S.*, 1927. 1. 25 ; P. Guyot, Les assurances privées, commentaire de la loi du 13 juillet 1930, *Les lois nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 409 et s., note sous Tr. civ. de Nantes, 22 février 1928, *S.*, 1930. 2. 121 ; C. Ancey et L. Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance (Loi du 13 juillet 1930)*,

pourra juger de la fréquence des difficultés qu'elle fait surgir chaque jour dans les prétoires, en se référant au nombre des décisions qui ont eu à en connaître (1). La plupart de ces déci-

2^e édit., p. 490 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de légis. et de jur.*, 1931, p. 488 et s. ; Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, 7^e édit., t. II, n^o 1123, p. 914 et s. ; L. Josserand, notes au *D. P.*, 1927. 1. 57 ; 1930. 2. 1 ; 1933. 1. 5 ; J. Loup, *La responsabilité des accidents causés par les automobiles*, p. 277 et s. ; Sumien, *Traité théorique et pratique des assurances terrestres et de la réassurance*, 3^e édit., n^o 152, p. 80 et s. ; et, de l'Action directe de la victime d'un accident contre un assureur étranger, *D. H.*, 1932, chronique, p. 41 et s. ; Ch. Riquoir, L'action directe en matière d'assurances, *Thèse Toulouse*, 1929, p. 81 et s.

(1) Paris (7^e ch.), 26 février 1918, *D. P.*, 1919. 2. 18, *S.*, 1918-19. 2. 48, *Rec. pér. ass.*, 1919, 104 ; Tribunal civil de la Seine, 31 janvier 1921, *D. P.*, 1927. 1. 57 et, sur appel : Paris, 4 mai 1922, *Rec. pér. ass.*, 1922, 239 et note de M. G. L. Saintelette, *Journ. des ass.*, 1924, 448, *D. P.*, 1927. 1. 57, et sur pourvoi : Cassation (civile rejet), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57 et le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin, et la note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161 ; Tribunal civil de Caen, 29 janvier 1923, *Rec. pér. ass.*, 1923, 155 ; Tribunal civil de la Seine (1^{re} ch.), 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924. 136, *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 615, *Rec. Gaz. Trib.*, 1925. 2. 133 et, sur appel : Paris (1^{re} ch.), 18 janvier 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 45, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 756, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 552 ; Tribunal de commerce de Roubaix, 16 janvier 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 126, *Gaz. Pal.*, 1925. 1. 622 et, sur appel : Douai (1^{re} ch.), 8 juillet 1925, *Rec. pér. ass.*, 1926, 219 ; Besançon (1^{re} ch.), 18 mars 1925, *Rec. pér. ass.*, 1925, 122, *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 70, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 124 ; Trib. civil de la Seine (4^e ch.), 22 février 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 139, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 636 et, sur pourvoi : Cassation (civile rejet), 15 juin 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 801 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 441, *Rec. pér. ass.*, 1931, 365, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 394 ; Lyon, 14 juin 1926, *Rec. pér. ass.*, 1927, 485 ; Chambéry, 26 octobre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 387, *D. H.*, 1927, 26, *Gaz. Pal.*, 1927. 1. 171 ; Trib. civil de Rouen, 8 novembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1927, 54, *Gaz. Pal.*, 1927. 1. 197, *D. H.*, 1927, 94 ; Tribunal de commerce de Marseille, 14 décembre 1926, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528 ; Tribunal de commerce de la Seine (9^e ch.), 20 mai 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 290, *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 188 ; Trib. civil des Alpes-Maritimes (section de Nice), 1^{er} juin 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 379 ; Trib. de commerce de Roanne, 13 octobre 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 283, *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 725 ; Tribunal civil de l'Hérault (section de Montpellier), 17 février 1928, *Rec. pér. ass.*,

sions ont d'ailleurs été citées à leur place au cours de ce travail, car si le principe même de l'action directe était discuté, il y a

1928, 456, *D. H.*, 1928, 314 ; Tribunal civil de Nantes, 22 février 1928, *S.*, 1930. 2. 121 et note de M. P. Guyot, *D. H.*, 1928, 298, *Rec. pér. ass.*, 1928, 323 ; Trib. civil de Lyon, 18 mai 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528 ; Dijon (1^{re} ch.), 12 juin 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 452, *Gaz. Pal.*, 1928. 2. 671 ; Besançon (1^{re} ch.), 2 juillet 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 326, *S.*, 1930. 2. 82, *D. H.*, 1928, 440 ; Toulouse, 8 octobre 1928, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand ; *Rec. pér. ass.*, 1928, 528, *Gaz. Pal.*, 1928. 2. 780 ; Lyon, 6 décembre 1928, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand ; Tribunal de commerce de la Seine, 23 janvier 1929, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1929, 18, et, sur appel : Paris (4^e ch.), 24 janvier 1930, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1930, 23 ; Tribunal de commerce de la Seine (2^e ch.), 15 mai 1929, *Gaz. Pal.*, 1929. 2. 36 ; Tribunal de commerce de la Seine (5^e ch.), 11 juin 1929, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 83 et note de M. J. Perroud, *Rec. pér. ass.*, 1929, 325 ; Tribunal civil du Havre, 4 juillet 1929, *Rec. Rouen et Caen*, 1929. 1. 168 ; Paris (7^e ch.), 12 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 333 et note de M. Maurice Picard, *Gazette Pal.*, 1930. 1. 362, *D. P.*, 1930. 2. 73, *D. H.*, 1930, 121, *Rec. pér. ass.*, 1930, 30 ; Paris (4^e ch.), 26 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 336 et note de M. Maurice Picard, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} semestre, 2, 164, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 140, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand, *Rec. pér. ass.*, 1929, 412, *Journ. des Ass.*, 1930, 37 ; Paris (5^e ch.), 2 janvier 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 361, *Rec. pér. ass.*, 1930, 156 ; Rouen (4^e ch.), 8 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 898 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 85 et note de M. H. Lalou, *S.*, 1930. 2. 167, *Rev. de dr. intern. priv.*, 1931, 292, *Rec. pér. ass.*, 1930, 158, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 516 ; Tribunal civil de la Seine (9^e ch.), 29 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 929 et note de M. J. Perroud, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e semestre, 2, 69 ; Tribunal civil de la Seine (4^e ch.), 1^{er} février 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 50 et note de M. J. Perroud, *Rec. jurid. autom.*, 1930, 163, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e semestre, 2, 206 ; Paris (4^e ch.), 25 février 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 933 et note de M. J. Perroud, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510 (sous-note a). *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e semestre, 2, 83, *Rec. pér. ass.*, 1930, 135 et, sur pourvoi : Cassation (civile), 11 juillet 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 784, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *D. H.*, 1932, 425, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e sem., 1, 84 ; Paris, 6 mars 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 138, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 515 (sous note b) ; Paris (4^e ch.), 5 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 1094, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510 ; Tribunal de commerce de la Seine, 6 juin 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 217, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 517 (sous-note d) ; Paris (11^e ch.), 7 juin 1930, *Rev. gén.*

quelques années, il n'en va plus de même aujourd'hui, les juges saisis n'ayant qu'à l'affirmer d'abord pour ensuite trancher le

ass. terr., 1930, 931 et note de M. J. Perroud, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510, *D. H.*, 1930, 435, *Rec. pér. ass.*, 1930, 364, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e semestre, 2, 230 et, sur pourvoi : Cassation (civile), 11 juillet 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e semestre, 1, 84, *Rec. pér. ass.*, 1932, 298; Paris (1^{re} ch.), 29 juillet 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 1116 et note de M. J. Perroud, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 576, *Rec. pér. ass.*, 1930, 467 et, sur pourvoi : Cassation (civile), 11 juillet 1932, mêmes références que le précédent arrêt en date du même jour; Tr. de commerce de la Seine, 28 octobre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 79, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 929, *Rec. pér. ass.*, 1931, 39; Trib. de commerce de la Seine (5^e ch.), 28 octobre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 53 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 967; Riom (1^{re} ch.), 29 octobre 1930, *Rec. pér. ass.*, 1930, 477; Alger (1^{re} ch.), 12 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 334 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 89, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 199, *Rec. pér. ass.*, 1931, 127; Paris (5^e ch.), 14 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 72 et note de M. J. Perroud, *D. H.*, 1930, 609, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 832, *Rec. pér. ass.*, 1930, 469, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 1^{er} semestre, 2, 57 et, sur pourvoi : Cassation (civile), 11 juillet 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 786 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405, *D. H.*, 1932, 425, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e semestre, 1, 84, *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand; Aix (1^{re} ch.), 25 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 575 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 59; Paris (11^e ch.), 27 novembre 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 993; *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 343, *Rec. pér. ass.*, 1931, 144; Rennes, 23 décembre 1930, *Gaz. Pal.*, 1932, 2, sommaires, p. 19, *Rec. Rennes*, 1931, 164; Trib. de commerce de la Seine (4^e ch.), 30 décembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 340 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 354; Paris (5^e ch.), 29 janvier 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 598 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 694; Alger, 16 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 85, *Rec. pér. ass.*, 1932, 148; Tr. de commerce de la Seine, 19 mars 1931, *Rec. pér. ass.*, 1931, 146; Tr. de paix de Nogent-sur-Seine, 28 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 800, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863, *Journ. des ass.*, 1931, 216; Tribunal civil de la Seine (9^e ch.), 31 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 805 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 309; Alger (1^{er} ch.), 27 mai 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 855, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 175, *Rec. pér. ass.*, 1931, 251, *D. H.*, 1932, Sommaires, p. 5; Tribunal civil de Mâcon, 3 juin 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 508 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 5; Trib. civil de Cusset, 14 juin 1931, *Rec. jurid. autom.*, 1932, 57; Tribunal civil de Melun, 3 juillet 1931, *Rev. gén.*

différend qui lui est attaché. Cette jurisprudence, au début indécise, a trouvé sa voie et son orientation définitives dans le fameux arrêt rendu le 14 juin 1926 par la Cour de cassation.

ass. terr., 1931, 1008 et note de M. J. Perroud, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér. ass.*, 1932, 38, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 1 ; Paris (5^e ch.), 18 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 861 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395 ; Paris (5^e ch.), 23 juillet 1931, *Rec. pér. ass.*, 1932, 263 et note de M. J. Sudre ; Paris (5^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1026, *Rec. pér. ass.*, 1931, 488, *D. H.*, 1931, 528, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 653 (sous-note b) ; Paris (11^e ch.), 25 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 797 et note de M. Maurice Picard, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e semestre, 2, 213, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395, *Rec. pér. ass.*, 1931, 428, *D. H.* 1932, sommaires, p. 13 ; Trib. civil de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 795 et note de M. Maurice Picard, *Rev. de dr. intern. priv.*, 1931, 668, et note de M. Niboyet, *Rec. pér. ass.*, 1931, 445, *Sem. jurid.*, 1931, 892 et, sur appel : Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 436 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 565, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30 ; Cassation (civile), 29 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1014, *Rec. pér. ass.*, 1931, 368, *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 651 ; Tribunal de commerce de la Seine, 27 octobre 1931, *Rec. pér. ass.*, 1932, 230 ; Lyon (2^e ch.), 3 novembre 1931, *Rec. pér. ass.*, 1931, 437, *Gaz. Pal.*, 1932, 2, sommaires, p. 7 ; Paris, 5 novembre 1931, *Rec. pér. ass.*, 1931, 567 ; Paris (5^e ch.), 13 novembre 1931, *Rec. jurid. autom.*, 1932, 303 ; Paris (7^e ch.), 17 novembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 68 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 11 ; Nîmes (1^{re} ch.), 23 novembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 307 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 78, *L'assureur-conseil*, 1932, 119, *Gaz. Pal.*, 1933, 2, sommaires p. 11 ; Paris (5^e ch.), 15 décembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 809 et note de M. Maurice Picard ; Tribunal civil de Montbrison, 24 décembre 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 272, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 501 ; Lyon (3^e ch.), 4 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 305 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932, 2, sommaires, p. 25, *S.*, 1932. 2. 162 ; Paris (4^e ch.), 10 février 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 512, et les conclusions de M. le Substitut du procureur général Lepelley-Fonteny et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 791, *Rec. pér. ass.*, 1932, 340, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 5 ; Trib. de commerce de Marseille, 8 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 824 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 328 ; Cassation (Requêtes), 18 avril 1932, *D. H.*, 1932, 282, *Rec. pér. ass.*, 1932, 219, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 207 ; Paris (5^e ch.), 21 avril 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 815 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 119, *Rec. pér. ass.*, 1932, 213, *S.*, 1932. 2. 172 ; Conseil de préfecture de la Seine, 13 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 807 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 232, *Rec. pér. ass.*, 1932, 250 ; Paris (1^{re} ch.),

202. — Nous ne connaissons qu'un auteur moderne pour combattre avec beaucoup de fougue l'action directe (1); mais quelles que puissent être les raisons que cet auteur développe, nous considérons comme vaine toute tentative qui prétend miner une jurisprudence aussi solidement assise que celle que nous venons d'examiner, généralement approuvée par la doctrine, certainement consacrée par la loi de 1930, et dont la pratique peut parfaitement s'accommoder, à condition toutefois de n'en pas vouloir tirer des conclusions excessives et inadmissibles, comme négligeant totalement le contrat d'assurance qui

27 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 819 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, sommaires, p. 13, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 359, *Rec. pér. ass.*, 1932, 308; Paris (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 158, *Journ. des ass.*, 1932, 414, *Rec. pér. ass.*, 1932, 449; Paris (5^e ch.), 25 juin 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1009 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1932, 305, *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 533; Douai, 19 juillet 1932, *Rec. pér. ass.*, 1932, 541, *Gaz. Pal.*, 1933, 1, sommaires, p. 5, *Rec. Douai*, 1932, 289, *Rec. jurid. autom.*, 1933, 132; Paris (11^e ch.), 28 octobre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 132 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1932, 578, *Rec. pér. ass.*, 1932, 421; Paris (5^e ch.), 5 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 134, *Rec. pér. ass.*, 1933, 37, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 43; Trib. civil de la Seine (4^e ch.), 17 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 157 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1933, 12, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 121; Tribunal de commerce de Narbonne, 28 novembre 1932, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 276, *Rec. pér. ass.*, 1933, 50; Paris (5^e ch.), 28 novembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 356 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 308; Paris (7^e ch.), 9 décembre 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 447, *Rec. jurid. autom.*, 1933, 327; Paris (1^{re} ch.), 14 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 359 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 394; Paris (11^e ch.), 11 janvier 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 164, *Gaz. Pal.*, 1933, 2, sommaires, p. 1; Paris (5^e ch.), 21 février 1933, *D. H.*, 1933, 242; Cassation (civile), 27 février 1933, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 555 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 822, *D. H.*, 1933, 219; Tribunal civil de Lille (2^e ch.), 6 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 186; Trib. civil du Havre (2^e ch.), 28 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 184.

(1) Van den Broek, *De l'évolution de la jurisprudence touchant le contrat d'assurance de la responsabilité civile*, édit. P. et G. Soubiron, Alger, 1932, cité par J. Grosclaude, l'action directe, concept inquiétant, *La semaine-assurances*, 1932, p. 753 et s.

est le point de départ et la véritable source, ainsi que nous allons le préciser (1) du droit de la victime.

203. — Ainsi donc, niée, puis violemment critiquée lors de son apparition en jurisprudence, notre action directe apparaît comme une création jurisprudentielle ; ce sont les Tribunaux qui, ayant à interpréter les textes de 1889 et 1913, en ont déduit cette institution, alors que le législateur, tant dans les lois elles-mêmes que dans les travaux préparatoires, s'était soigneusement abstenu d'y faire la moindre allusion. Et, ce qui n'est pas le moins curieux à constater, le législateur de 1930 lui-même qui, pourtant, n'ignorait pas le mouvement jurisprudentiel consécutif aux lois de 1889 et de 1913, a observé la même ligne de conduite que ses prédécesseurs ; il s'est borné à faire une allusion au paiement direct par l'assureur au tiers lésé dans les travaux préparatoires, sans inscrire le principe de l'action directe dans le texte de la loi, et il n'a pas consacré la moindre disposition à des difficultés graves et nombreuses pour se contenter de reproduire, parfois dans la rédaction même des articles régissant notre matière, toujours dans leur esprit, les dispositions précédemment édictées. S'il est vrai que l'arrêt du 14 juin 1926, par lequel la Cour de cassation a accordé pour la première fois l'action directe à une victime d'accident, a été rendu à une époque où le projet de loi sur le contrat d'assurance était déjà rédigé, il n'en reste pas moins qu'une modification ou addition aurait pu facilement être introduite, si telle avait été l'intention du législateur.

En présence de cette carence, on ne peut que penser qu'elle est voulue, et qu'elle est destinée à laisser le temps faire son œuvre ; l'institution, se perfectionnant au contact de la doctrine, de la jurisprudence et de la pratique, aboutirait ainsi à une construction répondant aux besoins, tout en sauvegardant les intérêts en présence, alors que ce progrès eut été ralenti par

(1) V. *infra*, chap. II, nos 246 et s.

le cadre trop rigide que peut constituer un texte formel interdisant tout perfectionnement immédiatement souhaitable et mieux adapté aux circonstances.

Malheureusement, ainsi que nous avons pu le constater à chaque pas, la construction, faute de règles certaines, marque, dans la période de tâtonnements où nous sommes encore, des errements fâcheux ou des digressions audacieuses et le manque d'unité, tant dans la jurisprudence que dans la doctrine, donne des résultats bien souvent regrettables. C'est pourquoi, après avoir « fait le point » dans chaque question particulière, nous voulons tenter de donner une base stable à notre institution, en partant des textes qui en sont le fondement et en utilisant les résultats acquis au cours des études critiques faisant l'objet de notre première partie ; il nous sera peut-être ainsi possible de dégager la nature juridique de l'action directe ainsi que d'en donner une définition permettant de délimiter aussi exactement que possible les effets qui doivent en être logiquement et raisonnablement déduits.

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DE L'ACTION DIRECTE

SECTION I

Examen et critique des diverses théories préconisées pour définir l'action directe.

204. — Alors que les lois de 1889, 1913 et 1930 n'existaient pas, la situation de la victime d'un dommage était la suivante :

Créancière de l'auteur du dommage, elle pouvait, certes, agir contre l'assureur de la responsabilité de l'auteur du dommage pour lui réclamer le paiement de l'indemnité prévue au contrat d'assurance. Mais elle n'avait à sa disposition que l'action oblique de l'article 1166 du Code civil et devait subir le concours des autres créanciers de son débiteur, auteur du dommage. Le résultat injuste qui était obtenu a été bien souvent décrit par de nombreux auteurs, et c'est cette littérature qui a amené le vote des lois régissant actuellement la matière. On faisait remarquer que si le dommage ne s'était pas réalisé, l'indemnité d'assurance ne serait pas entrée dans le patrimoine de l'assuré et ne serait pas, par suite, venue accroître le gage de ses créanciers. Bien mieux, la victime, simple créancier chirographaire, devait subir la loi du dividende, en cas d'insolvabilité de l'auteur du dommage, de telle sorte que, plus les victimes étaient nombreuses, ou plus elles étaient gravement atteintes, plus l'actif de l'assuré devenait considérable et faisait

la situation meilleure à ses autres créanciers, alors que la victime n'était jamais intégralement désintéressée.

Cette situation, éminemment inique, faisait profiter les créanciers de l'assuré de la faute de leur débiteur, et la victime, seule lésée dans cette affaire, faisait les frais du bénéfice que retireraient les autres créanciers. Aussi, avant même que les lois qui ont été étudiées aient réglementé cette situation, une tentative doctrinale avait été faite pour remédier à ce résultat inadmissible : c'est la fameuse théorie de Labbé que nous voulons d'abord rappeler avant de passer en revue les diverses théories qui ont été édifiées sur la législation immédiatement antérieure à la loi de 1930 et sur celle actuellement en vigueur.

205. — THÉORIE DE LABBÉ. — Labbé (1), pour éviter la situation, logiquement déduite des textes généraux, qui vient d'être rappelée, proposait de ramener les actions directes à des privilèges sur créances ; il voulait ainsi donner à la victime une action directe, en l'armant au préalable d'un privilège qui, d'après lui, devrait être reconnu au créancier dans tous les cas où la sous-créance serait née dans le patrimoine du débiteur par le fait de ce créancier, ce qui était bien le cas de la victime d'un dommage causé par un individu assuré. Cette théorie, fondée sur des raisons d'équité, n'a pu triompher, car elle présentait le tort de vouloir créer des privilèges en dehors des cas prévus par les textes ; comme on l'a fait remarquer (2), quoique l'idée fût très raisonnable, elle ne pouvait que donner une base à une réforme législative, sans servir, en l'état des textes en vigueur à l'époque, à fonder une jurisprudence.

Egalement, à la même époque, et jusqu'après le vote de la loi de 1889, d'autres efforts avaient été tentés que nous négli-

(1) Labbé, Des privilèges spéciaux sur les créances, *Rev. crit.*, 1876, p. 571 et s., p. 665 et s., notes au *S.*, 1885. 1. 409 ; 1886. 1. 449, et 2, 49.

(2) V. Planiol, note au *D. P.*, 96. 2. 241.

geons de rappeler ici, en raison du peu d'intérêt qu'ils présentent actuellement (1).

Ce qu'il importe d'examiner, c'est la jurisprudence actuelle avec les raisons qu'elle donne pour fonder l'action directe, tirée des textes invoqués (2).

206. — STIPULATION POUR AUTRUI. — Plusieurs décisions (3) ont admis cette justification qui a trouvé un éminent partisan en la personne de M. L. Josserand, doyen de la Faculté de Droit de Lyon (4).

Cette opinion se formule ainsi : le souscripteur de l'assurance, lorsqu'il a traité avec l'assureur, doit être considéré comme ayant stipulé de ce dernier en faveur des victimes éventuelles, dans les termes mêmes de l'article 1121 du Code civil. Pour

(1) V. notamment : système de l'obligation de faire ; système de la condition suspensive. Consulter : Darras et Tarbouriech, De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurance et des autres indemnités dues à l'occasion de la perte d'une chose, *Annales de droit commercial*, 1889, p. 241 ; 1890, p. 48 ; Ch. Riquoir, L'action directe en matière d'assurances, *Thèse Toulouse*, 1929, p. 45 et s.

(2) Signalons également la thèse qui préconise l'application de la théorie de l'enrichissement sans cause : les créanciers de l'assuré, grâce au préjudice subi par la victime, s'enrichiraient sans cause ; par suite la victime pourrait protester contre cet enrichissement injuste en réclamant à son profit personnel le montant de l'indemnité d'assurance. V. H. Solus, L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1793, 1994 du Code civil, *Thèse Paris*, 1914, p. 248 ; Maury, Essai sur le rôle de la notion d'équivalence, *Thèse Toulouse*, 1920, t. II, p. 148 et suiv.

(3) V. notamment : Toulouse, 8 octobre 1928, *D. P.*, 1930, 2, 1 et note de M. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1928, 2, 780, *Rec. per. ass.* 1928, 528 ; Paris (4^e ch.), 26 décembre 1929, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1930, 336 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930, 2, 1 et note de M. Josserand, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} sem., 2, 164. *Gaz. Pal.*, 1930, 1, 140, *Rec. per. ass.*, 1929, 412, *Journ. des ass.*, 1930, 37 ; Alger (1^{re} ch.), 12 novembre 1930, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1931, 334 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 89, *Gaz. Pal.*, 1931, 1, 199, *Rec. per. ass.*, 1931, 127.

(4) Notes au *D. P.*, 1927, 1, 57 ; 1930, 2, 1 ; 1933, 1, 5. V. dans le même sens : Weens, Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité, *thèse Paris*, 1927, n° 156.

venir au secours des victimes d'un dommage, la loi a, d'autorité, décidé que le contrat conclu dans l'intérêt de l'assuré devenait en même temps une opération passée pour autrui : et ainsi, l'action directe de la victime contre l'assureur n'est autre que l'action conférée par l'article 1121 du Code civil au tiers bénéficiaire d'un contrat.

Cette thèse, pour aussi séduisante qu'elle puisse paraître, présente le grand défaut de présumer des intentions que les souscripteurs du contrat n'ont certainement pas eues, et de faire dire à la loi ce qu'elle ne semble pas avoir eu en vue ; il faut, en effet, remarquer que la loi interdit d'une manière générale la stipulation pour autrui, par l'article 1119 du Code civil, pour ne la permettre que dans deux cas particuliers visés par l'article 1121 du Code civil ; il semble abusif de décider que la loi rend cette stipulation pour autrui obligatoire en matière d'assurances, alors qu'elle ne s'est pas exprimée catégoriquement en ce sens. Enfin, lors de la discussion au Sénat de la loi de 1913, il a été spécifié de façon catégorique que la nouvelle disposition ne devait rien changer à l'agencement du contrat d'assurance qui, notamment, ne devait pas devenir une stipulation pour autrui (1).

Aussi, la doctrine dominante a-t-elle vigoureusement combattu cette notion de stipulation pour autrui (2).

(1) V. rapport au Sénat de M. Langenhagen, *Jour. Offic.* du 1^{er} avril 1913, annexes p. 1, et *D. P.*, 1913, 4, 30.

(2) V. P. Guyot, Note au *Rec. S.*, 1930, 2, 121 et s. ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II., n° 2696 ; H. Capitant, La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 739 et s., n° 59 ; Montcharmont, L'assurance pour compte, *thèse Paris*, 1930, p. 141 et s. ; Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. XI, Contrats civils, 2^e partie, par J. Lepargneur, n° 1363, p. 680, note 1 : Aubry et Rau, *Cours de droit civil Français*, 5^e édit., t. IV, p. 517, note 17 ; H. Solus, l'action directe et l'interprétation des art. 1733, 1798, 1994 du Code civil, *thèse Paris*, 1914, n° 20, p. 24 ; H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité, *Thèse Paris*, 1928,

C'est qu'en effet, l'existence d'une stipulation pour autrui ne résulte pas du seul fait qu'un contrat est susceptible de procurer certains avantages à un tiers (1) ; il est indispensable, en outre, que les contractants aient entendu conférer un droit à ce tiers et n'aient pas traité dans leur intérêt exclusif. Si l'on a pu organiser de façon satisfaisante, sur cette notion, les assurances sur la vie dans lesquelles la considération du tiers bénéficiaire est prépondérante, si l'on trouve cette même idée dans l'assurance pour le compte de qui il appartiendra, on doit reconnaître que l'intention de stipuler pour la victime est complètement absente chez l'assuré qui contracte pour se garantir contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité ; cet assuré ne vise qu'une chose, se prémunir contre une action en responsabilité éventuelle, et il se désintéresse de la victime, se bornant à la renvoyer à son assureur, lorsqu'il est saisi personnellement d'une réclamation.

Enfin, cette notion de stipulation pour autrui ne peut conduire à un des effets généralement admis de l'action directe : l'opposition à la victime des déchéances postérieures à la réalisation du dommage. Dans ce cas, en effet, toutes les exceptions opposables à l'assuré seraient opposables à la victime, tant d'après les textes généraux, que d'après le texte spécial de l'article 11 de la loi de 1930 qui dispose que « l'assureur peut opposer au porteur de la police ou au tiers qui en invoque le bénéfice les exceptions opposables au souscripteur ». Il y a

n° 83 ; Ch. Riquoir, *L'action directe en matière d'assurances, thèse Toulouse*, 1929, p. 402 ; Ancéy et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance*, 2^e édit., p. 181 ; Substitut du procureur général Lamothe, *Conclusions à Paris* (5^e ch.), 30 mai 1932, *Rev. Gén. ass. terr.*, 1932, 789, et *Gaz. Pal.*, 1932, 2, 458 ; Substitut du Procureur Général Lyon-Caen, *Conclusions à Tr. civ. de la Seine* (1^{re} ch.), 4 mars 1924, *Rec. per. ass.*, 1924, p. 136.

(1) V. notamment en ce sens : Cassation (civile), 20 décembre 1911, *S.*, 1914. 1, 297 et note de M. Naquet, et spécialement sur le contrat d'assurance de responsabilité : Cassation (civile), 30 octobre 1906, *D. P.*, 1908, 1, 265 et note de M. Dupuich, *Rec. per. ass.*, 1906, 621.

done contradiction à voir dans le droit de la victime le résultat d'une stipulation pour autrui, et à admettre, tout en même temps, que les déchéances postérieures à l'accident sont inopposables à ladite victime. Nous rappelons que nous ne partageons pas la manière de voir de la jurisprudence dominante à cet égard, mais que notre opinion est cependant exclusive de l'idée de stipulation pour autrui (1).

Il semble d'ailleurs que cette théorie soit aujourd'hui abandonnée en jurisprudence, à juste titre, ainsi qu'on vient de le voir.

Cependant, elle présente une idée juste : la loi a bien, d'autorité, décidé que le contrat conclu dans l'intérêt de l'assuré profiterait à un tiers. C'est ce que nous retiendrons de cet examen pour y revenir en détail un peu plus loin (2).

207. — GESTION D'AFFAIRE (3). — Cette théorie s'apparente à la précédente : l'assuré en contractant aurait géré l'affaire de sa victime éventuelle. Cette thèse a pu naître à propos des assurances collectives qui étaient souscrites par un patron pour garantir des indemnités à ses ouvriers en cas d'accidents du travail à une époque où la loi du 9 avril 1898 n'avait pas encore vu le jour (4); c'est qu'en effet, on pouvait admettre que l'ouvrier remboursait par anticipation les dépenses utiles ou nécessaires faites par le gérant, en l'espèce le patron, grâce aux retenues que celui-ci pouvait opérer sur les salaires de son personnel.

Mais cette théorie est aujourd'hui périmée en matière d'accidents du travail, puisque le patron est légalement tenu de subir

(1) V. *Suprà*, 1^{re} partie, Chapitre III, n° 154.

(2) V. *Infra*, n° 220.

(3) Consulter : H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *thèse Paris*, 1928, n° 82.

(4) V. Dupuich, note au *D. P.*, 1908, 1, 263; Sarrut, note au *D. P.*, 1901, 1, 353.

les lois du 9 avril 1898 et suivantes. Et elle ne peut s'appliquer aux assurances contre les accidents, car elle conduirait à obliger la victime à rembourser à l'assuré les primes payées par celui-ci ; l'analogie avec la stipulation pour autrui est cependant intéressante : elle montre que l'auteur du dommage n'a aucunement en vue la réparation du préjudice causé à sa victime, qu'il ne connaît pas lorsqu'il contracte une assurance de responsabilité contre les risques quelconques, qu'il peut connaître lorsqu'il se prémunit contre les dispositions de la loi du 9 avril 1898, sans pour cela prévoir autre chose que la sécurité de son propre patrimoine, de qui il ne peut obtenir le remboursement des primes payées par lui, et que ce résultat n'est atteint que grâce au mécanisme même de l'assurance qui couvre automatiquement l'assuré par le règlement direct de la victime par l'assureur.

208. — NOVATION PAR CHANGEMENT DE CRÉANCIER. — Nous passerons également rapidement sur ce système signalé par divers auteurs, lesquels n'y ont cependant fait allusion que pour le rejeter immédiatement et dont la jurisprudence ne s'est jamais emparé (1).

La créance ancienne de l'assuré contre son assureur se trouverait éteinte par la créance nouvelle de la victime contre l'assureur. Une des conséquences de cette thèse serait d'admettre l'inopposabilité au nouveau créancier des exceptions opposables à l'ancien.

Mais, outre que la novation ne se présume point et exige que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte, aux termes de l'article 1273 du Code civil, toutes conditions qui ne peuvent se rencontrer ici, cette justification de l'action directe

(1) V. l'exposé du système dans les conclusions de M. le Substitut Lyon-Caen à Tr. civ. de la Seine, 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, p. 136 et s., *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 615 ; Consulter également : Ch. Riquoir, L'action directe en matière d'assurances, *Thèse Toulouse*, 1929, p. 107.

conduirait à supprimer le recours de la victime contre l'auteur responsable pour ne laisser possible que l'action contre l'assureur. Or, nous avons vu à maintes reprises (1) que le tiers lésé, grâce à l'action directe, a deux débiteurs au lieu d'un seul, l'assureur prenant place aux côtés de son assuré. Le maintien de celui-ci en qualité de débiteur exclut toute idée de novation dont aucune des conditions et aucun des effets ne se vérifie ici.

209. — DÉLÉGATION LÉGALE ET TACITE. — Cette théorie a été souvent adoptée par la jurisprudence pour motiver la reconnaissance de l'action directe à la victime d'un dommage (2).

Elle est tirée directement ainsi que nous l'avons vu (3) des termes mêmes de la loi de 1889, reproduits par l'article 37 de la loi de 1930 ; bien que ces textes ne visent que les indemnités d'assurances contre l'incendie, elle a été étendue aux assurances contre les accidents, motif pris que la loi de 1913 et l'article 53 de la loi de 1930 étendent la solution précédente à la matière des accidents.

La délégation est l'opération juridique par laquelle le délégant (l'assuré) ordonne au délégué (l'assureur) de faire ou de s'engager à faire une prestation au délégataire (la victime) (4).

(1) V. notamment, 1^{re} partie, chapitre II, nos 120 et s.

(2) V. notamment : Tr. civ. de la Seine (1^{re} ch.), 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, 136, *Rev. Gaz. Trib.*, 1925. 2. 133, *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 615 ; Lyon, 14 juin 1926, *Rec. pér. ass.*, 1927, 485 ; Trib. civ. des Alpes-Maritimes (section de Nice), 1^{er} juin 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 379 ; Tr. de comm. de Roanne, 13 octobre 1927, *Rec. pér. ass.*, 1927, 283, *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 725 ; Tr. civ. du Havre, 4 juillet 1929, *Rec. Rouen et Caen*, 1929. 1. 168 ; Paris (4^e ch.), 26 décembre 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 336 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Jossierand, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} sem., 2. 164, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 140, *Rec. pér. ass.*, 1929, 412, *Journ. des ass.*, 1930, 37 ; Paris (4^e ch.), 5 juin 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 1094 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 510.

(3) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre III, n° 139.

(4) Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, 7^e édit., t. II, n° 330, p. 312.

La délégation peut être parfaite ou imparfaite, parfaite si elle aboutit à libérer l'ancien débiteur pour obliger seul le nouveau débiteur à l'égard du délégataire, emportant ainsi novation par changement de débiteur, imparfaite si elle n'opère pas cette novation, laissant en face du créancier deux débiteurs.

La délégation parfaite supposant que les parties ont manifesté l'intention de nover, il ne peut s'agir ici que de délégation imparfaite. Les parties n'ont à manifester aucune volonté, puisque la délégation est édictée par la loi, et la loi n'a pas entendu supprimer un débiteur, mais au contraire accroître la garantie du créancier en lui donnant un second débiteur à côté du premier.

La délégation crée un lien de droit entre le délégué et le délégataire, indépendant de celui qui existait auparavant entre le délégué et le délégant; il s'ensuit que les exceptions opposables au délégant (l'assuré) par le délégué (l'assureur) sont inopposables au délégataire (la victime). C'est d'ailleurs pour justifier cette prétendue règle de l'inopposabilité des déchéances que les décisions qui l'ont sanctionnée ont eu recours à cette idée de délégation.

Mais nous avons déjà vu (1) que, même en admettant qu'il y ait délégation, cette notion ne justifierait nullement la règle qu'on prétend en tirer.

C'est qu'en effet, l'idée de délégation empruntée à l'article 2 de la loi de 1889 ne correspond nullement à la délégation de l'article 1275 du Code civil que nous venons de résumer.

Le législateur s'est contenté de viser les clauses devenues de style par lesquelles, antérieurement à sa promulgation, le débiteur déclarait expressément céder et déléguer à ses créanciers ses droits éventuels à la créance d'indemnité. La délégation, telle qu'elle doit être entendue ici, est une cession de créance,

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chap. III, n° 139.

cession qui ne peut modifier la nature de cette créance qui reste par suite affectée de toutes ses conditions originaires.

La loi de 1913 et l'article 53 de la loi de 1930 ne font aucune allusion à cette délégation ; et fût-il légitime de leur appliquer la solution de la loi de 1889 et de l'article 37 de la loi de 1930, on n'en pourrait tirer que cette conclusion : que le terme de « délégation » employé par le législateur n'est pas pris ici, ainsi que l'a fait remarquer M. le Conseiller Ambroise Colin (1), dans son sens technique.

Cette notion de délégation ne repose donc que sur un mot, malheureusement manié par le législateur et qu'on ne peut que regretter en présence de la jurisprudence considérable qu'il a servi à constituer.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit précédemment, à propos de l'opposabilité des exceptions, de la théorie qu'on cherche à tirer de la délégation, prise dans son sens technique ; bornons-nous à rappeler que l'engagement de l'assureur qui résulte de la loi ne peut être un engagement abstrait puisqu'il porte sur l'indemnité d'assurance et que par suite la règle de l'opposabilité des exceptions ne peut être invoquée ici (2).

Cette théorie en a inspiré une autre qui part de cette idée qu'il y a en réalité cession de créance établie par la loi, sans aucune formalité spéciale ; c'est à son examen détaillé que nous allons maintenant procéder dans le paragraphe suivant.

(1) V. rapport à Cassation (civ.), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57.

(2) V. également la critique de cette théorie dans Debray, *Privilèges sur les créances et actions directes, thèse Paris*, 1928, p. 155 et s. ; Ch. Riquoir, *L'action directe en matière d'assurances, thèse Toulouse*, 1929, p. 111 et s. ; conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lyon-Caen à Tr. civ. de la Seine (1^{re} ch.), 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, p. 136 et s.

210. — TRANSPORT LÉGAL DE CRÉANCE. — Cette thèse a été souvent soutenue (1), et vient d'être récemment portée à un rare degré de perfection par M. Maurice Picard (2); nous nous contenterons ici d'un résumé succinct de l'argumentation dont on trouvera l'exposé détaillé dans les ouvrages et articles dont nous nous inspirons.

L'action directe apparaît comme la forme même que revêt le privilège accordé par la loi à la victime d'un dommage. Si, en règle générale, le privilège ne permet à son titulaire que d'échapper à la loi du dividende, tandis que l'action directe, autrement hardie, permet au créancier de se faire payer sur des biens situés dans le patrimoine du débiteur de son débiteur, et est ainsi en réalité un procédé de paiement (3), une voie d'exécution, cette différence des caractères du privilège et de l'action directe ne ressort pas dans notre espèce particulière. Bien au contraire; d'une part, quand la loi crée une action directe, c'est cette action directe qui constitue le privilège et quand elle crée un privilège sur une créance, ce privi-

(1) V. principalement : R. Debray, Privilèges sur les créances et actions directes, *thèse Paris*, 1928, p. 139 et s.; A. Rouast, Notes sous Cassation (Ch. civ.), 29 octobre 1929, *D. P.*, 1930. 1. 33 et *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 399; Consulter également : H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *thèse Paris*, 1928, n° 87; Ch. Sultana, Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe, *thèse Alger*, 1929, p. 110 et s.; Substitut du Procureur Général Lyon-Caen, Conclusions à Tr. civ. de la Seine, 4 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, 136, *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 615; Ch. Riquoir, L'Action directe en matière d'assurances, *thèse Toulouse*, 1929, p. 110; J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et s.; M. Picard, L'Action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 1 et s.

(2) Maurice Picard, L'autonomie de l'Action directe, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 725 et s.

(3) V. L. Jossierand, note au *D. P.*, 1927. 1. 57, et *Cours de Droit civil positif français*, t. II, p. 328.

lège implique une action directe ; d'autre part, le privilège qui porte sur une créance, à la différence du privilège portant sur un bien corporel, ne nécessite pas la réalisation du gage qui est *ipso facto* déterminé par la valeur de la créance du premier débiteur sur le sous-débiteur. Par suite, le privilège emporte par lui-même attribution au créancier privilégié, attribution qui se produit par l'effet de la loi, au moment même de la réalisation du dommage ; il y a immobilisation de la créance entre les mains de l'assureur, de la même façon qu'il y a immobilisation de la créance lorsqu'une saisie-arrêt est pratiquée ; il y a transfert légal de la créance, par l'effet de la loi, comme il y a attribution et transfert de la créance saisie-arrêtée au profit des créanciers saisissants par l'effet du jugement de validité de saisie-arrêt (1).

C'est ainsi que l'action directe est exactement égale au privilège, et réalise un transfert de créance au profit du titulaire de l'action directe.

Par suite, la créance de la victime contre l'assureur est exactement ce qu'est la créance de l'assuré contre ce même assureur, affectée de toutes ses modalités et conditions.

211. — Cette théorie est particulièrement séduisante, et présente le grand intérêt de définir exactement les droits et devoirs des parties en présence.

Elle donne lieu cependant à deux ordres de critiques :

1^o L'action directe, aboutissant à permettre à la victime d'appréhender le montant de l'indemnité d'assurance immobilisée entre les mains de l'assureur, suppose que cette créance d'indemnité a figuré dans le patrimoine de l'assuré, ne fût-ce qu'un instant de raison ; pour qu'il y ait transport de la créance de l'assuré au profit de la victime, il faut que cette créance de l'assuré existe. Or, l'obligation de rétention de l'assureur empêche la possibilité d'existence de la créance de l'assuré. Le

(1) V. R. Debray, Thèse précitée, p. 159 et s.

texte de l'article 53 de la loi de 1930 réalise cette transformation que le droit de l'assuré, abstraction faite de son droit au remboursement des frais que nous avons détaché au début de cette étude (1) de l'indemnisation proprement dite, consiste uniquement dans cette obligation de l'assureur d'indemniser la victime en son lieu et place. Il en est du moins ainsi tant que l'assuré n'a pas payé lui-même la victime, et c'est tout au contraire ce paiement effectué par l'assuré qui, en levant l'obligation de rétention de l'assureur réaliserait un transfert, légal lui aussi (art. 53 ... tant que ce tiers n'a pas été désintéressé ...) de la créance de la victime au profit de l'assuré.

2° L'action directe apparaît bien comme la forme même que revêt le privilège. C'est exact puisque le privilège est, d'après la définition qu'en fournit l'article 2095 du Code civil, un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, et que la victime ayant un droit exclusif à l'indemnité d'assurance, ne peut subir le concours des autres créanciers. Mais il y a quelque chose de plus dans le texte qui donne naissance au droit de la victime. L'obligation de rétention de l'assureur fait de cette victime la créancière de l'indemnité jusqu'au moment où elle est indemnisée. Comme elle est créancière exclusive, elle n'a aucun concours à redouter, et si l'on peut dire qu'elle est privilégiée, c'est uniquement pour marquer ce bénéfice exclusif qui lui est réservé. En réalité, il y a aujourd'hui deux bénéficiaires du contrat d'assurance, la victime d'abord, l'assuré ensuite, ce dernier ne pouvant toucher l'indemnité d'assurance que lorsqu'il a fait disparaître, en désintéressant lui-même la victime, le droit de celle-ci et qu'il a levé du même coup l'obligation de rétention de l'assureur.

Il en résulte qu'il n'y a pas de privilège au sens technique du mot, mais un droit de créance personnel et exclusif de la victime sur l'indemnité d'assurance. C'est ce qui est formellement marqué par les travaux préparatoires de la loi de 1930 :

(1) V. *Suprà*, 1^{re} partie, chap. I^{er}, n° 13.

« L'indemnité d'assurance, dit M. Lafarge, rapporteur du projet de loi à la Chambre des Députés (1), n'étant point entrée dans le patrimoine de l'assuré échappe aux revendications des autres créanciers de ce dernier ».

Il ne reste plus qu'à reprendre le dernier système qui voit la base du droit de la victime dans l'obligation de rétention de l'assureur, après avoir signalé que diverses juridictions se sont expressément basées sur l'idée de privilège pour motiver leurs décisions accordant l'action directe (2).

212. — OBLIGATION DE RÉTENTION. — Reste une dernière théorie qui semble seule pouvoir être retenue comme étant exactement conforme aux textes d'où a été tirée l'action directe. C'est d'ailleurs sur le principe que nous allons énoncer que la plupart des décisions récentes se basent pour fonder l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur (3), et que la majorité des auteurs approuvent (4).

(1) Voir *Documents législatifs*. Chambre des Députés, Session de 1926, n° 3316, p. 53, et Session de 1925, n° 1544, p. 49.

(2) Tr. civil de Caen, 29 janvier 1923, *Rec. pér. ass.*, 1923, 155 ; Tr. civ. de Cusset, 5 mars 1924, *Rec. pér. ass.*, 1924, 8 ; Tr. civ. de la Seine, 25 juin 1926, *La loi* du 2 décembre 1926 ; Tr. civ. de Vienne, 29 juin 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 47, *Rec. pér. ass.*, 1931, 442 ; Rouen (4^e ch.), 8 janvier 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 898 et note de M. Maurice Picard, *D. P.*, 1930. 2. 83 et note de M. H. Lalou, *S.*, 1930. 2. 467, *Rev. de droit int. priv.*, 1931, 292, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 516 ; Paris (11^e ch.), 5 juillet 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 927, *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 300 ; Tr. de Paix de Nogent-sur-Seine, 28 mars 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 800, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863, *Jour. des Ass.*, 1931, 216 ; Tr. civ. de la Seine, 2 juillet 1931, *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 65, *Rec. pér. ass.*, 1932, 146, *Rev. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e sem., 2, 261.

(3) V. notamment parmi les décisions qui font expressément allusion à l'obligation de rétention de l'assureur : Paris (1^{re} ch.), 18 janvier 1926, *Rec. pér. ass.*, 1926, 45, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 552, *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 755 ; Cassation (civile), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57 avec le rapport de M. le Conseiller A. Colin et la note de M. L. Jossierand, *S.*, 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161 ; Tr. de commerce de la Seine (4^e ch.), 30 décembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 340 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 354 ; Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard, *Rec. pér. ass.*, 1933, 30, *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 563 ; Tr. civ. de Lille (2^e ch.), 6 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933. 2. 186 (sous-note), *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 841.

(4) V. H. Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse Paris*, 1928, n° 90 ;

Et c'est en partant de cette idée juste qu'il nous faudra écarter les effets excessifs qui ont été trop souvent attachés à notre institution.

La loi de 1913 a créé un privilège et une obligation de rétention. Ecartons dès maintenant ce privilège, dont la loi de 1930 ne parle pas, et dont nous avons précédemment dit qu'il n'avait pas de raison d'être en présence de l'obligation de rétention qui le prime à tel point qu'elle le supprime catégoriquement (1).

Lors de la reconnaissance de l'action directe sur le fondement de la loi de 1913, la Cour de cassation (2) a affirmé son existence dans cette formule : « l'obligation imposée à l'assureur de conserver l'indemnité d'assurance dans l'intérêt de la personne lésée a pour conséquence nécessaire de permettre à celle-ci d'en réclamer directement le paiement ».

Depuis, la jurisprudence s'est emparée de cette justification, sauf lorsqu'elle a voulu chercher à motiver certaines solutions que cette base semblait insuffisante à soutenir.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler pourquoi on a créé l'action directe. On raisonnait ainsi : l'assureur se voit imposer une obligation de rétention ; si l'assuré est insolvable, la victime

P. Esmein, Note au *S.*, 1927. 1. 25 ; L. Gardenat, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance, *La semaine juridique*, 1932, p. 838 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1931, p. 488 et s. N° 4, note 16 ; L. Josserand, Note au *D. P.*, 1927. 1. 57 ; Perraud-Charmantier, L'action directe contre l'assureur étranger, *L'assureur-conseil*, 1931, p. 11 et s. ; J. Perroud, L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurances étrangères, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 21 et s. ; Maurice Picard, L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 4.

(1) *V. supra*, 2^e partie, chapitre Ier, n° 193.

(2) Cassation (civ.), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 1. 57 et rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin et note de M. L. Josserand, *Gaz. Pal.*, 1926. 2. 235, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143, *S.*, 1927. 1. 25 et note de P. Esmein, *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 1. 161.

devra exercer contre l'assureur, par le moyen de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil, les droits et actions de son débiteur ; mais l'assureur opposera à ce moment son obligation de rétention à la victime, qui, n'agissant pas en son nom propre, se verra opposer les moyens de défense opposables à l'assuré, parmi lesquels figure l'obligation de rétention. Par suite, l'assuré ne pourrait pas toucher, puisqu'il ne peut, par hypothèse, désintéresser la victime ; la victime ne pourrait non plus se faire payer, puisqu'elle n'a pas d'action, et l'assureur conserverait éternellement l'indemnité dont il est redevable. Il faut donc accorder une action directe à la victime.

Nous pensons que ce raisonnement doit s'écrouler de lui-même de par le résultat inconcevable auquel il aboutit ; il conduit, en effet, à refuser à un créancier le montant de l'indemnité à laquelle il a droit, sur le fondement de dispositions légales dont le seul but est d'en rendre le règlement plus certain ! Si la situation s'était ainsi présentée en jurisprudence, il ne fait aucun doute que le Tribunal saisi aurait, sans violer la légalité, décidé, après avoir établi l'existence et le montant de la créance de la victime, que l'assureur doit lui en opérer le règlement, l'obligation de rétention ayant précisément pour but d'aboutir à ce résultat.

Quoiqu'il en soit, constatons que notre action directe est aujourd'hui entrée dans le domaine de la pratique journalière et qu'elle ne peut que marquer un progrès appréciable, à la condition de ne pas sortir du domaine qui doit lui rester propre.

Ainsi le seul texte légal qui nous reste, après avoir écarté le privilège inutile, est le texte général de l'article 53 avec son obligation de rétention, et celui de l'article 37, texte particulier, qui comporte la même obligation.

213. — Notre droit privé consacre ainsi une nouvelle disposition qui est à la base d'un droit original, le droit de la victime contre l'assureur de responsabilité. Ce créancier, jugé digne

d'un intérêt particulier, parfaitement justifié, bénéficie ainsi des garanties les plus sûres qui se puissent concevoir. Et si l'on voulait dresser une liste des sûretés actuellement accordées par nos lois à certains créanciers, on obtiendrait, suivant la faveur progressive accordée au bénéficiaire, une échelle qui nous montrerait en partant du simple créancier chirographaire :

1^o Au premier échelon, le créancier qui peut invoquer un droit de rétention qui lui confère un véritable privilège, grâce au moyen de pression dont il jouit à l'égard du débiteur en conservant la chose dont il est redevable jusqu'à ce que sa créance ait été réglée ;

2^o A l'échelon supérieur, le créancier gagiste, nanti, privilégié, hypothécaire et le créancier à qui est accordée une action directe ordinaire qui bénéficie d'un droit de préférence à l'encontre des créanciers chirographaires ;

3^o Enfin, tout en haut de l'échelle, la victime d'un dommage, titulaire du droit qui forme contre-poids à l'obligation de rétention de l'assureur, assorti de notre action directe spéciale, et qui, comme telle, a une vocation, *non plus préférentielle*, comme les créanciers hypothécaires ou privilégiés, mais *exclusive* à la créance qui lui est affectée (1).

Cette garantie réalise une sûreté intégrale, et on ne peut en imaginer de plus efficace ; cela tient à son organisation même et à l'objet sur lequel porte le droit de la victime : la créance de la victime déterminant la créance de l'assuré, cette dernière n'existe pas lorsque la première ne peut prendre naissance, n'existe plus lorsque la première est éteinte. Il n'y a pas place ici pour un droit de préférence. Le droit est exclusif, et c'est l'obligation de rétention imposée à l'assureur qui crée cette situation nouvelle, peut-être comparable aux autres sûretés

(1) Sur le concours des divers lésés, voir *suprà*, 4^{re} partie, chap. II, section 1, § 2 et 3.

connues quant au résultat qu'elle consacre, certainement originale quant à la base juridique qui la soutient.

D'un côté l'obligation de rétention, en face le droit de la victime, et l'action directe destinée à le faire valoir : ce système se suffit à lui-même, et il n'est nul besoin d'aller chercher d'autres justifications qui, toutes, prêtent le flanc à la critique, et s'écartent, souvent pour les besoins de la cause, de la seule source légale de notre institution. Nous en resterons donc là, et dans une deuxième section, rechercherons les caractères propres de l'action directe dérivant des bases ainsi posées, et vérifierons si les effets qu'on en peut déduire logiquement coïncident avec ceux qu'on a relevés au cours de la présente étude.

SECTION II

Caractères de l'action directe et essai de définition.

214. — Profitons des études précédemment faites à ce sujet et reprenons la définition qu'a donné de l'action directe en général M. Solus (1), définition maintes fois reprise et généralement approuvée (2). « L'action directe est une action qu'une personne possède contre une autre avec laquelle elle n'a personnellement aucun lien de droit, en raison de l'intervention d'une troisième et qu'elle exerce sans avoir recours à cette dernière ». Transposant cette définition à l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur de l'auteur de ce dommage, nous dirons que notre action directe est exercée par la victime contre l'assureur, en raison de l'intervention de l'assuré, sans que la victime ait recours à ce dernier.

(1) H. Solus, *L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du Code civil, thèse Paris, 1914, n° 4, p. 6.*

(2) V. notamment : A. Colin, *Rapport à Cassation (civ.) 14 juin 1926, D. P., 1927, p. 60.*

Or, cette action est destinée à permettre à la victime de faire valoir son droit propre, elle est l'exercice même de ce droit ; de telle sorte que ce qu'il importe de définir, c'est le droit propre lui-même.

215. — Le droit de la victime est, ainsi que les décisions judiciaires nous le répètent généralement, un droit propre. Nous avons déjà dit que le droit propre sanctionné par l'action directe s'oppose aux droits du débiteur contre ses propres créanciers, exercés par voie d'action oblique.

Le droit propre interdit ainsi la possibilité de voir la créance de la victime tomber dans le patrimoine de l'assuré, ce qui explique qu'il n'y ait pas de privilège, puisque la créance étant propre à la victime ne peut être affectée d'un privilège, qui porterait sur la propre chose du bénéficiaire du privilège. Le droit propre constitue donc la garantie de la victime, garantie qui consiste, rappelons-le, à permettre l'affectation de l'indemnité d'assurance au lésé, à l'exclusion des créanciers de l'assuré (1). Il semble qu'ainsi défini, le droit propre remplit le rôle voulu par le législateur, sans qu'il soit possible de lui reconnaître d'autres effets que ceux visés par les textes qui l'ont créé, suffisamment expliqués par les travaux préparatoires.

Mais une déviation se produit immédiatement grâce au raisonnement suivant : le droit propre de la victime naît de la loi le jour de la réalisation du dommage, il se détache alors du contrat qui n'en n'est pas la source, mais la condition nécessaire, et par suite, totalement indépendant du droit de l'assuré, il ne peut être affecté par les causes de déchéances propres à l'assuré lui-même.

Pour délimiter le droit propre de la victime, il suffit d'analyser l'obligation de rétention de l'assureur qui en est le fondement sérieux ainsi que la contre-partie exacte.

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre III, n° 132.

216. — En premier lieu, l'obligation de rétention est imposée par la loi à l'assureur de responsabilité. Or, l'assureur de responsabilité est celui qui accepte de garantir, dans certaines conditions, prévues au contrat d'assurance, la responsabilité civile de son co-contractant. Il faut donc à l'origine un contrat ; sans ce contrat, il n'y a pas assurance, partant pas d'assureur. C'est donc lors de la souscription du contrat que, par l'effet de la loi, l'assureur contracte, outre les obligations convenues avec son assuré, cette autre obligation légale que l'assuré doit lui-même subir, et qui s'appelle l'obligation de rétention. Ainsi donc le droit de la victime naît de la loi, mais en passant par le contrat qui en marque les limites et l'étendue. Légal, lors de la souscription du contrat, comme s'imposant aux parties contractantes qui doivent en tenir compte, le droit éventuel de la victime se trouve englobé dans le contrat. C'est donc le contrat qui marque les conditions dans lesquelles le droit propre de la victime pourra prendre naissance et s'exercer.

C'est ainsi que, ainsi que nous l'avons vu (1), les exceptions antérieures à la réalisation du dommage sont opposables à la victime ; la raison en a été donnée : en ce cas, il n'y a pas assurance, le contrat prévoit une autre situation, d'autres circonstances que celles qui ont déterminé le préjudice du tiers lésé, le contrat comporte une condition qui ne s'est pas réalisée ; le fait dommageable ne rentre pas dans le cadre du contrat ; il n'y a pas de contrat applicable, il n'y a pas d'assureur, la victime n'a pas de droit propre.

217. — Mais ici intervient une première difficulté : comment la victime pourra-t-elle prouver qu'il y a contrat, d'abord, que le contrat prévoit le risque qui s'est réalisé à son détriment, ensuite ?

Nous avons signalé (2) que la victime qui a la charge de

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre III, nos 131 et s.

(2) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre I^{er}, no 30.

cette preuve peut l'administrer par tous moyens et peut notamment exiger de l'assureur la production de la police, mais nous avons aussi fait remarquer que, soit mauvais vouloir de l'assureur, soit simple erreur de sa part, il pouvait y avoir contestation de cette qualité d'assureur. Et nous avons indiqué le seul remède possible : la nécessité pour la victime de mettre en cause, aux côtés de l'assureur, l'assuré lui-même qui seul est susceptible de fournir les éléments de preuve qui font toujours défaut à la victime. Du moment que l'action directe est exercée cet exercice même démontre qu'il y a contestation de la part de l'assureur ; et cette contestation nécessite la présence de l'assuré.

218. — Si la présence de l'assuré est nécessaire pour démontrer l'existence du contrat, hors lequel il ne peut exister de droit propre, elle est non moins indispensable pour fixer ce droit propre. Ce droit propre porte en effet sur l'indemnité d'assurance, ainsi que le précise l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930. Or, quelle est la somme due par l'assureur ? Ce ne peut être que la somme due par l'assuré à la victime et que l'assureur a la charge de régler, au lieu et place de l'assuré, conformément aux clauses du contrat, dans la limite évidemment du maximum prévu à la police.

Cette somme ne peut donc être due par l'assureur que si la responsabilité de l'assuré est établie, tant dans son principe que dans son étendue ; d'où la nécessité, ici encore, de la mise en cause de l'assuré, concurremment à l'exercice de l'action directe.

La somme due par l'assureur ne peut être supérieure au chiffre fixé par le contrat d'assurance et l'on ne peut que s'étonner en constatant que des tribunaux ont cru devoir passer outre la clause prévoyant que l'indemnité stipulée englobe le montant des frais judiciaires (1).

(1) Voir la critique de cette solution, *suprà*, 1^{re} partie, chapitre I^{er}, n^o 34.

Enfin, la somme n'est due que si aucun motif de déchéance ne peut être invoqué par l'assureur. Cette dernière proposition est contraire aux décisions qui ont eu récemment à se prononcer sur cette question. Nous avons étudié en détail cette difficulté dans notre première partie (1) et avons déjà fait remarquer que l'indemnité, du moins l'indemnité à laquelle peut prétendre la victime, n'est pas due par l'assureur dès l'instant de la réalisation du dommage, puisque alors affectée de certaines conditions, mais lorsque toutes les conditions prévues ont été réalisées ou respectées.

Ainsi, c'est le contrat qui détermine les conditions dans lesquelles l'indemnité peut être due ; ce contrat lui-même est régi par la loi du 13 juillet 1930, et c'est cette même loi qui constitue le fondement sur lequel repose le droit propre de la victime. La loi régit le contrat en décidant ce qui ne peut y être inséré, et ce qui doit obligatoirement y figurer. En tolérant certaines clauses de déchéance, le législateur a délimité les clauses extrêmes que l'assureur peut stipuler pour que l'indemnité ne soit pas due ; et en obligeant l'assureur à payer directement à la victime l'indemnité due, il a, du même coup, décidé que ces clauses, dont il a limité la portée et le nombre, seraient opposables à la victime.

Quand on a voulu rendre les clauses de déchéance inopposables à la victime, on n'a pas manqué de le dire en termes formels. Ainsi, en France à propos des accidents du travail, l'article 11 du décret du 28 février 1899 oblige l'assureur à insérer dans ses polices une clause par laquelle il s'interdit d'opposer à la victime les déchéances opposables à l'assuré. De même à l'étranger, à propos des accidents d'automobiles, l'arrêté luxembourgeois du 24 décembre 1932 (2) décide que « les déchéances encourues par l'assuré après l'accident ne sont pas

(1) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chapitre III.

(2) V. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 485.

opposables aux tiers lésés et à leurs ayants droit, sauf recours de l'assureur contre l'assuré », et la loi suédoise du 10 mai 1929, article 19 (1) que « l'assureur ne peut pas, en vue de dégager sa responsabilité à l'égard d'une victime, invoquer, dans la mesure déterminée à l'article 18, une circonstance qui ne dépend pas de la victime elle-même ».

La loi suisse du 15 mars 1932, la loi anglaise de 1930, contiennent des dispositions analogues à celles qui viennent d'être citées (2).

Le législateur n'a rien fait de semblable, sauf en matière d'accidents professionnels prévus par les lois du 9 avril 1898 et suivantes, et, tout au contraire, sa réglementation concernant, d'une part, les déchéances, d'autre part, l'obligation de rétention en faveur des lésés, sans aucune disposition spéciale concernant la non application des déchéances à l'égard de ceux-ci, laisse entendre qu'il n'est pas entré dans ses intentions de créer une protection de cet ordre.

219. — On aboutit ainsi à la dernière proposition qui va définir le droit de la victime : toutes les conditions du contrat lui étant opposables, la victime qui agit par voie d'action directe exerce un droit propre qui est exactement délimité par le droit de l'assuré lui-même, qui se superpose à ce droit et s'y substitue, lorsqu'il est sanctionné, à tel point que les droits de l'assuré et de la victime apparaissent comme des droits alternatifs (3), le

(1) V. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 245.

(2) Loi suisse du 15 mars 1932, sur la circulation des véhicules automobiles et des cycles (art. 50). *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, p. 638 ; Loi anglaise de 1930 sur la circulation des routes, section 38, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 208 ; Loi suédoise du 10 mai 1929 sur l'assurance locomotion des véhicules automobiles, art. 19, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, p. 245.

(3) Il reste entendu que nous laissons de côté la garantie accordée par l'assureur à l'assuré pour le paiement des frais de justice et honoraires lorsqu'il y a sinistre sans responsabilité, l'action de la victime étant jugée mal fondée ; l'action directe ne peut d'ailleurs porter sur cette indemnité spéciale, accessoire à l'indemnité proprement dite, quelquefois confondue

droit de l'assuré ne pouvant prendre naissance que lorsque la victime n'a plus de droit elle-même. Si la victime obtient satisfaction l'assuré n'a rien à réclamer à l'assureur qui a, du fait du règlement, satisfait intégralement à ses obligations, tant vis-à-vis de la victime, que vis-à-vis de l'assuré.

Le droit de la victime, corollaire de l'obligation de l'assureur, se trouve intégralement délimité par le contrat. Ce sont les clauses du contrat qui précisent les conditions de ce droit.

La victime doit donc se conformer aux clauses du contrat pour obtenir satisfaction, et il lui suffit, pour être certaine d'y parvenir, de se conformer aux dispositions de la loi de 1930 qui prend soin d'édicter la limite au delà de laquelle l'assureur ne peut exiger certaines obligations de son assuré, notamment en ce qui concerne les obligations postérieures au sinistre.

Ainsi, non seulement la police fixe le droit de la victime au jour de la réalisation du dommage, mais elle continue à n'en faire qu'un droit éventuel jusqu'au jour où son obligation de rétention deviendra une obligation de paiement. Le contrat d'assurance dont l'existence et la validité sont des conditions essentielles pour qu'il y ait obligation de rétention et droit corrélatif de la victime décide, dans toutes ses clauses, du bien fondé du droit de la victime. C'est à celle-ci d'aviser pour faire en sorte que son action soit couronnée de succès.

La loi et la jurisprudence sont venus au secours de la victime mais il serait excessif de lui faire obtenir satisfaction sans qu'elle ait à prendre la moindre initiative, ce à quoi tend la jurisprudence actuelle. *Jura vigilantibus succurrunt*, dit le vieil adage ; la victime a tous les éléments nécessaires à la réussite de son action directe, à elle d'accomplir les quelques formalités indispensables (1).

avec elle, mais souvent distincte lorsqu'il existe un contrat ou avenant de DRA, DAS ou CAS (assurance visant les frais de justice et honoraires ainsi que les recours à exercer pour l'assuré). V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre I^{er}, n° 31.

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre III, nos 150 et s.

220. — Ainsi donc, le droit de la victime, naissant de l'obligation de rétention imposée à l'assureur, est inséré dans le contrat par l'effet de la loi, et la victime devient bénéficiaire du contrat (1). Voilà l'aboutissement logique de la présente étude qui rejoint ainsi certaines constatations faites par les partisans de la stipulation pour autrui et de la théorie du transfert de créance, tout en ne s'écartant pas des textes qui donnent naissance au droit de la victime. Celle-ci, bénéficiaire du contrat, est soumise à la législation spéciale des assurances, de même que les faits qui donnent naissance à son droit lui imposent certaines obligations, délimitées par cette même législation.

C'est ainsi que, résumant nos conclusions particulières, nous pouvons énoncer les conditions suivantes à l'exercice de l'action directe sanctionnant le droit propre.

1° L'action directe exige la mise en cause de l'assuré, tant pour fixer l'existence et le montant de la créance de la victime contre l'assuré, laquelle détermine l'obligation de l'assureur, que pour fixer le montant de la créance d'indemnité d'assurance (2).

2° La compétence pour connaître de l'action directe est celle fixée par l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, et la juridiction répressive ne peut connaître de cette action de source contractuelle (3).

3° Toutes les exceptions, qu'elles soient antérieures ou postérieures à la réalisation du dommage, sont opposables à la vic-

(1) M. Sumien, dans son *traité théorique et pratique des assurances terrestres et de la réassurance*, 3^e éd., n° 143, dit : « le bénéficiaire est celui au profit duquel l'assurance doit être réalisée, qu'elle ait été contractée initialement pour lui ou qu'un acte postérieur à la conclusion du contrat soit venu lui attribuer ce bénéfice. Le bénéficiaire est... soit même la victime du sinistre, par exemple, dans les assurances de responsabilité en cas d'accidents corporels causés à des tiers, ou dans les assurances du risque locatif ou du recours du voisin ».

(2) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chapitre I^{er}.

(3) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chapitre II, section II.

time qui, véritable bénéficiaire du contrat de par l'effet de la loi, se voit appliquer l'article 11 de la loi de 1930 : « L'assureur peut opposer au porteur de la police ou au tiers qui en invoque le bénéfice les exceptions opposables au souscripteur ». Du jour de la réalisation du dommage la victime qui se propose ultérieurement d'agir contre l'assureur prend en sa qualité de bénéficiaire du contrat la place de l'assuré, et doit en conséquence accomplir toutes les formalités prévues par la police et délimitées par la loi pour éviter la déchéance du bénéfice de l'assurance ; concurremment, l'assuré conserve les mêmes obligations à sa charge, puisque le règlement de la victime constitue sa garantie ; les deux bénéficiaires du contrat peuvent effectuer les déclarations et faire les transmissions requises, mais il suffit, pour que les clauses contractuelles soient respectées, que ces déclarations et transmissions aient été faites par l'un d'eux, sans que l'assureur puisse exiger qu'elles émanent obligatoirement de l'assuré (1). Des exceptions ainsi opposables à la victime, il faut exclure évidemment les actes de disposition postérieurs à la réalisation du dommage, qui seraient effectués par l'assuré lui-même ; l'indemnité est bloquée en faveur de la victime et seule elle peut en disposer. C'est au jour du sinistre que la créance passe sur la tête de la victime et c'est à ce moment qu'il faut se placer pour apprécier les droits de la victime.

Par conséquent, dès ce moment, l'assuré ne peut disposer de la créance, mais celle-ci reste conditionnelle, dans les termes du contrat, et les conditions doivent être respectées pour que l'assureur soit tenu de payer.

4° La prescription applicable à l'action directe est celle édictée par l'article 25 de la loi de 1930 : elle est biennale (2).

5° La loi qui décide si l'action directe est possible est la loi

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre III, n° 149.

(2) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre II, section I.

qui régit le contrat, soit la loi du lieu où ce contrat a été souscrit, soit la loi du lieu où il produit ses effets (1).

6° C'est ainsi encore que, bénéficiaire du contrat, la victime ne peut se voir opposer une clause de la police interdisant à l'assuré de mettre en cause l'assureur ; la victime a nécessairement une action contre l'assureur (2).

7° Enfin, c'est cette même qualité qui lui rend opposable la clause fixant le maximum de l'indemnité d'assurance et notamment prévoyant la déduction des frais judiciaires et honoraires (3), ce qui rejoint le résultat obtenu par le raisonnement qui distrait de la garantie générale du contrat de responsabilité la garantie spéciale des frais (4).

221. — Le droit propre apparaît donc comme un droit original, englobé dans le droit spécial des assurances ; il naît de la loi, à travers le contrat d'assurance, qui en est ainsi la véritable source, et son exercice par voie d'action directe comporte certaines conditions qui tiennent précisément à la nature même de ce droit.

Il comporte, mieux qu'un droit de préférence, un droit exclusif qui rend inutile le privilège et il permet une action directe qui simplifie la procédure et permet une exécution rapide. Ce

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre IV.

(2) Voir notamment : Cassation (civile), 14 juin 1926, *D. P.*, 1927. 4. 57 avec conclusions conseiller A. Colin et note de M. L. Josserand, *S.*, 1927. 4. 25 et note de M. P. Esmein, *Rec. gaz. Trib.*, 1926. 4. 161, *Gaz. Pal.*, 1926 2. 235, *Rec. pér. ass.*, 1926, 143 ; Tr. civ. de Lyon, 18 mai 1928, *Rec. pér. ass.*, 1928, 528 ; Alger (1^{re} ch.), 12 novembre 1930, *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 334 et note de M. Maurice Picard, *D. H.*, 1931, 89, *Gaz. Pal.*, 1931. 4. 199, *Rec. pér. ass.*, 1931, 127 ; Adde : H. Capitant, La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 787, n° 59 ; H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2699 ; P. Hébraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de lég. et de jur.*, 1931, p. 488 et s., n° 6.

(3) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre I^{er}, n° 31.

(4) V. *suprà*, 1^{re} partie, chapitre I^{er}, n° 13.

sont là ses seules raisons d'être, contre-partie exacte de l'obligation de rétention.

On arrive ainsi, sur le fondement des textes qui régissent la matière, sur la base de la notion exacte qui soutient cette institution à la théorie qui nous apparaît la plus juste et la plus rationnelle, celle qui respecte le lien contractuel unissant l'assureur à l'assuré, et qui, seule, est conforme à la volonté du législateur, toujours exprimée dans les travaux préparatoires tant de la loi de 1889 que de celles de 1913 et de 1930 (1).

En résumé définitif, le droit propre de la victime d'un dommage à l'encontre de l'assureur de la responsabilité de l'auteur du dommage rend cette victime bénéficiaire du contrat au jour de la réalisation du dommage, en lui accordant un droit privatif sur l'indemnité, mais sous cette réserve que toutes les conditions du contrat soient respectées, ces conditions pouvant être remplies par la victime titulaire de ce droit.

222. — L'action directe est l'exercice de ce droit propre lorsqu'il est méconnu ; elle permet à la victime, qui n'avait aucun lien de droit avec l'assureur, de rechercher ce dernier, grâce à l'intervention de l'assuré qui a souscrit une police d'assurance ; mais son exercice nécessite la présence de l'assuré en qualité de co-défendeur aux côtés de l'assureur.

Cette définition de notre action directe diffère sensiblement de celle qui a été donnée au début de la présente section (2), puisqu'elle exige la présence de l'assuré, alors qu'un des traits caractéristiques des actions directes, en général, consiste dans

(1) V. Travaux préparatoires et discussion de la loi du 19 février 1889, *D. P.*, 1889. 4. 31 ; Discussion de la loi du 28 mai 1913, *J. O.* du 21 février 1912, *Débats parlementaires*, Sénat, p. 122, et *D. P.*, 1913, 4, p. 49 ; Projet de loi Godard (Loi de 1930), *Documents législatifs*, Chambre des Députés, session de 1925, n° 1544, p. 45, Rapport Lafarge, *id.*, session de 1926, n° 3316, p. 50.

(2) V. *suprà*, n° 214.

l'inutilité du recours à l'encontre de la personne dont l'intervention en a permis l'exercice.

Mais cette différence est plus apparente que réelle, ainsi qu'une rapide comparaison de notre action directe avec celles des articles 1753, 1798 et 1994 du Code civil va permettre de le constater (1).

Les droits des titulaires de l'action directe tirée des trois articles précités sont nettement établis par des titres et pièces qui peuvent être produits au tribunal saisi ; ces droits sont donc ou certains, ou du moins faciles à prouver en l'absence du tiers dont l'intervention leur a donné naissance. Rien de semblable en matière de réparation d'un dommage, où le droit lui-même dont se prétend titulaire le demandeur à l'action directe reste à déterminer. Ici d'ailleurs ce n'est pas exactement le droit à l'action directe qui est en jeu, mais le droit qui peut donner ouverture à action directe. Il faut donc pour que la victime puisse se prévaloir de l'action directe qu'elle établisse au préalable sa créance contre le tiers responsable, et nous avons vu qu'elle ne peut l'établir qu'en contradiction avec l'assuré dont la présence est nécessaire lors de l'exercice de l'action directe, ou dont la dette doit être fixée antérieurement à son exercice.

Mais en admettant cette créance de la victime dûment établie il semble que le recours contre l'assuré soit inutile. Il n'en est rien cependant, ainsi qu'on l'a déjà vu et cela tient, sans que cette exigence soit contraire au principe général précédemment énoncé, à une difficulté de preuve.

(1) Nous faisons figurer dans cet examen le cas de l'art. 1994, bien qu'il n'y ait là qu'un cas douteux d'action directe *stricto sensu*, les droits du mandant contre le tiers que le mandataire s'est substitué pouvant s'expliquer par le jeu des règles de la représentation. Sur la comparaison des actions directes, soit entre elles, soit avec l'action oblique, consulter : H. Solus, *L'action directe et l'interprétation des art. 1753, 1798, 1994 du Code civil*, thèse Paris, 1914 ; R. Debray, *Privilèges sur les créances et actions directes*, thèse Paris, 1928, p. 59 et suiv.

C'est la preuve qui incombe au tiers lésé, demandeur à l'action directe, qui impose cette mise en cause simultanée de l'assuré aux côtés de l'assureur. Tandis que le propriétaire qui actionne le sous-locataire, sur le fondement de l'article 1753 du Code civil, administre facilement la preuve de cette sous-location ainsi que l'usage des lieux quant aux époques des paiements ; tandis que les maçons, charpentiers et ouvriers de l'entrepreneur qui actionnent le maître de l'ouvrage, sur le fondement de l'article 1798 du Code civil, font facilement la preuve de leur créance ; tandis que le mandant qui agit sur le fondement de l'article 1994 du Code civil contre la personne que le mandataire s'est substitué prouve facilement les manquements constatés dans le mandat ; au contraire, en matière d'assurance de responsabilité, la victime, loin de s'adresser à une personne déterminée pour une réclamation simple ou commode à chiffrer et à prouver, trouve en face d'elle une importante compagnie traitant de multiples affaires ; ce n'est plus ici, comme dans les cas précédents, un adversaire qui touche au demandeur de très près, mais une société anonyme aux services multiples encombrés de dossiers, et saisis journellement de déclarations de nouveaux sinistres, de réclamations de nouveaux sinistrés. Par suite la victime ne peut faire valoir son droit que si elle fournit des précisions suffisantes concernant le nom de l'assuré, le numéro de la police, quelquefois même l'indication de l'agence locale par l'intermédiaire de laquelle cette police a été souscrite. Même si ces premières difficultés sont vaincues, la victime doit établir, dans des cas parfois douteux, que le risque garanti correspond bien au risque réalisé ; nous renvoyons ici aux écueils que nous avons signalés à leur place (1).

D'ailleurs, la mise en cause du locataire (art. 1753), de l'entrepreneur (art. 1798), du mandataire (art. 1994), si elle n'est pas requise peut cependant être utile et même nécessaire, dans

(1) V. *suprà*, 1^{re} partie, chap. I^{er}, nos 41 et s.

les cas où le sous-débiteur conteste le montant ou les conditions de sa dette (1). Dans notre action directe on peut dire que cette contestation existe toujours, soit qu'elle porte sur le montant de la dette lorsqu'aucune condamnation n'est intervenue à l'encontre de l'assuré, soit qu'elle porte sur ses conditions, lorsque l'assuré a été condamné et que l'assureur refuse de payer en ses lieu et place.

Et, en définitive, la moindre discussion, et le fait même que l'action directe est exercée montre qu'il va y avoir contestation, tournera, en l'absence de l'assuré, à la confusion de la victime qui devra se résoudre à mettre en cause l'assuré ; si la victime peut réussir, d'autres procès seront à redouter, dont l'issue sanctionnera peut-être un résultat contradictoire. Nous ne revenons pas sur ces difficultés qui ont été développées au début de ce travail et nous concluons de la complexité de la source de l'action directe, le contrat d'assurance aux formes infinies et aux modalités innombrables, à la nécessité de la mise en cause de l'assuré aux côtés de l'assureur dans toutes les hypothèses.

Ainsi expliquée la différence qui marque la définition qu'on peut donner à notre action directe avec celle qui a été adoptée pour les actions directes dont on a trouvé l'origine dans les articles 1753, 1798 et 1994 du Code civil, apparaît d'autant mieux justifiée qu'en matière d'action directe il est impossible d'énoncer des propositions générales. Il n'y a pas « l'action directe » mais « des » actions directes (2). L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur doit être considérée comme une institution à part conformée par le droit spécial des assurances et qui, destinée à sanctionner le droit propre qui a été défini un peu plus haut, lui-même original, comporte,

(1) V. en ce sens : H. Solus, L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du Code civil, *Thèse Paris*, 1914, n° 63, p. 83, note 2.

(2) V. H. Solus, L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du Code civil, *thèse Paris*, 1914, n° 1, p. 2 ; Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. VII, n° 925, et t. XI, n° 1363.

de par les exigences de la matière, certaines différences avec les autres actions directes connues.

223. — Enfin, l'action directe s'oppose de façon générale à l'action oblique de l'article 1166 du Code civil sur lequel elle marque un progrès réel, qui est sa justification même. Si l'action directe n'était pas reconnue la victime devrait s'adresser à l'auteur du dommage, puis exercer les droits et actions de son débiteur ; elle pourrait évidemment, ainsi qu'il est admis, réunir ces deux instances en une seule (1), mais son droit contre l'assureur resterait médiat, et il lui faudrait alors entreprendre l'exécution de ses droits, sur le fondement d'un privilège dont la loi de 1930 ne parle pas et qu'il faudrait construire théoriquement, en utilisant les procédés que nous avons précédemment indiqués (2). Ainsi est marquée la différence entre l'action directe telle que nous l'avons dégagée et l'action oblique : alors que celle-ci n'est qu'une mesure conservatoire et expose, lorsqu'elle a réussi, le créancier au concours des autres créanciers de son débiteur, en l'absence d'un privilège exprès, l'action directe est une mesure d'exécution écartant le concours des autres créanciers sans qu'il soit besoin d'un privilège spécial puisqu'elle comporte elle-même un droit privatif à l'indemnité d'assurance, droit absolu plus efficace encore que le droit de préférence.

224. — Tel est l'aboutissement normal et logique des développements consacrés à cette étude ; ainsi délimités, le droit propre, l'action directe sont susceptibles de rendre tous les services et de donner tous les avantages qu'on est en droit d'en attendre, tout en évitant un certain nombre de difficultés, parfois presque insolubles, qui n'ont pu se révéler que faute d'un cadre sérieux délimitant aussi exactement que possible cette institution particulière.

(1) V. M. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 8^e édit., t. II, n^o 290, p. 104.

(2) V. *Suprà*, n^o 210.

L'action directe correspond ainsi exactement au progrès qu'elle manifeste sur l'action oblique : elle est une mesure d'exécution, et emporte droit de préférence ; elle aboutit à la simplification de la procédure et permet la liquidation d'une situation complexe dans le minimum de temps ; elle répond exactement aux motifs qui ont donné naissance aux textes qui en sont le fondement.

Il est certain que les nombreuses études qui ont déjà été faites sur ces questions si délicates nous ont particulièrement facilité notre tâche, quoique les conclusions auxquelles nous aboutissons ne soient pas celles le plus généralement adoptées. Nous expliquons cette différence de vues par le souci que nous avons apporté à ne pas négliger systématiquement les intérêts parfaitement légitimes de l'assureur, trop souvent sacrifié au profit de la victime, sans raison, pensons-nous, puisqu'il est possible de concilier tous les intérêts en présence.

Notre conclusion constitue une transaction entre toutes les solutions préconisées : l'action directe naît de la loi, mais elle naît aussi du contrat. C'est la loi elle-même qui décide que le contrat d'assurance est la source du droit du tiers lésé. La situation est originale et neuve et l'explication de notre institution se résume à cette formule : le tiers lésé est, légalement, et concurremment à l'assuré, le bénéficiaire du contrat d'assurance passé par ce dernier avec l'assureur.

Le droit de la victime exclut le droit de l'assuré à l'indemnité, mais les deux bénéficiaires restent intéressés au même titre à l'exécution de la convention d'assurance : le droit de l'assuré n'est plus, ce qu'il était avant la reconnaissance de l'action directe un droit à indemnité, mais, peut-on dire, le droit à ce que le droit de la victime soit éteint par l'assureur (1) ; l'extinc-

(1) V. une conclusion analogue dans Wens, Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité, *Thèse Paris*, 1927, n° 144, p. 217, d'après un système que son auteur appelle « le système de l'objectivité de l'intérêt assuré ».

tion du droit propre de la victime éteint du même coup le droit de l'assuré ; seule l'hypothèse dans laquelle le droit de la victime a été éteint par l'assuré lui-même permet à celui-ci de recouvrer un droit à l'indemnité, ce qui ne peut se contester puisqu'à ce moment l'obligation de rétention a été levée dans les termes de l'article 53 de la loi de 1930.

Ainsi, de plus en plus, l'assurance de responsabilité s'écarte de la notion d'assurance personnelle ; c'est le risque lui-même qui détermine l'obligation de l'assureur, la personnalité de l'assuré, sinon indifférente, passant du moins au second plan.

Ce caractère a été nettement marqué, de façon générale, par la loi de 1930, et notre institution est une des faces de cette évolution de l'assurance personnelle vers l'assurance réelle.

CONCLUSION

225. — Nous en avons ainsi terminé avec cette étude, maintes fois entreprise avant nous. Nous pensons avoir montré les différents aspects de la question tels que la pratique journalière les révèle ; à cet égard, nous avons bénéficié de l'expérience acquise en ces dernières années, et mis en lumière diverses difficultés, récemment encore ignorées. Ces quelques remarques démontrent que notre travail avait sa raison d'être, de même que, à n'en point douter, l'étude de notre action directe demandera à être de nouveau entreprise dans un avenir plus ou moins rapproché. Nous souhaitons que les recherches que nous avons effectuées et qui se trouvent ici consignées puissent servir à nos successeurs comme nous ont aidé celles de nos devanciers.

226. — Après avoir constaté, à chaque page, l'instabilité et l'inconstance de la jurisprudence, le désaccord de la doctrine, et les résultats fâcheux de cette instabilité, nous avons dégagé une conclusion, qui semble constituer une transaction acceptable entre les différents points de vue manifestés : la victime reste efficacement protégée, puisque nous ne lui imposons qu'un minimum de formalités facilement accessibles ; l'assuré conserve sa situation qui apparaît à tous aujourd'hui justement équilibrée en face de l'assureur ; l'assureur enfin gagne la place qu'il peut légitimement revendiquer en voyant son contrat, pivot du système, respecté dans toutes ses clauses.

C'est la loi du 13 juillet 1930 qui, à notre sens, a donné l'impulsion que nous nous sommes attaché à marquer ; c'est

cette loi, en effet, qui, en régissant le contrat d'assurance et en englobant dans ses prévisions la victime d'un dommage, a créé le droit spécial des assurances, parfois dérogoire au droit commun, qui devient ainsi, pleinement, le droit commun en matière d'assurances (1). Le système apparaît ainsi complet, sauf quelques perfectionnements de détails qui peuvent être facilement envisagés, tels que : précision du délai de prescription imposable à la victime, déclaration obligatoire du sinistre aux autorités, précision de la nécessité d'un débat contradictoire. Le système est complet parce qu'il forme un droit régissant toutes les difficultés qui peuvent s'élever relativement au contrat d'assurance et, comme tel, donne la règle à laquelle doivent se conformer les trois intéressés : la victime, l'assuré et l'assureur.

227. — L'action directe de la victime d'un dommage constitue une institution juridique indépendante et originale qui possède ses règles propres et répugne à être enserrée étroitement dans un des moules juridiques ordinaires de notre droit civil ; elle a sa structure propre que nous avons édifiée sur les données que nous a fournies la loi du 13 juillet 1930, laquelle trace en même temps le cadre qui délimite ses caractères, son étendue, ses conditions et ses effets.

Le système présente ainsi une unité de conception qui nous semble marquer un progrès réel sur la dispersion actuelle de la doctrine et de la jurisprudence qui manifestent deux tendances diamétralement opposées : l'autonomie de l'action directe, c'est-à-dire son indépendance complète de l'action de la victime contre l'assuré (notamment quand on permet à la victime de ne pas mettre en cause l'assuré), et de l'action de l'assuré contre l'assureur (notamment quand on déclare les déchéances postérieures à l'accident inopposables à la victime) — la dépen-

(1) Suivant l'expression de MM. Ancey et Sicot, *La Loi sur le contrat d'assurance (loi du 13 juillet 1930)*, 2^e édit., p. 20.

dance étroite de ces trois actions, action directe, victime contre assuré, assuré contre assureur (quand on applique les règles de compétence de la loi de 1930, ou quand on exige la mise en cause de l'assuré).

L'ensemble réalise un équilibre harmonieux, l'assuré et l'assureur étant unis contre la victime, lorsqu'il s'agit de rechercher l'existence de la créance du lésé, et son montant, mais la victime récupérant immédiatement ce désavantage initial en trouvant l'appui de l'assuré, lorsqu'il s'agit d'établir la dette de l'assureur. Les deux plateaux de la balance reçoivent ainsi des charges égales qui fixent le fléau à l'horizontale, ce qui est le symbole même de la justice.

VU : *le Président de Thèse,*
MAURICE PICARD.

VU : *le Doyen,*
E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

INDEX CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES CITÉES

Les chiffres renvoient aux numéros et non aux pages.

(Les décisions marquées d'un astérisque (*)
n'ont pas spécialement trait à l'action directe).

1858

- * 20 janvier 1858 Cassation (chambre des Requêtes). De Mauny
c. Enregistrement. *D. P.*, 1858. 4. 318 . . . 173

1869

- * 13 juillet 1869 Cassation (chambre civile). Enregistrement
c. héritiers Sauvaigne. *D. P.*, 1870. 4. 430. 173

1885

- * 4 mars 1885 Cassation (chambre civile). Banque Ottomane
c. Racine fils et Cie. *D. P.*, 1885. 4. 353 ;
S., 1885. 4. 469 158

1886

- * 30 décembre 1886 Cour de cassation de Palerme (Italie). Clark-
son et Cie c. Bonnanno. *Clunet*, 1889, 908 . 180

1891

- * 25 mars 1891 Cour d'appel d'Alger (1^{re} chambre). Brossette
c. Consorts Ez Zenichri. *Clunet*, 1892, 223 . 180

1893

- 13 mai 1893 Cour d'appel de Nancy. La Mutualité Générale
c. Le Phénix. *D. P.*, 1894. 2. 439. . . . 198

1895

- 25 mai 1895 Cour d'appel de Paris (4^e chambre). Planque
c. Renaudin. *D. P.*, 1896. 2. 241 et note de
M. M. Planiol. 200

1896

- * 10 décembre 1896 Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). Faber
es qualités c. Gye. *Clunet*, 1897, 543. . . . 173

1897

- 16 juillet 1897 Cour d'appel de Paris (4^e chambre). Compagnie
l'Eternelle c. Compagnie La France. *Rec.*
per. ass., 1897, 399 83, 134, 198
- 23 juillet 1897 Cour d'appel de Bordeaux (4^e ch.). Rouzier
c. La Foncière. *Rec. per. ass.*, 1897, 393.
134, 198

1898

- 23 juin 1898 Cour d'appel de Paris (4^e chambre). Compagnie
Le Soleil et autres c. Oncler et Compagnie
La Commerciale. *D. P.*, 1899. 2. 256 ; *Rec.*
per. ass., 1898, 377. 134, 198

1899

- * 19 janvier 1899 Cour d'appel de Bourges. Barral c. Tarlier.
D. P., 1902. 2. 57 et note de M. E. Martin. 158
- 5 décembre 1899 Cassation (chambre civile, cassation). La
Mutuelle de Paris c. Thomas et Le Piouff.
D. P., 1901. 1. 457 et note de M. Thaller . 198
- 5 décembre 1899 Cassation (chambre civile, rejet). La Zurich
c. Veuve Millioz et autres. *D. P.*, 1901. 1.
457 et note de M. Thaller 198

1906

- 30 octobre 1906 Cassation (chambre civile, rejet). Lithaud
c. faillite Girard et Chauvet et Société d'As-
surances Agricoles. *D. P.*, 1908. 1. 265 et
note de M. Dupuich ; *Rec. per. ass.*, 1906,
621. 206
- 30 octobre 1906 Cassation (chambre civile, rejet). La Zurich
c. Vivioz et Compagnie des tramways de Gre-
noble à Chapareillan. *D. P.*, 1908. 1. 265 et

note de M. Dupuich ; *Rec. per. ass.*, 1906,
621. 206

1908

4 août 1908 Cour d'appel de Chambéry. Fontanet c. L'Union
et Veuve Sisbelle. *D. P.*, 1909. 2. 93 ; *Rec.*
per. ass., 1909, 35 110

1909

30 juin 1909 Cour d'appel de Toulouse. Anglade c. Gleyses
et l'Union Mutuelle. *Rec. per. ass.*, 1910, 7. 134

1910

* 16 février 1910 Cour d'appel de Paris (9^e chambre). Müller
c. Loth. *Clunet*, 1913, 555 172, 173

1911

17 juillet 1911 Cassation (chambre civile, rejet). Le Phénix
et Bonnevey c. Desmures. *D. P.*, 1912. 1. 81
et note de M. M. Planiol ; *S.*, 1915. 1. 145 et
note de M. Naquet ; *Rec. per. ass.*, 1911,
360 8, 23, 44, 199

* 20 décembre 1911 Cassation (chambre civile). Veuve Bony c.
Epoux Martin. *S.*, 1914. 1. 297 et note de
M. Naquet. 206

1918

26 février 1918 Cour d'appel de Paris (7^e chambre). Pedebos
et Gasquet c. L'Urbaine et la Seine. *D. P.*,
1919. 2. 48 ; *S.*, 1918-19. 2. 48 ; *Rec. per.*
ass., 1919, 101 26, 201

* 30 octobre 1918 Cassation (chambre civile). Le Soleil-Sécurité
Générale c. Compagnie Parisienne des Tram-
ways de Paris et du département de la
Seine, et Veuve Pomponne. *Rec. gaz. Trib.*,
1919. 1. 13 et rapport de M. Le Conseiller
Feuilloley ; *Rec. per. ass.*, 1919, 58 90

1920

25 novembre 1920 Tribunal civil de la Seine (4^e chambre). Demoi-
selle Fort c. Martichaud, Société Darracq et
la Préservatrice. *Rec. per. ass.*, 1922, 430 200

1921

- 31 janvier 1921 Tribunal civil de la Seine. Chevassus et l'Urbaine et la Seine c. Mazet. *D. P.*, 1927. 1. 57
(Voir Cour d'appel de Paris, 4 mai 1922 ;
Cassation (chambre civile), 14 juin 1926).
44, 201

1922

- 4 mai 1922 Cour d'appel de Paris. Chevassus et l'Urbaine et la Seine c. Mazet. *D. P.*, 1927. 1. 57 ;
Journ. des ass., 1924, 448 ; *Rec. pér. ass.*,
1922, 239 et note de M. G. L. Sainctelette (voir :
Tribunal civil de la Seine, 31 janvier 1921.
Cassation (Chambre civile), 14 juin 1926) .
44, 201
- 21 décembre 1922 Tribunal civil de Ploërmel. L'Urbaine c. Richard et l'Ancienne Mutuelle du Calvados. *Rec. pér. ass.*, 1923, 3. 199

1923

- 29 janvier 1923 Tribunal civil de Caen. Dame Robbes c. Demoiselle Lerée, époux Bougard et Motor Union.
Rec. pér. ass., 1923, 155. . . . 8, 44, 201, 211
- * 22 octobre 1923 Cassation (Chambre civile). Etat c. Veuve Talon. *Gaz. Pal.*, 1923. 2. 693 29

1924

- 4 mars 1924 Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre). De Montgascon c. l'Urbaine et la Seine. *Gaz. Pal.*, 1924. 2. 615 ; *Rec. Gaz. Trib.*, 1925. 2. 133 et les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lyon-Caen ; *Rec. pér. ass.*, 1924, 136. (Voir : Cour d'appel de Paris (1^{re} ch.), 18 janvier 1926)
134, 139, 201, 209
- 5 mars 1924 Tribunal civil de Cusset. L'Alliance Régionale de France c. Ragon et La Mutuelle de l'Allier. *Rec. pér. ass.*, 1924, 8 199, 211

1925

- 16 janvier 1925 Tribunal de commerce de Roubaix. Mons et Deltète c. Le Soleil-Sécurité. *Gaz. Pal.*,

1925. 1. 622 ; *Rec. gaz Trib.*, 1926. 2. 188 ;
Rec. per. ass., 1925, 126 (Voir : Cour d'appel de Douai (1^{re} ch.), 8 juillet 1925).

134, 141, 201

- 16 mars 1925 Cour d'appel de Paris (7^e chambre). Société des Bois Africains c. Legrand. *Clunet*, 1926, 346. 173
- 18 mars 1925 Cour d'appel de Besançon (1^{re} chambre). Le Soleil-Sécurité c. Veuve Gillote et Cacheux. *Gaz. Pal.*, 1925. 2. 70 ; *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 124 ; *Rec. per. ass.*, 1925, 122 (Voir cassation (civile rejet), 30 novembre 1926) 134, 141, 147, 201
- 9 mai 1925 Cour d'appel de Caen. Pip et La Préservatrice c. Prével. *Gazette Pal.*, 1925. 2. 329 ; *Rec. per. ass.*, 1925, 323. 200
- 20 mai 1925 Cour d'appel de Bordeaux. Veuve Barthe c. Diharce et La Paix. *Recueil de Bordeaux*, 1926, 5 200
- 8 juillet 1925 Cour d'appel de Douai (1^{re} chambre). Le Soleil-Sécurité c. Deltète. *Rec. per. ass.*, 1926, 219 (Voir Tribunal de Commerce de Roubaix, 16 janvier 1925) 134, 141, 201
- 11 décembre 1925 Cour d'appel de Paris (9^e chambre correctionnelle). L'Europe c. Siros. *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 117 ; *Rec. per. ass.*, 1925, 407 200

1926

- 18 janvier 1926 Cour d'Appel de Paris (1^{re} chambre). L'Urbaine et la Seine c. d'Acher de Montgascon. *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 756 ; *Rec. Gaz. Trib.*, 1926. 2. 552 ; *Rec. per. ass.*, 1926, 45 (Voir Tribunal civil de la Seine (1^{re} ch.), 4 mars 1924). 134, 141, 201, 212
- 19 janvier 1926 Cour d'appel d'Angers. Mutuelle de Poitiers c. Mutuelle du Mans, Mutuelle de la ville de Paris et Mutuelle d'Indre et Loire. *Rec. per. ass.*, 1926, 5 197
- 22 février 1926 Tribunal civil de la Seine (4^e chambre). Knoderer c. Vidal, Collot, Le Phénix et l'Urbaine. *Gaz. Pal.*, 1926. 1. 636 ; *Rec. per. ass.*, 1926, 139 (Voir Cassation (ch. civile, rejet), 15 juin 1931) 134, 201

16 mars	1926	Tribunal de commerce de Saint-Quentin. Gabriel c. Costes, Huens, Brives et La Foncière. <i>Gaz. Pal.</i> , 1926. 1. 742 ; <i>Rec. per. ass.</i> , 1926, 300	200
14 juin	1926	Cassation (chambre civile, rejet). Chevassus et l'Urbaine et la Seine c. Mazet. <i>D. P.</i> 1927, 1. 57 et le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin et la note de M. L. Josserand ; <i>S.</i> , 1927. 1. 25 et note de M. P. Esmein ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1926. 2. 235 ; <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1926. 1. 161 ; <i>Rec. per. ass.</i> , 1926, 143 (Voir Tribunal civil de la Seine, 31 janvier 1924 ; Cour d'appel de Paris, 4 mai 1922)	220
14 juin	1926	Cour d'appel de Lyon. Morin c. La Préservatrice et Dame Cartailier. <i>Rec. per. ass.</i> , 1927, 485	201, 209
25 juin	1926	Tribunal civil de la Seine. Dame Dupont c. De Vilmorin et la Nationale. <i>La loi</i> du 2 décembre 1926.	211
31 juillet	1926	Tribunal correctionnel de la Seine (15 ^e chambre). Compagnie La Franco-Asiatique c. X. <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1926. 2. 642	100
26 octobre	1926	Cour d'appel de Chambéry. Rossy c. Delajoux et la Flandre. <i>D. H.</i> , 1927, 26 ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1927. 1. 171 ; <i>Rec. per. ass.</i> , 1926, 387	44, 201
8 novembre	1926	Tribunal civil de la Seine-Inférieure (1 ^{re} chambre, section de Rouen). Tabouelle c. La Paix. <i>D. H.</i> , 1927, 94 ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1927. 1. 197 ; <i>Rec. per. ass.</i> , 1927, 54	134, 141, 201
30 novembre	1926	Cassation (chambre des Requêtes). Le Soleil c. Cacheux et Veuve Gillote. <i>D. P.</i> , 1928. 1. 49 et note de M. L. Josserand ; <i>S.</i> , 1927. 1. 177 et note de M. Balleydier ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1927. 1. 231 ; <i>Rec. per. ass.</i> , 1927, 51 (Voir Besançon (1 ^{re} ch.), 18 mars 1925)	134, 147
14 décembre	1926	Tribunal de commerce de Marseille. Epoux Bresson c. Railway Passengers. <i>Rec. Marseille</i> , 1927. 1. 267 ; <i>Rec. per. ass.</i> , 1928, 528	26, 134, 141, 201

1927

- 22 février 1927 Tribunal civil de Belfort. Boda c. Le Recours.
Rec. Gaz. Trib., 1927. 2. 411; *Journ. des*
ass., 1927, 419; *Rec. pér. ass.*, 1927, 281
(Voir cassation (chambre civile, rejet), 15 juin
1931) 134
- 20 mai 1927 Tribunal de commerce de la Seine (9^e cham-
bre). Société Panhard et Levassor c. Sedlitz
et L'Abeille. *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 188; *Rec.*
pér. ass., 1927, 290 44, 201
- 1^{er} juin 1927 Tribunal civil des Alpes-Maritimes (section
de Nice). Epoux Baril et Alper c. Le Lloyd
français. *Rec. pér. ass.*, 1927, 379
134, 139, 201, 209
- 13 octobre 1927 Tribunal de commerce de Roanne. Compa-
gnie d'Assurances Générales Eaux et Acci-
dents c. Bertin. *Gaz. Pal.*, 1927. 2. 725;
Rec. pér. ass., 1927, 283. 201, 209
- * 18 novembre 1927 Cour d'Appel de Paris (1^{re} chambre). Sinder
c. Menter, Kranen et Spruyt. *D. H.*, 1928,
91; *Clunet*, 1928, 972 172

1928

- 11 janvier 1928 Cour d'Appel de Nîmes (1^{re} chambre). Veuve
Lapeyre c. Schuller et Le Nord. *Rec. pér.*
ass., 1928, 318 131
- 6 février 1928 Cassation (Chambre civile). Del Vecchio c.
Raillon. *D. H.*, 1928, 183; *S.*, 1928. 1. 183;
Gaz. Pal., 1928. 1. 673; *Rec. pér. ass.*,
1928, 361 29
- 17 février 1928 Tribunal civil de l'Hérault (section de Mont-
pellier). Salasc c. Cot et Le Recours. *D. H.*,
1928, 314; *Rec. pér. ass.*, 1928, 456. 26, 83, 201
- 22 février 1928 Tribunal civil de la Loire-Inférieure (section
de Nantes). Rechin c. Lechat et La Natio-
nale. *D. H.*, 1928, 298; *S.*, 1930. 2. 121 et
note de M. P. Guyot; *Rec. pér. ass.*, 1928,
323 (Voir : Cour d'Appel de Rennes (3^e ch.),
25 juin 1930) 134, 141, 146, 201
- 8 mars 1928 Tribunal correctionnel de Seine-et-Marne
(Section de Melun). Mary c. dame Barteau
et Lloyd's de Londres. *D. H.*, 1928, 346;
Rec. pér. ass., 1928, 331 100, 134, 200

9 mars	1928	Tribunal de commerce de Reims. Perreira c. Magnani et La Zurich. <i>Gaz. Pal.</i> , 1928. 1. 748; <i>Rev. trim. de dr. civ.</i> , 1928, 667; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1928, 233.	131
4 avril	1928	Tribunal pour enfants de la Seine. Simanoff c. Audureau, Fabre et Compagnie d'Assurances Générales. <i>Rec. pér. ass.</i> , 1928, 236.	100
18 mai	1928	Tribunal civil de Lyon. Fernandez c. Mesoniat et La Union et le Phenix Espagnol. <i>Rec. pér. ass.</i> , 1928, 528	134, 141, 201, 220
7 juin	1928	Cour d'Appel de Douai. Verhaeghe c. Le Patrimoine. <i>D. H.</i> , 1928, 407; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 45	31
12 juin	1928	Cour d'Appel de Dijon (1 ^{re} chambre). La Nationale c. Veuve Pallardy et Consorts Demoule. <i>Gaz. Pal.</i> , 1928. 2. 671; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1928, 452	8, 44, 201
2 juillet	1928	Cour d'Appel de Besançon (1 ^{re} chambre). L'Abeille c. Dubief et Faver. <i>D. H.</i> , 1928, 440; <i>S.</i> , 1930. 2. 82; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1928, 326	134, 141, 146, 201
8 octobre	1928	Cour d'Appel de Toulouse. Le Zénith c. Sanac. <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Gaz. Pal.</i> , 1928. 2. 780; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1928, 528.	9, 201, 206
6 décembre	1928	Cour d'Appel de Lyon. Raymond c. La Préservatrice. <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand.	44, 201
14 décembre	1928	Tribunal civil de la Seine. Le Guen c. Crochemore et La Préservatrice. <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1929, 2 ^e semestre, 2, 43; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 235 (Voir : Cour d'Appel de Paris (7 ^e ch.), 12 décembre 1929).	44

1929

23 janvier	1929	Tribunal de commerce de la Seine. Marchaisseau c. Union des Coopérateurs de l'Aisne et La Foncière. <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 18 (Voir : Cour d'Appel de Paris (4 ^e ch.), 24 janvier 1930)	9, 107, 201
25 février	1929	Tribunal correctionnel de la Seine (13 ^e chambre). Tallon c. Houtarde et Le Siècle et l'Ur-	

		baine et la Seine. <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 1. 693, et les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général A. Sée; <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1929, 2 ^e semestre, 2, 141 et les mêmes conclusions; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 40 et les mêmes conclusions	100
16 avril	1929	Tribunal de commerce de la Seine (5^e chambre). Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Drouard et le Phénix. <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 324 (Voir : Cour d'Appel de Paris (5 ^e ch.), 14 novembre 1930; Cassation (chambre civile, cassation), 11 juillet 1932)	44
24 avril	1929	Tribunal correctionnel de la Seine (12^e chambre). Ostrowski Aron c. Maillard et Le Siècle. <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 2. 34; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 357	100
7 mai	1929	Tribunal de commerce de la Seine. Dubuisson et Levêque c. Jolliot et la Préservatrice. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 81 et note de M. J. Perroud; <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 165 (Voir : Cour d'Appel de Paris (1 ^{re} ch.), 29 juillet 1930; cassation (chambre civile, cassation), 11 juillet 1932).	107
15 mai	1929	Tribunal de commerce de la Seine (2^e chambre). Spicq c. Deguingue et Le Secours. <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 2. 36.	44, 201
20 mai	1929	United States Circuit Court of Appeals (Seventh Circuit). Biller et Al. V. Meyer. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 423	176
11 juin	1929	Tribunal de commerce de la Seine (5^e chambre). Montaudy c. Flon et la Préservatrice. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 83 et note de M. J. Perroud; <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 325.	108, 201
29 juin	1929	Tribunal civil de Vienne. Berger c. La Motor Union et Bechely Grundall. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1931, 47; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1931, 442.	156, 168, 211
4 juillet	1929	Tribunal civil du Havre. Le Recours c. Debris	

		et Lecornu. <i>Rec. Rouen et Caen</i> , 1929. 1. 168. 131, 134, 139, 201, 209
* 18 juillet	1929	Tribunal civil de la Seine (5 ^e chambre). Grand-champ c. Le Gresham. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 134; <i>Gaz. Pal.</i> , 1929. 2. 621; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 345. 151
4 novembre	1929	Tribunal civil de la Seine. Demoiselle Floch c. Gaudichard et le Phenix-Accidents. <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 416. 8, 44, 108
* 8 novembre	1929	Cour d'Appel de Paris (1 ^{re} chambre). La Nationale c. Lefèvre. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 367; <i>D. H.</i> , 1930, 25; <i>S.</i> , 1930. 2. 82; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 1. 204; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 409. 151
5 décembre	1929	Tribunal de Huy (Belgique). Prégardien et Syndicat général c. Veuve Hontoir et Compagnie X... <i>S.</i> , 1930. 4. 13. 176
12 décembre	1929	Cour d'Appel de Paris (7 ^e chambre). Le Guen c. Crochemore et La Préservatrice. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 333 et note de M. Maurice Picard; <i>D. P.</i> , 1930. 2. 73; <i>D. H.</i> , 1930, 121; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 1. 362; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1930, 30 (voir : Tribunal civil de la Seine, 14 décembre 1928). 44, 117, 201
18 décembre	1929	Tribunal civil de la Seine (9 ^e chambre). Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Chemins de fer de Grande Banlieue et La Préservatrice. <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1930, 1 ^{er} semestre, 2, 167 (Voir : Cour d'Appel de Paris (11 ^e ch.), 7 juin 1930; Cassation (Chambre civile, rejet), 11 juillet 1932). . . 107
19 décembre	1929	Tribunal civil de Valence. Viossat c. Le Phénix. <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 1. 420 131
26 décembre	1929	Cour d'Appel de Paris (4 ^e chambre). Veuve Pelletier c. La Paix. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 336 et note de M. Maurice Picard; <i>D. P.</i> , 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 1. 140; <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1930, 1 ^{er} semestre, 2, 164; <i>Journ. des ass.</i> , 1930, 37; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1929, 412 9, 19, 30, 201, 206, 209

1930

- 2 janvier 1930 Cour d'Appel de Paris (5^e chambre). Le Siècle c. Savaricaud. *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 335 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 361; *Rec. pér. ass.*, 1930, 156 . . . 44, 134, 141, 201
- 8 janvier 1930 Cour d'Appel de Rouen (4^e chambre). Motor Union c. Chartier. *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 898 et note de M. Maurice Picard; *D. P.*, 1930. 2. 85 et note de M. H. Lalou; *S.*, 1930. 2. 167; *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 516; *Rev. de dr. intern priv.*, 1931, 292 et note de M. J. P. Niboyet; *Rec. pér. ass.*, 1930, 158. 156, 173, 201, 211
- 11 janvier 1930 Cour d'Appel de Paris (4^e chambre). Barbeau et La Winterthur c. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor. *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 1^{er} semestre, 2. 166; *Rec. pér. ass.*, 1930, 132. 107
- 14 janvier 1930 Tribunal civil de Bourg. Ribaud c. La Métropole et Perollet. *La Loi* du 26 mars 1930, *Monit. des ass.*, 1930, 194. 134
- 15 janvier 1930 Tribunal de commerce de la Seine (8^e chambre). La Trinidad c. Pani et le Lloyd's de Londres. *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 564 et note de M. J. Perroud; *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 578; *Journ. des ass.*, 1930, 115; *Rec. pér. ass.*, 1930, 134 (Voir : Tribunal civil de Chignon, 27 juillet 1931; Cour d'Appel d'Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932). 98
- 24 janvier 1930 Cour d'Appel de Paris (4^e chambre). Union des Coopérateurs du Sud de l'Aisne et La Foncière c. Veuve Marchaisseau. *D. P.*, 1930. 2. 1 et note de M. L. Josserand; *Rec. pér. ass.*, 1930, 23 (Voir : Tribunal de commerce de la Seine, 23 janvier 1929) 9, 107, 201
- 29 janvier 1930 Tribunal civil de la Seine (9^e chambre). Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Gay Frasseren et l'Urbaine et la Seine. *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, 929 et note de M. J. Perroud; *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2^e semestre, 2. 69. 96, 107, 201
- 1^{er} février 1930 Tribunal civil de la Seine (4^e chambre). Stefens c. Neffgen et La Providence. *Rev. gén.*

		<i>ass. terr.</i> , 1934, 50 et note de M. J. Perroud ; <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1930, 2 ^e semestre, 2, 206 ; <i>Rec. jur. autom.</i> , 1930, 163 . . . 157, 177, 185, 201	
* 13 février	1930	Cassation (chambres réunies, cassation). Veuve Jeand'heur c. Société des Galeries Belfortaises. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 371 ; <i>D. P.</i> , 1930. 1. 57 et note de M. G. Ripert ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 1. 393 ; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1930, 61.	136
25 février	1930	Cour d'Appel de Paris (4^e chambre). Société des Anciens Etablissements Panhard et Levasor c. Mignot et la Préservatrice. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 933 et note de M. J. Perroud ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 515 (sous note a) ; <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1930, 2 ^e semestre, 2, 83 avec les conclusions de M. l'avocat général Reynaud ; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1930, 135 (Voir : cassation (ch. civile, cassation), 11 juillet 1932)	201
6 mars	1930	Cour d'Appel de Paris (5^e chambre). La Providence et Fautré c. Corvisart ès qualités. <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 515 (sous-note b) ; <i>Rec. pér. ass.</i> , 1930, 138	9, 19, 28, 30, 201
* 17 mars	1930	Cassation (chambre civile, cassation). Demoiselle Closier c. Mayol. <i>D. H.</i> , 1930, 283 ; <i>Gal. Pal.</i> , 1930. 1. 841.	136
* 14 avril	1930	Cassation (chambre civile, rejet). Nortier c. Société des Transports en commun de la région Parisienne. <i>D. P.</i> , 1930. 1. 81 et note de M. R. Savatier ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 1. 916.	136
8 mai	1930	Tribunal civil de la Seine (4^e chambre). Demoiselle Gilles c. Schillmann et Le Zénith. <i>Rec. pér. ass.</i> , 1930, 265.	18
9 mai	1930	Tribunal correctionnel de Saint-Quentin. Veuve Chauvin c. Jonville et le Secours. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 1113 et note de M. Maurice Picard	100
5 juin	1930	Cour d'appel de Paris (4^e chambre). Motor Union c. Raoult. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 1094 et note de Maurice Picard ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 510	26, 134, 139, 201, 209
6 juin	1930	Tribunal de commerce de la Seine. Miaud c. La Prévoyance-Accidents. <i>Gaz. Pal.</i> , 1930.	

		2. 517 (sous-note d); <i>Rec. per. ass.</i> , 1930, 217. 9, 30, 98, 201	
7 juin	1930	Cour d'appel de Paris (11^e chambre). Chemins de Fer de Grande Banlieue et la Préservatrice c. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor. <i>Rev. Gén. ass. terr.</i> , 1930, 931 et note de M. J. Perroud; <i>D. H.</i> , 1930, 435; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 510 (note 3); <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1930, 2 ^e semestre, 2. 230; <i>Rec. per. ass.</i> , 1930, 364 (Voir : Tribunal civil de la Seine (9 ^e ch.), 18 décembre 1929; Cassation (chambre civile, rejet), 11 juillet 1932) 201	
15 juin	1930	Tribunal civil de Bourg. Castagnier c. l'Europe. <i>La Loi</i> du 26 juillet 1930 (Voir : Cour d'appel de Lyon (3 ^e ch.), 4 février 1932). 134	
25 juin	1930	Cour d'appel de Rennes (3^e chambre). Lechat c. Rechin et La Nationale. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 937; <i>Rec. de Rennes</i> , 1930, 512; <i>L'Argus-Assurances</i> du 3 août 1930 (Voir : Tribunal civil de Nantes, 22 février 1928) 151	
1 ^{er} juillet	1930	Cassation (chambre civile, rejet). La Providence c. Caisse Nationale des Retraites et époux Gorichon. <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 352. 143, 197	
5 juillet	1930	Cour d'appel de Paris (11^e chambre). Tronchon et l'Abeille c. Consorts Peinchaud. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 927; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 300 117, 211	
29 juillet	1930	Cour d'appel de Paris (1^{re} chambre). Jolliot et La Préservatrice c. Consorts Dubuisson. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1930, 1116; <i>Gaz. Pal.</i> , 1930. 2. 576; <i>Rec. per. ass.</i> , 1930, 467 (Voir : Tribunal de commerce de la Seine, 7 mai 1929; Cassation (chambre civile, cassation), 11 juillet 1932) 107, 201	
17 septembre	1930	Tribunal cantonal de Vaud (Suisse). La Générale (Société d'Assurances à Berne) c. Pouly. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1931, 911 176	
15 octobre	1930	Tribunal civil de Nantes (1^{re} chambre). Hubert et Cogrel c. L'Union et Le Phénix Espagnol. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1931, 396; <i>Gaz. Pal.</i> , 1931. 1. 33; <i>Rec. per. ass.</i> , 1931, 45. 117	

- 28 octobre 1930 Tribunal de commerce de la Seine. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. La Préservatrice et Brésillon. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 79; *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 929; *Rec. per. ass.*, 1931, 39 . . . 9, 107, 201
- 28 octobre 1930 Tribunal de commerce de la Seine (5^e chambre). Veuve Cuvelier c. L'Union. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 53 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 967. . . . 26, 201
- 29 octobre 1930 Cour d'appel de Riom (1^{re} chambre). La Bourgogne c. Ferrand. *Rec. per. ass.*, 1930, 477. . . . 26, 55, 201
- 12 novembre 1930 Cour d'appel d'Alger (1^{re} chambre). L'Union c. Epoux Blesson et Amarger. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 334 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1931, 89; *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 199; *Rec. per. ass.*, 1931, 127 134, 140, 201, 206, 220
- 14 novembre 1930 Cour d'appel de Paris (5^e chambre). Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Drouhard et Le Phénix-Accidents. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 72 et note de M. J. Perroud; *D. H.*, 1930, 609; *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 832; *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 1^{er} semestre, 2. 57; *Rec. per. ass.*, 1930, 469 (Voir : Tribunal de commerce de la Seine (5^e ch.), 16 avril 1929; Cassation (chambre civile, cassation), 11 juillet 1932). . . . 9, 28, 201
- 25 novembre 1930 Cour d'appel d'Aix (1^{re} chambre). Quintana c. La Providence. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 575 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1931, 59 31, 201
- 27 novembre 1930 Cour d'appel de Paris (11^e chambre). Pelvaz et l'Aigle c. Epoux Rancy. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 343 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1930. 2. 993; *Rec. per. ass.*, 1931, 144. 117, 201
- 23 décembre 1930 Cour d'appel de Rennes. Forthomme c. Le Recours et Le Hérisse. *Gaz. Pal.*, 1932, 2, sommaires, 19; *Rec. de Rennes*, 1931, 164. . . . 201
- 30 décembre 1930 Tribunal de commerce de la Seine (4^e chambre). Kinoo c. Since et Compagnie d'Assurances Générales. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931,

340 et note de M. Maurice Picard, *Gaz. Pal.*,
1931. 1. 354 9, 30, 98, 201, 211

1931

- 15 janvier 1931 **Cour d'appel de Dijon (1^{re} chambre)**. La Foncière et Joly c. La Mutuelle de la Ville de Paris. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 557 et note de Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 515. 131
- 29 janvier 1931 **Cour d'appel de Paris (5^e chambre)**. Consorts Boucher et La Providence c. Epoux Séraphin. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 598; *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 664 117, 201
- 30 janvier 1931 **Tribunal civil de la Seine (6^e chambre)**. La Foncière-transports c. Vigier. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 596; *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 403 . 131
- 6 mars 1931 **Cour d'appel de Rouen (2^e chambre)**. Mutuelle Générale Française c. Dupont et Tailleux. *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e semestre, 2. 26 . 119
- 16 mars 1931 **Cour d'appel d'Alger**. Paternelle-Accidents c. Fabrègues et Féliu. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 85; *Rec. per. ass.*, 1932, 148. . 131, 201
- 19 mars 1931 **Tribunal de commerce de la Seine**. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Walbaum et La Préservatrice. *Rec. per. ass.*, 1931, 146. 107, 201
- 28 mars 1931 **Tribunal de Paix de Nogent-sur-Seine**. La Paix c. Brulé. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 800; *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863; *Journ. des ass.*, 1931, 216 8, 44, 201, 211
- 31 mars 1931 **Tribunal civil de la Seine (9^e chambre)**. Chevillon c. La Prévoyance. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 805 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1931, 309 134, 141, 146, 201
- 21 avril 1931 **Tribunal de commerce de la Seine**. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Bonnin et Craggs, syndic faillite Lancashire. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 830 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1932, sommaires, 7; *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 863 . 81, 123
- 28 avril 1931 **Cassation (chambre des Requêtes)**. Société des Etablissements Berliet c. Giroud et Lebigre. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 817; *D. H.*, 1931, 317; *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 158 . 136

- 26 mai 1931 **Cour d'appel de Nancy (2^e chambre).** L'Europe c. Frigerio. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 849; *D. H.*, 1932, sommaires, 8; *Gaz. Pal.*, 1931, 2. 353; *Rec. per. ass.*, 1931, 257. . . . 151
- 27 mai 1931 **Cour d'appel d'Alger (1^{re} chambre).** The United British c. Cauchi et Falzon. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 855 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1932, sommaires, 5; *Gaz. Pal.*, 1931, 2. 175; *Rec. per. ass.*, 1931, 251 . . . 131, 201
- 3 juin 1931 **Tribunal civil de Mâcon.** Otternaud, Lardet et La Prévoyance c. La Bourgogne. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 508 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1933, sommaires, 5. . . 62, 201
- 14 juin 1931 **Tribunal civil de Cusset.** Boissonnet c. Compagnie Lloyd's de Londres. *Rec. jur. autom.*, 1932, 57 8, 44, 201
- 15 juin 1931 **Cassation (chambre civile, rejet).** Le Phénix c. L'Urbaine et la Seine et Knoderer. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 801 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1931, 411; *Gaz. Pal.*, 1931, 2. 394; *Rec. jur. autom.*, 1931, 258; *Rec. per. ass.*, 1931, 365 (Voir : Tribunal civil de la Seine (4^e ch.), 22 février 1926) . . . 134, 144, 201
- 15 juin 1931 **Cassation (chambre civile, rejet).** Le Recours c. Boda. *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e semestre, 1, 89; *Journ. des ass.*, 1931, 495 (Voir : Tribunal civil de Belfort, 22 février 1927) . . . 134
- 2 juillet 1931 **Tribunal civil de la Seine.** Gaud c. Motor Union. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 65; *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e semestre, 2. 261; *Rec. per. ass.*, 1932, 146 156, 173, 211
- 3 juillet 1931 **Tribunal civil de Melun.** Epoux Mary c. Epoux Bartau et le Lloyd's de Londres. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1008 et note de M. J. Perroud; *D. H.*, 1933, sommaires, 1, *Gaz. Pal.*, 1931, 2. 395; *Rec. per. ass.*, 1932, 38 . . . 134, 144, 156, 172, 177, 201
- 18 juillet 1931 **Cour d'appel de Paris (5^e chambre).** Lecomte et le Siècle c. Epoux Loonis. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 861 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1931, 2. 395 . . . 117, 201
- 23 juillet 1931 **Cour d'appel de Paris (5^e chambre).** La Paternelle-Accidents et Delmas c. Boursier. *Rec.*

Gaz. Trib., 1931, 2^e semestre, 2, 247 ; *Rec. per. ass.*, 1932, 263 et note de M. J. Sudre.

117, 201

- 25 juillet 1931 Cour d'appel de Paris (5^e chambre). Ségat c. Pernot, Rivet et L'Urbaine et la Seine. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1026 ; *D. H.*, 1931, 528 ; *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 653 (sous-note b) ; *Rec. per. ass.*, 1931, 488 . . . 117, 201
- 25 juillet 1931 Cour d'appel de Paris (11^e chambre). La Union et Le Phénix Espagnol c. Schneider. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 797 et note de M. Maurice Picard ; *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 395 ; *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2^e semestre, 2, 213 ; *D. H.*, 1932, sommaires, 13 ; *Rec. per. ass.*, 1931, 428 . . . 8, 11, 24, 34, 44, 201
- 27 juillet 1931 Tribunal civil de Chinon. La Trinidad c. Pani et Lloyd's de Londres. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 795 et note de M. Maurice Picard ; *Rev. de dr. int. priv.*, 1931, 668 et note de M. J. P. Niboyet ; *La semaine juridique*, 1931, 892 ; *Rec. per. ass.*, 1931, 445 (Voir : Tribunal de commerce de la Seine (8^e ch.), 15 janvier 1930 ; Cour d'appel d'Orléans (1^{re} ch.), 28 décembre 1932) . . . 9, 57, 156, 168, 201
- 29 juillet 1931 Cassation (chambre civile, rejet). La Préservatrice c. Lutiau. *Rev. gén. ass. terr.*, 1931, 1014 ; *Gaz. Pal.*, 1931. 2. 651 ; *Rec. per. ass.*, 1931, 368 . . . 134, 141, 201
- 27 octobre 1931 Tribunal de commerce de la Seine. Mutuelle Générale Française c. Le Soleil. *Rec. per. ass.*, 1932, 230. . . 197, 201
- 3 novembre 1931 Cour d'appel de Lyon (2^e chambre). Rhône et Rhin c. Proliac et Pardon. *Gaz. Pal.*, 1932, 2, sommaires, 7 ; *Rec. per. ass.*, 1931, 437. 131, 201
- 5 novembre 1931 Cour d'appel de Paris (5^e chambre). Lequeux c. Nugier et La Participation. *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 1^{er} semestre, 2, 29 ; *Rec. per. ass.*, 1931, 567. . . 117, 201
- 13 novembre 1931 Cour d'appel de Paris (5^e chambre). Naftzger et La Loyauté c. André. *Rec. jur. autom.*, 1932, 303 . . . 117, 201

- 17 novembre 1931 Cour d'appel de Paris (7^e chambre). Le Soleil c. Veuve Papazian. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 68 et note de M. Maurice Picard ; *D. H.*, 1932, 11 8, 44, 201
- * 17 novembre 1931 Cour d'appel d'Amiens (1^{re} chambre). De Wulf c. Consorts Roussel. *S.*, 1932. 2. 118. . . . 70
- 23 novembre 1931 Cour d'appel de Nîmes (1^{re} chambre). Jouve c. Motor Union. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 307 et note de M. Maurice Picard ; *D. H.*, 1932, 78 ; *Gaz. Pal.*, 1933, 2, sommaires, 11 ; *L'assureur-conseil*, 1932, 119. 83, 156, 168, 201
- 27 novembre 1931 Tribunal de commerce de la Seine. Veuve Gosset es qualités c. Morisset, L'Urbaine et la Seine et la Mutualité Industrielle. *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 1^{er} semestre. 2, 133 (Voir : Cour d'appel de Paris (7^e ch.), 21 juin 1933) . . . 89, 117
- 15 décembre 1931 Cour d'appel de Paris (5^e chambre). Brissoit et La Préservatrice c. Mercier, Michel et l'Egide de France. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 809 et note de M. Maurice Picard. . . 201
- 24 décembre 1931 Tribunal civil de Montbrison. Danis, dames Larue et Lutz c. Les Travailleurs Français. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 272 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 501 131, 134, 144, 201

1932

- 18 janvier 1932 Cour d'Appel de Douai (1^{re} chambre). Le Secours c. Andris et autres. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 161 et note de M. Maurice Picard 30, 41
- 19 janvier 1932 Cassation (chambre civile, cassation). La France c. Poulhé. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 288 et note de M. Maurice Picard ; *S.*, 1932. 1. 108 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 493 ; *Rec. pér. ass.*, 1932, 22 199
- * 26 janvier 1932 Cassation (chambre civile, rejet). Dinot c. Burdin et Dinot c. Burdin et époux Vivière (2 arrêts). *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 311 ; *D. H.*, 1932, 147 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 589. . . 29
- * 2 février 1932 Cassation (Chambre des Requêtes). Renaud c. Bloch. *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 696 29
- 4 février 1932 Cour d'Appel de Lyon (3^e chambre). L'Europe c. Castagnier. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932,

- 305 et note de M. Maurice Picard ; *D. H.*, 1932, sommaires, 25 ; *S.*, 1932. 2. 162 (Voir : Tribunal civil de Bourg, 15 juin 1930). 26, 134, 141, 201
- 10 février 1932 **Cour d'Appel de Paris (4^e chambre).** Ducrestson c. L'Europe. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 512, avec les conclusions de M. le Substitut du Procureur général Lepelley-Fonteny et note de M. Maurice Picard ; *D. H.*, 1933, sommaires, 5 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 1. 791 ; *Rec. pér. ass.*, 1932, 310 . . . 26, 39, 117, 201
- 8 avril 1932 **Tribunal de commerce de Marseille.** Ferrari c. époux Leservoisier et Motor Union. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 824 et note de M. Maurice Picard ; *D. H.*, 1932, 328 . . . 8, 44, 98, 201
- 18 avril 1932 **Cassation (chambre des Requêtes).** Marc Bondonneau père et Phénix-Accidents c. Consorts Vitrac et Michel Bondonneau fils. *D. H.*, 1932, 282 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 207 ; *Rec. pér. ass.*, 1932, 219 201
- 21 avril 1932 **Cour d'Appel de Paris (5^e chambre).** Musty et l'Urbaine et la Seine c. Veuve Denys ès qualités. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 815 et note de M. Maurice Picard ; *S.*, 1932. 2. 172 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 119 ; *Rec. pér. ass.*, 1932, 213 31, 68, 201
- 3 mai 1932 **Cassation (chambre civile, cassation).** Veuve Chiminelli c. Graf. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1043 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 629. . . . 136
- 13 mai 1932 **Conseil de Préfecture de la Seine.** Alfasloza c. Commune de Romainville et Petitimbart et La Paix. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 807 et note de M. Maurice Picard ; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 232 ; *Rec. pér. ass.*, 1932. 250 . . . 56, 102, 201
- 27 mai 1932 **Cour d'Appel de Paris (1^{re} chambre).** Motor Union c. Grande-Duchesse Nicolas de Russie et Baron de Staël-Holstein. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 819 et note de M. Maurice Picard ; *D. H.*, 1933, sommaires, 13 ; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 359 ; *Rec. pér. ass.*, 1932, 308 8, 26, 134, 141, 201

- 30 mai 1932 **Cour d'Appel de Paris (5^e chambre).** La Séquanaise c. Epoux Boissard. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 789 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 158 et les conclusions de M. le Substitut du Procureur Général Lamothe; *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e semestre, 2, 202; *Journ. des ass.*, 1932, 414; *Rec. pér. ass.*, 1932, 419 19, 26, 28, 107, 201
- 10 juin 1932 **Cassation (chambre criminelle, cassation).** La Nationale c. Dame Veuve Berthelmer. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 813; *D. H.*, 1932, 431; *Rec. pér. ass.*, 1932, 246. 100
- 25 juin 1932 **Cour d'Appel de Paris (5^e chambre).** Le Soleil c. Poirier. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1009 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 533; *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e semestre, 2. 204; *Rec. pér. ass.*, 1932, 305 9, 107, 201
- * 5 juillet 1932 **Cour d'Appel de Douai (3^e chambre).** Le Soleil c. Leclercq. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 147 et note de M. Maurice Picard; *Rec. pér. ass.*, 1933, 145 125
- 11 juillet 1932 **Cassation (chambre civile, rejet).** Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor c. Chemins de Fer de la Grande Banlieue et la Préservatrice. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 782 et note de M. Maurice Picard; *D. P.*, 1933. 1. 5 et note de M. L. Josserand; *D. H.*, 1932, 425; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 405; *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 2^e semestre, 1, 84; *Rec. pér. ass.*, 1932, 298 (voir : Tribunal civil de la Seine (9^e ch.), 18 décembre 1929; Cour d'Appel de Paris (11^e ch.), 7 juin 1930) 7, 11, 23, 34, 44, 46, 53, 82, 95, 108, 147, 158, 201
- 11 juillet 1932 **Cassation (chambre civile, cassation).** Suc. des Etablissements Mignot et la Préservatrice c. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor. *Mêmes références* que le précédent arrêt (Voir : Cour d'Appel de Paris (4^e chambre), 25 février 1930) 7, 11, 23, 34, 44, 46, 53, 82, 95, 108, 147, 158, 201
- 11 juillet 1932 **Cassation (chambre civile, cassation).** Jolliot et La Préservatrice c. époux Joubert et Con-

- sorts Dubuisson et autres. *Mêmes références* que les deux précédents arrêts (Voir : Tribunal de commerce de la Seine, 7 mai 1929; Cour d'Appel de Paris (1^{re} ch.), 29 juillet 1930) 7, 11, 23, 34, 44, 46, 53, 82, 95, 108, 147, 158, 201
- 11 juillet 1932 **Cassation (chambre civile, cassation).** Drouard et Le Phénix c. Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor. *Mêmes références* que les trois précédents arrêts (Voir : Tribunal de commerce de la Seine (5^e ch.), 16 avril 1929; Cour d'Appel de Paris (5^e ch.), 14 novembre 1930) 7, 11, 23, 34, 44, 46, 53, 82, 95, 108, 147, 158, 201
- * 12 juillet 1932 **Cassation (chambre des requêtes).** L'Aigle c. Taffin et Moniez. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1034 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 636 151
- 19 juillet 1932 **Cour d'Appel de Douai.** Mutuelle du Poitou c. Dautel. *Gaz. Pal.*, 1933, I, sommaires, 5; *Rec. Douai*, 1932, 289; *Rec. jur. autom.*, 1933, 132; *Rec. pér. ass.*, 1932, 541. 107, 114, 158, 201
- * 1^{er} août 1932 **Cassation (chambre civile, cassation).** Plummeré c. Knibiehly et Ancel. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1043; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 628 136
- 24 octobre 1932 **Cassation (chambre civile, cassation).** Le Phénix et La Paternelle c. Cartailiac et La Renaissance. *Rev. gén. ass. terr.*, 1932, 1000 et note de M. Maurice Picard; *Rec. pér. ass.*, 1932, 408 199
- * 26 octobre 1932 **Tribunal de commerce de Roanne.** Roux c. La Générale de Perth. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 391; *Gaz. Pal.*, 1932. 2. 871 (voir : Cour d'Appel de Lyon (1^{re} ch.), 13 mai 1933) 151
- 28 octobre 1932 **Cour d'Appel de Paris (11^e chambre).** Rhin et Moselle c. Veuve Bourgeau. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 132 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1932, 578; *Rec. pér. ass.*, 1932, 421 8, 44, 108, 201
- 5 novembre 1932 **Cour d'Appel de Paris (5^e chambre).** Souny c. La Préservatrice. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 134; *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 43; *Rec. pér. ass.*, 1933, 37 201

- 17 novembre 1932 Tribunal civil de la Seine (4^e chambre). Téveneau c. Hetzel et Compagnie Yorkshire. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 157 et note de M. Maurice Picard; *D. H.*, 1933, 12; *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 121 30, 41, 131, 201
- 28 novembre 1932 Cour d'Appel de Paris (5^e chambre). Rhin et Moselle c. Sennac. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 356 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 308; *Rec. Gaz. Trib.*, 1933, 1^{er} semestre, 2, 5 8, 28, 44, 108, 201
- 28 novembre 1932 Tribunal de commerce de Narbonne. Tuailon c. Banque Nationale de Crédit et Les Travailleurs Français. *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 276; *Rec. pér. ass.*, 1933, 50 98, 201
- 9 décembre 1932 Cour d'Appel de Paris (7^e chambre). La Préservatrice et Compagnie des Tramways du Sud de la Seine-et-Marne c. Bachelet. *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 447; *Rec. jur. autom.*, 1933, 327 108, 201
- 14 décembre 1932 Cour d'appel de Paris (1^{re} chambre). Portet et Ville de Paris c. Motor Union. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 359 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 394 134, 141, 201
- 28 décembre 1932 Cour d'appel d'Orléans (1^{re} chambre). Hargreaves et autres assureurs du Lloyd's de Londres c. Changeur. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 136 et note de M. Maurice Picard; *Gaz. Pal.*, 1933. 1. 563; *Rec. pér. ass.*, 1933, 30 (Voir : Tribunal de commerce de la Seine (8^e ch.), 15 janvier 1930; Tribunal civil de Chinon, 27 juillet 1931). 7, 9, 57, 156, 168, 201, 211

1933

- 11 janvier 1933 Cour d'appel de Paris (11^e chambre). Le Secours c. Quittançon. *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, 164; *Gaz. Pal.*, 1933, 2, sommaires, 1. 30, 41, 131, 201
- * 14 février 1933 Cour d'appel de Douai (3^e chambre). *Rec. jur. autom.*, 1933, 584 151
- 21 février 1933 Cour d'appel de Paris (5^e chambre). Société provinciale d'Entreprises c. L'Abeille. *D. H.*, 1933, 242 30, 41, 131, 201
- 27 février 1933 Cassation (chambre civile, cassation). Tailleur et Mutuelle Générale Française c. Dupont,

		Société des Etablissements Berthelot et La Providence. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1933, 555 et note de M. Maurice Picard; <i>D. H.</i> , 1933, 219; <i>Gaz. Pal.</i> , 1933. 1. 822 . . . 117, 121, 201	
6 mars	1933	Tribunal civil de Lille (2 ^e chambre). Libeer c. Deconinck et Compagnie d'Assurance belge L'Urbaine. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1933, 841; <i>Gaz Pal.</i> , 1933. 2. 186	
		14, 136, 168, 201, 211	
* 20 mars	1933	Cassation (chambre civile, cassation). Veuve Delcayre c. Messal. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1933, 561; <i>D. P.</i> , 1933. 1. 57 et note de M. R. Savatier; <i>Rec. per. ass.</i> , 1933, 164 . . .	136
* 5 avril	1933	Cour d'appel d'Alger (1 ^{re} chambre). L'Europe c. Société La Tunisoise Industrielle. <i>Gaz. Pal.</i> , 1933. 2. 94; <i>Rec. jur. autom.</i> , 1933, 653.	125
28 avril	1933	Tribunal civil du Havre (2 ^e chambre). Hervieux c. Mutuelle du Poitou. <i>Gaz. Pal.</i> , 1933. 2. 184 26, 107, 114, 158, 201	
* 13 mai	1933	Cour d'appel de Lyon (1 ^{re} chambre). La Générale de Perth c. Roux. <i>Gaz. Pal.</i> , 1933. 2. 356; <i>Rec. jur. autom.</i> , 1933, 584 (Voir : Tribunal de commerce de Roanne, 26 octobre 1932)	151
29 mai	1933	Cour d'appel de Paris (5 ^e chambre). La Prévoyance c. Vinatier. <i>Rec. Gaz. Trib.</i> , 1933, 2 ^e semestre, 2. 69	125
21 juin	1933	Cour d'appel de Paris (7 ^e chambre). Veuve Gosset c. Morisset, l'Urbaine et la Seine et La Mutualité Industrielle. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1933, 822 et les conclusions de M. l'Avocat général Lyon-Caen (Voir : Tribunal de commerce de la Seine, 27 novembre 1931)	89
25 juillet	1933	Cour d'appel de Lyon (2 ^e chambre). Veuve Champetier c. Liotti et Compagnie d'Assurances Eagle-Star British Dominions. <i>Gaz. Pal.</i> , 1933. 2. 674	168
27 juillet	1933	Tribunal civil de Narbonne. Bischler et Mutuelle Vaudoise (compagnie d'assurances suisse) c. Consorts Azalbert. <i>Rev. gén. ass. terr.</i> , 1933, 1074 et note de M. J. Perroud.	
		167, 168	

BIBLIOGRAPHIE

- Ancey (C.) et Sicot (L.).** — *La loi sur le contrat d'assurance* (loi du 13 juillet 1930) (2^e éd.), Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1931.
- Aubry et Rau.** — *Cours de droit civil français*, 12 vol. (5^e éd.), Paris, Marchal et Billard, Goddé, 1897-1922.
- Bartin (E.).** — *Principes de droit international privé selon la loi et la jurisprudence françaises*, t. I. Paris, Domat-Montchrestien, 1930.
- Baudry-Lacantinerie et de Loynes.** — *Traité théorique et pratique de droit civil. Du nantissement, des privilèges et hypothèques* (3^e éd.), t. I. Paris, Larose et Tenin, 1906.
- Capitant (H.).** — *De la cause des obligations (Contrats, engagements unilatéraux, legs)*. Paris, Dalloz, 1923.
- Colin (A.) et Capitant (H.).** — *Cours élémentaire de droit civil français* (7^e éd.), 3 vol. Paris, Dalloz, 1932.
- Crépon (T.).** — *Traité de l'appel en matière civile*, 2 vol. Paris, Larose et Forcel, 1888.
- Demogue (R.).** — *Traité des obligations en général*, 7 vol. parus. Paris, Rousseau, 1923-1933.
- Despagnet et de Boeck.** — *Précis de droit international privé* (5^e éd.). Paris, Sirey, 1909.
- Garsonnet et Cézard-Bru.** — *Précis de procédure civile* (9^e éd.). Paris, Sirey, 1923.
- *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 9 vol. (3^e éd.). Paris, Sirey, 1912-1923.
- Glasson, Tissier et Morel.** — *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile*, 4 vol. (3^e éd.). Paris, Sirey, 1923-1932.
- Godard (J.) et Perraud-Charmantier (A.).** — *Code des assurances (Commentaire pratique de la loi du 13 juillet 1930)*. Paris, Librairie des juris-classeurs, 1930.
- Hauriou.** — *Précis de droit administratif et de droit public*, (12^e éd.), Paris, Sirey, 1933.

- Hémard (J.).** — *Théorie et Pratique des assurances terrestres*, 2 vol. Paris, Sirey, 1924 et 1925.
- Josserand (L.).** — *Cours de droit civil positif français*, t. II (Théorie générale des obligations. Les principaux contrats du droit civil. Les sûretés). Paris, Sirey, 1930.
- Lalou (H.).** — *La responsabilité civile. Principes élémentaires et applications pratiques* (2^e édit.). Paris, Dalloz, 1932.
- Mazeaud (H. et L.).** — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, 2 vol. Paris, Sirey, 1931.
- Morel (R.).** — *Traité élémentaire de procédure civile*. Paris, Sirey, 1932.
- Niboyet (J. P.).** — *Manuel de droit international privé* (2^e éd.) Paris, Sirey, 1928.
- Pannier.** — *De l'attribution des indemnités d'assurance et de quelques autres indemnités*. Paris, Marchal et Billard, 1889.
- Planiol (M.).** — *Traité élémentaire de droit civil*, (8^e éd.), 3 vol., Paris. Librairie de droit et de jurisprudence, 1921.
- Planiol (M.) et Ripert (G.).** — *Traité pratique de droit civil français*, 14 vol. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1923-1931.
- Sachet (A.).** — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail* (6^e éd.). Paris, Sirey, 2 vol., 1921.
- Sumien (P.).** — *Traité des assurances terrestres et de la réassurance* (3^e éd.). Paris, Dalloz, 1931.

Thèses.

- Bizière (P.).** — L'assureur directeur du procès en responsabilité civile. *Thèse Paris*, 1930.
- Debray (R.).** — Privilèges sur les créances et actions directes. *Thèse Paris*, 1928.
- Dubois (H.).** — Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun. *Thèse Paris*, 1928.
- Maury.** — Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français. 2 vol., *Thèse Toulouse*, 1920.
- Montcharmont.** — L'assurance pour compte. *Thèse Paris*, 1930.
- Riquoir (Ch.).** — L'action directe en matière d'assurances. *Thèse Toulouse*, 1929.
- Solus (H.).** — L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du code civil. *Thèse Paris*, 1914.
- Sultana (Ch.).** — Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude spéciale de l'action directe. *Thèse Alger*, 1929.
- Weens.** — Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité. *Thèse Paris*, 1927.

Notes et articles de Revues.

- Appleton (J.).** — La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente. *D. H.* 1932. Chronique, pp. 409 et s.
- Balleydier.** — Des privilèges sur les créances. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1886, pp. 415 et s.
- Blaisot (A.).** — L'action directe de la victime contre l'assureur. *Journal des assurances*, 1930, pp. 5 et s.
- Capitant (H.).** — La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance. *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, pp. 739 et s.
- Colin (A.)** (Conseiller à la Cour de cassation). — Rapport à Cassation (chambre civile), 14 juin 1926. *D. P.*, 1927, pp. 60 et s.
- Darras et Tarbouriech.** — De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurance et des autres indemnités dues à l'occasion de la perte d'une chose. Commentaire des articles 2 et suivants de la loi du 19 février 1889. *Annales de droit commercial*, 1889, p. 241 ; 1890, p. 48.
- Delmas (J.).** — *Etude de l'influence de la législation du travail sur les assurances responsabilité de droit commun* (Conférence).
— Réflexions sur l'assurance contre les accidents causés aux tiers par les automobiles. *La vie automobile* du 10 mai 1930.
- Demogue (R.).** — Commentaires à la *Revue trimestrielle de droit civil*. 1924, p. 996 ; 1925, p. 892 ; 1926, p. 430 et 756 ; 1931, p. 414 ; 1932, p. 426 et 770.
- Dupuich (P.).** — Note au *D. P.*, 1908, 1. 265.
- Escorbiac (J.).** — Commentaire de la loi du 19 février 1889. *Lois nouvelles*, 1889, 1^{re} partie, pp. 416 et s.
- Esmein (P.).** — Note au *Recueil Sirey*. 1927. 1. 25.
- Gardenat (L.).** — L'action directe de la victime d'un accident contre la compagnie d'assurance. *La Semaine juridique*, 1932, p. 387 à 843.
- Grosclaude (J.).** — L'action directe, concept inquiétant. *La Semaine-Assurances*, 1932, pp. 753 et s.
- Guyot (P.).** — Les assurances privées. Commentaire de la loi du 13 juillet 1930. *Lois nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, p. 409 à 499.
— Note au *Recueil Sirey*, 1930. 2. 121.
- Hébraud (P.).** — L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1931, pp. 488 et s.
- Josserand (L.).** — Notes au *Dalloz périodique*, et notamment 1927. 1. 57 ; 1930. 2. 4 ; 1933. 1. 5.
- Labbé.** — Privilèges spéciaux sur les créances. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1876, pp. 571 et s. ; pp. 665 et s.
— Notes au *Recueil Sirey*, 1885. 1. 409 ; 1886. 1. 449 et 2. 49.
- Lalou (H.).** — Les civilement responsables du fait d'autrui et les juridictions répressives. *D. H.*, 1932. Chronique, pp. 105 et s.
— Note au *Dalloz périodique*, 1930. 2. 85.

- Lamothe** (Substitut du Procureur Général). — Conclusions à Paris, 30 mai 1932. *Recueil de la Gazette du Palais*, 1932. 2. 158.
- Lecouturier**. — De l'action directe du propriétaire contre l'assureur du locataire. *Recueil périodique des assurances*, 1895, pp. 560 et s.
- Lepelley-Fonteny** (Substitut du Procureur Général). — Conclusions à Paris (4^e ch.), 10 février 1932. *Revue générale des assurances terrestres*, 1932, pp. 513 et s.
- Loup (Jean)**. — La faute initiale et déterminante. *Recueil juridique automobile*, 1932, pp. 412 et s. ; pp. 477 et s.
- Lyon-Caen (L.)**. (Substitut du Procureur Général). — Conclusions à Tribunal civil de la Seine, 4 mars 1924. *Recueil périodique des assurances*, 1924, p. 136 et s.
- (Avocat général). — Conclusions à Paris (7^e ch.), 21 juin 1933. *Revue générale des assurances terrestres*, 1933, pp. 829 et s.
- Mazeaud (H.)**. — Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation d'un préjudice moral à la suite d'un décès accidentel. *D. H.*, 1932. Chronique, pp. 77 et s.
- Mazeaud (L.)**. — De la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité. *D. H.*, 1929. Chronique, pp. 53 et s.
- La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932. Chronique, pp. 117 et s.
- Naquet**. — Note sous Cassation (ch. civile), 17 juillet 1911. *Recueil Sirey*, 1915. 1. 145.
- Niboyet (J. P.)**. — Notes à la *Revue de droit international privé*, 1931, pp. 292 et 668.
- Perraud-Charmantier**. — Action directe contre l'assureur étranger. *L'Assureur-Conseil*, 1931, p. 11 à 19.
- Perreau (E. H.)**. — Commentaire à la *revue critique de législation et de jurisprudence*, 1931, p. 245.
- Perroud (J.)**. — L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurances étrangères. *Revue générale des assurances terrestres*, 1931, pp. 21 et s.
- Notes à la *Revue générale des assurances terrestres*.
- Picard (Maurice)**. — L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident. *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, pp. 1 et s.
- Pour une loi sur les accidents d'automobiles. *Revue générale des assurances terrestres*, 1931, pp. 5 et s.
- L'autonomie de l'action directe. *Revue générale des assurances terrestres*, 1933, pp. 725 et s.
- Notes à la *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, 1931, 1932, 1933.
- Planiol (M.)**. — Notes au *Dalloz périodique*, 1896. 2. 241 ; 1912. 1. 81.

- Reynaud** (Avocat Général). — Conclusions à Paris (4^e ch.), 25 février 1930. *Recueil de la Gazette des Tribunaux*, 1930, 2^e semestre, 2, 83.
- Rouast**. — Notes au *Dalloz périodique*, 1930. 1. 33 et à la *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 399.
- Roux (A.)**. — La victime, l'auteur de l'accident et l'assurance. *Lois nouvelles*, 1930, 1^{re} partie, pp. 27 et s.
- Saintelette**. — De l'action directe du propriétaire (ou de l'assureur subrogé à ses droits) contre l'assureur des risques locatifs. *Recueil périodique des assurances*, 1911, pp. 426 et s.
- Saintelette (G. L.)**. — Note au *Recueil périodique des assurances*, 1922, p. 241.
- Sarrut (L.)**. — Note au *Dalloz périodique*, 1901. 1. 353.
- Savatier (R.)**. — Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque avec responsabilité partagée. *Revue générale des assurances terrestres*, 1933, pp. 501 et s.
- Schaffhauser (E.)**. — Création d'un privilège sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur de l'accident. Loi de 28 mai 1913. *Lois nouvelles*, 1913, 1^{re} partie, pp. 221 et s.
- Sudre (J.)**. — Note au *Recueil périodique des assurances*, 1932, pp. 263 et s.
- Sumien (P.)**. — De l'action directe de la victime d'un accident contre un assureur étranger. *D. H.*, 1932. Chronique, pp. 41 et s.
- Thaller (E.)**. — Note au *Dalloz périodique*, 1901. 1. 437.

Revues et Recueils de Jurisprudence.

- L'Argus-Assurances.*
L'Assureur-Conseil.
Dalloz. Recueil périodique (D. P.).
Recueil hebdomadaire (D. H.).
Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
Journal des Assurances.
Journal de Droit International Privé (Clunet).
La Loi.
Lois Nouvelles.
Moniteur des Assurances.
Recueil de la Gazette du Palais (Gaz. Pal.).
Recueil de la Gazette des Tribunaux (Rec. Gaz. Trib.).
Recueil juridique automobile (Rec. jur. aut.).
Recueil périodique des Assurances (Rec. pér. ass.).
Revue critique de législation et de jurisprudence (Rev. crit. leg. et jur.).

Revue de Droit International Privé (Rev. dr. int. pr.).

Revue Générale des Assurances terrestres (Rev. gén. ass. terr.).

Revue trimestrielle de droit civil (Rev. trim. dr. civ.).

La Semaine-Assurances.

La Semaine Juridique.

Sirey. — Recueil de jurisprudence générale (S.).

TABLE DES MATIÈRES

(Le premier chiffre renvoie aux numéros, le second chiffre
renvoie aux pages)

	N ^{os}	Pages
INTRODUCTION	1	1
 <i>PREMIÈRE PARTIE</i>		
CHAPITRE PREMIER. — Mise en cause de l'assuré auteur du dommage	6	5
Section I. — L'action directe exercée avant toute action contre l'assuré.	8	7
§ 1 ^{er} . — Arguments en présence	10	9
§ 2. — Examen critique	12	13
Conclusion	25	31
Section II. — L'action directe exercée postérieurement à un jugement intervenu à l'encontre de l'auteur du dommage	26	31
§ 1 ^{er} . — La responsabilité de l'assuré est établie, mais non le montant de la créance de réparation	27	33
§ 2. — La responsabilité de l'assuré et le montant de sa dette de réparation sont définitivement établis.	37	46
Section III. — L'action directe exercée en même temps que l'action du tiers lésé contre l'assuré	44	55
Conclusion	54	70
CHAPITRE II. — Procédure. Pluralité de dommages et de victimes. Compétence. Condamnation dite in solidum. Voies de recours	58	75
Section I. — Pluralité de dommages et de victimes	61	78
§ 1 ^{er} . — Dommages réciproques.	62	79
§ 2. — Pluralité de victimes	68	83
A. Enoncé du problème	69	84
B. Inconvénients pratiques.	74	87
C. Remèdes proposés	77	89

	N ^{os}	Pages
§ 3. — Concours de la victime et de son employeur exerçant le recours prévu par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 à la suite d'un accident du travail.	88	102
<i>Section II.</i> — Compétence.	95	113
§ 1 ^{er} . — Compétence <i>ratione materiæ</i>	96	113
A. Juridictions civiles et commerciales	96	113
B. Juridictions répressives.	100	119
C. Juridictions administratives	102	120
§ 2. — Compétence <i>ratione loci</i>	105	124
<i>Section III.</i> — Condamnation dite <i>in solidum</i>	117	137
<i>Section IV.</i> — Voies de recours	124	143
Conclusion	129	147
 CHAPITRE III. — Opposabilité ou inopposabilité à la victime des exceptions opposables à l'assuré	130	149
<i>Section I.</i> — Exceptions antérieures à la réalisation du dommage	131	149
<i>Section II.</i> — Exceptions postérieures à la réalisation du dommage	134	156
§ 1 ^{er} . — Examen critique.	138	163
§ 2. — Solution proposée et ses conséquences	147	176
Conclusion	154	187
 CHAPITRE IV. — L'action directe contre un assureur étranger.	156	190
<i>Section I.</i> — Conflit de juridictions	161	197
<i>Section II.</i> — Conflit de lois	168	206
§ 1 ^{er} . — Préjudice réalisé en France	168	206
§ 2. — Préjudice réalisé à l'étranger	185	230
Conclusion	187	231

DEUXIÈME PARTIE

FONDEMENT ET NATURE JURIDIQUE DE L'ACTION DIRECTE	188	233
 CHAPITRE PREMIER. — Fondement de l'action directe	191	237
<i>Section I.</i> — Législation	191	237
<i>Section II.</i> — Jurisprudence	198	245

	N ^{os}	Pages
CHAPITRE II. — Nature juridique de l'action directe . . .	204	256
<i>Section I.</i> — Examen des diverses théories préconisées pour définir l'action directe	204	256
Théorie de Labbé	205	257
Stipulation pour autrui	206	258
Gestion d'affaires	207	261
Novation par changement de créancier	208	262
Délégation légale	209	263
Transport légal de créance	210	266
Obligation de rétention	212	269
<i>Section II.</i> — Caractères de l'action directe et essai de définition	214	273
CONCLUSION	225	290
INDEX CHRONOLOGIQUE DE JURISPRUDENCE		293
BIBLIOGRAPHIE		317
TABLE DES MATIÈRES.		323

SORTI DES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD
== A LAVAL (FRANCE) ==

